«Dame de fer».

Suppléments : Radio-TV/Rhône-Alpes



QUARANTE-HUITIÈME ANNÉE - Nº 14421 - 6 F

Les ennuis

de M. Major

JOHN MAJOR doit vivre VI. avec l'amère réalité qui domine son destin politique

depuis novembre dernier : il n'a été choisi comme leader par le

groupe parlementaire conserva-

teur que parce qu'il n'était pas Me Thatcher... Dans l'euphorie

des premiers mois, cette vérité

était quelque peu occultée par la popularité personnelle du nou-

vezu premier ministre, dont la

simplicité d'allure et de goûts

tranche agréablement avec l'ar-

rogance naturelle et quasiment

royale de l'illustre dame qui l'a

M. Major avait aussi pour lui

es. Les parlementaires tories,

d'être supposé pouvoir gagner les prochaines élections géné-

qui ont mis fin, en quarante-huit

heures et sans complot appa-

rent, à la carrière de la « Dame

de fer », n'ont pas changé de

préoccupation. Ils veulent retrou-

ver leurs sièges, quelle que soit la date du scrutin, et ce souci

passe avant celui du maintien de

leur parti au 10 Downing Street.

Certains d'entre eux jouent

même la politique du pire, estiment qu'une cure d'opposition

est devenue nécessaire au bout

A mauvaise nouvelle est Larivée sous la forme d'un sondage, publié par le « Daily Telegraph ». Les conservateurs

sont déconnais à huit points derrière les travaillistes, lis per-

draient donc le pouvoir al des élections avaient lieu immédiate-ment, et le Labour aurait la pos-

sibilité, en disposant d'une courte majorité absolue, d'appliquer intégralement son pro-

gramme, si toutefois M. Kin-

nock le leader de l'opposition,

préter de la sorte la voionté des electeurs britanniques, tradition-

neliement subtils et même

maineurs de son efils spirituel's

en déclarant à des journalistes japonais qu'elle était toujours

persuadée d'avoir eu raison lors-

qu'elle avait instauré la poli-tex

chute - et qu'elle était prête à défendre celle-ci en importe où.

n'importe quand et face à n'im-

CES propos ont été aussitôt Cinterprétés comme une

attaque directe contre M. Major,

equel a aboli cet impôt détesté.

et même comme l'annonce

d'une campagne soumoise pour le ratour au pouvoir de la « Dame

de fera. Celle-ci a fait pis encore en précisant que la méthode

choisie per son successeur, aug-menter de 2,5 % la TVA (peu

populaire, elle aussi) pour com-

penser la manque à gagner dû à

la suppression de la poli-tax,

était eun pas en direction de la

Le problème, pour M. Major, est qu'il est nettement plus è gauche que M- Thatcher mais

que celle-ci, pourtant réputée

pour son flair politique, ne s'en

est pes rendu compte lorsqu'elle l'a choisi pour lui succéder. Elle

était tellement occupée à empêcher M. Michael Heseltine de devenir premier ministre

qu'elle n's pas remerqué que, des trois candidats en lice (le troisième était M. Douglas

Hard), M. Major étzit, de loin, le plus fidèle à la grande tradition

nier par Benjamin Disraell. Ce fut, avec la poll-tax, la saule

erreur politique majeure de la

mesure qui a précipité sa

M- Thatcher a ajouté aux

DIMANCHE 9 - LUNDI 10 JUIN 1991

Des élections législatives et présidentielle avant la fin de l'année

Les islamistes algériens ont remporté une importante victoire

semaines semble être en voie de règlement rapide après l'annonce, faite par M. Sid Ahmed Ghozali, le nouveau premier ministre, vendredi ' juin, d'élections législatives et présidentielle avant la fin de cette année. Du coup, le Front islamique du salut (FIS) - pour qui cette décision représente une importante victoire -

de notre correspondant

L'annonce de prochaines élections législatives et présidentielle avant la fin de l'année a été faite par M. Abassi Madani, président du FIS, vendredi, au cours de la grande prière à la mosquée de Bab-el-Oued. Cette première apparition publique, depuis l'instauration de l'état de siège, du chef de file des intégristes, désor-mais flanqué de son inévitable second, M. Ali Benhadj, avait attiré les foules. Sous l'œil vigilant des forces de l'ordre mass aux alentours de la mosquée, des milliers de fidèles débordant dans toutes les rues avoisinantes ont

Quelques heures plus tard, l'entourage de M. Ghozali confirmait

la nouvelle, précisant, toutefois que les scrutins législatif et présidentiel n'auraient pas lieu le même jour. On apprenait que le premier ministre avait, le matin même, reçu la direction du FIS pour l'informer qu'il agissait ainsi sur mandat du président Chadli Bendjedid. Il avait expliqué à ses interlocuteurs que sa mission était de «créer les conditions du rétablissement de la paix civile» et de tout faire pour parvenir à la « transparence et à la sincérité » des futures élections. Pour le FIS, il s'agit d'une énorme victoire.

qu'il s'était entendu avec le pou-

voir pour que de nouvelles élec-

tions soient organisées dans les

La crise que traverse l'Algérie depuis deux a annulé le mot d'ordre de grève générale illimitée qu'il avait lancé le 25 mai.

Commentant brièvement, vendredi, les événements de ces demiers jours en Algérie, dont le bilan, selon les sources, varie de vingt à cinquante morts, M. Francois Mitterrand a souhaité que « les trois termes de démocratie, de paix civile et de prospérité soient liés ».

> Son mouvement avait déjà arraché la démission de M. Mouloud Hamrouche, l'ancien premier ministre, tout en obtenant le report *sine die* des élections législatives prévues pour le 27 juin. Mais, avec la perspective d'une élection présidentielle dans les six mois, les islamistes atteignent la

> quasi-totalité de leurs objectifs. Reste à discuter des élections législatives nouvelle manière, c'est-à-dire obtenir un découpage pas celui, profondément inégalitaire, imposé par le gouverne-ment précédent et voté avec plus ou moins d'enthousiasme par

GEORGES MARION Lire la suite page 5

L'OTAN et la sécurité européenne

- FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE



Lire page 3 l'article de CLAIRE TRÉAN : « L'OTAN reconnaît à l'Europe des Douze le droit de se doter d'une politique de sécurité »

La classe politique est divisée sur le « vote préférentiel »

Polémique à Mantes-la-Jolie

Avant sa mort, Aïssa Ihich aurait été violemment frappé par des policiers

André Téchiné s'autocensure

Le cinéaste est contraint de prévoir pour la télévision une version « expurgée » de son film J'embrasse pas

Le sommaire complet se trouve page 16

Léger signe de reprise

Le chômage a de nouveau augmenté aux Etats-Unis au mois de mai, passant de 6,6 % de la population active à 6,9 %. Simultanément, l'économie américaine emplois, pour la première fois depuis un an. Gain faible (59 000), surtout après les pertes enregistrées depuis le début de l'année (838 000), mais dans les secteurs les plus touchés par le recul de l'activité économique : industrie et construction. Cet indice de reprise a été salué par le marché des changes, et le dollar en hausse a frôlé les 6 francs et a coté 1,78 DM.

Après six mois de réces-sion, les statistiques de l'emploi sont un signe sup-plémentaire d'une probable reprise économique, après l'amélioration des ventes de logements et des commandes passées à l'indus-trie. Mais la consommation des particuliers reste stagnante, faute d'amélioration du pouvoir d'achat des ménages et en raison de leur endettement excessif.
Lire nos informations

par Jean-Marie Colombani Deux mandats, c'est « peutêtre» trop long! Par une de ces coquetteries qu'il affectionne, et qu'il accompagne généralement de la mention de l'âge qu'il attendra au terme de son second septennat (soixante-dix-huit ans), M. Mitter-

rand s'est en fait, depuis les rives du lac de Lugano, rappelé au bon souvenir de la droite. Quatorze ans, c'est surtout long pour ceux qui sont privés d'un pouvoir suprême que M. Mitterrand exerce avec une gourmandise manifeste, un appétit intact, ne négligeant aucun de ses attraits. La droite, que M. Mitterrand a installée dans un statut d'opposi-

tion, ferait bien de prendre la parole présidentielle pour ce qu'elle est : une façon de mettre le doigt sur la plaie et de lui dire le dogt sur la plaie et de hi dire qu'il entend bien que ce statut-là se prolonge jusqu'en 1995. Au reste, en d'autres lieux, M. Mitterrand ne se prive pas de souligner qu'il compte bien accomplir tout ce temps-là. Encore lui faudra-t-il être en mesure d'éviter l'épreuve, et l'échec, que consti-tuerait une seconde cohabitation.

les perdre. Les socialistes, c'est une affaire entendue, ne font certes pas l'objet d'un rejet de l'opinion, comme ce fut le cas après les gouverne-ments Mauroy et Fabius. La droite elle-même n'est pas très « sexy ». Son image n'est pas fameuse, son potentiel rénovateur paraît marginalisé. Mais la vague des «affaires» ajoutée à un certain

désenchantement, a gravement atteint le crédit «moral» de la gauche; et la mauvaise image de la droite, mise en évidence par la SOFRES, n'a pas empêché le même institut de sondage de la donner victorieuse. Au point que les socialistes eux-mêmes en vien-nent, comme le regrette M. Gérard Le Gall, conseiller du premier ministre pour les ques-tions électorales, à « intérioriser leur défaite ».

Au point surtout que les retrou-

M. François Mitterrand met en place, progressivement, la panoplie avec laquelle il espère priver l'opposition d'une victoire aux élections législatives de 1993 vailles de MM. Mauroy et Mar- jeu politique pour ressusciter la chais, comme le discours de

La droite peut-elle perdre?

Or, à ce jour, la question qui est posée n'est pas de savoir com-M[∞] Cresson, apparaissent comme deux aspects d'une même tentative de parade, non pas tant pour rand pour les mois à venir!
faire perdre la droite que pour Pourtant, il faudra cette ment la gauche peut gagner les prochaines élections législatives. Elle est de savoir si la droite peut l'empêcher de gagner.

La rencontre PC-PS a eu évidemment un côté parsaitement ringard, assez largement artificiel; mais elle était inévitable pour qui se préoccupe de simplifier les reports de voix à gauche. A charge pour M= Cresson de réveiller les abstentionnistes. Et donc de faire du bruit. Chaque jour qui passe confirme, en effet, que le dispositif mis en place autour du nouveau premier ministre est purement électoral. La gestion ostentatoire et le réformisme discret qui ont caractérisé le gou-vernement Rocard cèdent la place à leurs contraires : la mobilisation et l'agitation partisanes.

Car, pour retrouver la gauche, M. Mitterrand a besoin, dans un premier temps, de «colériser» le débat public, comme aime à le dire M. Louis Mermaz, d'organiser les conflits, comme le souhaite M. Harlem Désir, de radicaliser le

fronts, revenir à des clivages connus : telle est la potion Mitter-

Pourtant, il faudra cette fois davantage que la perspective d'un retour de la droite pour mobiliser la gauche et réveiller les abstentionnistes. De ce point de vue, le sort de l'opposition dépend du contexte économique et social, du comportement de la gauche et de celui de la droite elle-même. En dehors des risques que tout

gouvernement encourt, celui-là plus qu'un autre, et qui sont de l'ordre de l'impondérable (explosions brutales, sociales ou citadines, mal maîtrisées), en dehors de la réapparition «d'affaires» qui inciteraient le «peuple de gauche» à disqualifier ses propres représentants, l'évolution de la situation économique sera déterminante. La reprise viendra-t-elle assez tôt? Aura-t-elle surtout des effets per-ceptibles sur l'emploi? La marge

de manœuvre du gouvernement, bien évidemment, en dépend. Lire la suite page 6

conservatrice áprise de justice sociale, instaurée au siècle der-

DIANE ACKERMAN

Le livre des sens

"Un véritable hymne à la vie." J.P. Chatrier, Elle

Grasset

Le gourou américain de Roland-Garros

Le temps n'a pas eu pitié des organisateurs des Internationaux de France de tennis, au stade Roland-Garros. Pour le centième anniversaire du tournoi, ils avaient pris toutes les dispositions afin de favoriser la victoire d'un attaquant dans le simple messieurs. En alourdissant la terre battue, la pluie a fait échec aux balles rapides et au sel placé sous la brique pilée.

A la place de l'affrontement attendu Edberg-Becker, la finale devait avoir lieu dimanche 9 juin entre André Agassi et Jim Courier. Deux Américains, pour la première fois depuis 1954. Ces deux joueurs de fond de court ont un autre point commun: celui d'être passés - tout comme la Yougoslave Monica Seles, finaliste du simple dames contre Arantxa Sanchez - par l'école du plus controversé des entraîneurs, Nick

Lire page 9 les articles de GÉRARD ALBOUY et de BERTRAND POIROT-DELPECH

A L'ETRANGER: Abbine, 4.50 DA: Marce, 8 DH; Tunista, 750 m; Allemagne, 2.50 DM: Autriche, 25 SCH; Belgique, 40 FB; Carede, 2.25 S CAN; Antiles/Réunion, 9 F; Cite-d'Ivoire, 465 F CFA; Danemark, 14 KRD; Espagne, 190 PTA; G.B., 85 p.: Grèce, 200 DR, Irlande, 1, 10 f; Italie, 2 200 L; Luxembourg, 42 FL; Norvège, 14 KRN; Pays-Bas, 2,75 FL; Portugal, 170 ESC; Sénégal 450 F CFA; Suède, 15 KRS; Suisse, 1,90 FS; USA (https://doi.org/10.1016/j.j.).

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL 15, RUE FALGUIÈRE, 76501 PARIS CEDEX 15 Tél.: (1) 40-65-25-25 Télécopieur: (1) 40-65-25-99 Télex: 206.806 F

ADMINISTRATION :

ADMINISTRATION : 1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX Tél. : (1) 40-65-25-25 Télécopieur : (1) 49-60-30-10 Télex : 261.311 F

Edité par la SARL le Monde

Durée de la société; cent ans à compter du 10 décembre 1944. Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société
Société civile

a Les Rédacteurs du Monde ».

Association Reuve-Méry »

Le Monde

Imprimere du a Monde » 12, r. M.-Gunsbourg 94852 IVRY Cedex

amission paritaire des journaux et publications, n° 57 437 ISSN : 0395-2037

enseignements sur les microfilms e index du Monde au (1) 40-65-29-33

LE MONDE TÉLÉMATIQUE Composez 36-15 · Tapez LEMONDE ou 36-15 · Tapez LM

ABONNEMENTS
1. PLACE HUBERT-BEUVE-MERY, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX.

Tél. : (1) 49-60-32-90

1 123 F

2 956 F

ÉTRANGER

par voie aérienne tarif sur

demande.

Pour vous abonner

RENVOYEZ CE BULLETIN

accompagné

de votre règlement

à l'adresse ci-dessus

ou par MINITEL 36-15 LEMONDE

code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs on provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux

semaines avant leur départ, en indi-quant leur numéro d'abonné.

BULLETIN

D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

l cuillez avoir l'obligeance d'ective tous les noms propres en capitales d'impriment

Le Monde

Edité per la SARL Le Monde

Comité de direction : wes Lasourne, gérant xeur de la publication Bruno Frappat Bruno Frappet directeur de la rédection Jacques Gulu ecteur de la gestion Manuel Lucbert secrétaire général

Rédacteurs en chef : Jecques Amelric Jean-Marie Colombani Robert Solé

Anciens directeurs Hubert Beuve-Méry (1944-1969) Jacques Fauvet (1969-1982) André Laurens (1982-1985) André Fontaine (1985-1991)

111 MQN 03

3 mois 6 mois

Adresse :

Localité : _

FRANCE SUISSE BELGIQUE LUXEMB. PAYS-BAS

468 F

890 F

1 620 F

ROIS jours après le congrès d'Epinay, qui venait de donner naissance au Parti socialiste, François Mitterrand est élu premier secrétaire : c'est le 16 juin 1971. « Le congrès n'était pas joué d'avance et personne n'aurait pu prévoir qui seruit le congrès proposite transfer du nation proposite de partie de

ceux qui comparent son succès à une OPA sur la vieille maison socialiste en cours de Rien n'était joué, en effet, le vendredi récédent, à l'ouverture de ce congrès de l'unité socialiste, dans la nef du gymnase Léo-Lagrange du Palais des sports d'Epinay-sur-Seine. Et certainement pas la victoire de François Mitterrand! D'un côté, ses amis pensaient que son heure n'était pas encore venue, de l'autre, ses alliés considéraient qu'elle était passée. Tous se retrouvaient dans cette ville de la banlieue parisienne après en avoir visité bien d'autres. Pour arriver à Epinay, il avait fallu passer par Puteaux, Alfortville et Saint-Gratien, Issy-les-Moulineaux, Bagneux, labyrinthe par-semé d'obstacles et de fausses issues. Trois années à se chercher et à se manquer sur les terres désolées de la gauche, après les mésaventures de mai 1968 et le retour en force de la droite aux élections législatives

premier secrétaire du parti », rappelle-t-il à

Les retrouvailles des diverses compocantes du socialisme démocratique, la quête de l'unité de la gauche, communistes compris, relevaient du mythe et du fantasme. Les initiés parlaient de «refaire 1905», année du congrès de la première union des socialistes et de la nazissance de la Section française de l'Internationale ouvrière (SFIO), et « d'effacer 1920 », année du congrès de Tours et du schisme dont devait naître le Parti communiste. C'était un rêve, que la réalité de la guerre froide entre l'Est et l'Ouest devait maintenir en l'état.

Dans ces temps difficiles, la SFIO avait survécu tant bien que mal, plutôt mal à la longue, à force de couvrir sous un discours de gauche des choix politiques qui l'asso-ciaient à la droite. Les épreuves de la décociaient à la droite. Les épreuves de la déco-lonisation et le retour au pouvoir de De Gaulle, en 1958, l'avaient divisée – d'où la création du PSA, puis du PSU – et mise sinon hors course, du moins hors d'état de la faire en tête. C'est ainsi qu'à la première élection au suffrage universel du président de la République, en 1965, les socialistes s'étaient accommodés de la candidature de François Mitterrand, qui p'était pas des François Mitterrand, qui n'était pas des leurs. Puis, faute de mieux, ils avaient par-ticipé à l'ébauche de regroupement qu'avait incarné, sous l'égide du même, la Fédération de la ganche démocrate et socialiste (FGDS), qui ne résista pas aux déboires électoraux de 1968.

La SFIO s'efface

La SFIO avait admis alors que son temps était fini et que, pour rassembler tous les socialistes, il convenait de leur offrir un autre cadre en mesure de les attirer. En effet, tous ceux qui se réclamaient de la gauche socialiste s'étaient éparpillés en une multitude de partis, groupes et clubs. Des clubs surtout, les uns s'étant organisés autour de François Mitterrand dans la Convention des institutions républicaines (CIR), les autres autour de personnalités décues par le PSU, telles l'Union des clubs pour le renouveau de la gauche (UCRG), d'Alain Savary, l'Union des groupes et clubs socialistes (UGCS), de Jean Poperen. Aussi, à son congrès de Puteaux, en 1968, la SFIO avait-elle décidé de s'effacer au profit d'une nouvelle formation, et Guy Mollet, son secrétaire général et véritable mentor depuis 1947, avait annoncé qu'il ne briguerait plus le leadership. (Il est mort en 1975.)

Les négociations engagées pour mener à bien ces retrouvailles n'aboutirent qu'à moitié, puisque, au congrès d'Alfortville, en mai 1969, les conventionnels de François Mitterrand et les partisans de Jean Poperen, en désecond avec leurs interlocuteurs. en désaccord avec leurs interlocuteurs, notamment sur la question de la candida-ture à l'élection présidentielle imposée par le retrait du général de Gaulle, ne vinrent pas à ce premier rendez-vous : ils se réuni-rent séparément à Saint-Gratien.

Un nouveau Parti socialiste se constitua avec l'apport de l'UCRG d'Alain Savary et désigna, aux dépens de ce dernier, un can-didat non unitaire à l'élection présidentielle

1986, après avoir été ministre d'Etat). Le maire de Marseille devait se lancer dans la compétition, en tandem avec Pierre Mendès France (mort en 1982), et n'y obtenir que 5 % des suffrages, au sein d'une gauche plus divisée que jamais. Et absente au second tour!

Après ce nouvel échec, les artisans du nouveau Parti socialiste se donnent un autre leader, Alain Savary (mort en 1988 après avoir été ministre de l'éducation nationale), et recoivent le renfort des quelques conventionnels et des membres de l'UGCS de Jean Poperen qui ont, entre temps, accepté de signer avec le CERES de Jean-Pierre Chevenement l'appel dit de Bagneux en faveur d'une stratégie unitaire, (Le Centre d'études, de recherches et d'éducation socialiste agissait comme un groupe de pression en marge et à l'intérieur de la SFIO pour lui rendre son identité de

Renversement d'alliances

D'autres congrès «séparés» suivront - tandis que le PS prépare les élections municipales de mars 1971 avec le souci de préserver les places fortes du parti, dont les unes sont tenues avec la gauche et d'autres avec la droite – jusqu'à la constitution, au début de 1971, d'une Délégation nationale pour l'unité des socialistes, présidée par Nicole Questiaux, conseiller d'Etat qui deviendra ministre de la Solidarité nationale, et composée de dix socialistes, deux conventionnels et quatre sans-parti. Le congrès de réunification est organisé sur les bases forfaitaires de soixante-dix mille adhérents socialistes et dix mille conventionnels, avec une ouverture aux nouveaux

dans le gymnase, les retrouvailles précèdent et retardent l'ouverture du congrès : on s'observe, on se congratule, on repère les chess de file qui siègent modestement à la table de leurs fédérations.

Celles-ci sont classées dans l'ordre alphabétique, en deux travées qui font face à la tribune, de telle sorte que les délégués des Bouches-du-Rhône, avec Gaston Defferre, se trouvent au premier rang à droite, et ceux du Nord, avec Pierre Mauroy, au même niveau à gauche, devant la table de la Nièvre, où se tient François Mitterrand.

De la SFIO, il reste un sens des préséances, qui tient compte de la puissance des grosses fédérations, et la couleur rouge des draperies. En revanche, point de drapeaux, point d'emblèmes, les trois célèbres flèches ont disparu. On doit, sans doute, à la CIR la présence de charmantes hôtesses vêtues de rouge. Il y a toujours eu de jolies dames parmi les conventionnels et on en retrouve quelques-unes parmi les délégués -mais point encore Edith Cresson, qui ne percera que plus tard.

La présence de Robert Buron, ancien ministre, venu de la démocratie-chrétienne (MRP), animateur du groupe Objectif 1972, (mort en 1973), et de militants du mouvement Vie nouvelle préfigure ce que le renouveau socialiste devra à l'apport de la gauche chrétienne. D'une manière générale, l'âge, la tenue, le comportement des congressistes confirment le renouvellement déjà perceptible lors des précédentes tentatives d'unification. Nicole Questiaux rend compte, d'une voix fragile, de la mission de la Délégation pour l'unité, avec laquelle elle a fait son entrée en politique. Elle indique que 21 délégués représentent quelque 3500 nouveaux adhérents.

An centre des débats, il y a le problème des relations avec le Parti communiste. mais les principales motions d'orientation en présence ne se distinguent que par des nuances : les unes veulent en venir rapide-ment à un accord de gouvernement avec les communistes (ce sera le Programme commun, en 1972), les autres y mettent davantage de conditions. L'important, comme avant et comme après Epinay, ce sont les signataires ou les inspirateurs de ces textes. Gaston Defferre et Pierre Mauroy ont fait cause commune, Alain Savary, premier secrétaire, a Guy Mollet à sez côtés, les conventionnels ont leur contribution et l'aile gauche se distingue par deux motions, proches par le contenu, défendues l'une par Jean Poperen et ses amis, l'autre par le CERES.

propos des statuts du part et du mone d'élection des organismes dirigeants. Dans un premier vote, la conjonction des courants CERES, Savary-Mollet, Jean Poperen assure, contre les partisans du scrutin majoritaire (CIR, Nord, Bouches-du-Rhône), le succès du principe de la proportionnelle. Il apparaît bien vite que les proportionnalistes ne sont pas d'accord entre eux, puisque les uns refusent aux autres l'application intéuns refusent aux autres l'application intégrale du système. Jean-Pierre Chevenement observe qu'à ce jeu-là les courants minori-taires n'obtiendraient pas leur juste part. Aussi maintient-il la revendication de l'inté-

L'argument vaut pour les conventionnels, s'ils ne veulent pas être marginalisés, tandis que les dirigeants des fédérations des Bouches-du-Rhône et du Nord comprennent qu'ils ont intérêt à laisser le jeu ouvert pour ne pas conforter une majorité autour du courant Savary-Mollet. Claude Estier, pour la CIR, et Gaston Defferre se pronocceront donc pour la proportionnelle inté grale, qui est largement approuvée.

Loin de se défaire dans le débat sur les orientations et le type d'accord qu'il faut passer avec le Parti communiste, cette alliance majoritaire entre des courants clas-sés les uns à droite, les autres à gauche, se maintiendra au profit du texte présenté par François Mitterrand et devenu, soudain, très proche de celui du CERES. Pierre Mauroy et Gaston Defferre ne sont pas en reste dans ce «gauchissement». Le premier assure que les socialistes sont à la fois réformistes et rév toute solution de troisième force, le second se défend, en rappelant ses prises de posi-tion en faveur de la décolonisation, de l'image de droite qu'on tente de lui accoler. Il s'agissait, rappelons-le, de lancer, après bien des difficultés, un nouveau parti, de redonner ses chances au socialisme. L'an-cienne SFIO et ceux qui l'incarnaient ont fait les frais de cette volonté de rénovation : sa minorité s'est associée aux nouveaux venus pour obtenir de vrais chan-

Un nouveau parti appelait un nouveau leader dans le verbe duquel « le peuple de gauche » et, d'abord – tout de suite, – les militants anciens et nouveaux, pourraient s'identifier. François Mitterrand, qui prononça, ce jour-là. Fun de ses meilleurs discours, répondit à cette attente. A ce partien gestation, encore fragile, qui n'avait pas fait ses preuves et qui paraissait surtout additionner ses faiblesses et ses contradiciones il grande paraissait surtout additionner ses faiblesses et ses contradiciones il grande paraissait surtout additionner ses faiblesses et ses contradiciones il grande paraissait surtout additionner ses faiblesses et ses contradiciones il grande paraissait surtout actions il grande paraissait surtout additionner ses faiblesses et ses contradiciones il grande paraissait surtout actions de la contradicione il grande paraissait surtout actions de la contradicione il grande paraissait surtout action de la contradicione tions, il expliqua qu'il convenait d'aborder le débat nécessaire avec le Parti commu-niste en position de force, en tout cas sans

Ces militants, dont la culture politique était, pour la plupart, plus sentimentale que doctrinaire, et, pour les autres, plus formellement marxiste que réellement révolution-naire, il sut les émouvoir en donnent quenaire, il sut les emouvoir en donnant que-que ampleur à leur espoir de changement. « Le véritable adversaire, le seul, car tout passe par hui, c'est cehui qui tient les clés-Cehui qu'il faut déloger, c'est le monopole, toutes les puissances de l'argent, cet argent qui tue, qui achète, qui ruine, qui pourit jusqu'à la conscience des hommes », disait-il alors, ie bras tendu, le buste en avant sur la tribune, la phrase ample, ignais achevée. tribune, la phrase ample, jamais achevét, scandée plus qu'interrompue par les pauses, et qui, après avoir pris possession de l'auditoire, s'élance vers d'autres horizons.

ANDRÉ LAURENS



(T-18 T · 12 19 1 «Le peuple de gauche»

77 to 14

22 mg - 12 mg

in the second

Arte Contract

100 Per 1912

\$3 5 th 1 2:

المشاء المساولات

Strain a

Same of

Service ...

Sign in

A STATE OF THE PARTY OF THE PAR

ERECT TO

La déclaration des Sein

Les fonctions essentie de l'Alliance

"GRAND JURY" RTL - Le Monde dimanche 18h30 en direct sur MICHEL animé par Olivier **MAZEROLLE** Marc AMBROISE-RENDU et Jean-René LORE (le Monde) avec Paul-Jacques TRUFFAUT MINISTRE D'ÉTAT, MINISTRE DE LA VILLE ET DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE et Philippe BALLARD (RTL)

L'OTAN reconnaît à l'Europe des Douze le droit de se doter d'une politique de sécurité

Les ministres des affaires étrangères des pays membres de l'OTAN, réunis à Copenhague les 6 et 7 juin, se sont mis d'accord sur des textes qui admettent l'émergence d'une « identité auropéenne » en matière de défense et qui définissent les fonctions de l'Ajliance dans le nouveau contexte Est-Ouest. La réforme générale de l'OTAN sera soumise pour approbation à un sommet des chefs d'Etat et de gouvernement qui se tiendra les 7 et 8 novembre prochain à Rome.

Le conseil atlantique de Copenhagne restera donc dans les annales comme celui où l'OTAN a explicitement reconnu à l'Europe des Douze le droit de s'occuper de sa sécurité. En contrepartie, les ministres des affaires étrangères ont rappelé leur attachement à la permanence d'une Alliance qui incarne la solidarité transatlantique, qui se réorganise en mainte-nant ses structures militaires inté-grées et qui se donne pour nouvelle mission, dans le contexte de l'après-guerre froide, de développer une coopération avec les pays d'Europe de l'Est.

Les deux enceintes dans lesquelles il est depuis quelques mois question de la sécurité de l'Europe - celle de l'OTAN en cours de modernisation et celle de la CEE en passe, si tout va bien, de se transformer en «union politique» - ne sont donc plus considérées comme concurrentes : le respect mutuel des deux démarches et leur complémentarité ont été décrétés à Copenhague, et les sus-picions réciproques officiellement

Le communiqué final Le rôle de l'Europe en matière de défense

(...) Une Alliance atlantique dans la nouvelle arch tecture d'une Europe débarrassée de toute division (...). Un important fondement de cette rénovation est que tous les alliés s'accordent pour accroître le rôle et les responsabilités des membres européens. Nous saluons les efforts visent à renforcer encors la dimension de sécurité dans le processus d'intégration européenne et nous reconnaissons l'importance des progrès réalisés par les pays de la Communauté européenne vers une union politique incluent le développement d'une politique étrangère et de sécurité commune. Ces deux processus se renforcent mutuellement (...).

Nous entendons, paralièlement à l'émergence et au développement d'une identité européenne de sécurité et du rôle de l'Europe en matière de défense, consolider le lien transatiantique fondamental dont l'Alliance est le garant et maintenir plainement l'unité stratégique et l'indivisibi-lité de la sécurité de tous les aliés. (...) Nous sommes tous d'accord pour estimer qu'il convient de maintenir les dispositifs militaires nécessaires pour assurer la défense collective des alliés. Cela s'applique notamment à la structure militaire intégrée pour les pays qui y partici-Reconnaissant qu'il appartient

aux alies auropéens concernés de décider des dispositions nécessaires à l'expression d'une politique étrangère et de sécurité et d'un rôle de défense communs au niveau de l'Europe, nous sommes en outre convenus de mettre au point des modalités pratiques permettant d'assurer la transparence et la compiémentarité nécessaires entre l'Alliance et l'identité de sécurité et de défense européenne qui prend forme au sein des Douze et de l'UEO. Il conviendra notamment d'assurer que les allés qui ne participent pas actualement à l'élaboration d'une identité européenne en manère de politique étrangère et de sécurité et dans la domaine de la défense seront associés aux décisions pouvant engager

abolies. La France craignait, laisser ouverte cette perspective sans préciser ce qu'on mettra notamment après la réunion des qui s'inscrit dans la logique de dedans. Le côté abstrait de la ministres de la défense de l'OTAN la semaine dernière à Bruxelles, qu'un certain activisme anglo amé-ricain pour précipiter la réorgani-sation de l'Alliance atlantique n'hypothèque toute possibilité d'inscrire dans le futur traité sur l'union politique la perspective de doter un jour l'Europe des Douze d'une politique de défense commune. Ce n'est pas le cas : les Européens gardent les mains libres pour réviser comme ils l'entendent le traité de Rome.

Les Etats-Unis, de leur côté, craignaient que cette révision ne se fasse contre l'OTAN, et donc contre eux : les voilà rassurés. Les Européens peuvent faire ce qu'ils veulent, disait en substance M. James Baker vendredi, nous l'accepterons dès lors que cela est conforme au texte qu'ils ont adopté à Copenhague sur les a fonctions essentielles » de l'Al-liance. En réalité, le risque n'était pas considérable pour les Améri-cains, et un responsable français qualifiait vendredi leurs craintes de « fantasmes ». Les Européens, en effet, n'étaient disposés ni à entrer en conflit ouvert avec les Etats-Unis sur ce sujet ni à se donner aujourd'hui des moyens d'intervention militaire collectifs et autonomes par rapport à l'OTAN. Les dirigeants français sont sans illusion à cet égard : «Nous savons bien que les conditions ne sont pas réunies pour créer une force d'ac-tion rapide européenne», dit-on à

Pen désireux de se lancer maintenant dans la définition et la mise en œuvre d'une politique commune de défense, les Euro-péens n'en souhaitaient pas moins

garder la peix, l'Alliance conti-

nuera notamment à utiliser les

moyens suivants: maintien d'un

potentiel militaire suffisant pour

prévenir la guerre et assurer une

défense efficace; (...) capacité glo-bale à gérer des crises mettant

en cause la sécurité de ses mem-

bres; poursuite d'efforts politi-

ques tendant à favoriser le dialo-

gue avec les autres pays et

recherche active d'une approche

de la sécurité européenne faisant

appel à la coopération, notern-ment dans le domaine de la

maîtrise des armements et du

Pour réaliser son objectif

~ Fournir l'une des bases indis-

pensables à un environnement de

sécurité stable en Europe, fondé

sur le développement d'institu-tions démocratiques et sur l'en-

gagement de régler les différents de manière pacifique, dans lequal

aucun pays ne serait en mesure de recourir à l'intimidation ou à la coercition contre un Etat euro-

péen, quel qu'il soit, ni d'imposer

son hégémonie par la menaca ou le recours à la force;

désamement.

l'intégration européenne. A moins de schizophrénie avancée, l'Allemagne, la Belgique, l'Espagne, l'Italie même, ne pouvaient totalement renier dans l'OTAN la logique qu'elles défendent dans la CEE. Encore fallait-il que la France élève la voix pour qu'elles

fassent entendre la leur.

L'Allemagne, en principe alliée de Paris dans cette initiative pour doter la Communauté de compétences en matière de sécurité, n'a d'ailleurs veillé dans cette affaire qu'à ménager la chèvre et le chou, c'est-à-dire sa déférence du moment envers Washington et ses Alors que M. Stoltenberg, le ministre de la défense, enfourchait sans broncher les positions atlantistes la semaine dernière à Bruxelles, M. Genscher s'en excusait auprès des dirigeants français en déplorant ce manque de coordination au sein de son gouverne-

Mais on a déjà vu M. Genscher mettre sur la place publique avec plus de vigueur ses désaccords avec le ministre de la défense. C'est sans excessive ardeur qu'il assume sa solidarité avec l'initiative française en saveur d'une politique européenne de défense, et on a vu vendredi, lors de la conférence de presse qu'il a don-née à Copenhague, que le vérita-ble succès de cette réunion était bien plutôt à ses yeux le message délivré à l'Europe de l'Est.

Quant à la Grande-Bretagne, snivie par les Pays-Bas et plus discrètement par le Portugal, elle est totalement hostile à l'idée de permettre à la Communauté de se doter d'une politique de défense

La déclaration des Seize

Les fonctions essentielles

de l'Alliance (....) Pour conduire sa politique représentant un risque pour leur de sécurité conçue pour sauve- sécurité, et de cadre de coordination approprié de leurs effol dans des domaines d'intérêt

> - Exercer une fonction de dissuasion contre toute menace visant le territoire d'un Etat membre de l'OTAN et une fonction défense en cas d'agression; - Préserver l'équilibre stratégigue en Europe.

D'autres institutions comme la

Communauté européenne et la CSCE ont également un rôle à jouer dans ces domaines. L'affirmation d'une identité européenne de sécurité et de défense mon-trera que les Européens sont essentiel, l'Alliance remplit les tâches fondamentales suivantes : prêts à assumer une plus grande part de responsabilité pour leur sécurité et aiders à renforcer la solidarité transatlantique. En raison toutefois du nombre de ses mambres et de l'étendue de ses

capacités. l'OTAN a une position particulière qui lui permet de rempièr ces quatre fonctions de sécu-rité essentielles. L'OTAN est le forum essentiel de consult entre les alliés et l'enceinte où ceux-ci s'accordent sur des politiques touchant à leurs engage-ments de sécurité et de défense au titre du traité de Washington. Les Etats membres confirment

- Servir aux alliés, conformément aux dispositions de que le domaine de compétences l'article 4 du traité de l'Atlantique nord, d'enceinte de consultation de l'Alliance de même que les droits et obligations prévus dans le traité de Washington demeutransatiantique sur toute question affectant leurs intérêts vitaux, notamment en cas d'événements

qui s'inscrit dans la logique de dedans. Le côté abstrait de la démarche française heurte son pragmatisme dans un domaine ou elle le juge essentiel.

Elle avait imaginé l'idée, aujour-d'hui abandonnée, d'une force d'action rapide « à double casquette»: otanienne pour ses missions dans la zone couverte par le traité de l'Atlantique nord, et européenne, pour d'éventuelles missions hors zone auxquelles elle conviait la France. C'était, estimait Paris, une façon de placer définitivement la dimension européenne de défense sous contrôle des Etats-Unis. C'était aussi étendre le champ d'intervention de l'OTAN, ce à quoi la phipart des Européens, et pas seulement la France, sont hostiles.

Les textes adoptés à Copenhague sont sur ce point très clairs : le domaine de compétence de l'OTAN reste celui défini par le traité de Washington, et M. Baker a mis lui-même les points sur les «i»: «Ce qui est hors zone reste hors zone.» Voilà qui coupe court aux spéculations selon lesquelles l'OTAN pourrait étendre la garantie de sécurité qu'elle accorde à ses membres aux pays de l'Europe centrale ou se donner la possibilité d'intervenir en tant que telle dans d'antres régions du monde.

La faiblesse de l'Alliance est là, beaucoup plus que dans une volonté d'émancipation des Euro-péens. Alors que s'atténue la menace majeure qui avait justifié sa création (l'hypothèse d'une agression soviétique contre l'Europe occidentale), l'OTAN se trouve démunie par rapport à ce qu'elle nomme elle même « les nouveaux risques », qu'il s'agisse d'une crise comme celle du Golfe, de l'instabilité en Europe orientale, voire de l'hypothèse du réveil d'une menace soviétique sur les nouvelles démocraties d'Europe de

On a senti à Copenhague l'em barras que suscite dans l'OTAN cette dernière hypothèse, considérée comme théorique en Occident rope de l'Est. Un tel cas de figure serait pour l'OTAN un sujet «de « préoccupation directe et réel », déclare l'un des textes qui se défend immédiatement après de vouloir « isoler » l'URSS. C'est l'une des justifications du long texte adopté sur le renforcement de la coopération avec les pays de l'Est, URSS comprise, un texte dont a priori la France ne voulait pas, à propos duquel elle a obtenu avec l'Allemagne que la CSCE soit aussi reconnue comme instance contribuant à la prévention des

Dans l'hypothèse de crises qui surviendraient ailleurs, l'OTAN serait essentiellement un lieu de consultation. L'idée qu'elle pût étendre son champ d'action, donc se doter d'un rôle dont on s'accorde généralement à reconnaître qu'il revient à l'ONU, n'était politiquement guère défendable.

Il reste que, même si l'OTAN s'invente de nouvelles fonctions, plus coopératives, plus politiques, plus préventives, cela ne lui fait pas une aussi puissante raison d'exister que seu la menace soviétique. Il est vrai que la faiblesse de la démarche française est de ne pas davantage proposer de réponses à ces questions posées par le nouveau contexte interna-

CLAIRE TRÉAN

En visite en Suisse

M. Mitterrand a défendu son idée de «confédération» européenne

de notre envoyée spéciale

Les conditions météorologiques ont compromis la troisième et dernière partie du séjour de M. Mit-errand dans le Tessin, qui devait être consacrée, vendredi 7 juin, à la visite du château de Locarno dont une salle abrite des documents sur les accords conclus dans cette ville par Briand, Chamberlain, Mussolini, itresemann et Vandervelde, les 5 et 5 octobre 1925 sur les frontières entre l'Allemagne, la Belgique et la

La deuxième partie de ce voyage était réservée à l'exposition de chefsd'œuvre italiens des trizième et qua-torzième siècles et à la collection privée du baron Thyssen dans la villa Favorita de Lugano. Auparavant, M. Mitterrand, accompagné de M. Roland Dumas, s'était entretenu pendant quatre-vingt-dix minutes, à la villa Ciani, avec les autorités helvétiques. Le président de la République et M. Flavio Cotti, président de la Confedération, ont ensuite répondu, sous les frondaisons du parc de la villa, au bord du lac, aux questions des journalistes.

Tous deux ont assuré ne pas être entrés dans le détail du dossier des négociations entre la Communauté negociations entre la communaction des Douze et les sept pays de l'Association européenne de libre échange (AELE) dont fait partie la Suisse, en vue de la création de l'estimate (GEE) pace économique européen (EEE). Pour M. Cotti, l'échange de vues qu'il venait d'avoir avec « le grand

maître penseur du futur de l'Europe v qu'est, selon lui, le président francais, ne manquera pas d'influer sur les décisions que prendra le Conseil fédéral suisse quant à la négociation sur l'EEE qui devrait s'achever le 24 juin à Salzbourg.

Après avoir relevé que l'expression d'asspace économique» ne com-porte pas en elle-même une structure particulière. M. Mitterrand a estimé que cet espace n'est pas fermé aux pays de l'Est dès lors qu'ils sont démocratiques. Il a ajouté: « Tout doit rester ouvert, rien n'est interdit, il faut créer les structures qui conviendront, qui plairont, qui répon-dront à l'attente des différents peuples d'Europe (...). Il y a une multitude de structures existantes ou à venir parmi lesquelles je situe ce que je souhaite voir devenir une confédération euro-

«Tous les pays démocratiques de l'Europe ont vocation à appartenir à la même entité structurée», a assuré le président français qui a dit sa pré-férence personnelle pour une structure fédérale tout en jugeant que la confédération est un système moins contraignant et qui tient «compte des lentes évolutions de l'Histoire».

Quant à la place de la Confédération helvétique dans l'Europe de demain, M. Mitterrand a affirmé souhaiter « ce que souhaitent les Suisses », relevant au passage que « la Suisse est dans l'Europe » dont il attend qu'elle » s'organise ». « Tout est ouvert, le stade des relations, la force des structures, l'unité dans la diversité », a-t-il expliqué.

ANNE CHAUSSEBOURG

La rencontre de M. Baker et de M. Bessmertnykh à Genève

Des problèmes demeurent sur le désarmement stratégique

Le secrétaire d'Etat américain tions stratégiques, dans les James Baker et son homologue années 70. Les Emis-Unis insisten soviétique Alexandre Bessmertnykh ont échangé vendredi 7 juin à Genève de nouvelles propositions pour parvenir à conclure leurs négo-ciations START sur le désarmement stratégique. Après un entretien de deux heures à la mission soviétique auprès des Nations unies, M. Baker a cependant averti que beaucoup de travail restait à faire.

M. Baker était porteur d'une lettre du président George Bush à son homologue Mikhaïl Gorbatchev, idées n velles», a annoncé M. Bessmertnykh. Il a assuré que les Soviétiques y répondraient sans tarder et qu'ils avaient eux-mêmes des suggestions pour faire progresser la négociation. Les deux parties ont décidé d'en-voyer à Genève, où travaillent leurs négociateurs, un renfort d'experts pour régler les questions techniques, notamment celle de la codification des données « télémétriques », a annoncé M. Bessmertnykh. Ce pro-

bleme remonte à l'aube des négocia-

pour que les données « télémétri-ques » transmises vers la Terre lors des tirs d'essai des missiles le soient en clair. Les Soviétiques continuent à coder certaines de ces données qui permettent à l'adversaire de vérifier que le missile testé ne viole pas les traités. Le second grand dossier a été

baptisé «downloading» ou réduction de la charge. Pour respecter le plafond global de six mille têtes nucléaires de part et d'autre, la charge de têtes nucléaire emportées par certains missiles devra être

M. Baker a souligné qu'il restait « encore pas mal de travail » avant de conclure ce traité, pour que les deux présidents « puissent participer le plus tôt possible au sommet que tous deux avaient espéré tenir au premier semestre de cette année ». « Nous n'en sommes nullement moins optimistes », a cependant conclu M. Bessmertnykh. - (AFP.)

après les attaques de Jean-Paul II contre l'avortement

les secrets de la croisade du

EN BREF .

 L'Espagne signera l'accord de Schengen le 25 juin. - L'Espagne signera l'accord de Schengen le 25 juin à Bonn, a annoncé vendredi 7 juin à Madrid M. Carlos Westerndorp, secrétaire d'Etat espagnol pour les relations avec la Communauté européenne. L'accord de Schengen abolit les contrôles aux frontières entre six pays (France, Allemagne, Belgique, Luxembourg, Pays-Bas et Ita-lie) et sa convention en définit les modalités concrètes d'application (le Monde du 5 juin). - (AFP.)

□ La Chine participera à la conférence sur les exportations d'armes. - La Chine a accepté de partici-

ments qui doit avoir lieu début juillet à Paris afin de déterminer des règles de « retenue » dans les ventes d'armes notamment au Proche-Orient, a annoncé vendredi 7 juin la Maison Blanche. L'acceptation a été signifiée à M. Bush par le président chinois Yang Shangkun dans une lettre reque jeudi. Sevie l'URSS n'a pas encore fait connaître sa réponse, a indiqué le porte-parole, M. Fitzwater. - (AFP.)

Voyage en Afrique du nouveau ministre français de la coopération. - Le nouveau ministre de la

coopération, M™ Edwige Avice, per à la conférence des cinq prindevait entamer, dimanche 9 juin, cipaux pays exportateurs d'armeun voyage de six jours en Afrique, le premier depuis sa nomination. Elle se rendra successivement en Côte-d'Ivoire, au Sénégal et au Gabon. La visite de M™ Avice à Abidjan survient dans un contexte politique assez tendu, marqué par la grève dans les établissements de l'enseignement secondaire et par l'arrestation de deux journalistes ivoiriens, poursuivis pour «offense au chef de l'Etat» à la suite d'un article qualifiant le président Houphouet-Boigny de

« tyran » et de « terroriste ». -

Monde

même, le froid ou le agénie des lieux »? Toujours est-il que, la

voix tremblante, le pape s'était

lancé vendredi, à Wrocławek, dans l'improvisation sans doute la plus

forte de son voyage. Le génie des lieux, c'est cette «tere des mar-tyrs» où est né l'ancien primat de

Pologne, le cardinal Wyszynski,

adversaire intransigeant du régime communiste, et où l'on a retrouvé

en 1984, pas loin de là, sur les bords de la Vistule, le corps du prêtre assassiné Jerzy Popielusko.

modèle européen.»

On l'a compris, ce discours a

donné lieu à une nouvelle impré-cation du pape contre les modèles de civilisation et les valeurs que

l'Occident voudrait exporter dans les anciens pays socialistes: « Ne vous laissez pas prendre, a-t-il

lancé à ses compatriotes, par cette civilisation du désir et de la

consommation, qui, avec les moyens les plus variés de propa-gande, infiltre notre milieu. Est-ce

une civilisation ou une anti-civilisa-

tion? Une culture ou une anti-

HENRI TINCO

Jean-Paul II a revendiqué pour la Pologne une place à part entière en Europe

Le pape a retrouvé Varsovie samedi 8 juin, demière étape de son quatrième voyage de neuf jours en Pologne. Le matin, il a eu un entretien privé avec M. Lech Walesa et une rencontre avec le gouvernement et le Parlement au palais royal. La veille, à Wroclawek, il avait traité des rapports de la Pologne avec la culture européenne.

VARSOVIE de notre envoyé spécial

M. Lech Walesa a fait samedi matin au pape les honneurs du palais du Belvédère qui, il y a quatre ans, avait été le cadre d'entretiens tendus entre Jean-Paul II et le général Jaruzelski. Le prési-dent polonais a évoqué « le terrible cauchemar » que la Pologne venait de vivre : « Maintenant, a-t-il ajouté, le pays est libre parce que les gens peuvent dire la vérité. »

La « vérité » a bien été le maître mot du pape pendant tout son séjour en Pologne. Dans ses der-nières interventions, il a insisté sur la place historique originale de son pays dans le concert européen. Réunissant Jean-Paul II et toutes les autorités du pays, un Te Deum solennel a été célébré samedi matin à la cathédrale de Varsovie pour célébrer le second centenaire de la Constitution du 3 mai 1791 qui fut, avant les partages de la Pologne, l'une des toutes pre-mières constitutions démocratiques en Europe.

Au cours d'une rencontre au palais royal avec le gouvernement et les représentants de la Diète et du Sénat, le pape a estimé que « la nouvelle période de l'histoire du

'homme », notamment des plus être globale. C'est pourquoi des enfants conçus ne peuvent pas être des exclus. Comme tous les êtres humains, ils ont le droit de vivre », a-t-il déclaré dans une ultime intervention à propos de l'avorte

La veille encore, à Wroclawek, dans son homélie, il était revenu pour la troisième fois sur cette question : « Est-ce une liberté que de pouvoir supprimer la vie d'un Rome, je désire protester contre cette façon de voir de l'Europe de l'Ouest, qui insulte la culture euro-

> « Civilisation du désir»

Dans le même élan, il protestait aussi contre « un siècle tragique » qui a permis que soient supprimées des vies « à cause d'une appartenance à une race, parce qu'on est juif, gitan ou polonais».

Au milieu des détenus. en uniforme mauve

de notre envoyé spécial

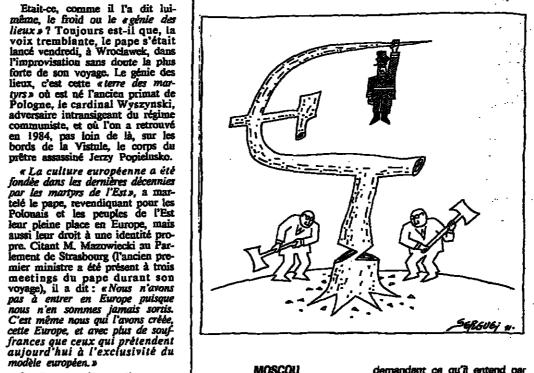
Plus de trois cents détenus attendent, en uniforme mauve, dans la cour d'une prison. Les murs ont été repeints, les gerdiens et le personnel sont en costume, tirês à quatre épingles. Mais les herses, les bar-belés et les miradors n'ont pas bougé. Quand la « papamobile » arrive à la prison de Plock, ils se lèvent d'un bond pour crier «Vive le pape!» ou chanter le fameux «Sto Lat» («Qu'il vive cent ans l») des anniversaires polonais. Puis, au son d'un orchestre de rock - guitares électriques et batterie, jouées par les détenus, - Jean-Paul II franchit les rangs des prison-niers, les sakuant un par un. Certains s'agenouillent et baisent sa main. Un tiers des

détenus de Plock - une prison sévère pour récidivistes avaient préféré rester dans leur

C"est la première fois que le pape obtient le droit de visiter une prison dans son pays. Sous le régime communiste, les aumôneries n'existalent même pas. « Ces murs sont les témoins muets de nos drames», dit un détenu à l'illustre visiteur. Jean-Paul II a évoqué le passé des prisons polonaises, rappelant l'occupation nazie et la répression stalinienne. Il s'est réjoui qu'il n'y ait plus aujourd'hui de prisonniers politiques en Pologne, mais a affirmé que «les conditions de vie dans les prisons sont un étalon pour mesurer l'état moral d'une société».

URSS: rival sans espoir de M. Eltsine pour la présidence de la Russie

Albert Mikhailovitch Makachov, le général « niet »



MOSCOU

de notre envoyée spéciale Albert Mikhaflovitch Maka-Non pas de jeune premier. plutôt de ces rôles caricaturaux de généraux allemands ou es des films de série B de l'après-guerre. Mais, avec sa fine moustache, ses petits yeux noirs et son uniforme kald qu'il ne quitte jamais, le général Makachov est un vrai général de l'armée soviétique; il com-mande la région militaire Volge-

Il est aussi l'un des six candi-dats à l'élection présidentielle conservatrices, menant une sorte de combat d'arrière-garde contre l'inexorable rejet des idéaux communistes par un nombre croissant de ses com-

Tout en lui est militaire, depuis sa façon de parter jus-qu'à la manière dont il pose pour une photo électorale, avec sa femme et ses petits-fils, deux bambins blonds qu'il a pris soin d'asseoir sur un cher. C'est le général «niet». Son programme tient en trois refus fondamentaux : «Non au démantèlement du pays; non à la destruction de l'armée; non au pillage de la nation », qui s'accompagnent d'une profession de foi dans deux valeurs essentielles : «le patriotisme et l'internationalisme ». S'il est élu, il promet d'instaurer aussitôt «la dictature de la loi». Il veut que la Russie soit la république e des ouvriers et des paysans » et pes « des spéculateurs, des parasites, ni des cosmopolites de tout poil».

noires

Comme la plupart des candi-dats, le général Makschov ne manifeste pas un amour immo-déré pour les médias, qu'il maîtrise d'ailleurs assez mai ; pourquoi répondrait-il, par exemple, aux questions d'un journal comme le Monde puisque «Ce n'est pas à la prési-dence française que je me pré-sente » ? Mais il se plie de bonne grâce aux exigences des émissions de télévision consa-crées à la campagne électorale.

C'est là qu'on apprendra, par exemple, qu'il vient vraiment du peuple puisque sa belle-mère est anaiphabète et que, grand adversaire de la « spéculation », qui permet aux coopératives privées de s'enrichir sur le dos des autres, il n'a toujours pas digéré le bortsch qu'on lui a fait payer 12 roubles dans un res-taurant de Samara. Et qu'un téléspectateur ne s'avise pas d'assayer de le pléger en lui demandant ce qu'il entend par cosmopolites > (un mot souvent utilisé dans la région pour désigner les juits) : « Je sais ce que vous avez en tête, rétor-que-t-il, mais lorsque je parle de cosmopolite, cela n'implique pas un critère racial; le cosmopolite, c'est celui qui cherche toujours à obtenir le meilleur

A cinquante-deux ans, le général Makachov n'est pas un nouveau venu dans la politique, puisqu'il s'était fait remarquer une première fois l'été dernier, lorsque, à la tribune du congrès du PC de Russie, il avait atta-qué M. Gorbetchev pour avoir d'Europe de l'Est. « En ces heures difficiles pour l'URSS, avait-il déclaré, au moment où, à cause de prétendues victoires diplomatiques, l'armée soviétique est chassée sans combattre des pays que nos peres ont libérés du fascisme, le parti et le peuple doivent s'occuper de nos sol-

De cette sombre période e On vivait tellement mieux dans les années 50 », dit-il encore - il a gardé quelques bâtes noires : M. Edouard Chevardnadze et, surtout, M. Alexandre lakoviev, «l'architecte de la perestrolica», avec lequel il entretient une très vive polémique sur les état de services de ce dernier pendant la

A son état-major électoral, situé tout naturellement dans la Maison centrale de l'armée, dans une odeur de renfermé, s'activent quelques militaires en tenue et une vieille dame cher-mante, amie de Nina Andresva, cette enseignente de Léningrad, nostalgique du stalinisme, qui avait défrayé la chronique à la belle époque du gorbatchevisme. Tout cela a quelque chose d'un peu suranné : avec la défaite quasi-certaine du général Makachov, le 12 juin, si l'on en croit les sondages, c'est encore un morceau de l'URSS qui partira...

SYLVIE KAUFFMANN

D M. Gorbatchev se prononce contre le changement du nom de Leningrad. – M. Mikhail Gorbatchev a pris parti vendredi 7 juin dans la bataille entre réformateurs et communistes sur le référendum du 12 juin à Leningrad visant à rebaptiser cette ville Saint Petersbourg. «Une grande ville porte le nom d'un grand homme, grand penseur de notre siècle (...) il n'y a pas de raison politique ni morale pour changer son nom », a-t-li déclaré, selon la télévision soviétique, - (AFP.)

D HONGRIE : appel à la grève. -La Confédération des syndicats hongrois, héritière de l'ancien syndicat officiel, a appelé vendredi 7 juin à une grève générale d'aver-tissement jendi prochain contre la

politique économique du gouvernement, en précisant qu'elle avait l'appui des deux tiers des ouvriers de l'industrie lourde et de tous les employés du commerce menacés par la privatisation. - (AFP.)

ROUMANIE

Le président rejette l'idée de législatives anticipées

BUCAREST

de notre correspondant « Irréaliste ». Trois jours après la proposition du gouvernement rou-main d'organiser des élections parlementaires et locales des l'automne, le verdict du président lliescu est tombé: « Pour des raisons purement pratiques », il n'est « pas possible » d'organiser des élections parlementaires avant le printemps prochain, a expliqué le président roumain vendredi 7 juin lors d'une conférence de presse. « En revanche, a estimé M. Iliescu, des élections locales peuvent être organisées des octobre ou novembre pour éliminer les suspicions.»

Certes, M. Iliescu « comprend que le gouvernement pris dans cette situation économique difficile» soit pressé d'organiser des élections (qui risquent de ruiner sa popula-rité) avant l'hiver. Mais lui l'est beaucoup moins : mis en difficulté par la proposition du gouverne-ment qui risquait de poser rapide-ment la question de l'élection pré-sidentielle, le chef de l'État

Il a renvoyé ainsi son premier ministre Petre Roman dans les cordes et satisfait les parlemen-taires du Front de salut national (FSN) au pouvoir, peu pressés de retouraer devant les électeurs, tout en donnant droit à l'opposition, qui réclame des élections locales. Selon M. Iliescu, il s'agit cepen-

dant de questions « purement pra-tiques », de manque de temps alors que le Parlement doit voter les lois sur la privatisation (qui pré-voient de distribuer gratuitement 30 % du capital), la vente des appartements d'Etat à la popula-tion on la restitution des maisons

Peut-être pense-t-il qu'en faisant voter, d'ici le printemps, quelques mesures populaires, son régime conservera de bonnes chances, quitte à laisser affaiblir le gouvernement; et que l'organisation des élections locales, longtemps retar-dées, suffirs à redorer l'image de marque de la Roumanie à l'étranger, où l'on rechigne à octroyer des crédits et demande que les urnes parlent. Irréaliste?

JEAN-BAPTISTE NAUDET

ITALIE : prélude à une éventuelle réforme des institutions

Le référendum sur le « vote préférentiel » divise la classe politique

47 millions d'Italiens sont appelés aux urnes dimanche 9 juin pour se prononcer sur une modification complexe du système électoral. Ce référendum, si les umes ne sont pas désertées, pourrait être le point de départ d'un changement plus fondamental des institutions du

de notre correspondant

Premier petit pas vers la mythique et nécessaire « grande réforme», électorale et institution-nelle, promise depuis des années par les partis politiques? Ou exer cice inutile et coûteux - 3 mil-liards de francs, - destiné à accré-diter l'idée que les choses vont bouger quand rien, sur le fond, ne changera vraiment? « Oui » ou « non ». C'est tout simplement ainsi que les 47 millions d'électeurs italiens, qui sont convoqués aux urnes dimanche 9 juin, devront dire s'ils acceptent ou pas de ramener de quatre à une le nombre de «préférences» qui leur sont accordées lors des élections

O combien compliquée et technique, la question posée à l'électorat fait quinze lignes serrées et elle est proprement intraduisi-ble. Pour faire simple, rappelons que l'élection des députés italiens a lieu au scrutin proportionnel de liste, les votants ayant la possibi lité de modifier l'ordre des candidats présentés par les partis en accordant leur « préférence » à

GRANDE-BRETAGNE:
Amnesty international critique le
gouvernement. – Amnesty International a accusé le gouvernement britannique, dans un premier rap-port complet sur la Grande Bre-tagne publié vendredi 7 juin, de ne pas garantir le respect des droits de l'homme, en Irlande du Nord notamment où les procédures d'enquête déclenchées en cas de «bavures» policières ou mili-taires sont entourées d'un «secret» rendant ces enquêtes suspectes,

trois postulants - ou quatre, selon les régions - qui n'étaient pas nécessairement en tête des listes. C'est ainsi que des inconnus au plan national peuvent se retrouver mieux élus que des candidats-vedettes placés dans les premiers rangs par leur parti. Si les élec-teurs répondent «oui» à la ques-tion posée ce dimanche, le nombre de ces «inconnus» sera désormais limité à un par liste.

Des paquets de milliers de voix

Les promoteurs de ce «référen-dum populaire» – dont la mise en œuvre a reçu l'imprimatur de la Cour constitutionnelle après une campagne qui a duré plus d'un an et recueilli près de sept cent mille signatures – affirment qu'un « oui » de l'électorat aboutirait à une simplification du système électoral, donnerait le coup d'envoi d'une «grande réforme» en pro-fondeur et, surtout, assainirait les pratiques douteuses qui se sont développées, en particulier dans le sud de l'Italie, autour du système des préférences.

C'est notamment grâce à lui que d'étranges personnages locaux, plus ou moins liés aux diverses matias qui vont parfois jusqu'à «contrôler» des paquets de plusieurs milliers de voix, peuvent se retrouver élus, et bien élus, alors qu'ils avaient été volontairement placés en queue de liste par les

A cela s'ajoutent les exemples de A cesa s'ajoutent les exemples de scrutateurs malhonnêtes qui, au moment du dépouillement des voix, n'hésitent pas à inscrire trois ou quatre chiffres, correspondant aux numéros de leurs candidats préfèrés, sur des builletins qui n'en postent pas Pour éviter ce moportent pas. Pour éviter ce pro-blème, le référendum propose que soit dorénavant porté non plus le numéro de liste mais le patronyme entier du candidat «préféré».

Le Parti socialiste, qui prône, en compagnie des « ligues » autono-mistes du nord, l'abstention générale à ce scrutin, juge que cette dernière mesure pénalisera le mil-lion et demi d'électeurs analphabètes de la Péninsule. Mais l'essentiel, pour lui comme pour les sociaux-démocrates, certains radi-caux et l'extrême gauche qui, eux, préconisent de voter « non », est

ailleurs. Comme l'écrivait cette semaine l'historien Sergio semaine l'historien Sergio Romano, ancien diplomate de carrière et commentateur brillant du
jeu politique, « même si la réduction des préférences peut réduire le
marché noir des faveurs, on ne voit
pas que l'Italie cessera d'être partitocratique et clientélaire tant que
les partis continueront à se partapar les hangues les entreprises ger les banques, les entreprises publiques et la bureaucraties. «La réduction des préférences, ajoureauction des préparences, ajou-tait-il, ne suffira certainement pas à interdire à ces partis d'échanger de l'argent contre du pouvoir et du pouvoir contre de l'argent.»

En d'autres termes, voter «oui» au référendum peut, à la rigueur, témoigner de la volonté réforma-trice des électeurs, rien de plus.

Une forte abstention?

Les partisans du «oui» - hétéroclite coalition qui va des com-munistes, «anciens» du PDS et « nouveaux » refondateurs, aux « Verts», en passant par les répu-blicains, les libéraux, les néofascistes du MSI et une partie de la démocratie chrétienne, celle-ci ayant laissé la liberté de vote à ses élus et à ses électeurs – utilisent cependant un autre argument de

Un taux d'abstention important, font-ils valoir, non seulement ren-drait caduque l'issue de la consultation en cause – il faut au moins 50 % de participation pour que le résultat du vote soit validé – mais porterait peut-être un coup fatal à une pratique institutionnelle populaire, utilisée dix-sept fois déjà en un quart de siècle, et qui a permis des avancées importantes, notamment sur les grands sujets de société.

Les trois derniers référendums, organisés en 1990 (chasse et envi-ronnement), avaient dû être invalidés, faute de quorum. Or à en juger par les derniers sondages, qui prévoient 47 % seulement de participation dimanche, c'est encore une fois, les «pêcheurs à la ligne», encouragés il est vrai par certains partis et par un engage-ment très limité des grands médias audiovisuels sur le sujet, qui feront la différence.

PATRICE CLAUDE

مكذامن الزُّم ل

ontre le

AUTO americains sont sounds L Pasions pour quitter l'emiral

And the second second

. . .

de Pékin et plusieurs étudiants auraient été interpellés mercredi 5 juin. L'enseignant avait été vu près d'un rassemblement, la veille, sur le campus, et les étudiants avaient été surpris à chanter près d'un dortoir d'où avaient été lancées des bouteilles.

PÉKIN

de notre correspondant Il doit y avoir, quelque part à Pékin, un vétéran de la révolution satisfait d'avoir rendu un fier service à la forteresse assiégée du communisme chinois : sur ses instructions, la police a réussi à empêcher les journalistes étran-

l'évolution pacifique », dont le régime craint qu'elle ne le renverse au profit d'une « république bourgeoise». Le «Bal de l'évolu-tion pacifique», qui devait les réunir autour d'un barbecue dans un hôtel pékinois, n'aura pas lieu.

Il est vrai qu'en cette période anniversaire du drame de Tianenmen, certains Chinois se passent d'invitation pour assister aux rencontres, même les plus anodines, de la communauté journelistique occidentale. Tels ces quinze policiers en civil qui filmaient consciencieusement, l'autre dimanche, le pique-nique d'adieu d'un correspondant de l'agence Reuter dans la vallée où reposent, près de Pékin, les empereurs de la dynastie Ming.

Le Club des correspondants étrangers a protesté vendredi contre cette « soilicitude » policière de moins en moins discrète après que le département de la sécurité publique du Bureau du tourisme de Pékin eut interdit. « sur ordre supérieur », un déjeuner-conférence durant lequel devait prendre la parole - touiours à l'écart des oreilles du public chinais - le sinologue américain Orville Schell, à propos du «silence des intellectuels» de Chine. La conférence, comme le bal-barbecue, avait pour but ∉de

la Chine », a très sérieusement

déclaré le responsable de la

police au directeur de l'hôtel. FRANCIS DERON

INDE: dans un Pendjab à feu et à sang

Tentative d'assassinat contre le ministre de l'intérieur

NEW-DELHI

de notre correspondant

Le ministre indien de l'intérieur, M. Subodh Kant Sahay, a échappé de justesse, vendredi 7 juin, à une tentative d'assassinat, alors qu'il était en tournée électorale dans l'État du Pendjab. Une bombe télécommandée de forte puissance télécommandée de forte puissance a explosé devant sa voiture alors qu'il visitait le district de Ludhiana, où il est candidat aux élections législatives du 22 juin. Son chauffeur et deux de ses gardes du corps ont été légèrement blessés. Les terroristes ont ensuite convert le feu avant de répsir à ouvert le feu, avant de réussir à s'échapper.

Au cours de la même journée, vingt-quatre personnes ont été tuées dans cet État où les sikhs sont majoritaires, vingt-quatre per-sonnes ont été tuées, dont un can-didat du CPI (communiste), amsi

chargées de sa sécurité) qui voya-geaient dans sa voiture. M. Singh est le dix-neuvième candidat assassiné depuis le début de la cam-

pagne electorale au Pendjab. Cette violence politique s'ajoute aux effets du terrorisme quotidien, entraînant un nombre records de meurtres: 465 personnes ont été tuées au cours du mois de mai, contre seulement 288 l'année dercontre seulement 288 l'année der-nière. Alors que, dans le reste de l'Inde, la deuxième phase du scru-tin – repoussée en raison de l'as-sassinat de Rajiv Gandhi le mois dernier – va se dérouler les 12 et 15 juin, le cas du Pendjab avait été dissocié afin de pouvoir y concentrer le maximum de forces de sécurité le jour du vote. Environ 200 000 policiers et sol-dats out délà été mobilisés en pré-

dats out déjà été mobilisés en prévision de cette échéance, mais ce déploiement semble encore insuffisant. De plus en plus de personna-

der la date des élections au Pendjab, voire les annuler. Le Congrès-I avait annoncé il y a plusieurs semaines son intention de boycotter le scrutin, estimant que la situation en interdisait le déroulement normal. Le Congrès avait obtenu 26,4 % des suffrages lors des élections de novembre 1989, et le BJP (Bharatiya Janata Party, hindouiste de droite), qui main

La tentative d'assassinat contre le ministre de l'intérieur intervient au lendemain du septième anniversaire de l'opération « Blue Star » contre le temple d'or d'Am-ritsar (le sanctuaire des sikhs), lancée par l'armée indienne en 1984, et qui avait entraîné peu après l'assassinat de l'ancien premier ministre Indira Gandhi.

tient ses candidats, espère bien

profiter de la situation

L'importante victoire des islamistes algériens

Suite de la première page

C'est ce découpage qui, non sans hésitations, avait finalement poussé le FIS à lancer ses troupes dans la rue. Selon des sources proches du nouveau premier ministre, le principe d'une révision de ce texte est d'ores et déjà acquis, de même que devrait être révisée la loi électorale.

Si tel est le cas, MM. Abassi et Benhadj pourront se vanter d'avoir remporté une belle victo avoit reinporte une perte vic-toire, y compris coutre une partie de la direction de leur propre organisation qui jugeait leur tacti-que aventuriste. Il est vrai que ces deux derniers auront fait payer leur succès au prix fort : le bilan des récentes émeutes varie, selon les sources, de vingt à cinquante morts sans compter un nombre indéterminé de blessés. Mais on voit mal, aujourd'hui, qui, au sein du FIS, voudrait le leur reprocher.

En deux semaines, la situation s'est, en effet, radicalement trans-formée au bénéfice de l'organisation intégriste. Lorsque, le 25 mai, le FIS avait lancé sa grève générale illimitée pour obtenir l'abrogation de la loi électorale et une élection présidentielle anticipée, personne n'aurait pu jurer, pas même la direction islamiste, que ce combat pouvait être gagné. Le FIS s'y était résolu après de longues discussions au sein d'un mouvement divisé quant à la marche à

Hésitant sur la conduite à tenir, partagé entre le boycottage et la participation, le FIS s'était quand même réservé une position de repli en désignant ses candidats dans 528 circonscriptions. Ce n'est que quelques jours seulement avant l'ouverture officielle de la campagne électorale, à la surprise de tous, qu'il lançait son mouve-ment de grève générale, se réser-vant encore, toutefois, la possibi-lité d'aller à la bataille électorale.

Paradoxalement, l'échec de la grève, très peu suivie, a vraisem-blablement radicalisé le mouvement. Confronté à une aile du Majliss Echoura, la direction collé-giale du FIS, tentée par une reprise inconditionnelle du travail, MM. Abassi et Benhadj, qui se sont appuyés sur les élus intégristes de la willaya (préfecture) d'Alger et sur le Syndicat islamiste du travail (SIT), brûlaient leurs

vaisseaux en haussant d'un cran leurs exigences: ils n'arrêteraient la grève que si le pouvoir annon-çait une élection présidentielle anticipée et donnaient comme de plus en plus probable leur boycottage des élections.

On connaît la suite : l'interven-On connaît la suite: l'interven-tion des forces de police pour déloger les islamistes des places qu'ils occupaient à Alger, puis, après vingt-quatre heures d'affron-tements d'une rare violence, l'en-trée en scène de l'armée, l'instau-ration de l'état de siège, la démission du gouvernement et la nomination d'un nouveau premier ministre.

Les pompiers du régime

Quarante-huit heures plus tard, la situation, qui paraissait bloquée pour longtemps, se dénoue comme par miracle. L'erreur politique majeure faite par M. Hamrouche aura été de croire qu'il était possible de des la contre qu'il était possible de des la contre qu'il était possible de de la contre qu'il était possible de la contre q ble de régler le «problème FIS» de façon purement administrative, grâce à un savant «charcutage» des circonscriptions opéré dans les coulisses du ministère de l'intéricur, à partir des chiffres demeurés secrets - des élections locales de juin 1990.

Il y était encouragé, il est vrai, par le président de la République, les députés du FLN et, malheureusement aussi, par la passivité des principaux partis démocratiques qui savouraient déjà la future défaite de leur principal adver-saire. C'était mésestimer le sursaut du FIS qui, le dos au mur, n'avait d'autre choix que de se battre ou de se laisser étrangler légalement.

Les nouvelles propositions de M. Ghozali représentent une manière totalement nouvelle de traiter le problème. Le premier ministre agit comme s'il désirait intégrer les islamistes dans le jeu politique normal afin de leur faire déserter la rue, leur royaume sur terre et, à terme, limiter leur influence. C'est, en quelque sorte, la prise en compte d'une réalité inévitable : le FIS est puissant et, quoi qu'on pense, il faut faire avec si l'on ne veut pas, périodiquement, se trouver dans l'obligation de faire appel aux chars pour réta-blir l'ordre.

Sans doute, cette politique ne fera-t-elle pas que des heureux. | en mars. - (Reuter.)

Déjà, certains font remarquer que, s'il est légitime d'envisager des élections législatives avec un nouveau mode de scrutin, rien n'obli-geait le président Chadli à promettre une élection présidentielle anticipée, au risque de laisser la place à M. Abassi Madani et de précipiter l'instauration de cet Etat islamique que réclament les manifestants du FIS.

Les motivations du président sont, au demeurant, mystérieuses. Au vu d'informations sur la force réelle des islamistes, n'aurait-il d'autre choix pour sortir son pays de la crise que de remettre son mandat en jeu? L'armée, dont le chef, le général-major Khaled Nezzar, est demeuré jusqu'alors silencieux, aurait-elle fait savoir qu'elle n'envisageait pas de jouer éternellement les pompiers du régime?

Déjà, l'armée a pris du champ. Si, dans la capitale, ses chars sont toujours en batterie aux principaux points stratégiques, c'était la police, et non plus les militaires, qui contrôlait, vendredi, le respect du couvre-feu. Un manifestant avait été tué par les forces de l'ordre, dans la nuit de jeudi à vendredi, à Tlemcen, dans l'ouest du pays.

qui n'était pas jusque-là dans la tradition locale, M. Ghozali a continué de consulter les responsables des partis politiques pour former son gouvernement, dont la composition ne devrait pas être annoncée avant trois ou quatre jours. Comme s'il voulait se réserver pour l'élection suprême. M. Ahassi Madani a annoncé, vendredi, au micro de Radio-France Internationale, que contrairement aux rumeurs qui couraient Alger, ni lui ni les siens n'envisageaient de faire partie de la nouvelle

GEORGES MARION

☐ MALI: l'ex-président Traoré a été déféré en justice. - L'ex-président Moussa Traoré et son épouse, Mariam, ont été déférés, jeudi 6 juin, devant la Cour suprème de l'Etat, a-t-on appris, vendredi, à Bamako, de source autorisée. On ignore, cependant, le contenu de l'acte d'accusation. Cette même source signale l'accestation du colonel Ousmane Coulibali, qui dirigeait l'état-major des armées lors des manifestations précédant la chute du président Traoré,

PROCHE-ORIENT

KOWEIT

Les médias américains sont soumis à des pressions pour quitter l'émirat

Au Koweit, on l'appelle le « pro-blème des journalistes», en particu-lier celui des journalistes américains. Ces jours-ci, ils sont fraîchement accueillis dans un rave con a company de la contraction de la co accueillis dans un pays qui a pour-tant été libéré grâce à une force multinationale conduite par les Etats-Unis. a Pourquoi écrivez-vous des choses aussi terribles au sujet du Koweil. Ne pouvez-vous pas écrire quelque chose de plus gentil? », demande Jumaii El Sabah, la fille du premier ministre, prince héritier, Cheikh Saad, l'une des responsables du ministère de l'information.

Le ministère de l'information convoque régulièrement les journa-listes américains au bureau du ministre, Bader El Yacoub. Les « engueulades » de ce dernier sont devenues comme une sorte de médaille d'homeur pour la demidouzaine de journalistes américains demeurés au Koweit. Bader El Yacoub a qualifié les journalistes de a traîtres à l'Etat du Koweit, avant de leur demander combien de temps encore ils comptent rester dans l'émirat. Le ministère de l'informa-tion a récemment privé les journalistes du concours de jeunes volon-taires qui facilitaient leur mission et leur a pratiquement interdit l'accès auprès de la plupart des ministres. « Le gouvernement n'aime pas les journalistes ambienaires et souhaiterait qu'ils quittent le pays», souligne l'un de ces volontaires.

La semaine dernière, le Fajr el Jedid un journal contrôlé par l'Etat, a publié une caricature représentant un responsable irakien distribuant de grosses quantités d'argent aux journalistes américains, probablement pour les inciter à écrire des articles unegatifs». Ces journalistes avaient notamment informé leurs lecteurs sur les passages à tabac, les tortures et le viol dont sont victimes des travailleurs étrangers de la part de miliciens armés, ainsi que sur les procès des présumés collaborateurs et des demandes de réformes démocratiques par l'opposition parlementaire.

en Arabie saoudite l'autorisation de pénétrer au Koweit. «Le gouvernement m'a informe que je ne pourrais jamais de mon vivant retourner à Koweit-Ville», affirme un journaliste

Autre moven de dissuasion : l'Hôtel international, l'unique endroit où vivent les journalistes, a aug-menté ses tarifs à plusieurs reprises. observait récemment le directeur de l'International. - (UPL)

Une chambre, sans télévision, eau chande, et de surcroît sans serrure sur sa porte, coûte maintenant 250 dollars la nuit. «La raison de cette hausse est tellement secrète, que ie ne saurais vous la divulguer »,

Le Conseil de sécurité maintient l'embargo sur les armes à destination de Bagdad

Le Conseil de sécurité s'est rallié ces directives. Le comité des sanctions selon la résolution 687 du Conseil qui a fixé, début avril, à l'Irak les condidirectives du secrétaire général de l'embargo total contre l'Irak devra tions d'un cessez-le-feu définitif.

1 Conseil de sécurité s'est rallié ces directives. Le comité des sanctions selon la résolution 687 du Conseil qui a fixé, début avril, à l'Irak les condidirectives du secrétaire général de l'embargo total contre l'Irak devra tions d'un cessez-le-feu définitif.

2 Conseil de sécurité s'est rallié ces directives. Le comité des sanctions selon la résolution 687 du Conseil qui a fixé, début avril, à l'Irak les condidirectives du secrétaire général de l'embargo total contre l'Irak devra tions d'un cessez-le-feu définitif.

2 Conseil de sécurité s'est rallié ces directives. Le comité des sanctions selon la résolution 687 du Conseil qui a fixé, début avril, à l'Irak les condidirectives du secrétaire général de l'embargo total contre l'Irak devra tions d'un cessez-le-feu définitif.

2 Conseil de sécurité s'est rallié ces directives. Le comité des sanctions selon la résolution 687 du Conseil qui a fixé, début avril, à l'Irak les condidirectives du secrétaire général de l'embargo total contre l'Irak devra tions d'un cessez-le-feu définitif.

2 Conseil de sécurité s'est rallié ces directives. Le comité des sanctions selon la résolution 687 du Conseil qui a fixé de secretaire selon le résolution for de l'embargo total contre l'Irak devra tions d'un cessez-le-feu définitif. d'une réunion de consultation. La majorité des membres du Conscil a rejeté les propositions yéménite et cubaine d'établir un catalogue paccis des armes soumises à embargo, pro-positions jugées peu réalistes en raison de la grande variété des types d'arme-

Dans un rapport au Conseil de sécurité, M. Javier Perez de Cuellar a proposé des directives générales afin de maintenir l'embargo sur les armes à destination de l'Irak tel qu'il a été décrété en août 1990. Les Etats membres de l'ONU sont invités à respecter ment entrepris tous les deux mois,

ventes d'armes à l'Irak, a-t-on indiqué médicaments, les produits alimentaires de sources diplomatiques à l'issue et de première nécessité ne sont pas soumis à ces mesures d'embargo.

Par ailleurs, mardi prochain, le Conseil décidera, selon toute vraisemblance, de maintenir toutes les mesures d'embargo encore en vigueur contre l'Irak. Cette décision sera prise, souligne-t-on de sources diplomatiques, après un examen de la façon dont Bazdad s'est acquitté jusqu'à présent de ses obligations découlant de toutes les décisions prises à son encontre par le Conseil de sécurité

Le Conseil examinera également dans les prochains jours un projet de résolution faisant obligation à l'Irak de financer la destruction et/ou la neutralisation de toutes ses armes chimiques, biologiques et de ses installations nucléaires. Le coût de ces opérations est estimé à environ 200 millions de dollars. L'Irak, qui reconnaît détenir des armes chimiques, a démenti posséder des armes biologiques et nucléaires. Cependant, selon un chercheur irakien de haut rang ayant fait défection le mois derrang ayant fait défection le mois der-nier à un point de contrôle établi par l'armée américaine à Dohouk, une bonne partie des installations nucléaires irakiennes auraient échappé aux bombardements alliés. - (AFP.)

a « Initiative de la France » demande la levée de l'embargo contre l'Irak. - Le groupe « Pour une initiative de la France», qui rassemble notamment M= Gisèle Halimi, MM. Claude Cheysson et Michel Jobert, a demandé, jeudi 6 juin, au gouvernement français d'intervenir auprès de l'ONU pour obtenir la levée de l'embargo contre l'Irak, « qui soumet en toute iniquité le peuple irakien à la famine, aux épidémies, voire le condamne ». Le groupe estime a criminel et monstrueux le maintien de l'embargo », alors « que précisément la coalition occidentale avait prétexté de son inefficacité pour justifier l'engagement

□ Abie Nathan met fin à sa grève de la faim. - Le militant pacifiste Abie Nathan a mis fin, jeudi 6 juin, à la grève de la faim qu'il avait entreprise quarante jours plus tôt pour protester contre la

militaire dans la région».

(association de deux molécu-les et d'un vasodilatateur à usage toplque). Testée par le professeur E. Fink du Therapy and Performance Research Institute d'Erlangen. la préparation a révélé une efficacité particulière sur presque la totalité des sujets qui, pen-dant 4 mois, se sont soumis au test en appliquant la prépa-ration 4 iois par semane. Seule gêne rencontrée dans l'application, une légère rougeur d'une durée d'une heure environ sur les zones traitées. Cette découverte, commer-

ciclisée sous le nom de Labo. arrive aussi chez les pharmaciens français, après que leurs collègues suisses se soient défendus à grand peine contre la vague des mordus de la chevelure à la recherche de la nouvelle préparation cosmétique.

Un dirigeant kurde critique la «propagande» alliée pendant la guerre

M. Jalal Talabani, l'un des diri-geants historiques de la résistance kurde, a indiqué que l'opposition kurde en Irak avait été « Irompée». aux nois de février et mars, par «la propagande» occidentale sur les pertes militaires irakiennes durant la guerre.

« Nous avions décidé de ne pas participer au conflit aux côtés des alliès, de suspendre nos opérations militaires et de rester étrangers à ce jeu au Proche-Orient », a expliqué, jeudi 6 juin, le chef de l'Union patriotique du Kurdistan au cours d'un entretien avec l'AFP dans le cours d'un entretien avec l'AFP dans le cours d'un entretien avec une vinotaine. village de Kalajolin, à une vingtaine de kilomètres au nord de Souleimanich (Kurdistan irakien). Cette région montagneuse proche de l'Iran est entièrement sous le contrôle des peshmergas, les combattants kurdes, à l'exception de la ville même de

a Mais lorsque nous avons entendu que l'armée irakienne avait été vain-cue et que les Chittes se soulevaient dans le Sud, nous avons essayé de libérer notre terre», a-t-il indiqué. Une des misons de cette décion Une des raisons de cette décision était le refus des Kurdes « de tomber sous le contrôle d'une république islamique » en cas de victoire de l'opposition chiite, a expliqué M. Talabani.

« Mais nous avons été trompés par la propagande des alliés, qui ont sur-estime les pertes irakiennes, et par la rapidité de la défaite des Chilles», a-t-il dit. Il a ainsi assuré que l'armée irakienne possédait encore 2 000 chars au moment où les alliés affirmaient qu'il ne lui en restait que 300. « Les Américains sont responsables de cette propagande et c'est eux qui ont donné le feu vert pour anéannir les Chiites», a accusé M. Talabani qui a ajouté: nitaire. – (AFP).

présèrent avoir un président Saddam prejerent avoir un president Saddam Hussein affaibli au pouvoir à Bag-dad plutôt qu'une république Islami-que fondamentaliste». «Ce fut une erreur des responsables chiites que de proclamer qu'ils voulaient faire une révolution islamique et établir un régime islamique : ils ont effraye l'Occident et n'ont pas respecté nos accords qui prévoyaient un gouvernement de coalition », a souligné le

Enfin, M. Talabani a accusé les Etats-Unis d'avoir par la suite donné «le feu vert à Bagdad pour affaiblir les Kurdes» dont, selon lui, Washington a toujours ignoré les aspirations nationalistes et à qui il loi interdisant à tout Israélien ne veut fournir qu'une aide huma- d'avoir des contacts avec l'OLP. -

(Publicité)

Une découverte de la recherche suisse

La fièvre de la chevelure grandit

RÂLE - Entre l'avalanche des demandes et l'épuisement des stocks, il n'y a eu qu'un pas. C'est ce qui s'est passé récemment dans les pharmacies suisses, pour un produit contre la chute des cheveux. C'est en effet de Suisse qu'est carivée la bonne nouvelle qui semble rassurer quiconque a des préoccupations légitimes pour ses propres cheveux. Les laboratoires d'une

société de Bâle (Cosprophar Labo), capitale de la chimie.

ont mis au point une prépa-ration cosmétique avec une solution à 0.84% de Nicoténil

La première réunion publique des communistes et socialistes critiques a été un succès

que organisée, vendredi 7 et samedi 8 juin à Paris, par les auteurs du manifeste « Refondations» a connu un succès d'affluence. Plus de mille cinq cents personnes, parmi lesquelles beaucoup de communistes contestataires, de militants de la mouvance autogestionnaire et de socialistes critiques, ont assisté, dès vendredi soir, aux débats.

Ils ne savent pas eux-mêmes comment se définir. Le professeur de droit international qui présidait la première séance plénière, vendredi soir 7 inin. an centre des congrès de la porte de La Vil-lette, M. Monique Chemillier-Gendreau, s'est dit qu'il s'agissait peut-être de « mutants » assez « utopistes» pour croire encore, maigré l'accumulation des déceptions, en l'avenement d'une « démocratie réelle» qui serait vécue «dans sa plénitude» et aucun des marxistes présents dans la salle n'a bronché quand elle a cité Péguy «qui savait si bien parler de l'espérance». Tout le monde a également applaudi lors-que le vice-président de SOS-Ra-cisme, M. Malek Boutih, s'est référé à Camus pour exprimer simplement l'angoisse des jeunes qui refusent aun monde divisé entre maîtres et esclaves » et veulent « vraiment

Ils savent, en revanche, ce qui les réunit. M= Gisèle Halimi a résumé le sentiment général quand elle a exprimé le «certain mai de vivre» ressenti par les hommes et les femmes de gauche qui constatent, expérience faite de la politique socialiste, que «la gauche officielle ne répond plus » : «Je suis là ce

soir, a expliqué l'avocate, parce que je sens qu'on voudrait officiellement faire croire qu'il y a une incompati-bilité entre l'éthique et la politique. Or, la gauche a toujours fonctionné. s'est battue et a gagné en étant fidèle à ses valeurs morales. Aujourfidèle à ses valeurs morales. Aujour-d'hui, il n'y a plus de valeurs morales; elles sont transgressées et le pire n'est pas tellement l'échec, c'est le camouflage de l'échec. Je n'en veux plus. Nous sommes des révoltés parce que nous ne pouvons pas accepter que le pragmatisme électoral qui se dessine soit finale-ment l'expression d'un conisme noliencurul (equi se dessine son finan-ment l'expression d'un cynisme poli-tique pire qu'au temps de la droite. Je suis là parce que je sens que le temps du mépris est revenu et ce

sont nos camarades qui nous l'impo-

ancien dirigeant de la FEN, M= Lydia Brovelli, dirigeante de la CGT, M= Joëlle Kauffmann, présidente de la commission féminine de la Ligue des droits de l'homme, qui siégeaient eux aussi à la tribune, ont tous exprimé la même volonté d'explorer de nouvelles voies de sformation de la société et de réconcilier les Français avec la poli-tique. Dans le premier numéro de « Potentiel », le « journal de réflexions et de propositions » créé pour servir de lien entre ces nouveaux « aventuriers », M. Max Gallo, l'ancien porte-parole du gouvernement, en rupture d'idéologie avec le PS, avait donné le ton : « Nous en sommes aux années 40 : la Résistance n'a pas encore donné les grands maquis; elle est le fait de francs-tireurs.»

Le chef de file des communistes «refondateurs», M. Charles Fiter-man, qui a pris une part détermi-

Le rapprochement PC-PS

L'opposition hésite entre l'ironie et l'indignation

La récente rencontre entre M. Pierre Mauroy, premier secré-taire du PS, et M. Georges Marchais, secrétaire général du PCF (le Monde du 8 juin), provoque plus de réactions à droite qu'à gauche. L'ironie le dispute à l'indignation. A l'extrême ganche, M. Alain Krivine (trotskiste) considère même qu'il

«C'est une formidable machine à remonter le temps, dit M. Alain Juppé, secrétaire général du RPR. On se retrouve dans la situation des années 80, où sévissait le couple infernal Mauroy-Marchais.» Pour le secrétaire général du RPR, «ce rapprochement est une réconciliation contre nature entre un PS à bout de souffle et un des derniers partis stali-niens du monde». Selon M. Michel Aurillac, ancien ministre (RPR) et président du Club 89, ce « théatre d'ombres» a pour but de « tromper les Français une fois de plus par un accord électoral». M. Hervé de Charette, député (UDF) et délégué des distributes de la contrat de l général des clubs giscardiens Pers-pectives et Réalités, considère que pectives et Réalités, considère que « c'est le grand retour de l'archaïsme». Il s'agit du «symbole de tous les blocages de la société française» pour M. Pierre Méhaignerie, député (UDC). Le président du CDS ajoute que « le PS n'hésite pas à ridiculiser la France à l'étranger».

Pour le MRG, «cela crée plus de devoir aux radicaux de gauche et à France unie pour occuper l'espace de centre gauche et réussir le pari indispensable du deuxième pôle de la majorité présidentielle ». M. Jeannchon, sénateur PS, tendance Nouvelle Ecole socia cache pas sa satisfaction devant cette « première bonne nouvelle depuis trop longtemps ». Mais M. Mélenchon invite à ne « pas

□ A Poissy (Yvelines), M. Lalonde choisit le RPR contre le FN. – « Choqué par l'ambiguité de la position d'Antoine Waechter » dont le parti, les Verts, n'a pas donné de consigne de vote, M. Brice Lalonde, ministre de l'environne-ment et président de Génération écologie a appelle fermement les écologistes à faire barrage au candidat du Front national et donc à voter pour le candidat RPR», au second tour de l'élection cantonale partielle de Poissy-sud (Yvelines), organisé dimanche 9 juin. Ven-dredi 7 juin à Antenne 2, M. Waechter a cependant demandé aux électeurs des Verts de ne pas voter pour le FN. Sont en lice pour ce scrutin, M. Gilles Forray (RPR), premier adjoint au maire de ssy, et M. Gérard Latinier (FN) qui ont recueilli respectivement 36,60 % et 22,27 % des suffrages exprimés au premier tour.

Chacun à sa façon, M. Claude Cheysson, ancien ministre des rela-tions extérieures, M. Louis Astre,

oublier Antoine », en parlant de M. Waechter, chef de file des Verts. M. Jack Ralite, ancien ministre communiste devenu «refondateur». estime que c'est «une chose posifaire?» Enfin, M. André Lajoinie, président du groupe communiste de l'Assemblée nationale, affirme qu' «il n'y a pas d'accord secret» entre le PS et le PCF sur le retour de la

nante dans l'émergence de cette ini-tiative, n'a pas eu besoin d'en rajouter. L'ancien ministre des transports a opposé « l'ombre de tarctique y pour dire ses doutes, an regard de certaines valeurs univer-selles, sur le « point de vue de classe » qui a longtemps prévalu dans ses propres analyses.

Esquisse de controverse

Il y avait une certaine émotion dans la qualité d'écoute de l'audi-toire, où se retrouvaient pour la première fois depuis très longtemps des militants venus des horizons les plus divers de feu l'union de la gauche, et aucun des intervenants n'a voulu briser le générale des Verts européens, Ine Dominique Voynet, s'est interrogée, elle, sur la validité même des concepts de «gauche» et de «droite» au regard, justement, des problèmes planétaires.

Il est toutefois apparu très vite que tous ces « mutants » ne pour-ront pas faire l'économie d'un débat sur les suites concrètes de leur démarche. Le philosophe Lucien Sève, membre du comité central du PCF, a été le seul, vendredi, à esquisser une piste, à pro-pos de la nécessité de «refonder la pratique politique», en suggérant le recours à des «initiatives non délègataires sur tout le champ des acti-vités politiques ».

Plusieurs participants, d'accord en cela avec les autogestionnaires, ont déjà plaidé, surtout, en faveur d'une rapide structuration en véritable parti de la «galaxie» ainsi formée par les signataires du manifeste paru pour la première fois dans les colonnes du Monde. Tandis que M. Fiterman exprimait ses réticences sur la rencontre entre MM. Mauroy et Marchais, et accordait « la priorité aux idées », M. Halimi faisait savoir que le « tiers social » dans lequel elle se situe, par rapport aux commulistes critiques, ne se prêterait a plus jamais aux manauvres des

Mais cette première épreuve de vérité sera pour plus tard. Au-delà de leurs sensibilités respectives, les organisateurs de cette rencontre se satisfaisaient amplement de constater, vendredi soir, au vu des mille sept cents personnes qui avaient répondu à leur appel, que leur initiative correspondait bien au besoin de combler un vide.

ALAIN ROLLAT

Bilan législatif de 1988 à 1991

M. Rocard a gouverné trois fois plus avec la droite et le centre qu'avec le PC

Pendant les trois ans qu'il a pas-sés à Matignon, M. Michel Rocard, faute de disposer d'une majorité absolue à l'Assemblée nationale, a dû compter soit sur le PCF, soit sur le centre et - ou la droite pour faire adopter ses textes. Cette recherche permanente de renforts de circonstance s'estelle traduite, sur la période 1988-91, par un renversement d'alliance non avoué? Une configuration socialo-centriste a-t-elle, au bout du compte, pris le pas sur une majorité classique d'union de la gauche PS-PCF?

Certes, le dessein initial de M. Rocard n'a pas été réalisé. Le 4 mai 1988, sur Europe 1, le fintur premier ministre expliquait que l'ouverture prendrait sa «réalité» lorsqu'on se serait «aperçu, à tra-vers sept, huit ou neuf débats légisvers sepi, nuit ou neuf devais legis-latifs », que des élus, « au-delà du bloc socialiste », pouvaient se reconnaître dans la politique sui-vie. Invité sur la même antenne, le lendemain, à commenter les pro-pos de M. Rocard, M. François Mitterrand estimait que, malgré une entuition instea ce scénario une «intuition juste», ce scénario était « peu probable ».

En juin 1991, après l'arrivée de M= Cresson à Matignon, la situation au Parlement est plus proche des prévisions de M. Mitterrand que des espoirs de M. Rocard. Toutefois, seul le maintien de M. Rocard à Matignon jusqu'aux législatives de 1993 aurait permis de porter un jugement définitif sur le bilan de sa politique d'ouver-ture. M. Rocard, avec l'aide de son conseiller parlementaire,

M. Guy Carcassonne, n'avait-il pas mené pendant trois ans une action aussi tenace que discrète pour se constituer un petit « matelas » clandestin de voix de réserve, en cas de malheur? Certains de ces « clandestins » n'auraient-ils pas jeté le masque au moment des législatives, témoignant ainsi d'un grignotage souterrain de l'opposi-tion?

La multiplicité des textes et des cas de figure n'a pas permis, dans l'instant, de se faire une idée claire sur les majorités de M. Rocard. Il est maintenant pos-sible de faire les comptes, établis à partir d'une sélection (voir l'encadré ci-dessous) de cinquante textes (1) significatifs. Or ce bilan montre qu'au Parlement M. Rocard, pour mener sa politi-que, s'est appuyé sur la droite ou le centre pratiquement trois fois plus souvent que sur le PCF.

En dehors des votes à l'unanimité, le gouvernement, en situa-

pour faire adopter ses textes, que le PS vote pour, et que l'un au moins des quatre autres groupes parlementaires s'abstienne. Dès lors, il y a trois possibilités: ou bien un vote positif du seul PS avec abstention de tous les autres groupes; ou bien l'abstention ou le vote positif du PCF, pour contrer l'opposition de l'ensemble de la droite et du centre; ou enfin l'abs-tention ou le vote positif de tout ou partie de la droite et du centre contrer un vote négatif du

Sur cinquante textes, trois ont été adoptés à l'unanimité ou à la quasi-unanimité (2). La droite et le centre, dans leur totalité, ont voté contre dix textes présentés par le gouvernement. Le PCF, lui, a voté contre dix-sept textes.

Un seul texte a été adopté avec les votes des députés socialistes et l'abstention de tous les autres groupes (il s'agit de la réforme de l'aide juridique).

Sur cinquante textes, le PCF n'en a voté que deux (la protec-tion des consommateurs, la limitation de la détention provisoire). Dans les deux cas, son vote positif n'était pas nécessaire, puisqu'one partie seulement de la droite et du centre avait voté contre. Les cas de figure sont les suivants:

Droite et centre pour, PCF con-

(1) Outre les lois de finances pour 1989, 1990, 1991 et les collectifs budgétaires pour 1989 et 1990, il s'agit des lois suivantes : lois créant le reveni nimum d'insertion (RMI); le Conseil périeur de l'audiovisuel; lois relatives la loi Méhaignerie sur le logement; e dénoyantage » des entreprises privati-sées; loi créant une présidence commune Antenne 2-FR3; lois relatives à la sécu-rité routière (permis à points); à l'urbaconsommateurs ; diverses dispositions d'ordre social (sécurité sociale et santé
poblique); deuxième plan emploi; surendettement des ménages; loi de programnation militaire; loi relative à l'exclusion professionnelle et au retour à Pemploi; réforme des PTT; loi relative à l'Office français de protection des réfugiés et des apatrides (OFPRA); loi créant les instituts universitaires de formation des maîtres (RIFM); loi réformant les statuts de Renault; lois relatives au

Droite et centre partagés entre le vote pour et l'abstention : cinq cas; entre le vote pour et le vote contre : quaire cas; entre le vote pour, le vote contre et l'absten-tion : trois cas; entre l'absten-tion et le vote contre : trois cas.

Opposition de l'ensemble de la droite et du centre: dix textes, Sur ces dix textes, le PCF n'a apporté son soutien au gouvernement, par son abstention, que ment, par son austention, que dans sept cas. Dans les trois autres cas où le gouvernement se heurtait à l'hostilité de quatre groupes parlementaires sur les cinq que compte l'Assemblée, les textes n'ont été votés que grâce à des votes individuels (non-inscrits,

En dehors des cas d'unanin la droite et le centre ont adopté une attitude – autre qu'un vote contre de l'ensemble des trois groupes RPR, UDF et UDC - qu permettait l'adoption des textes quel que soit le vote du PCF dans vingt-quatre cas. C'est, de loin, la configuration la plus fréquente : le gouvernement Rocard a donc gouverné bien plus souvent – vingtquatre fois contre sept - avec l'ap-pui ou la neutralité bienveillante de la droite et du centre qu'avec l'appui ou la neutralité bienveil-

JEAN-LOUIS ANDRÉANI

malades mensaux; au droit au logement; au travail précaire; loi créant le crédit formation; l'agence de l'environnement; diverses mesures d'ordre social (santé publique et assurances sociales); contribution sociale généralisée (CSG); lois relatives à la réglementation des télécommunications; au regroupement des élections; à la réforme des professions juridiques et judiciaires; à la lutte contre le tabagisme et l'alcool; troisième plan emploi; loi instituant une solidarité financième entre les communes; loi créant un nouveau statut pour la Corse; lois relatives à l'administration territoriale de la République; à la réforme hospitalière; à la réforme des caisses d'épargue et de prévoyance; à la réforme de l'aide juridi-

que.
(2) Afin de ne pes compliqu mesure ce bilan, nous avons pris en compte les votes des groupes politiques constitués (PC, PS, UDC, UDF, RPR), et non pas ceux des non-inscrits. Nous n'avons pas tenu compte des défections individuelles, comme les trois votes con-tre, les dix-luit abstentions et les huit tre, les dix-buit abstentions et les mun non-participations an scrutin curegistrées pour le vote du Revenu minimum Garanti (RMI). D'autre part, nous n'avons pas dissocié, dans ce bilan, les ons et les non-participations au

270 textes de loi

compris les conventions interna tionales, qui ont été adoptés pendant le séjour de M. Michel Rocard à Matignon. Il u a eu, pour 1988, 45 projets de loi (d'origine gouvernementale) et 3 propositions (d'origine parlementaire); pour 1989, 85 projets, 17 propositions; pour 1990, 95 projets, 20 proposi-tions; en 1991, avant que M. Rocard quitte Matignon, au cours de la session parlemen-taire de printemps, 5 textes avaient été définitivement adop-tés; de plus 30 avaient déjà passé le cap de la première lec-ture. Sur ces 300 textes, nous avons sélectionné les «grandes iois » de M. Rocard, ou celles qui, du moins, sont sionificatives de la politique menée. Nous avons ainsi établi une liste de 50 textes, choisis parce qu'ils traitaient de problème de fond ou traduisaient les orienta-tions du gouvernement.

Nous avons recherché comment chacune de ces lois avait été adoptée. Nous nous sommes référés, sauf exception signalée, à la première lecture, qui est considérée comme poli-tiquement la plus significative, même si cela ne permet pas de prendre en compte le cheminement législatif d'un texte. Au demeurant, les différences de vote entre la première lecture et les lectures suivantes sont assez peu nombreuses, et l'on n'observe pas, sauf exception, de renversements de majorité à l'occasion des navettes, tout au plus un élargissement ou un rétrécissement de majorité.

L'adoption de quelques textes de loi s'est, néammoins, effectuée, de 1988 à 1991, dans des conditions particulières, avec des procédures ou des

Ce sont 270 textes de loi, y majorités différentes selon les iectures, en fonction des variations du contexte politique ou... de l'état des négociations entre le gouvernement et les groupes

A la session d'automne 1988, le projet de loi créant le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) a été adopté en première lecture grace à la non-participation au vote des centristes, mais le gouvernement a dû engager sa responsabilité en deuxième lecture. (Exceptionnellement, c'est cette deuxième lecture que nous avons retenue dans le bilan statistique).

Une seule motion de censure a été votée, en novembre 1990, à l'occasion de la création de la contribution sociale généralisée (CSG), par le groupe communiste qui avait, sans succès, associé ses voix à celle de la droite. C'est pourquoi, dans le bilan statistique, nous avons comptabilisé la CSG de facon autonome, bien qu'elle ne soit que l'une des dispositions du budget de 1991. Le gouvernement a engage sa responsabilité pour treize textes sur les cinquante étudiés. Cet engagement de responsabilité a été suivi d'une motion de censure pour duatre textes.

Une loi e été repoussée, en première lecture et adoptée en deuxième. Il s'agit, à la session d'automne 1990, de la loiréformant les professions juridiques et judiciaires. (Nous avons pris en compte la deuxième lecture).

Enfin, un projet important de révision constitutionnelle, qui aurait permis la saisine directe du Conseil constitutionnel par les justiciables, a été abandonné après s'être, heurté à l'hostilité

Les Verts s'int

les faiblesses de

THE THUMBER WE THE PERSON IS NOT THE A.C. C. B. C. S. C Tiple tiples by THE 37" .. 10 PAR Desir in the said the A LEAST AND LANGUAGE 27 :---- 15; 1.48

WESPOLITIQUES ोधिता का का काला क

Zich in die aus ≰

the state of the state of the

Tarfan ere frie 🖚

The section of the se

The house of the contraction of

Marie Land Committee

trette treite inte inname ;

The state of the s \$2.55 Tab 950 mit 54 148

en lien in de dage

Carry to a resident

A STATE OF S

De Republica de la Sala

Section 1 areas

The state of the state of

1 114/74

10 mg 1 mg 1 mg 1

The water of the

Talant me this things

The state of the same state of

100 mg 10

The state of the Sender

Programme Committee State

741 SAL W

All the state of

A Marie

199

A. Tank

A MARK STATE OF THE STATE OF TH

The state of the s

the state of the s

the state of the same of

The state of the s

too the

TO SHIPPE

The state of the s

STATE OF THE PERSON ASSESSMENT OF THE PERSON A

The same and the s

11-1-4 3946

18-20-1-12

Harris and the second

Contract to the second

Professional Contraction State of the little

一种工作

IN THEM!

Benda son temps et le nôtre

The second secon

La droite peut-elle perdre?

Suite de la première page

Dans l'intervalle, celui-ci ne se privera certainement pas de donner des coups de pouce ici et là : qu'il s'agisse de la signature du traité de non-prolifération nucléaire, du classement des sites naturels protégés, gestes auxquels les écologistes ne devraient pas être indifférents, ou des mesures en préparation en faveur des PME, la panoplie disponible n'est peu au regard de l'interrogation centrale sur le retour à un niveau soutenu de l'activité économique. Si celle-ci tardait à se rétablir,

alors le «fracas» que le président a appelé de ses vœux serait celui que produit inévitablement un trop grand écart entre le dire et le faire; entre le slogan «tout est possible sans bourse délier, et haro contre la droite», d'un côté, les hausses de TVA et de cotisations sociales pour les seuls salariés, de l'autre. Ce décalage-là, entre des accents populistes, fussent-ils appréciés par le PCF, et une ges tion au mieux des intérêts du patronat, comme aurait pu continuer de le constater ce même PCF, pendant que les licenciements continuent, voila qui risquerait en effet de faire quelques

A charge pour la droite de ne pas se placer elle-même en position difficile. Or elle souffre toujours d'au moins deux handicaps: un déficit de crédibilité, d'une part, un lancinant problème de leadership, d'autre part.

A travers la radicalisation du

débat, M. Mitterrand cherche non

«re-idéologiser» la droite. Le ralliement au conservatisme thatchérien, qui a marqué la période 1986-1988, a en effet coûté à celle-ci plus d'un électeur salarié. On voit mal que l'opposition puisse y revenir purement et sim-plement : ni le retour des privatisations ni même les baisses d'impôts qu'elles permettent de financer ne sont désormais de nature à lui servir d'étendard. Lui fait défaut, toujours, un thème mobilisateur qui lui permette de créer la différence et de la rendre perceptible, dans des conditions sociales acceptables. Le schéma développé par M. Baliadur consistant à décliner l'idée de change ment dans quatre ou cinq domaines-clés (dont les institutions

senlement à remobiliser l'électorat

socialiste, et ce qui reste de l'élec-

torat communiste, mais aussi à

pas encore cette fonction. Un « premier ministrable » naturel

et l'éducation), par opposition au

«conservatisme» du pouvoir, n'a

En outre, le maintien à la tête du RPR et de l'UDF de persondroite, et à plus forte raison audelà, reste un handicap. Même si l'opposition paraît sagement enga-gée dans un processus unitaire, même si elle dispose, avec M. Edouard Balladur, d'un «premier ministrable » naturel, qui s'impose par sa seule canacité de réflexion, le fait que MM. Chirac et Giscard d'Estaing soient, de nouveau, en rivalité ouverte entretient le doute sur la capacité de la

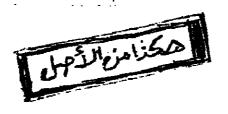
droite à gouverner de façon cohé

L'opposition pourrait être aussi elle-même à l'origine d'un nouvel échec si elle s'engageait trop avant dans la compromission ou la surenchère avec le Front national. A son niveau actuel d'intentions de vote (autour de 10 %) l'extrême droite ne fait pas obstacle à une victoire législative des droites, fît-ce avec une majorité relative. Mais que l'immigration revienne au cœur du débat national, et les amis de M. Le Pen ont toutes chances de resonfier leur audience. Or la gauche, pour ne pas perdre, a besoin d'un Front national à son

Gageons que, quoi qu'il arrive, M. Mitterrand s'emploiera à compliquer le jeu de l'opposition, en jouant non seulement des rivalités de personnes (M. Barre, de ce point de vue, pourrait jouer un rôle-clé) mais aussi en ravivant des contradictions internes, qu'il s'agisse du rôle de l'extrême droite ou bien des échéances euroes, qui, elles, vont connaître des développements importants dans les mois qui viennent,

Si, malgré cette panoplie, la droite se maintenait en position de l'emporter, M. Mitterrand disposerait alors d'au moins un moyen théorique non de l'emporter, mais de limiter les dégâts: le change-ment de la loi électorale. Des émissaires présidentiels sont, sur ce terrain-là, en mission exploratoire, d'autres sont ouvertement en campagne, comme M. Soisson. Mais s'engager dans cette voie, comme ce fut le cas en 1985, serait avouer publiquement son échec. Quels que soient les mérites objectifs de l'introduction d'une dose de proportionnelle, ce ne serait pas non plus le meilleur moyen de porter remède à la crise morale que traverse la gauche, et

le pays avec elle. . JEAN-MARIE COLOMBAN!



en effet, à refuser l'aide financière

des entreprises. Cela ne peut pas

être sans consequence. Mais cette

faiblesse est la résultante d'un

choix éthique, qui peut se révéler

payant », à plus long terme, sur

le plan électoral, et pour la morali-

~ Ne souffrez-vous pas aussi de l'absence d'un véritable lea-

der qui ait autorité sur l'ensem-ble du mouvement?

~ Il existe: même s'il fait l'objet

de critiques d'ordre esthétique ou

médiatique, qui ne grandissent pas

leurs auteurs, Antoine Waechter a

séduit l'opinion publique par sa rigueur intellectuelle. C'est lui qui incarne le passage des Verts de moins de 5 % à plus de 10 % des

voix et, aujourd'hui, à 15% des

intentions de vote. Il n'est pas

bon, en revanche, qu'un mouve-ment aussi diversifié que les Verts

ne soit représenté à l'extérieur que

par une seule personne. Mais, là

encore, nous sommes victimes des

pratiques des médias, de la télévi-

sion en particulier, qui ne veulent

La vraie difficulté, pour l'avenir

du mouvement écologiste, réside

dans le fait que notre vision du

monde constitue un message à

long terme et qu'il nous faut, en

même temps, répondre à toutes les sollicitations de l'actualité. Il faut

pour cela améliorer notre commu-

nication, développer la formation

de nos militants et nous ouvrir

aux forces sociales. Aux alentours

de 5 % des voix, nos lacunes pon-

vaient passer inapercues. Aujour-

d'hui, il faut avoir réponse à tout,

car beaucoup, dans la classe politi-

Propos recueillis par JEAN-LOUIS SAUX

ANDRÉ LAURENS

que, ont intérêt à nous abattre.

connaître qu'Antoine Waechter.

sation de la vie politique.

nous déclare l'un des porte-parole du mouvement écologiste Pour la première fois depuis la création du mouvement, en 1984, le conseil national des Verts devait se réunir, les 8 et 9 juin à Paris, pour examiner notamment les conséquences des prises de position de leur 11.00 M ancien porte-parole, M. Jean Brière, qui avait diffusé, à titre personnel, un texte jugé antisémite lors de la dernière réunion nationale des responsables écologistes (le Monde du 9 avril). Les Verts entendront un rapport

> «Après le refus des Verts de se désister, même en cas d'élection d'un représentant du Front national, « l'affaire Brière » a encore un peu plus terni leur image. Comment expliquezvous cette série de dérapages?

sur l'état de l'organisation du

mouvement, dont l'un de leurs

porte-parole, M. Christian Bro-

dhag, analyse ci-après quelques-

- Il y a d'abord la réalité des faits: il n'y a aucune ambiguïté dans l'attitude des Verts face au Front national. Mais, depuis l'origine du mouvement, nous avons toujours vouln discuter avec nos électeurs de façon adulte, en refusant de négocier un « paquet de voix» avec qui que ce soit au second tour des élections. Dès lors ou'on enfreint la règle commune, à droite et à ganche, du désistement, on prête le flanc à un certain nombre de critiques de la part de monvements politiques qui ont intérêt à entretenir le doute.

Quant au texte de Jean Brière, il était inacceptable et a été dénoncé comme tel. Faire jouer la démocratie dans un mouvement politique, est-ce vraiment trop pour le financiers. Nous sommes les sculs, débat politique français?

Les Verts s'interrogent

sur les faiblesses de leur organisation

« Nous sommes le seul mouvement à amener à la politique des gens qui n'en ont jamais fait »,

Deux ans après le succès des Verts aux élections euro-péannes, cela signifie donc que vous restez toujours très fra-

- Il est vrai que nous sommes toujours vulnérables. Mais chacun des problèmes que nous rencontrons apporte une expérience au mouvement. Songez que nous sommes le seul mouvement à ame-ner à la politique des gens qui n'en ont jamais fait. Il est donc normal que nos militants aient encore beaucoup à apprendre. D'ailleurs, nul ne conteste que nos parlementaires européens et nos élus locaux ont déjà beaucoup appris et qu'ils sont souvent parmi les plus actifs dans leurs assem-

– Vous estimez donc avoir gagné en crédibilité?

- Oui. Au niveau local, les Verts sont devenus complètement « incontournables ». Moi-même, qui ne suis pas élu, je suis très souvent invité, dans mon département, la Loire, pour participer, au même titre que les maires ou les conseillers généraux, à des réunions sur l'aménagement du terri-toire, par exemple. Sur le plan une difficulté, due au fait que le jeu politique consiste à la fois à nous accorder beaucoup d'impor-tance et à faire semblant de nous ignorer. La plus belle illustration de ce phénomène est donnée par le président de la République : il n'a jamais daigné nous recevoir. François Mitterrand et nous, nous ne sommes pas sur la même pla-

Enfin, pour nous faire mieux entendre, nous souffrons aussi de notre absence à l'Assemblée nationale et d'un manque de moyens

Le Sénat a profondément modifié le projet de réforme hospitalière

Les sénateurs ont adopté, vendredi 7 juin, le projet de loi réformant le système hospitalier. Le texte, substantiellement modifié, a été voté par le RPR et par l'Union centriste. Le groupe des Républicains et indépendants s'est divisé entre le vote pour et le vote contre. Le groupe du Rassemblement démocratique et européen s'est partagé entre le vote pour et l'abstention. Les socialistes se sont abstenus et les communistes ont voté contre.

Après vingt-cinq heures de discussion, les sénateurs sont enfin parve-nus, vendredi 7 juin, au terme du projet de réforme du système hospi-talier. Au cours de la dernière séance, la commission des affaires sociales a apporté d'ultimes modifications au texte du gouvernement, lesquelles se sont ajoutées à la déconcentration de la procédure d'approbation de la carte sanitaire et au rétablissement du consultanat, dans le cadre d'un statut rénové.

Les sénateurs ont ainsi décidé, contre l'avis du gouvernement, de ne pas soumettre les établissements de santé privés à but non lucratifs assurant le service public hospitalier à l'obligation d'élaborer un projet d'établissement. Ils ont également précisé dans le code de la Sécurité

sociale, afin de mettre fin « à des rentes de situation», que la dotation globale tient compte de l'« activité constatée» de l'établissement.

Sur proposition du gouvernement, un amendement assouplissant les conditions de travail en permettant l'aménagement individuel des horaires hebdomadaires, en fonction des nécessités, a été inséré dans le texte. Les sénateurs ont enfin fixé un calendrier pour la planification sani-taire, destiné d'une part à dynamiser les dispositions du projet du gouver-nement, et à fixer des normes juridi-ques à l'exercice du contrôle de l'Etat d'autre part.

M. Guy Penne (PS, Français éta-blis hors de France) a estimé que la commission sénatoriale « avait rempli son contrat » en « satisfaisant des groupes d'influence ». Le porte-parole socialiste a exprimé son scepticisme sur les chances d'accord au sein de la commission mixte paritaire Assemblée nationale-Sénat, qui doit se réunir mercredi 12 juin.

Plus optimiste, M. Durieux, ministre de la santé, a assuré qu'il existait une « majorité d'idées » sur ce texte et que les différences entre l'Assemblée et le Sénat pourraient être « résorbées ». Après avoir com-paré la liste des points d'accord à celle des dispositions encore en dis cussion, M. Jean-Pierre Fourcade (Rép. et ind., Hauts-de-Seine), président de la commission des affaires sociales, a lui aussi affirmé «ne pas

L'analyse du scrutin

- 38 sénateurs ont voté contre : 16 PC (sur 16) ; 1 Rass. dém. (M. Jean Roger); 1 RPR (M. Jacques Chaumont); 20 Rép. et ind. (MM. Michel d'Aillières, Bernard Barbier, Christian Bonnet, Jean Boyer, Guy Cabanel, Jean Clouet, Charles-Henri de Cossé-Brissac, Jean-Claude Gaudin, Charles Joh-bois, Roland du Luart, Marcel Lucotte, Hubert Martin, Serge Mathieu, Michel Miroudot, Jean Pépin, Michel Poniatowski, Henri de Raincourt, Jean-Pierre Tizon, Henri Torre, René Travert.

- 204 ont voté pour : 90 RPR (sur 91), 67 Un. cent. (sur 68), 27 Rép. et ind. (sur 51), 14 Rass.

dem. (sur 23), 6 non-inscrits (sur

- 76 se sont abstenus: 8 Rass dém. (MM. François Abadie, Gilbert Baumet, André Boyer, Louis Brives, Yvon Collin, François Giacobbi, François Lesein, Hubert Peyou), 65 PS (sur 66), 3 Rép. et ind. (MM. Maurice Arreckx, André Pourny, François Trucy).

- 3 n'ont pas pris part au vote: 1 PS (M. Marcel Debarge, nommé secrétaire d'Etat le 17 mai et qui n'a pas encore été remplacé au Sénat), l Un. cent. (M. Alain Poher, président du Sénat), 1 Rép.

TF1 censure Sabatier, Jack Lang et « la Truffe »

Entre Jack Lang, ministre de la culture, et Georgina Dufoix, présidente de la Croix-Rouge, « Tous à la Une » avait invité Jean Schalit, créateur du projet de auotidien la Truffe lie Monde du 4 mai). Mais l'émission de variétés de Patrick Sabatier, enregistrée le 28 mai, a été dif-fusée le 7 juin amputée de la séquence consacrée à la Truffe. Une heure et demie avant le passage sur TF 1, Patrick Seba-tier recevait de la direction générale de l'antenne un fax qui indiquait simplement : «Nous avons décidé de retirer la séquence relative au journal la Truffe car contraires à la déontologie et à

la réglementation en viqueur ». Visiblement consterné par une censure qu'il subit pour la pre-mière fois, Patrick Sabatier est résolu à ne pas accepter le fait accompli : « J'ai invité Jean Schalit parce que son projet m'a

séduit et que je trouve formidable que des lecteurs puissent créer un journal. Dans la séquence supprimée on voyait M. Lang acheter des actions de la Truffe et vanter le pluralisme de la presse. Je veux qu'on m'explique en quoi tout cela est contraire à la déontologie ou à la réglementation. Dès réception du fax, j'ai téléphoné à le direction de la chaîne : il n'y avait plus personne pour justifier cette étrange attitude. J'attends le retour de Los Angeles d'Etienne Mougeotte en qui j'ai confiance car il est vice-président de la chaîne mais aussi journaliste : la Eherté de la presse ne peut pas le laisser indifférent».

Le 8 juin au matin, aucum responsable de la direction de TF 1 ne pouvait être joint. Jean Schalit, alerté par Patrick Sabatier, n'avait pu obtenir aucune expli-

cation de la chaîne.

EN BREF

a Le câble américain rachète des salles de cinéma. - Le plus gros exploitant de réseaux cablés américain vient de racheter pour 1 mil-liard de dollars les 2 210 écrans du premier réseau de cinéma américain. Tele Communications Inc a pris en effet, le 7 juin, 54 % du capital de United Artists Enter-tainment qui, affaibli par 177 millions de dollars de pertes l'an dernier, cherchait depuis quelques mois un partenaire. Outre ses 463 salles de cinéma, United Artists apporte à TCI ses propres réseaux câblés forts de 2,6 millions d'abonnés et sa participation dans la chaîne de documentaires Discovery Channel.

☐ La CFDT appelle asteune 2 à la grère. — Après les six syndicats de FR 3, c'est au tour de la CFDT d'Antenne 2 d'appeler les personnels de la télévision publique à la grève pour le vendredi 14 juin. La CFDT demande notamment «l'annulation du plan de restructuration » préparé par M. Hervé Bourges, président d'A 2 et FR 3.

 Grève de la rédaction au quotidien la Voix du Nord. - A une large majorité (222 sur 309), les journalistes de la Voix du Nord ont cessé le travail le 7 juin. Ils reprochent à leur direction une réduction du contenu rédactionnel lié à une forte réduction de la pagination, se plaignent d'une informatisation trop rapide, de suppressions de postes et d'une absence de concertation. Le deuxième quotidien régional français, fort de ses 29 éditions, n'a pas pu sortir le 8 juin, paralysie qui risque de se prolonger puisque la rédaction a reconduit le mouvement de grève à l'issue d'une rencontre infructueuse avec la direc tion. Celle-ci affirme, de son côté, avoir proposé « trois groupes de travail chargés d'étudier les propo-

M. Mitterrand et l'échéance présidentielle de 1995

« J'aurai soixante-dix-huit ans...»

de notre envoyée spéciale

Interrogé sur l'éventualité d'un troisième mandat, au cours de la conférence de presse qui suivait les entreens qu'il venait d'avoir avec les dirigeants helvétiques, vendredi 7 juin à Lugano, M. François Mitterrand a répondu : « J'aurai à cette époque (en 1995) soixantedix-huit ans... et je suis encore lucide.» Le chef de l'Etat a ensuite précisé, devant un groupe de journa-listes français : « Dites à mes compatriotes que deux fois c'était, déjà beaucoup. A la limite, c'est peut-être trop, Evoquant sa candida-ture an 1988 » il a ajouté : « Six à sent ans une fois c'est assez, mais il y a les circonstances, la pression des amis....» Sans nier que la pression des « engemis » ait pu, aussi, jouer un rôle.

Candidat en 1981 M. Mitterrand avait envisagé une réduction du mandat présidentiel. La quarante-cinausème de ses cent dix propositions disposai que : «Le mandat présidentiel sera ramené à cinq ans, renouve-lable une fois, ou limité à sept ans sans possibilité d'être renouvelé. » En 1988, la Lettre à tous les Français du président-candidat évoquait cette révision constitutionnelle en ces termes : «Un projet de loi de 1973 prévoit de ramener de sept à présidentiel. Or M. Pompi-dou, qui l'avait proposé, ne l'a soumis ni au vote populaire ni au Congrès. Il est donc resté lettre morte. Pour ne pas être accusé de consiprendrai pas l'initiative. Mais si une large majorité parlementaire et le gouvernement s'accordent sur une mesure de ce type, j'y souscrirais. A la seule condition que le mandat ainsi réduit ne soit A. Ch.,

(Lire également page 3)

Un banquet du Front national en Saône-et-Loire

Toute la droite... sans le RPR

Depuis plusieurs semaines, M. Michel Collinot, membre du bureau politique du Front national et conseiller régional de Bour-gogne, se démène pour prouver que des élus du RPR défient la direction de leur mouvement en faisant de bonnes manières au parti d'extrême droite. Ainsi M. Collinot annonce, avec force publicité dans la presse lepéniste, un e grand banquei pour l'union de la droite », dimanche 9 juin à Tournus (Saône-et-Loire), en pré-sence de M. Jean-Marie Le Pen, président du Front national, et de quelques notables locaux venant du même horizon (le Monde du

Il vante la présence, parmi eux, d'un conseiller municipal RPR du Creusot et d'un ancien responsable de circonscription du même parti, représentant le Mouvement initiative et liberté. Or le premier, M. Alain Honoré, a été radié des cadres du RPR, en mai, à la demande de son secrétaire dépar-temental, M. Roger Chaudron, selon lequel l'intéressé s'est « auto-exclu » par ses prises de position, et le second, M. Robert Schuler, ne paie plus de cotisation à son parti depuis plus de cinq ans.

Enfin, M. Bernard Janisson, qui est présenté comme « conseiller municipal FN de Chalon-sur-Saone, élu en mars 1986 sur la liste de Dominique Perben», maire RPR de cette ville, s'étonne d'avoir été convoqué à ce banquet sans en avoir été averti. «Je ne serai pas la je serai excusé, j'ai d'autres obligations », a-t-il indiqué au Monde, en manifestant une certaine réserve à l'égard d'un parti auquel il n'a pas encore renouvelé son adhésion pour 1991.

sitions des syndicats».

Le Monde CHAMPS ÉCONOMIQUES

LIVRES POLITIQUES 'EST une histoire franco-

juive, qui ne prête pas à rire. Elle met en scène un homme doté d'une « extrême singularité ». Julien Benda, et un pays, la France, qu'au plus propour sien. Histoire douloureuse d'un amour idéalisé, pas toujours partagé, et confronté à des circonstances peu glorieuses. Elle mérite l'écoute et la réflexion pour ce qu'elle nous apprend de cet homme et de ce pays.

Julien Benda est ce brillant essayiste, auteur de la Trahison des clercs, l'un des écrivains les plus célèbres des années 30; c'est, aussi, l'un des plus remarquables exemples du franco-judalsme, que son ardente assimilation devait conduire jusqu'aux portes du nationalisme. Il produisit, à le faveur d'une belle longévité, une œuvre riche, contrastée et inégale. Cala ne suffit pas à déclencher la sympathie et, au reste, le personnage ne devait pas l'inspirer beaucoup. S'il a attiré et retenu l'attention de Louis-Albert Revah, c'est parce qu'il fut, avec talent, un acteur engagé et un témoin pathétique d'un temps qu'il détestait.

« A l'étude de l'œuvre et de la vie, il nous est apparu, écrit l'auteur, que la condition juive avait influencé celles-ci d'une manière déterminante, encore que complexe et contradictoire. » C'est donc cette complexité et ces contradictions que Louis-Albert Reven s'efforce avec bonheur de dénouer. A cette fin, il recourt volontiers aux méthodes de la psychanalyse at se sent de l'acquis accumulé par la réflexion sur la question luive.

Julien Benda est décrit comme un personnage fragile sous des dehors tapageurs, marqué par l'héritage intellectuel et moral paternel, incapable de choisir entre la fidélité et la rebellion à l'égard de ce père attentionné, n'étant pas vraiment devenu adulte. Il est le produit de la culture française la plus classique, dont les racines se situent chez les Grecs et les Latins, et dont l'avenir se cherche, suivant l'esprit du temps, dans le positivisme, sous l'égide de la Science et de la Raison. Le jeune Benda se

Benda son temps et le nôtre

laissera plus séduire par les mathématiques que par le romantisme, qu'il déteste, et, plus tard, demeurera allergique à la célébration de l'intuition selon Bergson. Louis-Albert Revah décèle, chez

son sujet, un état névrotique qu'il attribue à l'impossibilité d'assumer à la fois son besoin de filiation franco-gréco-latine et le reniement secret de son père juif. ∉ Ce qui le caractérise, assure-t-il, c'est son refus, dû à des raisons psychologiques (...) de se considérer comme juif dans toute l'acception historique que le terme implique. » Cela va jusqu'à «la haine juive de sois, jusqu'à écrire : « On a parfois du mérite à ne pas être antisémite. » il avait réagi à la révélation de la condition juive, explique l'auteur, en se créent une identité franco-ancienne imaginaire « mais qui constituait aussi un des éléments également imaginaire, de l'identité nationale s

Le rejet du passé a souvent été ie prix payé par les juits pour s'insérer dans la société européenne, et la déjudaïsation a, dans bien des cas, trouvé sa compensation dans le rationalisme humaniste et l'attirance pour le socialisme. Il est significatif que Julian Benda ait joué un rôle si en pointe, au nom de la justice et de la raison, dans l'affaire Dreyfus en tentant de la déjudaiser au maximum. Ce nationaliste, qui détestait l'Allemagne, cet homme de droite à bien des égards, en est venu à combattre l'Action française avec les armes dont elle usait : la lanque la plus classique et la virulence du pamphiet ou de l'injure. Il devait, après la guerre, se retrouver, vieilli et moins talentueux, compagnon de route du Parti communiste stalinien...

Julien Benda ne fut pas que

l'auteur de la Trahison des clercs, mais c'est tout de même, observe Louis-Albert Revah, « par son insistance désespérée à réclamer des intellectuels un peu de rigueur et de tenue qu'il reste dans notre horizon. Mi-Diogène. mi-Job, voilà sa façon d'être, en fin de compte, à la fois Grec et iuif ».

L'examen sans complaisance de ce curieux parcours permet de mieux comprendre ce qui, au-delà de son conditionnement psychologique personnel, pouvait, chez Julien Benda, choquer le sens de la justice et la foi en la raison. € Car ce qui frappe aujourd'hui, note L.-A. Revah, c'est en effet que des hommes de grand talent et très respectés alent pu, dans un pays civilisé, et de vieille culture, se laisser aller à de pareilles outrances nationalistes et racistes. >

S'il y a une explication à donner, elle est peut-être, selon l'auteur, dans la tentation qui saisit alors une nation prestigieuse mais malthusienne, saignée par la première querre mondiale, de chercher des boucs émissaires et de se réfugier dans le passé, au lieu de réfléchir aux causes de son affaiblissement. Benda lui-même céda à ce passéisme - en quoi il était à l'unisson du pays - mais ne supports pas, par respect de « la vraie pensée française », une dérive intellectuelle et morale qui revenait à pécher contre l'esprit.

Et, s'il y a une leçon à retenir, c'est que, les même causes provoquant les mêmes effets, les Français ne doivent pas retomber dans leurs travers d'alors. Que la France, parce qu'elle voit sa population vieillir, parce qu'elle réagit en termes de perte d'identité, parce qu'elle subit l'internationalisation croissante des flux et des reflux de l'économie, parce que ses frontières s'effacent. ne cède pas à ses peurs et ne se replie pas sur son égoîsme et son passé révolu. Il y aura toujours de vrais ou faux ciercs pour l'encourager dans cette voie et trahir la tradition dont ils se réclament. ▶ Julien Benda, de Louis-Albert Revah. Plon, 266 pages,

160 F.

SOCIÉTÉ

Un colloque international à Créteil

Changer l'antiracisme au colloque de Passages. Des thèmes réputés progressistes,

Peut-on encore lutter contre comme le respect des cultures et des différences, ont été récupérés le racisme et la xénophobie sans se jeter dans la gueule du loup? par les racistes, a souligné
M= Colette Guillaumin, chargée
de recherches au CNRS. Pour elle, La question taraude bien des militants antiracistes, qui craignent que la simple évocation le racisme quotidien ignore la distinction entre apparence physique et appartenance culturelle. D'où des questions ethniques ou d'immigration ne fasse le jeu de l'extrême droite. La réponse cistes rationnels basés sur la passe par une redéfinition critiscience. «Nous avons tendance à expliquer l'Histoire en termes que du concept de «racisme» rationnels. Or l'ethnie n'est pas une notion rationnelle. On ne peut et une remise en cause des méthodes de la lutte antiraciste. changer son cæur et son cerveau Tel est le principal message du avec un passeport », a insisté M. Zeev Sternhell, professeur à l'Hebrew University Jérusalem. colloque international organisé du 5 au 7 juin à Créteil (Val-de-Marne) par le mensuel Passages et la Maison des sciences de

Peu de phénomènes sociaux échappent aujourd'hui à la problé-matique du racisme. De l'explo-sion des banlieues aux bavures policières, de l'échec scolaire aux questions d'emploi le sourcem est questions d'emploi, le soupçon est partout. Mais cette intrusion, sou-vent souhaitée par les militants antiracistes, n'a-t-elle pas abouti à des impasses et, pire, à conforter le phénomène? « On a parlé du racisme à tort et à travers. Il arrive racisme a tont et a travers. It arrive que les mots créent une partie de la réalité qu'ils prétendent décrire », a estimé M. Marc Augé, président de l'Ecole des hautes études en science sociales (EHESS), metant l'une de l'estant de l'estant l'une de leuisif de en garde contre l'usage abusif de la notion de «communauté», ou d'expressions comme « les pro-blèmes de l'immigration ». M. Léon Poliakov, directeur de recherches au CNRS, a rappelé, pour sa part, la contradiction fonntale contenue dans l'utilisation même des mots de « racisme» et d' « antisémitisme » par des gens qui professent que les races n'existent pas. D'où la nécessité d'une définition plus rigoureuse des mots, à commencer par celui de «racisme» dont l'usage extensil a fini par faire perdre le sens.

« Nous nous sentons tiraillés entre des définitions qui banalisent le phénomène, d'autres qui le limitent, et d'autres encore qui amplisient des conduites et des discours non ou infra-racistes, a constate M. Michel Wieviorka, directeur d'études à l'EHESS et responsable scientifique du colloque. Seion lui, le racisme se propage dans trois champs distincts tous liés à l'irruption de la modernité. Le premier tion de la modernité. Le premier est constitué par le discours d'élites – colonialistes par exemple – qui «racisent» ceux qui résistent à leur marche en avant. Le deuxième se noue dans la chute sociale et la crainte d'être exclu. Le troisième procède d'attaches identitaires (nation ou religion) menacées par la modernité. Reste à se mouvoir dans ce triangle déli-mité par le social, l'identitaire et le racisme.

« Embobinés par le Front national»

Là réside le piège suprême tendu aux antiracistes. « En accep-tant de définir des problèmes sociaux en termes ethniques, nous nous somme tous laissé embobiner par le Front national, a lancé M. Alain Touraine, directeur d'études à l'EHESS. Dans les bandes lieues, nous avons affaire à des problèmes sociaux d'exclusion; problèmes sociaux à exclusion; nous ne sommes pas dans le domaine spécifique du racisme, qui est la pathologie du nationalisme». M. Philippe Marchand, ministre de l'intérieur, tout en soulignant sa profonde vigilance à l'égard du racisme et de l'antisémitisme, n'a pas hésité à égratigner « certains antiracistes convaincus » qui en arrivent à «forcer le trait et à des accusations non fondées qui ne servent pas leur cause ». M. Marchand a ainsi estimé que sur les 500 meurtres dénoncés comme racistes durant les cinq dernières

années, dix seulement ont pu être recensés comme tels. Comme celle de l'insécurité, la question de l'échec scolaire est, elle aussi, constamment associée à l'immigration, au point que la pré sence d'enfants d'origine étrangère peut servir d'alibi à l'inefficacité du système scolaire. « On a transformé un problème scolaire en pro-blème ethnique, a dénoncé M. François Dubet, professeur à l'université Bordeaux-III. La vraie question est celle de notre incapa-cité à penser des problèmes sociaux

en termes sociaux v Pour autant, personne ne prétend qu'il faut jeter le bébé avec l'eau du bain, ni prendre prétexte des excès du « tout racisme » pour déserter le terrain de la lutte antiraciste. Si les Français sont incessamment sondés sur leurs sentiments racistes, la connaissance de la réalité concrète des discriminations face an logement on an travail reste pratiquement nulle, crédits supplémentaires attribués depuis trois ans à l'éducation sociologues anglo-saxons présents | nationale, et un redéploiement

fficacité des arguments antira-

les rapports sociaux

tre-poisons passent d'abord par la remise en place des réseaux asso-

ciatifs « et plus encore, des rapports

sociaux, même conflictuels ». Plus les chances des laissés-pour-compte

de voir leurs demandes sociales

entendues sont grandes, explique-t-il, « et plus ils s'écartent du dis-cours de la haine, et même peuvent

accepter un certain rapprochement

avec des immigrés», par exemple pour revendiquer une amélioration

de l'habitat. Il convient en outre titaires sur des valeurs universelles comme l'égalité civique, la morale,

ou sur des revendications, des pro-jets, des utopies qui transcendent

les appartenances culturelles. L'an-

tiracisme devrait ainsi demeurer une force défensive, mais reliée à

des projets offensifs, marquant la

volonté de participer à des rap-

ports sociaux. Le colloque a ainsi

implicitement appelé les organisa-

tions antiracistes, dont aucune

n'avait été invitée, à faire leur

autocritique, pour sortir de l'im-

M= Françoise Gaspard, maître de conférences à l'EHESS et ancien

maire (PS) de Dreux, la riposte est

d'autant plus urgente que l'intégra-tion européenne sur le plan juridi-

que risque d'« ouvrir un espace

nouveau pour le racisme s'il n'y a pas affirmation d'une pédagogie et

Le débat qui, au sein du collo-

que, a réuni des maires de villes réputées difficiles a permis de vérifier la mobilisation des élus

contre le racisme mais aussi leur

réticence à mêler indistinctement

urbanisme, problèmes sociaux et racisme. Certains, comme M. François Geindre, maire d'Hé-rouville-Saintt-Clair (Calvados).

ont insisté sur l'exigence, de la part des élus, d'une « intransi-

geance au quotidien »: « Si une boîte de nuit refuse des Maghré-bins, je vais immédiatement ren-

contrer les gérants», a-t-il expli-

qué. D'autres, comme M. Laurent Catala, maire de Créteil, et M. Alain Jakubowicz, adjoint au maire de Lyon, ont mis en cause la ségrégation sociale opérée pour des raisons électorales desuis les

des raisons électorales depuis les

années 60. Pour ces élus confron-

tés à des situations explosives, il serait temps de «changer l'antira-

PHILIPPE BERNARD

d'une pratique humaniste».

Pour plusieurs orateurs, dont

Pour Michel Wieviorka, les con-

POLICE

Les circonstances du drame de Mantes-la-Jolie

Aïssa Ihich aurait été violemment frappé par des gardiens de la paix qui l'interpellaient

L'interpellation d'Aïssa Ihich par des policiers, dans la nuit de samedi 25 à dimanche 26 mai, semble avoir été très brutale, selon le témoignage d'un CRS présent sur les lieux. Des examens médicaux devront établir si les violences subies ont eu une incidence sur l'évolution de l'état de mal asthmatique qui est à l'origine de la mort du jeune homme.

Un groupe de sept policiers s'en-gouffre dans l'allée, à la poursuite du jenne qui vient de lancer des pierres sur une voiture de police. D'un coup de matraque dans les jambes, le fuyard est déséquilibré. La suite de la scène est racontée par l'un des trois CRS présents sur les lieux.

Bien que plaqué au sol et maîtrisé, Aïssa va recevoir une volée de coups. Le tabassage est administré par deux policiers du commissariat de Mantes. L'un frappe avec sa matraque, l'autre avec un manche de pioche ramassé

Val-Fourré. Les deux hommes tapent à l'avenglette, dans la pénombre de la petite allée. « Ne me frappez pas, je suis asthmati-que», a crié le jeune homme, non sans recevoir un choc violent sur le crâne. L'averse de coups dure quel-ques secondes, avant que les CRS s'interposent. Aïssa encaissera encore quelques coups de pied alors qu'il est traîné jusqu'au véhi-cule qui le conduira au commissa-

> Nouvelle expertise médicale

Le témoignage du CRS est contesté par les policiers du com-missariat de Mantes qui sont mis en cause. Admettant que l'interpellation s'est faite avec quelque bru-talité, ils affirment qu'il a été strictement fait usage de la force nécessaire pour maîtriser l'inté-ressé. Dans un premier temps, les gardiens de la paix avaient indiqué, dans leur rapport d'interpellation, qu'ils avaient eux-mêmes appréhendé le jeune homme. Mais ils reviendront sur leurs déclarations,

par la suite, en assurant que ce sont les CRS qui s'en étaient char-

Pendant sa garde à vue, Aïssa ne sera en tout cas plus brutalisé. A ses compagnons de détention il se plaindra d'avoir été frappé au moment de son interpellation par des policiers qui voulaient lui des policiers qui voulaient intiextorquer les noms des «meneurs»
(les ondes radio de la police s'en
feront d'ailleurs l'écho). Ces accusations, le jeune homme les répétera
aux policiers qui les consigneront
sur le procès-verbal.

La première expertise médicale établissait que « le décès d'Aissa lhich est consécutif à un état de mal asthmatique », notant qu'« il existe des lésions traumatiques pel-viennes et encéphaliques peu importantes qui ne sont pas la cause directe de la mort». Non sans ajouter que « des examens compl taires sont en cours pour déterminer l'éventualité de leur incidence sur l'évolution de l'état de mai asthmatique ». Une nouvelle expertise édicale devrait permettre d'y voir plus clair; mais ses résultats ne seront pas disponibles avant deux mois, pour des raisons qui relèvent

ce la mececine legiste. Jusqu'à pre-sent, l'attention avait surtout été focalisée sur les conditions de la garde à vue à l'issue de laquelle le jeune asthmatique avait trouvé la mort. Inspiré, assure-t-il, par la volonté d'éviter de nouveaux drames dans les banlieues, le drames dans les bantieues, le témoignage du CRS met en accusa-tion des brutalités commises par certains policiers. Les enquêtes judiciaires, instruites pour «recherche des causes de la morta, «non-assistance à personne en dan-«non-assistance a personne en dan-ger», et «homicide involontaire», vont se poursuivre. Saisie par M. Jean-Marie Charpier, juge d'ins-truction chargé du dossier au tribu-nal de Versailles, l'Inspection géné-rale de la police nationale (IGPN) se trouve aujourd'hui en présence de deux versions contradictoires, qui émanent l'une et l'autre de

Dans l'attente du rapport d'inspection, le ministre de l'intérieur, M. Philippe Marchand, a affirmé que, si faute il y a eu, les policiers seront sanctionnés. La Ligne des desire de l'homme e de son cété droits de l'homme a, de son côté, décidé de constituer une

Portes ouvertes au centre des écoutes téléphoniques

Les « grandes oreilles » de la République

les écoutes téléphoniques a été présenté mercredi 29 mai devant le conseil des ministres (le Monde du 16 mai), le gouvernement a joué la transparence en ouvrant à des journalistes les portes de l'organisme qui centralise les écoutes admisous l'autorité de Matignon, le Groupement interministériel de contrôle (GIC) n'a aucune existence légale, dans l'attente de la loi qui sera discutée le 13 juin au Parlement.

Aucune plaque officielle ne signale l'entrée du sanctuaire des écoutes administratives, au 51 bis, boulevard de Latourg-Maubourg. Le secret-défense est bien gardé: un fossé, une grille, des berbelés doivent être franchis sous l'œil des gendarmes et des caméras. En 1973, la commission parlementaire de contrôle présidée par M. Pierre Marcilhacy s'y était cassé le nez. Des sénateurs courroucés s'étaient vu refuser tout droit de regard sur les sous-sois de l'hôtel des invalides. Pour la première fois, la porte du «bunker» laisse filtrer un petit groupe de journalistes. La visite guidée commence par le bureau du commandant du GIC. Si ca colonal de l'armée de terre

requiert l'anonymat, il paraît presque soulagé de s'exprimer. «Il y a actuellement 1 092 écoutes administratives effectuées simultanément, précise l'homme de l'ombre, en poste depuis 1983, pour couper court aux chiffres iantaisistes qui ont pu circuler. Les gouvernements que j'ai servis ont hésité à franchir le mur des 1 000 écoutes, qui l'a toutefois Golfe » (1). Une centaine de branchements supplémentaires ont été effectués, sur fond de menace terroriste et pour surveiller des communautés d'origine étrangère.

« Au cours d'une année, la maison opère environ 3 200 écoutes », révèle le colonel. Il excipe les fiches cartonnées que les services adressent au GIC pour demander la mise d'une pour demander la mise d'une igne sous écoute. Un «carton» gris pour la DST, orange pour les RG, jaune citron pour la PJ et les RG parisiens, gris, jaune pour la PJ, bleu pour la DGSE, vert pour l'ex-Sécurité militaire.

La déontologie de la maison

Des renseignements succincts localité, numéro de téléphone, abonné réel et « motif indiqué à la demande de construction» (dans le jargon policier, on dit « construire une ligne »)_ - sont portés sur le «carton». Des renseignements plus complets figu-

annexée. Y sont notamment consignées les activités socioprofessionnelles de la personne espionnée. Les hommes politiques ne sont plus placés sur écoute depuis 1975, à la suite des instructions données par M. Valéry Giscard d'Estaing. effirme le colonei. «La déontologie de la maison nous interdit les avocats, les journalistes et les responsables syndicaux.>

Dans les couloirs déserts, des lampes ciignotent pour prévenir les 360 agents du GIC (dont 200 policiers) que « des étrangers sont dans la maison». De fait, on ne verra pas l'ombre d'un fonctionnaire. La salle d'enregistrement est néammoins en parfait état de fonctionnement : 600 lignes téléphoniques de la région parisienne sont branchées, jour et nuit, sur autant de magnétophones. Des gyropheres donnent l'alerte quand une bande arrive en bout de course.

L'écoute « en direct » des conversations peut s'effectuer dans des pièces toutes proches. Transcrire des bandes enregistrée est, paraît-il, spécialement fastidieux. Casque sur les oreilles et stylo à la main, des «lecteurs» (un sur trois est traducteur) s'échinent à copier les discussions détournées sur des feuilles de papier. «On ne note pas tout, confie l'adjoint du colonel. En quer la durée des conversations privées ou érotiques, qui sont généralement d'une grande tris-De façon quotidienne, le coloYDECINE

ADMINISTRAÇÃO

*1 jv .

India k pro

and on one of

resident and production

The print of the party of the

The same of the same particles and particles are same particles.

Carlot of the second

113

A Transport of the least

the state of the s

A de

The second second

The second secon

State of the state of

S. Standalle

12 to 12 to

The are past

THE PART OF

\$ 12 m

2: :.::

nel transmet un compte-rendu des écoutes au premier ministre. «La maison n'est pas légale. Il faut donc une ngueur extrême, seule fuite au GIC». Le groupement ne possède pas d'archives; tous les enregistrements sont effacés dans les jours suivant la fin d'un branchement. «Je détruis aussitôt les cartons, pour protéger les personnelités qui les ont signés », ajoute l'officier, qui recense toutefois l'ensemble des lignes écoutées sur son répertoire personnel. « La commission de contrôle prévue par le projet gou-vernemental pourrait, dès ce jour, consulter mon répertoire, assure le patron du sanctuaire des écoutes. Avec la nouvelle législation, nous alions cesser d'être les hors-la-loi de la République».

(1) Sur 1092 écoutes opérées au GKC, on dénombre : 592 écoutes de téléphone à Paris (100 pour la DGSE, 43 pour la DPSD, 158 pour la DST, 91 pour la PDPD, 158 pour la DCPJ et 146 pour les RG); 401 en province (118 pour la DCRG, 175 pour la DCPJ, 108 pour la DST). En outre une centaine de télex sout surveillés (89 pour la défense, 10 pour l'intérieur).

EDUCATION

Selon la commission de contrôle du Sénat

L'augmentation du nombre des lycéens provoque des « effets pervers »

M. Joël Bourdin, sénateur de l'Eure (Républicains et Indépendants), devait présenter, vendredi 7 juin, le rapport de la commission de contrôle créée en décembre 1990, chargée d'étudier l'organisation des lycées.

Après avoir visité « différentes catégories » d'établissements sco-iaires et auditionné une trentaine de personnalités, les sénateurs dressent un diagnostic severe. L'objectif d'amener 80 % d'une L'objectif d'amener 80 % d'une classe d'âge au baccalauréat a entraîné, afirme le rapport, des « effets pervers ». L'enseignement général a perdu 300 000 élèves, tandis que la voie professionnelle en a perdu près de 100 000. Le «centralisme» du système éducatif est jugé « inadapté» et « la volonté da traitement uniforme des prode traitement uniforme des pro-blèmes de plus de deix mille établissements » apparaît « irréaliste ». « Elle freine l'innovation et gene la prise en compte des réalités locales » Les sénateurs critiquent également le « saupoudrage » des

jugé insuffisant des moyens en faveur des lycées. Ils fustigent en outre « l'inertie des méthodes pédagogiques » et la gestion «particulièrement déficiente du recrutement trop centralisé des enseignants ».

La commission a examiné les propositions de rénovation des lycées présentées par le ministre de l'éducation nationale. Mais seules la redéfinition des programmes et la limitation des horaires hebdomadaires des lycéens sont «pleinement approu-vées». En revanche, la réorganisavées». En revanche, la réorganisa-tion des filières, telle qu'elle sem-ble se dessiner, élude, selon le rapporteur, M. Joël Bourdin, «le problème principal qui est de reva-loriser l'enseignement profession-nel». La commission de contrôle se prononce pour un retour à une orientation vers l'enseignement professionnel à l'issue de la classe professionnel à l'issue de la classe de cinquième de collège et, dans les lycées, pour la «coexistence de secondes de détermination et de secondes à dominantes».

Elle propose aussi, afin de per-mettre « l'acquisition d'une qualifi-cation en plusieurs étapes », de sus-

citer l'apparition « de groupenents de formation associant lycées, centres de formation d'apprentis (CFA) et structures de formation internes aux entreprises». L'adaptation des

large, conclut le rapport, passe par une autonomie accrue des lycées

Les réactions aux projets de réorganisation du baccalauréat

L'annonce faite par l'Hôtel Mati-gnon d'une réorganisation des modalités du baccalauréat des 1992 et la probabilité d'une réforme de l'examen dans les prochaines années (le Monde du 8 juin) suscitent diverses réactions syndicales et

Le Syndicat général de l'éduca-tion nationale (SGEN-CFDT) rappelle qu'il est favorable à l'introduction d'une partie de contrôle en cours de formation, mais qu'a aucune décision ne doit être prise sans concertation avec les dif-férents partenaires ». Plus radical, le Syndicat national des lycées et col-

contrôle continu, faisant disparaître le caractère anonyme du baccalau-réat, liquiderait aussi son caractère national ». Les responsables du Parti républicain estiment qu'il est «à la fois maladroit et discourtois» de parler de modifier le bac au moment même où se tiennent les épreuves. M= Geneviève Zehringer, présidente de la Société des agrègés, déclare que « le baccalau-réat est victime d'un mauvais procès. Au lieu de continuer à l'affai-blir par le slogan des 80 % d'une classe d'âge au niveau du bac, il convient de le fortifier».

EN BREF

 Attentat à l'explosif dans le cen-tre de Biarritz. – Un engin explosif a partiellement détruit, samedi 8 juin à 1 heure du matin, un immeuble situé rue de Verdun, immeuble situé rue de Verdun, dans le centre de Biarritz (Pyrénées-Atlantiques). L'attentat, qui n'avait pas encore été revendiqué en fin de matinée, visait probablement l'agence immobilière ARIA, appartenant au groupe national ORPI. La rue étant peu fréquentée la nuit, les seules victimes de l'explosion ont été le syndic de l'immeuble et un enfant, tout deux meuble et un enfant, tout deux superficiellement atteints par des éclats de verre. Depuis le le jan-vier 1991, l'organisation sépara-tiste basque iparretarrak a revendiqué une vingtaine d'attentats, dont la plupart visaient des bureaux de vente de programmes immobiliers ou des agences immo-bilières. – (AFP.)

COLOMBIE : au moias 57 morts à la suite de plaies dilu-viennes. – An moins 57 personnes sont mortes en Colombie au cours de la semaine, à la suite de pluies qui ont provoqué des inondations dans les villes de Bolivar, Frontino et Bello, au nord-est de Bogota, ont indiqué vendredi 7 juin les autorités locales. - (UPI.)

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT To Mande Champs ECONOMICUES nucléaire fen

المكنامن الأجل

diennement sur les courts de la Nick Bollettieri Tennis Academy à Bradenton (Floride), André Agassi et Jim Courier imaginaient-ils déjà qu'ils se retrouveraient quelques années plus tard en finale de Roland-Garros? Jamais sans doute, dans l'histoire de ce tournoi cente naire, deux finalistes n'avaient appris le tennis ensemble. Le destin des deux joueurs paraît d'ailleurs si étroitement lié que, même à Roland-Gartos, ils n'ont pu éviter d'être opposés depuis trois ans. Jim Conrier l'avait emporté en 1989 en seizièmes de finale, et André Agassi l'an dernier en huitièmes, avant la belle de cette année en

finaliste du simple dames.

Lorsqu'ils se rencontraient quoti-

Si la présence à ce stade de ces deux joueurs constitue une consé cration pour l'école de Nick Bol-lettieri, l'entraîneur américain, tou-jours très remarqué à Roland-Garros pour sa collection de lunettes de soleil très fantaisistes, n'aura pas le cœur partagé dimanche. Depuis longtemps, il a choisi de s'occuper en priorité d'André Agassi. Réaction de dépit, comme le prétend Nick Bollettieri? Jim Courier a demandé à José Higueras, demi-finaliste à Roland-Garros en 1982 et 1983, de s'occuper de lui. «Cétait nécessaire pour moi de jouer plus intelligemment, explique-t-il. José m'a appris à

jouer au tennis plus qu'à frapper les balles.» Une bonne douzaine de professionnels, comme Kathleen Horvath, Jimmy Arias, Carling Bassett, Pam Casale, Pablo Arraya, Mike Depalmer, Chip Hooper, Aaron Kri-ckstein, Monica Seles, André Agassi ou Jim Courier sont sortis de l'école de Nick Bollettieri depuis dix ans, mais celui-ci reste l'un des entraîneurs les plus controverses. Ses détracteurs lui reprochent de prendre des enfants trop jeunes pour en faire des champions pré-coces et stéréotypés, dotés le plus souvent d'un redoutable coup droit logiquement avant vingt-cinq ans.

> « Capacité, discipline, vocation »

Contrairement à la plupart d grands entraîneurs actuels, Nick Bollettieri n'a jamais été qu'un joueur médiocre. Né il y'a cinquante-neuf ans dans un faubourg du Bronx, de parents d'origine napolitaine, il a commencé sa vie professionnelle en s'engageant pour quatre ans dans les parachutistes. Pour financer ensuite ses études de droit à Miami, il a donné ses premières lecons de tennis. C'est là qu'en 1961 il a découvert un garcon de neuf ans nommé Brian Gottfried, dont il s'est occupé quel-que temps avant qu'il ne devienne le quatrième joueur du monde en 1977.

Chaleureux, exhubérant, volontiers flatteur, Nick Bollettieri a tou-jours su se faire des relations. Invité pour trois jours chez les Rockefeller, il est devenu leur professeur attitré pendant plusieurs années, passant les étés dans leur domaine de Pocanto Hills, près de New-York, et les hivers dans leur résidence de Porto-Rico. Après une première tentative pour fonder une académie de tennis à Port-Washington, il s'est installé à Bra-

Chaque mois en Kiosque Goûtez le ton au naturel



denton, sur la côte du golfe du Mexique.

Lorsque nous lui avions rendu visite, il y a une dizaine d'années l'académie, qui s'étend aujourd'hui sur 10 hectares avec quarante-six courts, était installée dans un ancien motel. Les préceptes de l'académie étaient inscrits à l'en-trée: « Capacité, discipline, voca-tion ». Une brochure d'une tren-taine de pages détaillait la vie de la petite communauté avec une rigueur toute militaire. Du lever à 6 h 45 à l'extinction obligatoire des lumières à 22 heures, les élèves ne devaient avoir que deux préoccupa-tions: leurs études, de 8 h 30 à midi au collège de Bradenton puis, après avoir avalé les sandwiches préparés la veille au soir, le tennis de 13 heures à 17 heures sur les dix-neuf courts d'un club tout proche. Le diner à 18 heures, les travaux ménagers et deux heures consacrées aux devoirs clôturaient les journées.

Les élèves ne pouvaient retour ner dans leur famille qu'une fois par trimestre et ne pouvaient téléphoner que du vendredi soir au dimanche soir. Les seuls moments de détente ou d'évasion se résumaient à une sortie de deux heures le samedi soir, dans un centre commercial, et, lorsqu'il n'y avait pas de tournoi, aux après-midi du dimanche autour de la piscine ou de la télévision. Tabac, bonbons, chewing-gum, boissons gazeuses étaient rigoureusement interdits, de même que la nourriture dans les

> Adoré ou haî

« Au début, j'avais l'impression d'être un esclave, nous racontait alors Jimmy Arias, qui était devenu à quinze ans le plus jeune joueur à accéder au classement de l'Association des tennismen professionnels. L'avais les boyaux noués par la façon dont Nick hurlait. C'était comme à l'armée. Pourtant, quand ma mère, qui me passait tous mes caprices, me téléphonait pour me demander pourquoi je ne venais pas plus souvent à la moi-son, j'étais embarrassé pour lui répondre que c'était parce que je ne le voulais pas.»

Tour à tour adoré et hai par ses élèves, ce Mister Hyde et Docteur Jekyll du tennis est, en fait, aussi perfectionniste, exigeant et méticu-leux avec lui qu'avec ses stagiaires. Ses moniteurs se moquaient gentiment de ses manies (comme celle de de laver sa voiture et de la recouvrir d'une couverture après quait aussi la poussière dans les chambres. S'il n'en trouvait pas en passant le doigt sur les meubles, il se dirigeait vers le rideau, le secouait et pouvait infliger une semaine de corvée de vaisselle pour

«Cela fait aussi partie de mon système d'éducation, expliquait Nick Bollettieri. Il faut que les jeunes s'habituent à ce qu'ils considèrent comme une injustice. La prochaine fois qu'un arbitre leur comptera faute une balle qu'ils jugent bonne, j'espère qu'ils l'accep-teront plus facilement. Ou au moins que cela perturbera moins leur concentration et leur jeu.»

«Le milieu du tennis profession-nel est une jungle, ajoutait-il, avec des tentations pour ceux qui réus-sissent. Le caractère, la volonté de sissent. Le caractère, la voione de vaincre, s'acquièrent entre onze et vaincre ans. Un bon joueur et à plus forte raison un champion doivent se fabriquer très tôt. A quinze ans, le mental est déjà formé. Seuls le physique et la technique peuvent encore évoluer.» Peu nombreux cependant ont été ceux qui ont résisté morale-ment ou physiquement à ce régime. Les ruptures avec l'entraîneur ont souvent été brutales. La dernière en date a été celle avec Monica Seles, dont le père a eu des mots très durs sur celui qui a pris en charge la jeune Yougoslave pen-dant deux aus. Aujourd'hui, les conditions de vie se sont sensible-ment adoucies à l'académie, dont le principal actionnaire est devenu la firme de management sportif de

Mark McCormak, IMG. Lorsqu'ils débarquent dans les tournois de jeunes aux Etats-Unis, les élèves de Nick Bollettieri ont un surnom : les «marines». André n et sim Courier seront donc dimanche les deux premiers «marines» à investir Roland-Garros pour y remporter enfin un tournoi du Grand Chelem.

GÉRARD ALBOUY

Les résultats du vendredi 7 juin SIMPLE MESSIEURS (Demi-finales)

Counier (E-U, n° 9) b. Stich (All., n° 12), 6-2, 6-7, 6-2, 6-4; Agessi (E-U, n° 4) b. Becker (All., nº 2), 7-5, 6-3, 3-6, 6-1.

LIGNES

Cyclothymie

Donc, la finale de Roland-Garros se déroulera entre Américains. Cette particularité iamais revue depuis trentesept ans n'est pas forcément un gage de ressemblance entre les joueurs. Courier et Agassi diffèrent autant que s'ils venaient d'écoles et de continents lointains

Le premier a quelque chose de soudé, de pataud, dans ses gestes et sa tactique. Le second, on connait sa fantaisie, qui ne se marque pas seulement dans ses superpositions de collants violets et de jeans gris ; physique et jeu sont d'un dérangeur, d'un empêcheur de renvoyer en

C'est sans doute cet «emploi», au sens théâtral du mot, qui a désuni son vis-àvis, plus que la forme d'Agassi, assez moyenne lors de ces demi-finales. La contreperformance de l'Allemand pose la question tant de fois agitée dans les vestiaires : le gagnant n'était pas vraiment meilleur, c'est le perdant qui n'a jamais été pire. Autrement dit : les séries de fautes directes qui font les défaites retentissantes sont-elles indirectement provoquées par les réussites d'en face, ou sontelles fomentées par le seul vaincu?

Dès le premier set, Becker gâche l'effet de plusieurs aces consécutifs par des fautes impardonnables, indignes d'un champion de son niveau. 7-5 pour Agassi : c'est justice. La deuxième manche devrait trouver un Allemand résolu à rétahlir l'équilibre : au contraire, on le voit collectionner les doubles fautes, perdre son service, concéder un jeu blanc, et découvrir, dirait-on, qu'une amortie peut être suivie d'une autre amortie en retour.

Tout se passe comme si Becker perdait subitement toute intelligence tectique, bien avant d'être dominé ou à court de souffle. 6-3 contre lui. L'écart se creuse, à cha-

Retours d'affection

Le troisième set (6-3) ne sera pour Becker qu'un de ces sursauts dont les joueurs savent pertinemment qu'ils sont sans lendemain. Agassi s'assure 3-1 en prenant le service de l'Allemand. C'est le signat de la débandade. Il n'y a plus de match.

Becker subit on ne sait quel affaissement intime qui n'est pas de la fatigue et qui reste un des mystères de la cyclothymie tennistique. Le champion ainsi frappé d'impotence se met, c'est connu, à lancer sa raquette en l'air, à injurier le ciel, à ridiculiser ses propres mouvements. En pensée, il s'est déja inscrit au golf i

En face, on sait bien que ces instants de reddition peuvent s'interrompre. A profiter de suite. Agassi n'est pas homme à laisser passer l'aubaine. Lui si féru d'échanges à distance, il monte, croise, intercepte, et il tend si fort ses revers qu'on s'étonne de les voir passer le filet sans heurter la bande. Un ace concluera le quatrième set, dont le 6-1 traduit le déséquifibre sans appel.

Ces dernières années. les joueurs, en fin de partie, se serraient sèchement la main. suite logique des bras d'honneur dont ils ponctuaient les échanges. Puis vint une légère tape du vainqueur dans le dos du vaincu. Depuis plusieurs tournois, on assiste à un véritable retour d'affection sur les courts. Vendredi, les deux paires de demi-finalistes étaient au bord de s'étreindre.

Ces progrès plutôt émouvants vers une relativisation des enjeux contrastent avec le vocabulaire de plus en plus violent des commentateurs. BERTRAND POIROT-DELPECH

SOCIÉTÉ

SCIENCES

olemment frappe K qui l'interpellaien

de la République

A la suite de fautes graves en matière de sûreté

Un atelier de fabrication de combustible nucléaire fermé à Pierrelatte

VALENCE

de notre correspondant

Des incidents de manutention qui auraient pu conduire à un début de réaction en chaîne se sont produits à deux reprises, fin avril, à la Société franco-belge de fabrica-tion de combustible (FBFC) de Pierrelatte (Drôme). La direction de l'usine n'ayant pas cru bon d'en aviser les autorités compétentes, la direction de la sûreté des installations nucléaires (DSIN) (1) a exigé, mardi 4 juin, la fermeture immé-diate de l'atelier concerné. Estimant que ces deux incidents, qui « n'avaient pas été déclarés, révèlent des lacunes graves » en matière de sureté, la DSIN les a classés au niveau 2 de l'échelle de gravité des

Dans cette usine du premier fabricant mondial des combustibles nucléaires pour les réacteurs à ean sous pression (PWR), on a dépassé par deux fois en moins de vingtquatre heures les règles de sûreté destinées à éviter tout « risque de criticité », c'est-à-dire l'amassement d'une quantité d'uranium enrichi suffisante pour entraîner un début de réaction en chaîne et une forte

irradiation du voisinage. Le premier incident s'est produit le 29 avril : un conteneur, rempli de poudre d'oxyde d'uranium enrichi, a été renversé sur le sol. Un employé a récupéré la poudre avec

MÉDECINE

Après le mouvement sur les gardes et astreintes

Les anesthésistes réanimateurs déposent un préavis de grève pour le 17 jaix

Le Syndicat national des praticiens hospitaliers anesthésitesréanimateurs (SNPHAR) a déposé, samedi 8 juin, un préavis de grève des soins non urgents à partir du lundi 17 juin. Il deur des gardes à l'hôpital et des

astreintes à domicile. Vendredi 7 juin, le syndicat avait soumis, lors d'une rencontre au ministère des affaires sociales, un projet de protocole d'accord au directeur des hôpitaux, M. Gérard Vincent, et à des représentants du ministère de la santé qui se « sont engagés à l'étudier, dans les plus brefs

délais», signale le SNPHAR. Ce protocole réclame notamment l'ouverture immédiate d'une négociation pour donner au travail des gardes et astreintes un statut équivalent au travail de jour effectué par les médecins, chirurgiens, spécialistes et biologistes des hôpitaux ainsi que la création d'une commission permanente pour la restructuration des urgences hospitalières. Le syndicat se déclare prêt à lever son préavis de grève des soins non urgents « au cas où un accord raisonnable pourrait être trouvé» sur la base de ce protocole.

Les anesthésistes-réanimateurs font une grève des gardes et astreintes depuis le 21 mai (le Monde du 21 mai). Ce mouvement, qui a donné lieu à une forte mobilisation, n'a pas d'effet notable sur le fonctionnement des urgences hospitalières dans la mesure où les médecins sont réquisitionnés. En revanche, une grève des soins non urgents risquerait de perturber le déroulement des programmes d'intervention des blocs opératoires. M. L

2 Près de quatre mille cas de sida à Paris depais 1982. - Depuis le début de l'épidémie en 1982 jusqu'au 31 decembre 1990, 3 914 cas de sida ont été déclarés à Paris, soit 1,9 cas pour 1 000 habitants, a indiqué la Préfecture de Paris, qui précise que 20 % des cas de l'ensemble de la France sont domicilies dans la capitale. Un nouveau centre d'information et de dépistage, 2, rue du Figuier (4º arrondissement),

de l'opération, l'appareil contenait 33 kilos de poudre d'uranium, alors que le maximum autorisé est de 15 kilos. Le lendemain, dans le même atelier, cinq conteneurs remplis de granulés d'oxyde d'uranium enrichi ont été déposés sur le sol, et non sur la table prévue à cet effet. Un chariot élévateur, effectuant une fausse manceuvre a mistuant une fausse manœuvre, a mis les cinq conteneurs en contact, alors qu'ils doivent impérativement rester éloignés d'au moins quinze

Lacunes évidentes

Ces deux violations des règles de sûreté amènent la DSIN à se montrer exigeante pour le redémarrage de l'atelier, qui a été fermé. Ce redémarrage ne devrait intervenir qu'après « examen des propositions de l'exploitant pour améliorer les procédures d'exploitation et la culture de sûreté du personnel».

Ces deux incidents surviennent au moment où des lacunes notables ont été mises en évidence dans la surveillance de l'activité de plusieurs autres entreprises nucléaires du même site du Tricastin. Au cours d'une réunion à Valence, jeudi 6 juin, de la Commission d'information sur les équipements énergétiques du Tricastin, des responsables des deux usines, de la COGEMA et de COMHUREX,

ont avoué que ces installations fonctionnaient depuis près de dix ans sans autorisation officielle pour l'évacuation des effluents liquides ou gazeux. Ces autorisations sont délivrées par le ministère de la santé, qui fixe ainsi le taux de pollution toléré. COGEMA (qui assure la défluoration et la gestion des conteneurs) et COMHUREX (fabricant d'hexashuorure et de shuorure d'uranium) affirment avoir effectué des demandes réitérées auprès du ministère de la santé, qui n'aurait pas donné suite. Le conseil général de la Drôme a décidé d'interpeller le ministre de la santé sur cette a illègalité de fonctionnement».

La commission a reproché à la direction de la centrale nucléaire du Tricastin sa lenteur à faire preuve de transparence : alors qu'elle doit communiquer régulièrement à cette commission les mesures des rejets qu'elle effectue, la centrale du Tricastin marque le pas. Les relevés effectués en 1989 ont été communiqués en décembre 1990 et les mesures de l'an dernier n'ont été transmises à la commis sion que deux jours avant sa réu-

GÉRARD MÉJEAN

des installations nucléaires (SCSIN), devenu une direction du ministère de

Incident à la centrale de Belleville-sur-Loire

Un incident affectant la sûreté s'est produit le 24 mai dernier à la centrale de Belleville-sur-Loire (Cher), lors d'une intervention sur le circuit primaire d'eau de refroi-dissement du réacteur numéro 2, à l'arrêt pour visite complète et rechargement en combustible.

Cette opération, délicate (un manque d'eau pourrait entraîner une surchauffe du réacteur), est surveillé à l'aide de cinq types de mesures différents. Deux d'entre eux, les contrôles optique et par ultra-sons du niveau de l'eau se sont révélés défaillants à la suite

d'un défaut de réglage. Les indications des trois autres (bilan du débit d'eau aux vannes du circuit, celle du débit d'eau sur les pompes), ont permis aux techni-ciens d'éviter de descendre au-des-sous des niveaux minima. La Direction de la sûreté des installa-tions nucléaires (DSIN) a cepen-dant décidé de classer cet incident au niveau 2 sur l'échelle de gra-vité, « compte tenu des deux défail-lances indépendantes de systèmes importants pour la sûreté au cours d'une même séquence».

PROBLÈME Nº 5537 **HORIZONT ALEMENT**

 Fut administré à ceux qui ne voulaient pas rester gentils. Qui n'est donc pas comme chez lui. – II. Un spécialiste des échecs. Fit de grandes conquêtes en Afrique et en Asie. Période. – III. Mot de reconnaissance. Est vraiment empoison-

nant. Un peu trop sucrée. - IV. Note. Qui peut percer. Mis en réserve. - V. Marques extérieures de respect. Agrément étranger. – VI. Des travaux qui font réfléchir. Cousu de fil blanc. - VII. Qui a peut-être été envoyá au diable. Offre de la place pour plusieurs fillettes. - VIII. En Quelqu'un qui vou-

drait nous dépasser. - X. Présents pour les fêtes. A souvent des débuts marquants. Lie. — XI. N'an-nonces pas. Pronom. Qui n'a pas d'emploi. — XII. Font du nouveau. Un gouffre. — XIII. Un impair pour celui qui veut faire ses preuves. Possessif. Qui n'a rien coûté. — XIV. Ruminant disparu. Durcit à la cuisson. Un grand drame. Direction.

- XV. Utila pour le parfumeur.

Donne des fruits acides.

VERTICALEMENT

Bien bouffer. Une femme qui peut se trouver trop bouclée. -2. Pique en été. C'est complet quand il n'en manque pas un.Légume. - 3. Grecque. Rumine dans les Andes et prie au Tibet. Un prince qui ne manquait pas de toupet. - 4. Utile pour le dessinateur. Etaient portées à l'office. - 5. Mot qui vaut un renvoi. Evoque un joli bouton. - 6. Il faut le payer avent de prendre les bretelles. Pas remuant. - 7. Pas retenu. Sont vraiment très meurtrières. - 8. Peut vient d'être agrèc, par l'Etat et l être assimilé à un accident de ter-ouvrira ses portes en septembre. l'rain. Cri d'horreur. – 9. Qui doit être

siens. Un tout petit Etat. Particule. - 12. Dans la Gironde. Blanc quand on ne se mouille pas. - 13. Charge ancienne. Pleine de feu. - 14. Dens le Périgord. Peuvent être des fammes de « chambre ». -15. Héros ancien. Qui risque d'exploser. Qu'on n'a pas fait circuler.

Solution du problème nº 5536 Horizontalement

I. Pătissier. - II. Oreste. Nu. -III, Ri. Eames. - IV. Tonus. Mil. -V. In. Temple. - VI. Soues. -VII, Repu. Us. - VIII. Pépites. -IX. Si, Aso. AM. - X. Acis. Nage. -XI, Sel, Osier.

Verticalement 1. Portier. Sas. - 2. Arion, Epice. - 3. Té. Ope. II. -- 4. Îseut. Upas. -5. Stases. is. - 6. Sem. Moutons. -7, Empuse. At. - 8. Ensile. Sage. -

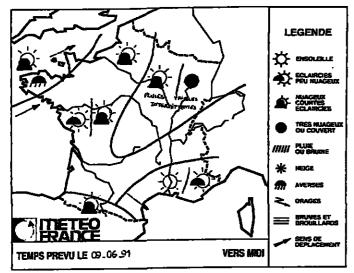
9. Ru. Lest. Mer. **GUY BROUTY**

AII AII IX fillettes. - VIII. En
Moldavis. Un
bâtiment où il faut XII
particulièrement veilIer au grain. IX. Note. On allume
quand il descend. XV acquitté. Dix sur dix. Coule en Europe centrale. - 10. Mise en demeure. Apparu. - 11. Ne sont pas bâtards quand ils sont pari-

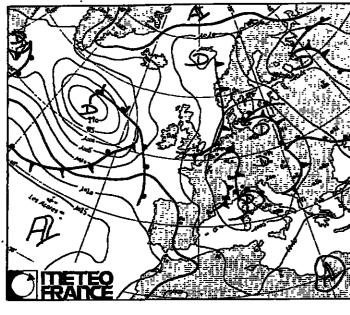


METEOROLOGIE

Prévisions pour le dimanche 9 juin 1991 Nuages prédominants sur la moitié nord Belles éclaircies au sud



SITUATION LE 8 JUIN 1991 A 0 HEURE TU



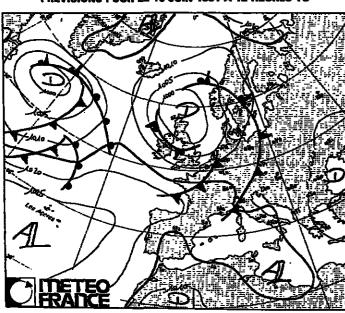
Lundi 10 juin : pluie à l'ouest, chaleur à l'est. - Sur les régions de l'Ouest, Aquitaine, Limousin et Poitou-Cherentes, Pays de Loire, Bretagne et Normandie, Centre, Ile-de-France, Picardie et Nord, le ciel restera très nuageux avec de petites plutes inter-mittentes, prenant parfois un caractère

Quelques éclaircies se développeront l'après-midi, mais elles seront plutôt rares. Sur l'est et le sud du pays, en

revanche. Il fera relativement beau, su moins en début de journée, mais le ciel sera parfois vollé. Des orages éclateront des la fin de la matinée sur ces

Températures comorises entre 9 et 13 degrés au lever du jour, jusqu'à 16 degrés sur le Sud-Est, atteignant 16 à 21 degrés l'après-midi sur les régions de l'Ouest, 22 à 28 degrés au

PRÉVISIONS POUR LE 10 JUIN 1991 A 12 HEURES TU



TEM	PÉRAT	URES	6 0	naxim	a - mi	nim	8	et tem	ns obs	ervé
									8-6-9	
/8 /-C	-1221 9 1	5 noures	IU e	X 10 8-6-1	991 a 6 h	eures T	U			
!	FRANC	Œ	- [TOULOUS	B 1		C	LUXEMBO	URG_ 13	10 P
AJACCI	0	18 17	Βĺ	TOURS			C	MADRID.		9 D
BIARRI	17		ĒΙ	POINTE A	PITTER_ 3	25	D	MARRAKI	CH_ 34	22 D
			Čì	-				MEXICO_	29	14 D
	S		Č		RANG			MILAN_	16	9 D
			В	ALCER	3	20	N	MONTRÉA	L 28	LS D
	!		C	AMS KR	DAM 18	9	C	MOSCOU_		8 D
	DURG		Ç	ATHERE	2		C :	NAIROBI.		17 C
(2.6570)			Ç	BANGKO	K 35	25	C	NEW-DIAL		23 D
DIJON.			C	BARCELO	NE (13	D	NEW-YOR		17 D
			Ρļ	BELGRA	DE 14	13	P	051.0		
LILLE.			<u>c</u> i	BERLIN.	21		N	PALMA-DE-		14 D
LIMUGI			Βļ	BRUXEL			C	PEKIN_		17 D
LYVN			Ç	COPENE	VGUE	9	N	PIO DE JAN		20 D
			ĎΙ	DAKAK	2		D	ROME_		18 G
MARCI			Ç	DJERBA	3	23	D	SINGAPOL		26 C
			ÐΙ	GENETE	1	12	¥	STOCKEO		20 0
NICE			Ď	RUNGAU	NG 3		¥	SYDNEY -		A
PAU			E		L 24 EN 24		Ď	TOKYO		20 D
							Õ			19 C
			ĎΙ		3		N	TUNIS		
REVINE			ĞΙ	LISBONN			C	VARSOVII		12 C
			ÇĮ				P	YENESE		14 P
STRASH	OURG 1	7 12	<u>C </u>	LOS ANG	ELES_ 19	13	N	VIENNE_	22	11 C
A	В		-1	D	B.I	_			-	*
~	D	C	-		14	0	,	P		
SACLEC	brume	couver	.	died.	ciel nuascux	OUT	gc	pluie	tempête	neige
	L	CORVE	١.	or Malle.	HAMBERA					
					. \					

TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; fieure légale moins 1 heure en hiver. (Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

TÉLÉVISION

Signification des symboles : ► A voir ; □ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Samedi 8 juin

TF 1 19.55 Sport : Football. Finale de la Coupe de France, en direct du Parc des Princes : Marsella-Monaco. 20.45 Tirage du Loto. 21.00 Sport : Football (suite) 22.15 Tapis vert. 22.20 Magazine : Ushuaïa. 23.20 Magazine : Formule sport. 0.15 Au trot. 0.20 Journal et Météo.

A 2 20.45 Téléfilm : A tombeau ouvert. 22.15 Magazine : Bouillon de culture. Invité : Alain Fondary. 23.50 Magazine: Morceaux choisis

0.37 Journal et Météo. 0.55 Concert: SOS-Racisme FR 3

De 20.00 à 0.05 la Sept -

0.05 Série rose : L'Experte Halima. 0.35 Magazine : L'Heure du golf. **CANAL PLUS**

20.30 Téléfilm : Vidéo scandale.

19.05 Magazine : 7 sur 7. Invité : François Léotard

et Tapis vert.

Magazine :

22.50 Cinéma : Moi et Catherine. ■

0.40 Au trot. 0.45 Journal et Météo.

A 2

14.20 Série :

Ciné dimanche.

13.25 Série : Mac Gyver (rediff.).

14.45 Tennis.
Finale hommes des Internationaux de France de Roland-Garros 1991, en direct et en Eurovision.

17.50 Documentaire:

L'Equipe Cousteau

à la redécouverte

Morceaux choisis.

0.15 Série : Le Saint (rediff.).

13.30 Magazine : Musicales. 14.30 Magazine : Sports 3 dimanche. 17.30 Magazine : Montagne.

18.00 Amuse 3. 19.00 Le 19-20 de l'informa-

de la région.

20.05 Série : Benny Hill.

20.40 Cirque : Le Septième
Golden Circus Festival

à Rome. 22.00 Magazine : Le Divan. Invitée : Angela Molina

Carnet de notes.

CANAL PLUS

comédienne. 22.25 Journal et Météo.

22.45 Cinéma :

14.00 Téléfilm :

15.35 Magazine : 24 heures (rediff.).

17.05 Les Ollus... l'émission (rediff.), 18.00 Cinéma : Les Volsins.es

19.35 Ça cartoon.

20.30 Magazine :

20.25 Dis Jérôme...?

Les Simpson.

— En clair jusqu'à 20.35 — 19.30 Flash d'informations.

L'Equipe du dimanche.

16.40 Dessin animé :

0.20 Musique:

tion. De 19.12 à 19.30, le journel

Macao, l'enfer du jeu. ■■

Dans l'enfer de l'alcool.

du monde. 18.45 Magazine : Stade 2.

19.25 Série : Maguy. 20.00 Journal et Météo.

20.45 Série : Contre-jour.

23.05 Empreintes. 0.00 Journal et Météo.

FR 3

22.15 Magazine :

Un duo explosif (rediff.).

La Corde raide.

20.45 Cinéma :

22.00 Les Nuls... l'émission. 22.50 Flash d'informations. 23.00 Cinéma : La Séance de minuit. u 0.20 Cinéma :

Sexe, mensonges et vidéo. LA 5 20.50 Divertissement: Grain de folie.

22.35 Magazine: Thème : les polices priv 23.50 Journal de la nuit. M 6

20.35 Téléfilm : Les Lannes de l'enfance. 22.15 Météo des plages. 22.20 Téléfilm : L'Homme à abattre. 23.55 Six minutes d'informa-0.00 Musique : Rapline. 0.50 Boulevard des clips.

LA SEPT 21.00 ▶ Documentaire : innisfree. 22.35 Soir 3. 22.55 Concert:

Songs for Drella. et à 23.40 Portrait d'Andy Warhol. 0.00 Théâtre : Le Conte d'hiver.

20.35 Cinéma : Milagro. ...

Dimanche 9 juin

TF 1 22.30 Flash d'informations. 13.20 Série : Hooker. 14.15 Série : Rick Hunter. 22.35 L'Equipe du dimanche. inspecteur choc (rediff.). LA 5 15.10 Série : Columbo (rediff.). 16.20 Divertissement : Vidéo gag. 16.55 Disney Parade. 13.20 Dessin animé : Show Bug's Bunny. 13.45 Cirque. 18.15 Magazine : Téléfoot. 18.55 Loto sportif. 14.35 Série :

La Famille des collines. 15.25 Série : L'homme qui valait 3 millie 16.20 Tiercé à Chantilly. 17.05 Série : Lou Grant. 18.00 Série : La Loi de Los Angeles. 18.55 Série : L'Enfer du devoir.

19.55 Journal. 20.10 Magazine : Dimanche 20 h 10 Elkabbach. 20.45 Journal des courses.

20.50 Cinéma : Les Grandes Gueules. 23.05 Magazine : Reporters. 0.05 Magazine : Top chrono. 1.20 Journal de la nuit.

M 6

13.50 Série : Daktari. 14.40 Variétés : Ouvert le dimanche. 16.20 Série : Vic Daniels, flic à Los Angeles. 16.50 Série : L'Homme de fer. 17.40 Série : Supercopter. 18.30 Série : Les Routes du paradis.

19.25 Magazine : Culture pub. 19.54 Six minutes d'informa-20.00 Série : Ma sorcière bien-aimée.

20.40 Téléfilm : Opération Fox Fire, 22.15 Météo des plages, 22.25 Capital. 22.35 Cinéma : Brigade mondaine, vaudou aux Caraïbes. u

0.10 Six minutes d'informa-0.15 Magazine : Sport 6. 0.20 Boulevard des clips. 2.00 Rediffusions.

LA SEPT

15.30 Opéra : Le Pavillon aux pivoines. 16.25 Documentaire : Les Heures chaudes de Montpamasse. 17.20 Téléfilm : Liberté, libertés. 18.50 Documentaire: Live.

20.00 Magazine : La SEPT et le Monde . 20.30 Cinéma : La Stratégie de l'araignée. 🖼 22.05 Court-métrage : Histoire de Catherine. 22.35 Cinéma : Les Mendiants.

0.00 Court-métrage : Le Maréchal-ferrant.

Du lundî au vendredî, à 9 heures. SUF FRANCE-INTER «ZAPPINGE» Une émission de GILBERT DENOYAN avec ANNICK COJEAN et la collaboration du «Monda»

CARNET DU Monde

Philip Fry,

née Delange,

1991. à Ottawa.

- Se famille,

son époux, Elisabeth Delange,

Leurs époux et ent

son frère, et son éponse.

Jacqueline FRY,

née Silbert, (connue sous le nom de DELANGE)

chargée du département d'Afrique noire du Musée de l'homme jusqu'en 1970,

survenu accidentellement, le 3 juin

Les obsèques ont eu lieu dans l'Onta-rio, au Canada, le vendredi 7 juin.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Ses amis, ont la douleur de faire part du décès de

Cécile HERMANN,

née Gonard, chevalier de la Légion d'honneur,

Les obsèques auront lieu mercredi 12 juin, à 14 h 30, au cimetière des Gonards, à Versailles (78).

- D'Afrique du Sud qu'il aims

Jean-Philippe

li retrouvera sa terre natale landi

10 juin, et nous nous réunirons à 13 h 30 en l'église Sainte-Marie-des-

Jean-Claude RONCIN, Jacqueline GINIEYS, ses parents,

Cet avis tient lieu de faire part.

M. Rezé ROMEUF,

officier dans l'ordre de la Légion d'honneur,

Les obsèques ont été célébrées dans l'intimité familiale,

À sa mémoire, des dons peuvent être

survenu à Nice, le 1- juin 1991.

M= René Romeuf,

M™ Chantal Sectow

Anne et Joachim

<u>Décès</u>

- Françoise Blondin, son épouse, Laurence et Guy Langlois, Anne et Luc Segiss Thomas, Benjamin.

Les familles Chartron, Ros ont la douleur de faire part du décès de

Antoine BLONDIN, survenu en son domicile, à Paris-6-, le

La cérémonie religiouse sera célébrée en l'église Saint-Germain des Prés, 1, place Saint-Germain-de-Prés, Paris-6, le lundi 10 juin, à 16 heures. L'inhumation aura lieu dans l'inti-mité familiale.

(Le Monde du 8 juin.)

- Clermont-Ferrand (63). M≈ Georges Bachet, sa sœur, M. Georges Bachet, son beau-frère,

Sa famille et ses nombreux amis, ont la tristesse de faire part du rappel i

changine Marius BONNEMOY. survenu dans sa quatre-vingt-unième année et sa cinquante-huitième année

Les obsèques ont eu lieu samed 8 juin 1991, à 9 heures, en la cathé-drale de Clermont-Ferrand, suivies de l'inhumation au cimetière de Thiers (Les Limandons). Anges, 45, boulevard des Récollets, avant de l'accompagner au cimetière Saint-Cyprien, 63, chemin de la Nebaude, à Tonlouse.

- Clermont-Ferrand (63).

Les anciens de la JAC, Les anciens de l'aumônerie de Mar-Ses amis marocains et tous ses nombreux amis, ont la tristesse de faire part du rappel à Dieu du

chanoine Marius BONNEMOY. survenu dans sa quatre-vingt-unième année et sa cinquante-huitième année

et ses enfants. Soren et Aurélia ont la douleur de faire part du décès de leur époux, père et grand-père,

Les obsèques ont été célébrées samedi 8 juin 1991, à 9 heures, en la cathédrale de Clermont-Ferrand. Mr Françoise Dumont,

Estelle et Pierre-Olivier, ses enfants, M. et Me Antoine Dumont,

ses parents, M= Marcel Rimbert, sa belle-mère, M. et M= Christian Thomas, Mª Christiane Dumont, M. et M= Jean-Pierre Rimbert, M. Philippe Rimbert et Marie-Ange,

ses sœurs, beaux-frères, belles-sœurs, Hugues, Cécile, Hélène, Pascale, ses neveux et nièces, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

Jacques DUMONT. à l'âse de quarante-cing ans.

Les obsèques auront lieu le lundi 10 juin 1991, à 10 h 30, en l'église de Cerizay (Deux-Sèvres).

Ni fleurs ni couronnes. Des dons peuvent être adressés au Centre anti-cancéreux René-Gauducheau de Nantes (BP 1005), 44035

Nantes Cedex 01.

Le Champ-du-Bois-Frotté, 79140 Cerizay. Rue Jean-Jaurès, 63550 Saint-Rémy-sur-Durolle.

adressés à Amnesty International, 4, rue de la Pierro-Levée, 7501 i Paris, (Réf. : C. Rom.) **Anniversaires** - Il y a deux ans, le 10 juin 1989,

Réigne BRONDY

Merci à ceux qui l'ont connue et aimée d'avoir une pensée pour elle.

- Le 10 juin 1988 Louis CORDESSE

L'Association des amis de Louis Cor-desse et tous ceux qui l'ont aimé se souviennent.

Ancien grand maître du Grand Orient de France

M. Jacques Mitterrand est décédé

Jacques Mitterrand, ancien grand maître du Grand Orient de France, principale obédience maçonnique française, est décédé, mercredi 5 juin, à l'âge de quatre-vingt-trois ans. Ses obsèques seront célébrées le 14 juin, à 10 heures, au colombarium du cimetière du Père-Lachaise, à Paris.

Jacques Mitterrand, qui n'avait aucun lien de parenté avec le pré-sident de la République, bien qu'il ait milité lui aussi dans les rangs socialistes, s'était taillé une réputation de franc-maçon de choc par la franchise qu'il mettait à expri-mer ses convictions d'humaniste et d'homme de gauche à l'époque où il exerçait la charge suprême de grand maître du Grand Orient de France, dans les années 60.

Né à Bourges en 1908, engagé dans la Résistance dès le début de l'Occupation, après avoir pris réso-lument position contre les accords de Munich, il avait auparavant milité au sein de la Ligue d'action universitaire républicaine et socialiste, aux côtés de Pierre Mendès France, avant de devenir, dans les années 30, secrétaire de la fédéra-

tion de la Seine du Parti radical. Après la guerre, nommé admi-nistrateur civil de la Caisse des dépôts et consignations, Jacques dépôts et consignations, Jacques Mitterrand avait été éta, en 1947, à l'assemblée de l'Union française. Membre du groupe des républicains progressistes, il avait milité contre le retour du pouvoir du général de Gaulle, en 1958, mais sa carrière politique s'était interrompue, cette année-là, avec sa défaite aux élections législatives. Grand maître du Grand Orient

de 1961 à 1964, puis de 1969 à 1971, il avait des lors manifesté en de nombreuses circonstances ses distances vis-à-vis du pouvoir, tout en insistant sur l'ancrage à ganche de son obédience. Il était l'auteur de plusieurs ouvrages consacrés notamment aux rapports mouvementés de la franc-maçonnerie et de l'Eglise catholique, qui suscitaient toujours, de sa part, un scepticisme passionné.



34. jas Lanenete vergen. L'as insperiale incom de l'interior

Lin a pu langunes estimati à Lacastrique Ballet Re-Lauffe

wife: pr

e en e legge

2.0

The second

- Compar Programme

7 C 112744 2 C 112744 2 C 112744 2 C 112744

inderen der gegengen der gegen der gege

The second secon

A TABLE ME MA

Pritte

Married and Puntos against a company

1 12

ikia 4

7 (11**344**

1.741

÷e

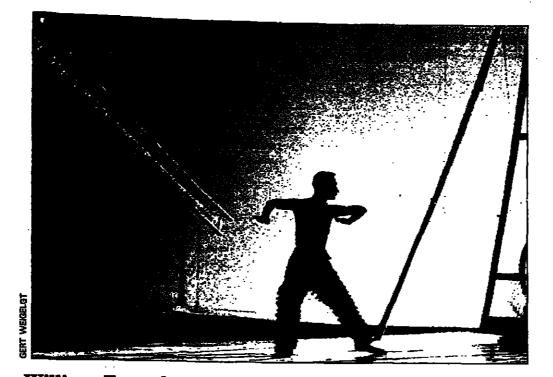
Sist sortie de la dictature.

designed of the appropriate particular of the control of the contr

th and the sty



NET DU Monde



William Forsythe et le Ballet de Francfort au Châtelet

Avant d'incendier (pour la première fois) la cour d'honneur du palais des Papes, au prochain Festival d'Avignon, Big Billy, ses pompes et ses œuvres (et ses fabuleux danseurs) reviennent au Châtelet, désormais leur seconde résidence, pour huit représentations. Avec Limb's Theorem, déjà présenté en octobre demier (notre photo), et avec trois créations pour Paris : No Wild Ones, un ballet d'Amanda Miller, danseuse dans la compagnie, The Vile Parody of Address et The Second Detail (récemment créé au Canada) de Forsythe. Sûrement de nouvelles sur-

prises, de nouveaux chocs. Comme le public de Francfort, d'abord très réticent et aujourd'hui enthousiaste, le public parisien commence à être envoûté par l'insolite splendeur des chorégraphies, du découpage, du montage et des éclairages, ces sortilèges forsythiens toujours renouvelés. Et par les musiques toujours stupéfiantes de Thom Willems, son compositeur-fétiche.

5. de N.

Théâtre du Châtelet, du 10 au 20 juin à 20 h 30. Tél.: 40-28-28-40.

Géométrie dans l'espace

Danses allemandes à Beaubourg

Etonnante, cette Arila Siegert, qui arrive de Dresde pour danser à la mémoire de Dore Hoyer, grande figure de l'expressionnisme allemand. Afectos Humanos, une chorégraphie de 1989 sur la vanité, l'envie, la baine, la peur et l'amour, est un solo émouvant qui aurait puèrre écrit avant guerre. De même Herzschinge (bantements de cœur), qui date de 1987, ressemble aux danses des années 50-60 en France, fortement influencées à l'époque par le courant allemand.

On a savouré un morceau inattendu avec le Theater der Klange, qui regroupe compositeurs, danseurs et plasticiens, en vue de remonter les spectacles de « la scène mécani-

que du Bauhaus ». Ces reconstitutions, à partir de documents, donnent lieu à des créations fidèles à
l'esprit et à la philosophie du mouvement fondé à Weimar en 1919
par Walter Gropins. Das mecanische Ballet de Kutt Schmidt fut
présenté pour la première fois à
léna en 1923: des formes géométriques aux couleurs primaires avancent toujours de profil, manipulées
par des danseurs cachés derrière
elles; assemblage abstrait que les
mouvements métamorphosent en
créatures humaines ou animales.
Une magistrale leçon de travaux
pratiques chorégraphiques.

On a pu également assister à l'Excentrique Ballet de Laszlo Moholy-Nagy, déconvert à l'état de script: une charégraphie (mise au point par Malou Airodo) d'objets qui bougent sur d'éprouvants bruits industriels, dans un décor constructiviste: un univers tridimensionnel, en perpétuel monvement, passant de l'ordre an chaos et du silence au fraças. On espère que le groupe Maja Lex, qui ciôt cette manifestation, nous convainera davantage que lors de son passage au concours de Bagnolet 90.

DOMINIQUE FRÉTARD

Maja Lex les 7 et 8, à
18 h 30, Centre Georges-Pompidou, grande salle. Tél. :
42-74-42-19

CINÉMA

La première fois

Pour son nouveau film, « J'embrasse pas » André Téchiné a dû se plier aux diktats du « prime-time »

a Ce qui est passionnant avec les adolescents, c'est qu'ils font tout pour la première fois », disait François Truffant. J'embrasse pas, le nouveau film d'André Téchiné est l'histoire d'un adolescent. Un garçon (Manuel Blanc, lui-même nouveau venu au cinéma) débarque de ses Pyrénées natales, à Paris où l'attendent éprenves et rencontres. Une initiation à la vie et une découverte de soi-même, qui pour-rait constituer le pendant masculin du si beau Rendez-vous, révélation de Juliette Binoche il y a six ans.

«Le personnage découvre différents territoires, des territoires mentaux ou affectifs autant que géographiques, explique le réalisateur de Souvenirs d'en France. Je me suis mis dans la même situation que son héros, découvrant les situations au fur et à mesure qu'elles se présentent. La tonalité du film, tourné dans la chronologie, a évolué sans cesse. Même s'il y a évidemment un fil conducteur, d'ailleurs modifié en cours de tournage au gré de conversations avec l'écrivain Michel Grisolia.»

A l'aube, André Téchiné achève la mise en boîte de son ultime séquence parisienne : toute la nuit, dans le décor natureilement expressionniste des voies de chemin de fer à proximité de la gare d'Austerlitz, il a dirigé son jeune interprète et Emmanuelle Béart (1) dans le dédale des rails, le fracas des trains, les ombres inquiétantes d'un terrain vague du bout du monde, du bout de la misère et de la déchéance. Pas de brouillard au pont de Tolbiac ce soir-là, mais ses dentelles de fer découpées par les projecteurs du chef opérateur Thierry Arbogast, et qui dessinent le liséré d'une scène de cauchemar.

Comme toujours un tournage est une machine, avec ses rythmes et ses engrenages. Et comme toujours Téchiné, silhouette d'échassier délicat arpentant le terrain encombré de caillasses et de câbles, casse le fonctionnement de la machine, parlant longuement à voix basse, penché vers ses comédiens. Il y a, comme d'habitude, de l'inquiétude dans ses gestes, une angoisse dans sa voix. Mais une certaine jubilation aussi: il n'avait pas tourné depuis 1987, et il a cru un moment devoir attendre plus longtemos encore.

mps encore. Après *les Innocents*, il batailla longuement pour mettre sur pied un grand projet au Brésil avec son interprète d'Hôtel des Amériques et du Lieu du crime, Catherine Deneuve. Combat perdu. D'après un récit en grande partie autobiographique du comédien Jacques Nolot, Téchiné écrit alors la trame de J'embrasse pas. Nouvelles difficultés de financement, dont témoigne la structure de production en forme de poupée russe: Eric Eumann (de Paradis Films), Jean Labadie (de Bac Films), Jacques-Eric Strauss (de Président Films). Maurice Bernart (d'Alliance Films).

Une version expurgée

Rares sont les films qui peuvent aujourd'hui, en France, se monter sans le soutien d'une chaîne de télévision (outre Canal Plus, présent dans pratiquement toutes les productions françaises). Mais, effarouchées par la vision « audacieuse» de Téchiné (« certains ont même dit scabreuse», lâche-t-il dans un sourire navré), les télés refusent ce sujet où l'homosexualité joue un rôle important. Jusqu'à ce que le rachat de la Cinq par Hachette amène un nouveau responsable à sa filiale cinéma. Roger-André Larrieu, lui, dira « banco! ». Mais posera ses conditions.

Les exigences de la chaîne constituent également une « première fois», peut être aussi une histoire de viol. Pour participer au financement du film, la Cinq obtient le droit de couper des scènes afin de ne pas troubler le public familial du prime-time. On connaissait les « doubles versions», une pour le grand écran, une pour le petit, voici l'avènement officiel de la version expurgée. André Téchiné, qui n'a tourné aucune scène spécialement destinée à la télé, ne désespère pas que son film soit « assez fort pour qu'ils n'aient pas envie d'y toucher».

Mais il se souvient avec amertume de son unique rencontre avec les responsables de la Cinq: Roger-André Larrieu, crayon rouge en main, rayant les scènes et les phrases du dialogue ne correspondant pas à son idée du public. « Mais je n'en pouvais plus de ne pas filmer, j'ai accepté le couteau

sous la gorge. C'est une situation de censure très claire », reconnaît André Téchiné, avant de remarquer : « Le rejet par les autres chaines est aussi une forme de censure. Au moins mon film conservera son intégrité dans les salles. » En effet, bien souvent, sous la pression du commanditaire audiovisuel, des auteurs sont obligés de pratiquer l'autocensure et d'altérer leur scénario avant le tournage. Au moins J'embrasse pas existera, sur grand écran (et sur Canal Plus), tel que l'a conçut Téchiné.

Même argumentation a minima chez les défenseurs patentés des auteurs, qui n'en peuvent mais. Jack Lang affirme faire confiance à « la virtuosité, l'intelligence et l'imagination d'André Téchiné » pour tirer parti des interdits et espère que « cela donnera envie aux gens d'aller plutôt voir le film en salle ». A la Société des réalisateurs de films, on précise que nul ne peut s'opposer à des coupes auxquelles l'auteur a donné son accord. Embarras identique à la SACD (la Société des auteurs) où on préfère ne pas répondre.

« Plus encore qu'un mèpris du cinéaste, cette attitude révèle un mépris du public », souligne Roger Kahane, secrétaire général de la SRF, remarquant que ce genre d'exigence des chaînes traduit la réalité du rapport de forces entre cinéma et télévision. Et d'illustrer la situation par la phrase de Pierre Larquey à Suzy Delair dans Quai des orfèvres: « Que voulez-vous, madame, nous ne sommes pas les plus forts. »

JEAN-MICHEL FRODON

(1) Mais en l'absence de l'autre comédien célèbre de la distribution, Philippe

VENTES

U Deux manuscrits exceptionnels à Drouot. – Deux manuscrits seront vendus lundi 10 juin à Drouot. Ils peuvent intéresser les Archives nationales. Le premier, en effet, est un diplôme carolingien, signé par les empereurs Louis le Pieux et Lothaire – il confirme les privilèges de l'abbaye de Corbie. Le second, plus ancien, émane du scriptorium de l'abbaye de Luxeuil. Il s'agit d'un texte de Grégoire de Tours, rédigé en latin.

MUSIQUES

k – characterist

La Roumanie expose son avant-garde

Sitôt sortie de la dictature, la patrie d'Enesco s'est inventé un festival de musique contemporaine

BUCAREST

de notre envoyé spécial

« Depuis quelques jours, la musique est en fête. Une fête unique, jusqu'ici, dans l'histoire de notre culture. Ce festival d'envergure est, sans conteste, une épreuve têméraire. Nous avons assumé de grands risques »...

Il est rare, de ce côté-ci de l'Europe, de voir le directeur d'un festival s'exprimer ainsi à propos d'une manifestation qu'il a luimème fair naître. Dès l'ouverture, à la fin du mois dernier, de la première Semaine internationale de Musique pouvelle de Rucarest le miere semaine internationale de Musique nouvelle de Bucarest, le ton de l'auto-congratulation était donné par Stéfan Niculescu. Cette complaisance envers soi-même est l'un des héritages les plus perni-cieux de l'ère communiste. Elle semble coller encore à la pensée la semble coller encore à la pensée la plus intime de ceur-là mêmes qui, par leur culture et leur connaissance de l'Occident, devraient savoir desormais garder leur sang-froid. Mais le courage de la lucidité s'apprend lentement. L'étonnant est que ce consensus son sereinement accepté par les jeunes générations dont ou pouvait croire qu'elles prendraient plus vigoureusement leur sort en main. Cela ne concerne, il est vrai, que la musi-que. l'art en général, et ne s'étend pas à la politique, où la contesta-tion est, comme on sait, beaucoup plus virulente, malgré les ruses du pouvoir. Il a'y 2 pas et, dans la musique roumaine, de vrai conflit de génération, au moins depuis le début des années 70. Avant cette debut des anness /v. Avant conte date, la compétition entre les styles était déguisée en «combat idéologique». Plus tard, le pouvoir a passé que». Plus tard, le pouvoir a passé un pacte tacite avec les artistes, prives de toute communication avec les autres composantes de la société. En échange, la liberté leur

était laissée d'établir entre eux une hiérarchie à usage interne, à condition qu'elle ne sorte pas de la corporation. Cette hiérarchie refléta à l'époque les valeurs réelles; elle en stoppa seulement le renouvellement. Même maintenant, les jeunes compositeurs ne semblent pas prêts à remettre ce fonctionnement en cause. Celui qui le conteste – ainsi, lancu Dumirrescu, marginalisé pendant des années – est considéré comme un fou.

Instaurer le dialogue

De cette première Semaine internationale de la Musique nouvelle, on pouvait craindre le pire. Au temps de la dictature, la culture était un pis-aller. Mais le respect a toujours été enraciné dans ce pays envers la recherche intellectuelle et artistique. Et grâce à une information bien orchestrée, des salles a priori trop vastes pour un festival d'avant-garde se sont retrouvées convenablement remplies. On vit même la télévision, naguère si contestée pour sa partialité, enregistrer tous les concerts du festival. Et même en diffuser en direct un bon nombre.

nombre.

D'autres muses aux noms étranges (l'Association française d'action artistique, le Deutscher Musikrat, le British Concil) se sont penchées sur le nouveau-né pour lui garantir une certaine sécurité financière. Quant an père (le ministère de la culture roumain) et la mère (l'Union des compositeurs), ils ont dépensé jusqu'à leurs der-

niers sous.

Ce sont les arguments financiers, en partie inventés, qui avaient exclu pendant des années la musique contemporaine internationale des salles de concert roumaines. Le principal but de cette première édition fut donc l'instauration du dia-

logue. Entre les compositeurs roumains et leur homologues étrangers. Entre les musiciens travaillant en Roumanie et leurs confrères exilés. Les compositeurs de Bessarabie n'ont pas non plus été oubliés.

Il fant noter que les orchestres roumains ont la pratique de la musique contemporaine (autochtone): il a longtemps été obligatoire d'inscrire une pièce récente du répertoire national au programme de chaque concert symphonique. Aujourd'hui en perte de vitesse – rentabilité libérale oblige, – cette pratique a contribué à la naissance de compétences solides, également apparentes dans la musique de chambre. L'Orchestre national de la radio et le chef Cornel Dumbraveanu (îl vit aux

Pays-Bas) ont ainsi donné lors du festival une version mémorable de Jonchaies, de Xénakis et de Konx-Om-Pax, de Scelsi. Le quatuor Balanescu, basé en Grande-Bretagne, a montré une fantaisie du détail et une cohérence à la mesure du Fragmente-Stille, An Diotima, de Luigi Nono. Quant au trio Contraste, dont les membres appartiennent à l'Orchestre philharmonique de Timisoara, il joue avec une adresse et une science du relief

Parmi les interprètes invités figuraient naturellement les amis de longue date de la musique roumaine: Pierre-Yves Artaud, Barrie Webb, Daniel Kientzy, Fensemble Antidogma de Turin. L'un des concerts les plus accomplis, signé

par l'ensemble Concertino, composé d'étudiants du Conservatoire
de Bucarest, a prouvé que cet établissement demeurait l'une des
écoles d'interprétation les plus efficaces d'Europe. Les mêmes qualités
se retrouvent dans les ensembles
spécialisés, constitués là-bas comme
partout autour de compositeurs
reconnus: Ars Nova autour de
Cornel Taranu; Hyperion autour
d'Iancu Dumitrescu; Archaeus
autour de Liviu Danceanu, Notons
que la prolifération des ensembles
de musique contemporaine en Roumanie est aussi héroïque qu'artificielle, aussi longremps que les instrumentistes accepteront, selon une
vieille pratique, de jouer sans être

La musique roumaine exige d'être écoutée avec une grande disponibilité d'esprit : lente, sa progression s'opère par transforma-tions continues. S'agit-il d'une école au sens propre? L'unité de cette école viendrait alors d'un traitement spécifique de la variation et de l'ornement, dont l'origine se situerait dans la musique vocale et les traditions orales. Ainsi la musique roumaine se démarque aussi bien des courants répétitifs à l'américaine que de la dialectique industrieuse et empressée de notre Europe occidentale (étonnante Musique spectrale pour saxophone et bande de Calin loachimescu). La jeune génération ne croit plus guere, là-bas comme ici, à la prospection et à l'expérimental : un Horatiu Radulescu reste une exception dans son pays d'origine comme dans ses pays d'adoption. On respecte en Roumanie la solidité de la forme. On montre une prédilection inquiétante pour les défis purement académiques (qui n'ont rien à voir avec le transformationnisme inventif d'un maître comme Tiberiu Olah). On ne rechigne pas à une rythmique

ostensiblement régulière. Rien à voir avec l'ambiguîté assumée d'un Mihai Mitrea Celarianu, ou les dérapages surveillés d'un Constin Miereanu, à ranger l'un et l'autre du côté d'un post-modernisme bien

Paradoxe en régime communiste, l'enseignement de la composition musicale a longtemps été assuré en Roumanie par des compositeurs éclairés, informés, pleinement engages dans l'avant-garde. C'est à Octavian Nemescu, professeur au Conservatoire de Bucarest depuis la chute du régime totalitaire et champion de l'inconfort intellectuel, de veiller à la pérennité de cet esprit spéculatif. Reste à savoir si les élèves des classes de composition accepteront de relever le défi de leurs aînés ou se laisseront bercer, comme ils le font dans d'autres pays, par les certitudes néoclassiques de l'écriture fétichisée. Lors de cette première exposition internationale des jeunes musiques roumaines, un concert signé par les étudiants-compositeurs s'est révélé plus inventif par son déroulement scénique que dans sa substance musicale propre. Mais penser un spectacle avec anticonformisme, c'est déjà s'arracher à la routine et remettre en question les préceptes académiques.

COSTIN CAZABAN

▶ Le 21. Festival international de musique expérimentale de Bourges, qui se poursuit jusqu'au 15 juin, accueille dimanche 9 à 22 h 30, sous l'étiquette «Perspectives Roumanie», l'Ensemble Archaeus (œuvres de Brindus, Celerianu, Danceanu, lorgulescu, Nemescu, Niculescu, dont le plupart en créations françaises). Téi.: 48-20-45-51.

Le Corum, an 1

MONTPELLIER

de notre correspondant

Le Corum de Montpellier: une affaire qui marche. Selon Jean Ravel, son directeur, qui vient de présenter les comptes de l'Opéra-Palais des Congrès, les recettes de l'exercice 1990-1991 permettent déjà de couvrir la totalité des charges de fonctionnement. Avec 126 manifestations et 100 000 journées-congréssistes en 1990, le Corum a réalisé un chiffre d'af-

charges de fonctionnement. Avec 126 manifestations et 100 000 journées-congressistes en 1990, le Corum a réalisé un chiffre d'affaires de 34 millions de francs, dont 16 pour la partie congrès et expositions et 18 pour la partie culture.

Il compte réaliser en 1991 un chiffre d'affaires de 51 millions avec 105 congrès envisagés pour un total de 200 000 journéescongressistes. Le prix de journée de location de l'ensemble du Corum est de 250 000 F. L'équilibre a pu être atteint grâce à la double vocation du bâtiment qui accueille à la fois des congrès et des manifestations culturelles. « Nous avons fait la démonstration qu'un congrès dans la salle d'opéra Berlioz de 2 000 places peut s'achever à 18 h 30, et qu'au même endroit peut débuter un concert à 20 h 30 », explique Jean Ravel.

Le navire approcherait donc de sa vitesse de croisière. Il reste cependant à amortir son coût d'investissement, chiffre à 850 millions de francs, dont près de la moitié, non subventionnés et essentiellement constitués de prêts, demeurent à la charge des contri-

prix de journée

LA CINÉMATHÈQUE PALAIS DE CHAILLOT (47-04-24-24)

SAMEDI Cannes à Peris : Henri Decoin : Clara Montargis (1950), d'Henri Decoin, 15 h ; Cannes à Paris : Henri Decoin : Retour à l'aube (1938), d'Henri Decoin, 17 h ; les léritières (1980, v.o. s.t.f.), de Mart szaros, 19 h ; la Pezu (1981, v.o. s.t.f.), de Liliana Cavani. 21 h.

DIMANCHE Cannes à Paris : Henri Decoin : Batte-ments de cœur (1939), d'Henri Decoin, 15 h ; Cannes à Paris : Henri Decoin : Premier Rendez-vous (1941), d'Henri Decoin, 17 h : les Années de plomb (1981), de Margarethe von Trotta, 19 h ; Allemagne, mère bisfarde (1980), de Helma Sanders-Brahms, 21 h.

PALAIS DE TOKYO 47-04-24-24 SAMEDI

Cannes à Paris : l'ile au trésor (1987), de Raul Ruiz, 18 h; Week-end Tom Stop-pard: Une Angleise romantique (1975, v.o. s.t.f.), de Joseph Losey, 20 h. DIMANCHE

Cannes à Paris : Terre rouge, d'Eve Heinrich et Jérôme Colin, 18 h ; Weekend Tom Stopperd : Brazil (v.f.), de

CENTRE GEORGES-POMPIDOU SALLE GARANCE (42-78-37-29)

Le Cinéma australien : The Year my voice broke (1987, v.o. s.r.f.), de John Duigan, 14 h 30 ; Careful he might hea you (1983, v.o. s.t.f.), de Carl Schultz

17 h 30 : Réveil dans la terreur (1971 v.o. s.tf.), de Ted Kotcheff, 20 h 30. DIMANCHE Le Cinéma austration: The Navigator: a medieval odyssey (1988, v.o. s.t.f.), de Vincent Ward, 14 h 30; Malcolm (1988, v.o. s.t.f.), de Nadia Tass, 17 h 30; la Randonnée (1971, v.o.

VIDÉOTHÈQUE DE PARIS 2, Grande-Galerie. Forum des Hailes (40-26-34-30)

SAMEDI Festival de films d'ameteurs, 12 h 30

DIMANCHE Festival de films d'amateurs, 12 h 30. LES EXCLUSIVITÉS

LES AFFRANCHIS (**) (A., v.o.) : Cinoches, 6- (46-33-10-82). AKIRA (Jap., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3-(42-71-52-36) : UGC Biarritz, 8- (45-62-20-40) ; Mistral, 14 (45-39-52-43 v.f. : UGC Convention, 15- (45-74-93-40).

ALICE (A., v.o.): UGC Triomphe, 8- (45-74-93-50). L'ALLÉE DES OSMANTHES (Chin.-Tal-

wan, v.o.) : Utopia, 5: (43-26-84-65). ALLO MAMAN C'EST ENCORE MOI (A., v.f.): George V. 8- (45-62-41-46). AN ANGEL AT MY TABLE (néo-zélandais, v.o.): Les Trois Luxembourg, 6-(46-33-97-77); Gaumont Pamasse, 14-(43-35-30-40)

L'ANNÉE DE L'ÉVEIL (Fr.) : Lucemaire 6- (45-44-57-34). AUX YEUX DU MONDE (Fr.) : Epée de

LES AVENTURIERS DU TIMBRE PERDU (Can.) : Latina, 4. (42-78-47-86) ; Le Berry Zèbre, 11• (43-57-

BASHU, LE PETIT ÉTRANGER (iranien, v.o.) : Utopia, 54 (43-26-84-65). BIX (kt., v.o.) : Cinoches, 6: (46-33-10-82) ; Escurial, 13: (47-07-28-04).

PARIS EN VISITES

Roval (P. Y. Jaslet)

« Exposition : le trésor de Saint-Denis», 10 h 45, 2, place du Palais-

«Le paleis de justice en activité». 14 h 15, 4, boulevard du Paleis

«L'art roman français», 14 h 30, hall du Musée des monuments français (le Cavalier bleu).

« La cathédrale orthodoxe russe Saint-Alexandre-Nevsky», 14 h 30, 12, rue Daru (E. Romann).

« L'Opéra Gamier», 14 h 30, hall d'entrée (M. Pohyer).

« La village de Charonne restauré », 14 h 30, métro Alexandre-Dumas

Tombes célèbres du cimetière

Montpernasse», 14 h 30, angle rue Froldevaux-rue E.-Richard (S. Rojon-

e Hôtels célèbres du Marais », 14 h 30, métro Saint-Paul-le Marais (Lutèce-Visites).

«La place Dauphine, le Pont-Neuf et les vestiges de l'enceinte de Phi-lippe-Auguste», 14 h 30, métro Pont-Neuf, côté Samaritaine (Paris

« Visite exceptionnelle de l'hôtel de Lassay. Son parc, ses jardins » (places limitées. Carte d'identité obli-gatoire), 14 h 45, sortie mêtro Assemblée nationale (I. Hauller).

t Le quartier de l'Yvette, avec visite de l'atelier du sculpteur H. Sou-chard, apécialement ouvert », 14 h 45, métro Jesmin (V. de Len-

«L'abbaye royale de Saint-Denis ; panorama de la monarchie française

à travers ses tombeaux royaux »,

«Histoire du quartier juif du Marais à travers ses rues, ses synagogues, ses boutiques », 15 heures, sortie mêtro Saint-Paul (Monuments histori-

« Saint-Etienne-du-Mont et la mon-

15 heures, portail central.

BUSINESS OBLIGE (A., v.o.) George V, 8- (45-62-41-46) LE CERCLE DES POÈTES DISPARUS (A., v.o.) : Cinoches, 6· (48-33-10-82) ; Grand Pavois, 15· (45-54-46-85).

CLASSACTION (A., v.o.) : George V, 8 CYRANO DE BERGERAC (Fr.): UGC Triomphe, 8- (45-74-93-50). DANSE AVEC LES LOUPS (A., v.o.) :

DANSE AVEC LES LIUPS (A. V.O.) Bretagne, 6: (42-22-57-97); Gaumont Ambassade, 8: (43-59-19-08); v.f.: Rex (le Grand Rex), 2: (42-38-83-93); Les Nation, 12: (43-43-04-67); Fau-vette, 13: (47-07-55-88); Pathé Wepler, 18: (45-22-46-01).

DARKSIDE (*) (A., v.a.) : UGC Norman-die, 8· (45-63-16-16) : v.f. : Rex, 2· (42-36-83-93) : UGC Montpernesse, 6· (45-36-83-93) ; UGC Montper 74-94-941.

DELICATESSEN (Fr., v.f.): Paramount Opéra, 9- (47-42-56-31): Ciné Beau-bourg, 3- (42-71-52-36); UGC Danton, 6- (42-25-10-30): UGC Rotonde, 6-(45-74-94-94); UGC Biarritz, 8- (45-62-20-40); 14 Juillet Bastille, 11- (43-57-90-81); Mistral, 14- (45-39-52-43). LES DEUX SIRÈNES (A., v.o.) : Pathé

Marignan-Concorde, 8- (43-59-92-82). LA DISCRÈTE (Fr.) : Utopia, 5- (43-26-84-65) ; Les Trois Balzac, 8- (45-61-10-60) ; Gaumont Pamasse, 14- (43-35-DIX ANS APRÈS ! (Fr.) : Les Trois

L'AMBULANCE. Film américain de

Larry Cohen, v.o. : Forum Horizon, 1-(45-08-57-57) : George V, 8- (45-62-41-46) ; v.f. : Rex, 2- (42-36-

83-93) : Pathé Français, 9- (47-70-33-88) : UGC Lyon Bastille, 12- (43-

43-01-59); Fauvette, 13* (47-07-55-88); Pathé Montparnasse, 14* (43-20-12-06); Pathé Clichy, 18*

(45-22-46-01); Le Gambetta, 20-

CHEB. Film franco-algérien de Rachid

Crieß. Fam tranco-agenen de Nacrao Bouchareb : Rex., 2* (42-36-83-93) ; Ciné Beaubourg, 3* (42-71-52-36) ; UGC Denton, 6* (42-25-10-30) ; UGC Montparnasse, 6* (45-74-94-94) ; UGC Biarritz, 8* (45-62-20-40).

L'ENTRAINEMENT DU CHAM-

PION AVANT LA COURSE. Film

français de Bernard Favre : Gaumont Les Halles, 1· (40-26-12-12) ; Gau-mont Opéra, 2· (47-42-60-33) ; Pathé Hautefeuille, 6· (46-33-79-38) ; Gaumont Ambassade, 8· (43-59-

19-08); Gaumont Parnasse, 14- (43-35-30-40); Gaumont Alésia, 14-(43-27-84-50); Gaumont Conven-

JUNGLE FEVER. Film américain de

Spike Lee, v.o.: Gaumont Les Halles, 1- IAO-28-12-12): Gaumont Opéra

2· (47-42-60-33) ; 14 Juillet Odéon, 6· (43-25-59-83) ; Gaumont Champs-Elysées, 8· (43-59-04-67) ;

Max Linder Panorama, 9 (48-24-

50-50); v.f.: Pathé Français, 9- (47-70-33-88).

LA DOUBLE VIE DE VÉRONIQUE (Fr.-Pol., v.o.): Geumont Les Halles, 1• (40-28-12-12); Gaumont Opére, 2• (47-42-60-33); Publicis Saint-Germain, 6• (42-22-72-80); Saint-André-des-Arts I, 6-

(43-26-48-18); La Pagode, 7- (47-05-12-15); Gaumont Ambassade, 8- (43-59-19-08); La Bastille, 11- (43-07-48-60); Gaumont Pamasse, 14- (43-35-30-40); Gaumont Alfsia, 14- (43-27-84-50); UGC Maillot, 17- (40-68-

00-16) ; v.f. : Gaumont Convention, 15-

porteil de l'église (Connaissance de

15 heures, métro Château-de-Vin-cennes, sortie côté château (P.-Y.

«Le château de Vincennes»,

«L'église Saint-Etienne-du-Mont et

son quartier», 15 heures, entrée de l'église : place Sainte-Geneviève.

Exposition : le trésor de Saint-Danis », 15 h 30, métro Paleis-Royal, sortie place Colette (Paris et son his-

elle tableau dens la peinture ou la peinture peinte», 19 heures, Musée national d'art moderne (Centre

23, quai de Conti, 14 h 45 : « Evo-lution de la conscience de l'intérêt public à l'époque des moyens de communication de masse », par M. Laure (Académie des sciences

35, rue des Francs-Bourgeois, 18 h 30 : « Les dessous de l'histoire : quelques épisodes de la deuxième guerre mondiale en Europe», par J. Politzer (Malson de

Centre Georges-Pompidou (studio 5), 18 h 30 : «Vide, volume, pan », par G. Didi-Huberman (les conférences du MNAM), 17, avenue d'léns, 19 heures : «Débat : Der Spiegel-le Nouvel Observateur W. Funk, D. Wild et H. Sorge, du Spiegel, s'entretiennent avec 1 Deriel et cultures une de ses pol-

J. Deniel et quelques-uns de ses col-laborateurs du *Nouvel Observateur*

Théâtre Renaud-Berreult, 19 h 30: « Quel avenir pour le Tibet?», débat animé par N. Copin, avec le participation de Kelsang Gyaltsen, représentant du delat-lama en Europe (la Croix-l'Evénement).

CONFÉRENCES

morales et politiques).

(48-28-42-27).

LUNDI 10 JUIN

tion, 15. (48-28-42-27).

146-36-10-96).

Luxembourg, 6- (46-33-97-77).

EATING (A., v.o.): 14 Juillet Parnasse, 6- (43-26-58-00). LA FIÈVRE D'AIMER (A., v.o.) : Pathé Marignan-Concorde, 8- (43-59-92-82); v.f.: Pathé Français, 8- (47-70-33-88): Pathé Montpernasse, 14- (43-20-12-06).

LA FRACTURE DU MYOCARDE (Fr.) : Epée de Bois, 5- (43-37-57-47) ; Lucer-naire, 6- (45-44-57-34). GRAND CANYON (A.): La Gáode, 19-

(40-05-80-00). GREEN CARD (A., v.o.) : UGC Triomphe, 8- (45-74-93-50). HALFAOUINE (Fr.-Tur., v.o.) : Epée de Bois, 5- (43-37-57-47).

HARDWARE (A., v.o.): Forum Orient Express, 1- (42-33-42-26): George V, 8- (45-62-41-46): Sept Pernassiens, 14- (43-20-32-20); v.f.: Pathé Wepler II, 18- (45-22-47-94). HENRY V (Brit., v.o.): 14 Juillet Parnasse, 6- (43-26-58-00): Elysées Lin-

coln, 8. (43-59-36-14). L'HISTOIRE SANS FIN II (A., v.f.) : Denfert, 14 (43-21-41-01) ; Saint-Lam-

bert, 15• (45-32-91-68). HORS LA VIE (Fr.-tr.-Bel.) : Forum Orient Express, 1- (42-33-42-26) ; 14 uillet Odéon, 6• (43-25-59-83) ; Publicis Champs-Elysées, 8* (47-20-76-23); Pathé Français, 9* (47-70-33-88); Escu-rial, 13* (47-07-28-04); Pathé Montparnasse, 14- (43-20-12-06); Gaur Convention, 15- (48-28-42-27).

88-88); La Bastille, 114 (43-07-

48-60) : Escurial, 13* (47-07-

28-04); Gaumont Alésia, 14- (43-

15. (45-75-79-79); Blenvenüe Mont-

LOLA ZIPPER. Film français d'Ilan

Duran Cohen: Forum Horizon, 1 (45-08-57-57); Pathé Hautefeuille, 6

(46-33-79-38) ; Pathé Marignan-

Concorde, 8 (43-59-92-82) ; Pathé

Français. 9- (47-70-33-88) : Fau-

vette, 13. (47-07-55-88); Pathé

Montparnasse, 14 (43-20-12-06); Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01); Le

nbetta, 20= (46-36-10-95).

LA NOTE BLEUE. Film français

d'Andrzej Zulawski : Forum Horizon, 1- (45-08-57-57) ; Pathé Impérial, 2-

(47-42-72-52) ; Pathé Heutefeuille, 6

Concorde, 8: (43-59-92-82) : Saint-

Lazare-Pasquier, 8- (43-87-35-43) ;

Les Nation, 12* (43-43-04-67); Fauvette, 13* (47-07-55-88); Gaumont

Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Sept Par

Clichy, 18. (45-22-46-01).

INCENT ET THÉO. FM

15- (45-54-46-85).

II, 18 (45-22-47-94).

Bois, 5. (43-37-57-47).

nassiens, 14 (43-20-32-20) ; Pathé

tannique de Robert Altman : Forum

Orient Express, 1 (42-33-42-26); George V, 8 (45-62-41-46); Sept

ns, 14 (43-20-32-20).

HOT SPOT (*) (A., v.o.) : Epée de Bois, 5- (43-37-57-47).

HOUSE PARTY (A., v.o.) : Images d'ailleurs, 5- (45-87-18-09) ; Grand Pavois,

IN BED WITH MADONNA [A., v.o.]: Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26); Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-92-82); Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06); v.f.: Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31); Pathé Wepler II. 18 (45-22-47-44)

L'INSOUTENABLE LÉGÈRETÉ DE

L'ETRE (A., v.o.) : Cinoches, 6- (46-33-

JACQUOT DE NANTES (Fr.): Seint-André-des-Arts II, 6- (43-26-80-26); George V, 8- (45-62-41-46); 14 Juillet Bastille, 11- (43-57-90-81); Sept Par-nassiens, 14- (43-20-32-20); 14 Juillet Beaugrenelle, 15- (45-75-79-79).

LE JOUR DES ROIS (Fr.) : Epée de

LES LIAISONS DANGEREUSES (A.,

v.o.) : Cinoches, 6- (46-33-10-82) ; Grand Pavois, 15- (45-54-46-85).

LA LISTE NOIRE (A., v.o.): Forum Horizon, 1: (45-08-57-57); 14 Juillet Odéon, 6: (43-25-58-83); 14 Juillet Parnasse, 8: (43-26-58-00); George V, 3: (45-63-16-16); 14 Juillet Bastille, 11: (43-57-90-81); 14 Juillet Beaugrenete,

(43-5/-90-81); 14 Just Beaugrenene, 15- (45-75-79-79); UGC Maillot, 17-(40-88-00-16); v.f.: UGC Montpar-nasse, 6- (45-74-94-94); Paramount Opére, 8- (47-42-56-31); Les Nation,

12 (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; Fauvette Bis, 13

(47-07-55-88); Mistral, 14 (45-39-52-43); UGC Convention, 15 (45-74-93-40); Pathé Clichy, 18 (45-22-

LUNE FROIDE (**) (Fr.) : Gaumont Les Halles, 1= (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2- (47-42-60-33) ; Seint-André-

des-Arts I, 6. (43-26-48-18); UGC

des-Arts I, 6- (43-25-48-18); OGC Odéon, 6- (42-25-10-30); Gaumont Ambassade, 8- (43-59-19-08); UGC Lyon Bastilla, 12- (43-43-01-59); Fau-vette, 13- (47-07-55-88); Gaumont Alésia, 14- (43-27-84-50); Miramar, 14- (43-20-89-52); Gaumont Conven-tion, 15- (48-28-42-27); Pathé Clichy, 18- (45-22-46-01); Le Gambetta, 20-146-32-10-69)

MADAME BOVARY (Fr.): 14 Juillet Odfon, 6- (43-25-59-83); Gaumont Par-nasse, 14- (43-35-30-40).

LA MAISON RUSSIE (A., v.o.) :

MERCI LA VIE (Fr.) : Forum Orient

Express, 1= (42-33-42-26); Epés de

MILLER'S CROSSING (") (A., v.o.) :

Sept Parnessions, 14 (43-20-32-20).

MISERY (*) (A., v.o.) : Reflet Médicis

Logos saile Louis-Jouvet, 5- (43-54-

42-34); Grand Pavols, 15- (45-54-

George V, 8- (45-62-41-46).

Role: 5- (43-37-57-47).

(46-36-10-96).

(46-33-79-38) : Pathé Marign

27-84-50) ; 14 Juillet Beaugren

parnasse, 15 (45-44-25-02).

LES FILMS NOUVEAUX

LE MYSTÈRE VON BULOW (A., v.o.) : Cinoches, 6. (46-33-10-82). Cinoches, 6' (40-33-10-34.

NEUF SEMAINES ET DEMIE (*) (A. Selendo S. (43-54 v.o.) : Studio Galande, 5• (43-54-72-71) ; Grand Pavois, 15• (45-54-

NIKITA (Fr.) : Gaumont Ambassade (43-59-19-08); Les Montparnos, 14-(43-27-52-37). LE PETIT CRIMINEL (Fr.) : Lucem B- (45-44-57-34).

LE PORTEUR DE SERVIETTE (IL-Fr. v.o.): Pathé impérial, 2º (47-42-72-52); Ciné Beaubourg, 3º (42-71-52-36); UGC Danton, 6º (42-25-10-30); UGC Rotonde, 6º (45-74-94-94); UGC Biarritz, 8º (45-82-20-40); La Bastille, 11º (43-07-48-60); UGC Maillot, 17• (40-68-00-16).

POUR SACHA (Fr., v.f.): Hollywood Boulevard, 9- (47-70-10-41): UGC Montpernasse, 6- (45-74-94-94); UGC Biarritz, 8- (45-62-20-40); UGC Convention, 15 (45-74-93-40). POUSSIÈRES DANS LE VENT (Chin v.o.): Utopia, 5- (43-26-84-65). PREDATOR 2 (*) (A., v.f.) : Rex. 2 (42-

PRETTY WOMAN (A., v.o.): Elysées Lincoln, 8° (43-59-36-14); Grand Pavois, 15° (45-54-46-85); v.f.: Bre-tagne, 6° (42-22-57-97).

Lagres, or (4.2-24-97-97).

LA REINE BLANCHE (Fr.): Gaumont Opéra, 2* (47-42-60-33); Gaumont Ambassade, 8* (43-59-19-08); George V, 8* (45-62-41-46); UGC Lyon Bestille, 12* (43-43-01-59); Pathé Montpernasse, 14* (43-20-12-06); Gaumont Convention 15* (48-29-42-27); Inc. (48-29-42-27); I Convention, 15- (48-28-42-27); Le Gambetta, 20- (46-36-10-96). RHAPSODIE EN AOUT (Jap., v.o.) Forum Orient Express, 1= (42-33-42-26); UGC Odéon, 6= (42-25-10-30);

Elysées Lincoln, 8• (43-59-36-14) ; Les Montpernos, 14 (43-27-52-37). ROBINSON & CIE (Fr.): Latina, 4 (42-78-47-86); Epée de Bois, 5 (43-37-57-47); 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00); Grand Pavols, 15 (45-54-46-85).

SAILOR ET LULA (*) (Brit., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3^e (42-71-52-36) ; Studio Galanda, 5^e (43-54-72-71) ; Lucamaire, 6- (45-44-57-34). SAISONS (A.) : La Géode, 19 (40-05-

LE SILENCE DES AGNEAUX (**) (A. v.o.): 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-59-83); UGC Normandie, 8 (45-63-16-16) ; Bienvenüe Montparnasse, 15-(45-44-25-02) ; v.f. : Rex, 2- (42-36-83-93); UGC Montpamasse, 6- (45-74-

80-001.

94-94) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; Pathé Wepler II, 18 (45-22-47-94). SOGNI D'ORO (IL, v.o.) : Cinoches, 6

SOUVENIRS DE LA MAISON JAUNE (Por., v.o.) : Latina, 4 (42-78-47-86). THE FIELD (A., v.o.): Forum Horizon, 1- (45-08-57-57); Pathé Impérial, 2-(47-42-72-52); Pathé Hautefeuille, 6-(46-33-79-38); Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-92-82); Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20); 14 Juillet Beaugrenelle, 15- (45-75-79-79).

THE TWO JAKES (A., v.o.): Ciné Beaubourg, 3° (42-71-52-36); UGC Odéon, 6° (42-25-10-30); La Pagode, 7° (47-05-12-15); UGC Champs-Elysées, 8° (45-62-20-40); 14 Juillet Beaugre-8º (45-82-20-40); 14 Juliart Basugre-nells, 15º (45-75-79-79); v.f.: UGC Montpernasse, 6º (45-74-94-94); Para-mount Opéra, 9º (47-42-56-31); Mis-tral, 14º (45-39-52-43); Pathé Clichy, 18º (45-22-46-01).

THELMA ET LOUISE (A., v.o.) : Forum Horizon, 1" (45-08-57-57); Ciné Beau-bourg, 3" (42-71-52-36); UGC Odéon, 6" (42-25-10-30); UGC Ratonde, 6 (45-74-94-94); George V, 8- (45-62-41-46); UGC Normandie, 8- (45-63-16-16); 14 Juillet Bastille, 11- (43-57-16-16); 14 Jusier Bastine, 11 (43-3)-90-81); Mistral, 14 (45-39-52-43); 14 Juilet Beaugrenelle, 15 (45-76-79-79); UGC Maillot, 17 (40-68-00-16); v.f.: Rex, 2 (42-36-83-93); UGC Montpar-nesse, 6 (45-74-94-94); Saint-Lezare-Pasquier, 8 (43-87-35-43); Paramount Opéra, 9- (47-42-56-31) ; Les Nation 12- (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastille 12- (43-43-01-59); Fauvette Bis, 13-(47-07-55-88); UGC Convention, 15-(45-74-93-40); Pathé Wepler, 18- (45-

22-46-01) ; La Gambetta, 20- (46-36-10-961. TORCH SONG TRILOGY (A Ciné Beaubourg, 3- (42-71-52-36); Le Berry Zèbre, 11- (43-57-51-55). LE TRÉSOR DES ILES CHIENNES (Fr.) : Epée de Bois, 5 (43-37-57-47). LE TRIOMPHE DE BABAR (Fr.-Can.) Le Berry Zebre, 11 (43-57-51-55) Saim-Lambert, 15- (45-32-91-68). UN CŒUR QUI BAT (Fr.) : Gaumon

UN CŒUR QUI BAT (Fr.): Gaumont Les Halles, 1" (40-26-12-12); Gaumont Opéra, 2º (47-42-60-33); Le Saint-Germain-des-Prés, salle G. de Beauregard, 6º (42-22-87-23); Gaumont Ambassade, 8º (43-59-19-08); Saint-Lezare-Pasquier, 8º (43-87-35-43); Gaumont Alésia, 14º (43-27-84-50); Miramar, 14º (43-20-89-52); Gaumont Convention, 15º (48-28-42-27); Pathé Wepler II, 18º (45-22-47-94); Le Gambette, 20- (48-36-10-96). (46-36-10-96). UN THÉ AU SAHARA (Brit, v.o.)

Lucemaire, 6- (45-44-57-34). UNE HISTOIRE INVENTÉE (Can.) Latina, 4 (42-78-47-86) ; Reflet Panthéon, 5: (43-54-15-04). URANUS (Fr.) : George V, 8 (45-62-

LE VOYAGE DU CAPITAINE FRA-CASSE (Fr.-ft.): Les Trois Balzac, 8-(45-61-10-60); Les Montparnos, 14-(43-27-52-37).

YOUNG GUNS 2 (A., v.a.): Gaumont Les Halles, 1" [40-26-12-12]; Publicis Champs-Elysées, 8- (47-20-76-23]; Gaumont Alésia, 14- (43-27-84-50); v.f.: Rex, 2- (42-36-83-93); Paramount Opéra, 9- (47-42-56-31); UGC Lyon Bastille, 12- (43-43-01-59); Les Morressone (14- (43-27-52-37) parnos, 14 (43-27-52-37).

THÉATRES

AKTÉON-THÉATRE (43-38-74-62). Objectif Terre: 19 h 15. Apéro-swing: 19 h 15. Il pleut du vermicelle au-dessus de 400 mètres: 21 h 45. ANTOINE - SIMONE-BERRIAU (42-08-77-71). A vos souhaits : 20 h 45, ARCANE (43-38-19-70). Architrus 20 h 30, dim. 17 h.

ARTISTIC-ATHÉVAINS (48-06-36-02). Comme une histoire d'amour : 16 h et 20 h 30, dim. 16 h. ATALANTE (46-06-11-90). La Passion salon Garagea Bustille : 20 L 20 selon Georges Betaille : 20 h 30, dim. 17 h. ATELIER (46-06-49-24). La Société de

BOUFFES DU NORD (46-07-34-50). On purge bebé : 16 h et 20 h 30. BOUFFES PARISIENS (42-96-60-24). La Fecture : 20 h 45, dim. 15 h 30. CAFÉ DE LA GARE (42-78-52-51) Humour Violet et son Coulis de vitriol 20 h 15. Festival des remarquables

CARTOUCHERIE ATELIER DU CHAU-DRON (43-28-97-04). Feydeau quiprogues : 20 h 30. CARTOUCHERIE THÉATRE DE L'AQUARIUM (43-74-99-61). Les Heures blanches : 21 h 30, dim. 16 h. CARTOUCHERIE THÉATRE DE LA TEMPÈTE (43-28-36-36). Selle II. Medame Bovery, je t'embresse partout. Gustave : 20 h 30, dim. 16 h.

CARTOUCHERIE THEATRE DU SOLEIL (43-74-24-08). Agamemnon en alternance : 13 h. Les Choéphores en sharmance : 17 h. CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (42-78-44-45). Le fond de l'air effrais : 21 h. dim. 15 b 30.

CITÉ INTERNATIONALE UNIVERSI-TAIRE (45-89-38-69), Grande salle, La songe d'une nuit d'été : 20 h 30, mar 14 h 30. La Gaieria. Cet animai étrange 20 h 30, mar. 14 h 30. La Resserre Une prière de trop : 20 h 30. COMEDIE DE PARIS (42-81-00-11) Drole de goûteri : 19 h et 21 h 30. COMÉDIE DES CHAMPS-ELYSÉES (47-23-37-21). Chevellier-Laspalès :

18 h et 21 h. COMEDIE ITALIENNE (43-21-22-22) Les Folies de l'amour : 20 h 30. COMEDIE-FRANÇAISE (40-15-00-15). La Tragédie du roi Christophe : 20 h 30, dim. 20 h 30,Dkm. La Feusse Suivente ou le Fourbe puni : 14 h. CRYPTE SAINTE-AGNÈS (EGLISE SAINT-EUSTACHE) (47-00-19-31). Rahab : 18 h 30, dim. 15 h. Le Tartuffe :

20 h 30, dim. 17 h. DEUX ANES (46-06-10-26). Bud one man-snow: 21 n. DIX-HUIT THEATRE (42-26-47-47). Rosencrantz et Guilde 20 h 45, dim. 16 h.

EDGAR (43-20-85-11). Les Faux Jetons : 20 h 15. Les Babas-Cadres : **EDOUARD-VIL SACHA-GUITRY (47-**

42-59-92). Esa Forma de Vivir : 20 h 45, dim. 17 h. ESPACE MARAIS (48-04-91-55). Le Jeu de l'amour et du hasard : 18 h 45, dim. 17 h 30. La Mouette : 20 h 45. | 20 h 30. Votre rire m'intéresse : dim. 19 h 30. Dim. Baudelaire : 16 h 30. | 21 h 30.

LÉTHÉ-THÉATRE (48-07-59-17). Les Femmes savantes : 20 h 30, dam. (derna2erea\ 17 h. LUCERNAIRE FORUM (45-44-57-34).

Théêtre noir, Le Peut Prince : 18 h 45, Le Vert Paradis : 20 h. Le Sujet disperu : 21 h 30. Théêtre rouge. Duende : 18 h 30 et 20 h. Huis clos : 21 h 30. MADELEINE (42-65-07-09). N'écouraz pas Masdames : 21 h, dim. 15 h 30. MARIE STUART (45-08-17-80). Le Point mort des mirages : 22 h. MARIGNY (42-56-04-41). La Dame de chez Maxim's : 20 h 30, dim. 15 h. MATHURINS (42-65-90-00). Les Palmes de M. Schutz: 17 h et 20 h 30, dim. 15 h.

LE PROLOGUE (45-75-33-15). Et si on

faisait le noir juste une minute? : 20 h 30, dim. 15 h. Dim. Mora chéria :

MÉTAMORPHOSIS (THÉATRE SALON D'ENCHANTEMENTS) (42-61-33-70). Une histoire de la magie 21 h, dim. 15 h. MICHODIÈRE (47-42-95-23). La Gros

n'Avion: 17 h et 20 h 30. MOGADOR (48-78-04-04), Les Fourbe ries de Scapin : 21 h, dim. 18 h. MONTPARNASSE (43-22-77-74). Les hommes naissent tous égo : 21 h. MONTPARNASSE (PETIT) (43-22-77-74), Les Mémoires d'un fou : 21 h. NOTRE-DAME DE PARIS (sur place). Sur les chemins de Compostelle : 22 h. NOUVEAUTÉS (47-70-52-76). Les Jumeaux : 18 h 30 et 21 h 30, dim.

ŒUVRE (48-74-42-52). Eurydice : 20 h 45, địm. 18 h. PALAIS DES GLACES (GRANDE SALLE) (42-02-27-17). Autant en emportent les Vamps : 20 h 30.

PALAIS DES GLACES (PETIT PALAIS) (42-02-27-17). Timeit : 20 h 30. PALAIS ROYAL (42-97-59-81). Rumeurs: 17 h 30 et 21 h.

PARIS-VILLETTE (42-02-02-68). Grande salle. Tous en ligne : 21 h, dim. 16 h 30. POCHE-MONTPARNASSE (45-48-92-97). Salle I. Les Empailleurs : 21 h. POTINIÈRE (42-81-44-16). Le Voyage

de Mozart à Prague : 21 h, dim. 15 h. RENAISSANCE (42-08-18-50). Le Vent du gouffre : 20 h 30. SAINT-GEORGES (48-78-63-47). A croquer ou l'Ivre de cuisine : 20 h 45, dēm. 15 h. SPLENDID SAINT-MARTIN (42-08-

21-93). Valérie Lemercier au Solendid : STUDIO DES CHAMPS-ELYSÉES (47-23-35-10). Un château au Portugal : 21 h 15, dim. 15 h.

THEATRE 13 (45-88-62-22); Androineque: 20 h 45, dim. 15 h. THÉATRE DE DIX-HEURES (46-06-10-17). Elle Semoun et Dieudonné :

SPECTACLES NOUVEAUX

(Les jours de première et de relêche sont indiqués entre parenthèses.)

APÉRO-SWING. Aktéon-Théâtre (43-38-74-62) (Jun.) 19 h 15 (5). LE SÉJOUR. Théâtre de la Bastille (43-57-42-14) (dim. soir, lun.) 21 h; dim. 17 h (5).

ESTHER. Versailles. Le Grand Trianon (39-50-71-18), jeu., ven., sam., 21 h (6). LE VERT PARADIS, Lucemaire

Forum. Centre national d'art et d'essai (45-44-57-34) (5). ESA FORMA DE VIVIR. Edouard-VI-Sacha-Guitry (47-42-59-92) (dim. soir, lun.), 20 h 45 ; dim. 17 h (7).

ROSENCRANTZ ET GUILDENS-

Théâtre (42-26-47-47) (dim. soir, km.) 20 h 45 ; dim. 16 h (7). LES NO MODERNES. Hôtel des Monnaies (46-33-39-55) (dlm. soir, lun., mar.) 20 h 30 ; dim. 15 h (8). LA TRAGÉDIE DU ROI CHRIS-TOPHE. Comédie-Française (40-15-00-15), sam., dim., 20 h 30 (8). DESTINÉES. Guichet Montpern (43-27-88-61) (dim., lun.) 19 h (10). CHAIRS BAFOUÉES. Berry (43-57-51-55) (dim., lun.) 20 h 45 (11). LA CRÈCHE, LES RÈGLES DE L'ÉCOLE, LES GLANDEURS. Espace Acteur (42-62-35-00), mer., jeu., van., sam., 20 h 45 (11). LE FOU DE BASSAN. Berry (43-57-

51-55) 21 h (11).

TERN SONT MORTS. Dix-huit

FONDATION DEUTSCH-DE-LA-MEURTHE (42-50-76-25), George Dandin: 21 h. FONTAINE (48-74-74-40). Le Clan des

veuves : 15 h 30 et 20 h 45, dim. 15 h 30. GRAND THÉATRE D'EDGAR (43-20-90-09). Déconnage immédiat : 18 h et 20 h 15.

GRANDE HALLE DE LA VILLETTE ESPACE CHARLIE-PARKER (42-49-**GUICHET MONTPARNASSE (43-27-**

88-61). Pasolini, vivant récit de femmes : 19 h. L'Intervention : 20 h 30. Mademe Azerty, c'est vousi : 22 h 15. GYMNASE MARIE-BELL (42-48-79-79). Legel?: 20 h 30. HALLE SAINT-PIERRE (42-58-74-12).

Les Origines de l'homme : 15 h, dim, mer. 15 h. HÉBERTOT (43-87-23-23). La Contrebasse : 18 h et 21 h.

HOTEL DES MONNAIES (46-33-39-55). Les No modernes : 20 h 30, HUCHETTE (43-26-38-99). La Canca-trice chauve : 19 h 30. La Leçon : 20 h 30.

JARDIN SHAKESPEARE BOIS DE BOULOGNE (45-70-79-54). L'Île des esclaves : 15 h, dim. (demière) 16 h. Les Précieux : 17 h. Les Rustres : 19 h 30. LA BRUYÈRE (48-74-76-99). Voltaire-Rousseau : 21 h, dim. 15 h. LE FUNAMBULE THÉATRE-RESTAU-

RANT (42-23-98-83). Fanction: 22 h,

66-77). Passagers : 21 h, dlm. 17 h 30. THÉATRE DE LA BASTILLE (43-57-42-14). La Séjour : 21 h, dim. 17 h. THÉATRE DE LA MAIN-D'OR BELLE-DE-MAI (48-05-67-89). Errements et Tournments: 21 h, dam. 17 h. THÊATRE DE LA MAINATE (42-08-83-33]. Alphonse revient, d'après Allais : 20 h 30, dim. 18 h 30. THÊATRE DE NESLE (46-24-74-14). Quand l'homme sera immortel :

THÉATRE DE L'AURORE (43-49-

20 h 30. THÉATRE DU TAMBOUR ROYAL (48-06-72-34). Les Précieuses ridicules : 20 h 30, dim. 15 h. THÉATRE MODERNE (48-74-10-75).

Les Nuits de la colère : 21 h, dim. 15 h. THÉATRE NATIONAL DE LA COL-LINE (43-66-43-60). Petite salle. Avant la retraite : 21 h, dim. 16 h.

THÉATRE NATIONAL DE L'ODÈON (PETITE SALLE) (43-25-70-32). Quatre heures à Chatila : 18 h 30, dim. 18 h 30 et 21 h 30.

THÉATRE NATIONAL DE CHAILLOT (47-27-81-15). Salle Jean Vilar. Frégoli : 20 h 30, dim. 15 h.

THÉATRE PARIS-PLAINE (40-43-01-82). Le Décameron des femmes : 20 h 30. TRISTAN-BERNARD (45-22-08-40). Bonheur à toute heure : 15 h. Albert

Dupontel: 21 h. VARIÉTÉS (42-33-09-92). Trois pertout: 17 h 30 et 21 h.

1.00

TENERAL TOTAL

and the state of t

- Carlotte

graph of the state of the state

1 04 to 1 04

program of the Allegan

इ.स.च प्राचित्र तथा है।

grant i l'abrail e la committe

gger på og het er ette

gerer School die 100 militari

averment auf eine beite beite

கு மேர்க்கள் கொ**ருக்**

la la Alabeatan la len i 🖦

Janta in Salama Agri

25 Charles and a page

300 a. 11 1 1 1 2 200

Mental Electrical Agency

om etichata bar an

Color State as

" Dazmostri i kad

and the second of the second

em file to the land

arm a transfer out or 🗯

Regional Land Company

भीते प्रियास स्थाप १६० व 🗛 🥫

Felipher to design assess-

Bigger gegen freibt im im Beit im

The second second

But being

Table of the matter of the

Eller og myndestaniska 🛊

Transport of the President

Territoria er mit gr ung

The state of the second

Section 4 Miles

The responding to the contract of the contract

Transfer to the second second

State of the same

To the best of the best of

10 to 10 to

231 Maria Con - 210 No 810

The same of the same

The same of the same

Vicing 1908: 109:100ust

tota but

A PARTICIPATION AND A PART

Total Control of the Control of the

The state of the s

MA Base

Market A

Transmitted in the Area es

The second

A TOWN SAY BY

and wanted

5----

THE RESERVE AND ADDRESS OF THE PERSON ADDRESS OF THE PERSON AND ADDRESS OF THE PERSON AND ADDRESS OF THE PERSON AD

Second for streets &

The second of the second

Rapidly and at

Partinger of the said

Allege man age of the affine

TRANSPORT BURNES

Statement of the life

Region office and

引擎红点地,把"投掷"集

120

Property and the second

State of the state

the second second

tion to Femilia to me. I despite a Table de la de Tiere des 100 d ten 1000 M MM 1 534 M M sender à de not

er to elected the district hate in my

Childre des paps de l'I

la directeur général de Salor desient le numéro d 799446 The state of the s

trafe on th partenantes.

sa fédération, son président, M. Franz Steinkühler, a pu présenter un bilan globalement positif : un accord salarial prévoyant une augmentation des salaires de 6,7 % à partir du 1" juin et l'obtention, il y a un an, de la semaine de 35 heures au 1= octobre 1995. Venu en «socialiste» et en «Européen», M. Laurent Fabius a assigné à l'IG Metall un rôle d'avant-garde pour les 35 heures, assurant ses «camarades » que « la plupart des travailleurs d'Europe, tôt ou tard, suivront le chemin que vous avez ouverts. Une conviction qu'il reste à faire partager à

M= Edith Crasson.

l'apparent consensus, tout man-

quement à la concertation ris-

quent de déboucher sur des

Pour célébrer le centenaire de

conflits souvent durs.

 $(G_{ij})(a) = a + \frac{\pi}{a} \left(\frac{\pi}{a} \right)$

And the section bes

The state of the state of

1 1 1 1 1 mg

Programmes

ing garang en 🐞

.

 $\frac{1}{\sqrt{2}}\frac{1}{\sqrt{2}}\frac{1}{\sqrt{2}}\frac{1}{\sqrt{2}}\frac{1}{\sqrt{2}}$

200 150

20.03

1. 1. 41 TV

. . . .

المعلق المالية المالي

 $z^{-(n+n)}$

10 1 C

1 11 120

Mais le deuxième siècle de l'IG Matali s'ouvra sur des dersoe tives plus sombres. Le coût social de la réunification est déjà bien lourd avec un taux de chômage de 9,5 % dans i ex-RDA, où l'on ne craint pas d'annoncer qu'il y aura trois millions de chômeurs - un actif sur trois - à la fin de l'année, même si le taux de chômage y est resté stable en mai. M. Steinkühler, qui a animé les manifestations à l'Est en mars et en avril, plaide pour «l'unité sociale» entre les deux parties de l'Allemagne et se déclare prêt à jouer la solidarité, en reconnaissant que créer des emplois à l'Est aboutira à « renoncer à créer des emplois » à l'Ouest. La mise à niveau prévue en 1992 pour les salaires de la métallurgie - prendra du temps alors que désillusions, frustrations, colères et angoisses se font jour dans une ex-RDA encore éloignée du système social de l'Ouest. La réunification risque de modifier sensiblement le modèle social allemand. Et c'est le syndicalisme lui-même que l'IG Metall devra réinventer. MICHEL NOBLECOURT

La reconstruction des pays de l'Est

Un directeur général de Salomon Brothers devient le numéro deux de la BERD

M. Jacques Artali, président de la BERD (Banque européenne pour la reconstruction et le développement), créée pour aider les pays d'Europe de l'Est dans leur transition vers l'économie de marché, a trouvé son numéro deux en M. Ronald Freeman, Américain, âgé de cinquante et un ans, banquier, M. Freeman était jusqu'à présent directeur général responsable des investissements européens à la banque américaine Salomon Brothers. A la BERD, il est nomme premier vice-président présidents.

chargé de la banque d'affaires. Il devra « identifier les opportunités où la participation de la banque, seule ou en partenariat, est requise», selon un communiqué de

Cette nomination n'a pas été simple. Il fallait que le premier vice-président soit américain d'après les statuts de la banque. Mais plusieurs candidats banquiers ou économistes se sont récusés. M. Jacques Attali a maintenant complété son équipe de cinq vice-

Pour la première fois depuis un an

L'économie américaine a créé des emplois en mai

salué à leur façon les statistiques du travail aux Etats-Unis pour le mois de mai, ignorant 'augmentation du taux de chômage pour ne retenir que la reprise des créations d'emplois - industriels notamment - pour la première fois depuis un an. Le dollar en hausse a frôlé les 6 francs et a coté 1,78 DM en route vers les 1,80.

Le chômage a de nouveau augmenté aux Etats-Unis au cours du mois de mai. Le nombre des sansemploi s'est accru de 370 000, portant le taux de chômage de 6,6 % de la population active en avril à 6,9 %. Il y a un an, en mai 1990, ce taux était encore de 5,3 %.

Cette dégradation de la situation s'explique par l'augmentation de la population active à la recherche d'un emploi. Pourtant, en mai et pour la première fois depuis un an l'économie américaine a recommencé à créer des emplois. Le gain a été faible (+ 59 000), surtout après les pertes enregistrées au cours des mois précédents: 180 000 en avril, 838 000 depuis le début de l'année, envi-

Les suites de la réunification

Le chômage diminue

et les prix angmentent

en Allemagne

occidentale

La partie occidentale de l'Alle-

magne a bénéficié d'une améliora-

tion de l'emploi en mai. Selon

l'Office fédéral du travail, le taux

de chômage s'est élevé le mois

dernier à 5,4 % de la population

active, contre 5,5 % en avril, le

nombre de sans-emploi s'établis-

sant à 1,6 million de personnes. Entre mai 1990 et mai 1991, le

taux de chômage est revenu de 6,2 % à 5,4 %. En ce qui concerne

la partie orientale de l'Allemagne

le taux de chômage est resté stable en mai, à 9,5 % de la population

active. Le porte-parole du gouver-

nement a cependant fait savoir

mercredi 5 juin qu'il fallait s'at-

tendre à de nouvelles suppressions

Si la réunification contribue à

accélérer la décrue du chômage

dans la partie occidentale de l'Al-

lemagne, elle provoque également un renchérissement des prix à la consommation. Ceux-ci ont aug-menté en mai de 0,4 %, soit 3 %

en glissement annuel (de mai 1990 à mai 1991), alors que l'augmenta-tion avait déjà atteint 0,5 %

Les marchés des changes ont ron 1,5 million en un an du fait de la récession. La reprise, et c'est peut-être le plus important, a néanmoins bénéficié aux secteurs jusqu'à présent les plus touchés par le recul de l'activité économique : industrie et construction. L'automobile notamment a créé 12 000 emplois.

> Surtout, après six mois de récession (quatrième trimestre 1990 et premier trimestre 1991), les statistiques de l'emploi pour le mois de mai sont un signe supplémentaire de la probable reprise économique, s'ajoutant à l'amélioration récente des ventes de logements et des commandes passées à l'industrie. Reste que le moteur essentiel d'une véritable reprise, à savoir la consommation des particuliers, est toujours en panne, du fait de la quasi-stagnation du pouvoir d'achat des ménages américains et de leur excessif endettement.

Il est donc probable que l'amélioration de la conjoncture, si elle se confirme au cours des prochains mois, sera progressive et finalement peu vigoureuse. Cela même si la Réserve fédérale abaisse de nouveau le loyer de l'argent, ce que manifestement les marchés des changes, qui ont propulsé le dollar vers les 6 francs et 1,80 DM, ne croient plus.

Variation du PNB des Etats-Unis (en rythme annuel et en volume)

	le trim.	2º trim.	3º trim.	4 trim.
1988 1989 1990	+ 5,1 % + 3,6 % + 1,7 % - 2,8 %	+ 3,6 % + 1,6 % + 0,4 %	+ 2,7 % + 1,7 % + 1,4 %	+ 2,7 % + 0,3 % - 1,6 %

Le tableau ci-dessus montre que la forte croissance économique qui durait aux Etats-Unis depuis sept ans s'était fortement ralentie dès le deuxième trimestre 1989. L'économie américaine n'en a pas moins continué de créer des emplois. Ce n'est qu'à partir de l'été 1990, c'est-à-dire peu avant que commence la récession, que les firmes ont commencé à débaucher massivement et à supprimer des emplois pour refaire à terme des gains de productivité. Il est probable que le PIB des Etats-Unis aura cessé de baisser au second trimestre 1991. La reprise de l'emploi, si elle se confirmait, apparaîtrait tout de même précoce.

Selon une étude de l'INSEE

L'embauche des jeunes sans qualification s'est améliorée entre 1984 et 1989

L'embauche des jeunes qui sorent du système scolaire s'est sensiblement améliorée en France entre 1984 et 1989. Selon une étude de l'INSEE disfusée vendredi 7 juin, 27 % des jeunes actifs n'avaient pas, en 1989, trouvé d'emploi neuf mois après leur sortie de l'école, alors que 45 % se tronvaient dans cette situation cinq ans auparavant.

Si la situation des plus diplômés s'est également améliorée, ce sont avant tout les possibilités d'embauche de ceux qui ont eu la formation la plus courte qui se sont développées. Alors qu'en mars 1985, 54 % de ces garçons sans qualification et 78 % de ces filles étaient à la recherche d'un emploi, en 1989, respectivement 36 % et 51 % de ces jeunes gens étaient toujours au chômage neuf mois après leur sortie du système sco-laire. « Avec une formation comparable, les garçons s'en sortent rela-

Les dossiers

de la sécheresse

de 1990 vont enfin

être réglés

du montant total du préjudice les aides à la fourniture de fourrages

perçues l'été dernier (environ

700 millions de francs), ce que refu-sait catégoriquement le ministère de l'agriculture. Le différend entre les

deux ministères est réglé. L'hôtel Matignon a en effet arbitré le 6 juin

en faveur de M. Mermaz, ministre

tivement mieux que les filles », relève l'auteur de l'étude. Ainsi 34 % des garçons contre 27 % des filles sans qualification exerçant une activité occupaient en 1989 un emploi stable. Cette différence disparaît toutefois pour les jeunes de niveau bac et plus: 60 % des garçons et 61 % des filles au sortir du tycée pouvaient, en 1989, se prévaloir d'une activité stable.

«Le niveau d'études n'a vas le même impact selon que l'on est diplômé ou non», précise l'auteur de l'étude. Les garçons titulaires d'un CAP ou d'un BEP trouvent plus facilement un emploi que ceux qui ont poursuivi leur scola-rité jusqu'au baccalauréat, voire jusqu'au brevet de technicien supérieur, sans pour autant décrocher leur diplôme. Pour les filles, en revanche, «l'impact de la filière suivie l'emporte sur l'obtention du diplôme », fait observer l'étude.

New-Delhi contraint de vendre de l'or

L'incertitude politique accroît la crise financière en Inde

La mort brutale de Rajiv Gandhi a accru le climat d'incertitude quant à l'évolution politique de l'Inde. A quelques jours du scrutin parlementaire, les perspectives de stabilité semblent s'éloigner, en même temps que se creuse la crise financière. Pour faire face à ses obligations internationales, New-Delhi est obligé de vendre une partie de son or.

NEW-DELH)

de notre correspondant

S'agissant de leur bas de laine. les Indiens sont comme les Francais : c'est en toute demière extrémité qu'ils se séparent de leur or. Aussi, la décision que vient de prendre le gouvernement de M. Chandra Shekhar de monnayer 20 tonnes d'or sur le marché international n'aura pas pour effet de restaurer la confiance. Elle risque même d'engendrer des réactions de panique et de renforcer le climat d'attentisme qui prévaut dans les institutions financières et les pays

En confirmant, mercredi 5 juin, que cette mesure rapportait envi-ron 200 millions de dollars au Trésor, les autorités indiennes se sont empressées de préciser qu'il s'agissait intégralement d'or confisqué (contrebande), ce qui signifie que les stocks de la Banque centrale (estimés par le Fonds monétaire à environ 320 tonnes), n'ont pas été écornés, et que la richesse nationale demeure intacte. En outre, cette vente s'effectue avec une option de rachat au même

Ces explications ne convainquent guère : comme tout porte à croire que l'Inde ne se dirige pas vers une amélioration de sa situation économique, la perspective de rachat paraît aléatoire. En se résignant à cette extrémité, New-Delhi confirme l'aspect gravissime de la crise de sa balance des paiements.

La dernière fois que l'Inde a eu recours à un tel expédient c'était en 1977, soit à la fin de l'état d'urgence proclamé deux ans avant par Indira Gandhi.

La conséquence immédiate de cette décision sera bel et bien de réduire les réserves globales d'or, puisque, depuis le le octobre 1990, l'Inde a cessé d'acheter de l'or sur le marché international, une nécessité qui répondait aux besoins de l'industrie – fortement exportatrice de la joaillerie. Celle-ci doit désormais se contenter des réserves d'or saisi (dont le volume serait d'environ 75 tonnes, selon le Times of India).

Cette vente manifeste a contrario le souci extrême de l'Inde de respecter sa «signature» internationale, c'est-à-dire ses engagements financiers (paiement du service de la dette notamment), une attitude jusque-là jamais prise en défaut. Enfin, sur le plan intérieur, la décision du gouvernement inté-rimaire (démissionnaire depuis le 6 mars dernier mais «prolonge» jusqu'aux élections), a ouvert une nouvelle polémique : le parti du Congrès I de feu Rajiv Gandhi, ainsi que le Janata Dal de M. V. P. Singh, ont critiqué un excès de pouvoir de la part d'un gouvernement dont le rôle, esti-ment-ils, devrait se limiter à expédier les affaires courantes, ainsi que l'opportunité «technique» de la vente d'or pour tenter de combler partiellement le manque cru-cial de devises.

3 milliards de dollars pour faire face

Plus significatif peut-être, cette vente de métal précieux sanc-tionne l'échec de l'appel «urgent» à l'aide internationale lancé par le a l'aide internationale lance par le gouvernement, en mars dernier (le Monde du 30 mars), pour tenter de redresser la situation critique de la balance des paiements. Le moins que l'on puisse dire est que les institutions financières et les pays donneurs ne se sont pas bousculés au chevet de l'économie indienne. La raison en est simple l'Inde vit depuis un an et demi une crise politique à répétition qui a pour effet de provoquer une croissance économique anémiée. Or, les bailleurs de fonds, comme tous les prêteurs, ont besoin de la confiance pour s'engager. Chacun attendait donc le résultat des élections parlementaires.

L'assassinat de Rajiv Gandhi, le 21 mai, que l'on pouvait raisonna-blement considérer comme le futur premier ministre de l'Inde et peutêtre le garant d'un retour vers une certaine stabilité (tel était le prin-cipal slogan électoral du parti du Congrès I), remet tout en question : l'ancien premier ministre était considéré comme le champion de la politique de libéralisation économique, credo du FMI. Ce regain d'incertitude, dû à la

ce regain d'incertitude, du a la sein du Congrès (le nouveau président, M. Narasimha Rao, n'avait pas, jusqu'à présent, d'envergure nationale), et au report du scrutin, accroît d'autant les craintes sur la districte financière Au mient le situation financière. Au mieux, le nouveau gouvernement ne pourra pas être nommé avant la troisième pas erte hombe apparation passent de juin, et le ministre des finances ne pourra guère présenter le budget (seul un budget provisoire à été voté en mars) avant la fin juillet.

Il est clair qu'en échange d'un ballon d'oxygène, les principales

nales attendent du prochain gouvernement qu'il prenne position en faveur d'une continuation, voire d'une accentuation de la politique de libéralisation, et un engagement ferme à réduire le déficit budgétaire à 6,5 % du PNB (contre environ 9 % actuellement).

Tout cela renvoit l'attribution d'un nouveau prêt du FMI au mois de septembre, dans le meil-leur cas. Or, la situation de la balance des paiements est au-delà de l'état critique. A la mi-mai, les réserves de change étaient estimées à environ 25 milliards de roupies, soit un peu plus de trois semaines de financement des importations. Le répit accordé par le prêt de 1,8 milliard de dollars du FMI, en janvier dernier, est d'ores et déjà épuisé, notamment par l'augmenta-tion de la facture pétrolière.

L'appel à l'aide lancé par New-Delhi a recu un écho limité à Tokyo (le Japon s'est engagé pour environ 150 millions de dollars), et auprès de la Banque asiatique de développement (BAD), qui a promis un montant similaire. Ces aides, augmentées des 200 millions de dollars de la vente d'or, doivent permettre de passer l'échéance de la fin juin. Mais le problème structurel demeure : à la rentrée prochaine, il faut à l'Inde un minimum de 2,5 à 3 milliards de dollars pour faire face à ses engagements, et probablement le double jusqu'à la fin de l'exercice. 1991-1992.

Le gouvernement a pris des dispositions draconiennes pour réduire les importations, dont la conséquence est un étranglement progressif de plusieurs secteurs de l'industrie. Il semble que, dans ce domaine, il soit difficile d'aller beaucoup plus loin dans les mesures de restriction d'allocations

Nul ne sait, d'autre part, quelles vont être les réactions - d'ordre psychologique - de la vente d'or : les Indiens non résidents (NRI). dont les dépôts bancaires (environ 200 milliards de roupies) consti-tuent la principale source de réserves en devises du pays, vontils prendre pretexte de la reduction du matelas de réserves de change de la Banque centrale, pour retirer leurs fonds? Reste la bonne volonté des banques commerciales, mais dans une telle période d'incertitude, il est peu probable qu'elles se montrent très réceptives : Standard & Poor's, l'une des principales sociétés de notation américaines, a décidé, le 30 mai (après Moody's, en mars dernier), de rétrograder l'Inde, ce qui signifie que Delhi aura encore plus de difficultés à obtenir des prêts commerciaux, d'autant que le montant de sa dette extérieure plus de 72 milliards de dollars ne cesse de s'accroître.

Ce cycle inéluctable qui tend à déprécier un peu plus la réputa-tion financière de l'Inde est une conséquence directe de la situation politique : sans « leadership », le parti du Congrès I apparaît moins capable aujourd'hui de remporter une majorité. Ce qui signifie un Parlement instable et de facto un gouvernement dont l'autorité réduite rendra difficile la mise en œuvre des réformes structurelles forcement impopulaires - qu'exi-gent le FMI et la Banque mon-diale.

LAURENT ZECCHINI

Sous certaines conditions

M. Pierre Bérégovoy accepte la cession d'Esys à la Générale des eaux

Les dossiers des agriculteurs vic-times de la sécheresse de 1990 vont être enfin instruits et les premiers paiements devraient intervenir d'ici à l'êté. Il aura fallu l'intervention le 5 juin en conseil des ministres du président de la République pour faire avancer les choses. M. Mitter-rand s'était étonné de la lenteur du règlement de ce dossier et avait M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie et des finances, vient de donner son accord au rachat, par la Générale des eaux, d'Esys, une filiale d'Elf spécialisée dans l'exploitation de chaufferies et l'installation de chauffage urbain. Mais Esys (2,16 milliards règlement de ce dossier et avait de chiffres d'affaires) va abandondemandé aux ministres concernés ner une partie de ses filiales, de a mettre un terme à cette grave conformément à la demande exprimée par le Conseil de la concur-rence le 17 juillet 1990. Un point de détail bloquait le dispositif. Le ministère de l'économic et des finances voulait déduire

En effet, les installations gérées par les filiales de la Générale (surtout la Générale de chauffe et Montenay) représentent déjà 33,9 % de ce marché et celles d'Esys 13,5 % - contre 18 % à la Lyonnaise-Dumez. La susion amè-nerait la Générale à 47 % en moyenne mais la proportion « avoisinerait 80 % dans les régions Nord-Pas-de-Calais et Picardie et

60 % dans les régions Centre et Poitou-Charentes ». De plus la Générale est déjà associée à Esys dans treize réseaux de chauffage urbain. Le Conseil de la concurrence a donc demandé que la part de marché détenue par la Générale des eaux après la transaction n'aille pas au-delà de 50 % et que le groupe ne puisse accroître son périmètre là où il détient déjà plus de 50 % à lui seul

La Générale a accepté le principe. Elle va donc, dans les zones concernées, céder des filiales d'Esys de façon à passer à la toise; la liste sera établie avant l'assemblée générale des actionnaires fin juin. Le groupe aura alors deux ans pour réaliser ces

Cegelec rate son entrée dans le nucléaire britannique

Mauvaise nouvelle pour Cegelec, la filiale du groupe français Alcatel-Alsthom (ex-CGE) spécialisée dans les automatismes industriels. Nuclear Electric, le groupe public chargé de l'énergie nucléaire en Angleterre et au reus de Callection. Angleterre et au pays de Galles, a finalement choisi le système d'automatisation présenté par l'américain Westinghouse pour sa centrale de Sizeweil B (est de

Nuclear Electric, qui avait d'abord opté pour le système P20 défendu par le groupe français, a justifié son revirement par des contraintes de budget et de temps. « Bien qu'attrayant techniquement, il était devenu évident que le système P20 ne pourrait répondre aux exigences rigoureuses de notre pro-gramme en matière de calendrier en raison du travail de mise au point à réaliser », ont expliqué ses dirigeants. Cegelec fournira quand même des équipements pour la salle de contrôle de Sizewell B, qui GUY HERZLICH | doit entrer en service en 1994.

· 有性的 中央 12 · 1

建筑 43年2 145 44

the wife in the part of

The second of the second

the transfer of a free-aftering

المستحديد المارية

Service Control of the Control of th

90

Encalminée

La reprise a INDICE CAC 40 momentanément fait long feu et les comptes de la boursière de juin, pourtant placée

sous de meilleurs auspices, du noir sont lentement repassés au

Pour une fois le démarrage avait été prometteur et, sur sa lancée, le marché avait lundi ajouté un gain de 0,21 % à son dernier score. Mais, par les temps qui courent, cinq séances consécutives de hausse ne pouvaient rester longtemps sans appeier une réaction technique, surtout avec un indice au plus haut de l'année. Mardi, des ventes bénéficiaires se produisirent donc. Pour partie absorbées, elles n'en pesèrent pas moins sur les cours. A la ciôture, les valeurs françaises s'étaient dépréciées de 0,77 %. Le lendemain, elles reprirent néanmoins du poil de la bête (+ 0,63 %). Mais le cœur n'y était pas vraiment et jeudi, après une hausse initiale de 0,6 %, la tendance se remit au flottement (+ 0,05 %).

Vendredi, l'indice CAC 40 vira derechef au rouge (- 0,61 %), tant et si bien que la maigre avance acquise d'une semaine à l'autre fondit. Avant que les portes du palais Brongniart ne se fermassent pour le week-end, le bilan boursier pour la semaine était même légèrement négatif (- 0,49 %). Après avoir été en

700

717

362 568 139

100,04 -125,70 -101,40 -100,75 -

7-6-91

090 466,20 354 + 123,40 +

47,45 -600 -191,50 -

133,60 + 594 + 444 +

7-6-91

465 281,90

385 470

519

191,50 497,50 326 1 320

100,03 + 0,03 103,10 + 0,80 4070 + 79,30 99,70 - 0,05

27

11,80 18 6

0,01 0,20 0,35 0,15

Diff,

42

20,20 9 50 0,10 50 1,25 5

15 2,20 + 10 + P

+ 0,10 + 24

Diff.

+ Ī,90

+ 12 - 28

5,60

- 2 + 10

Banques, assurances,

CFF (1)...

Eurafrance

Hénin (La).

Midland Bank

Suez (C* fin.). UAP

PME 10.6 % 1976.

(1) Coupon de 124,30 F.

Valeurs diverses

8,80 % 1977.... 10 % 1978.....

9.80 % 1978 ...

CNI 5 000 F

Club Méditer

Groupe Cité.

(1) Coupon de 15 F. (2) Coupon de 13 F. (3) Coupon de 46 F.

Métallurgie,

Dassault-Aviation

Fives-Lille

Peugeot SAGEM

(i) Coupon de 36 F.(2) Coupon de 12 F.

Valeurs à revenu fixe

UCB (I)

CFI

« plein cirage » huit jours auparadiffus que l'activité pourrait s'améliorer en France, les investisseurs ont été sérieusement repris par le doute. Pourtant, les demiers bulletins

d'information les avaient plutôt

rassurés. Les nouvelles en pro-

venance des Etats-Unis contenaient déjà de quoi faire renaître un certain optimisme. Les uns après les autres, les grands indicateurs américains se remettent à la hausse. Le dernier mais non le moindre, celui calculé par la National Association of Purchasing Management, très apprécié pour sa qualité, s'est à son tour redressé. Certes, il reste en decè de la cote 50 supposée délimiter le début de la zone figurant le vrai retour à l'expansion. Mais sa hausse de 3,3 points à 45,4 est la première enregistrée depuis sept mois. Bref, lentement mais sûrement, l'économie semble vouloir redémarrer outre-Atlantique. De là à transposer, il n'y a qu'un pas. L'OCDE l'a allègrement franchi, M. Jean-Claude Paye, secrétaire général de l'organisme, prévoit une nette reprise de l'expansion mondiale au cours du second semestre de cette année. Mieux: «La crois-sance des pays de la zone dépassera 3 % en 1992, et d'ici à la moitié de l'année prochaine tous les pays seront sortis de la

Que souhaiter de plus pour être heureux? D'autant que, pour la première fois depuis deux ans, le « big boss » d'un grand groupe

7-6-91

530

129,40 + 176 -

7-6-91 Diff.

194,40 + 4,90 412 + 29,30 74,70 + 6,70 135,60 - 1,45 20,55 + 6,45 20,55 + 0,78 36,50 + 3,50 24 + 1,95 50,25 + 2,25 229 + 16,50

Diff

35 13

21

789 + 7 394,50 + 12,6 465,20 - 19,80 253,50 + 7,50

Diff.

37,95 1,20 1,50

Produits chimiques

Imp. Chemical Norsk Hydro

Amgold (1) Buf. Gold M..

nt-Helena

Ciments français ...
GTM ______

Immob. Phénix .
J. Lefebyre.
Lafarge Coppée ...
Poliet

SGE-SB.

Premier.

+ haut

Dernier.

RM Comptant

Générai

(I) Coupon de 6,80 F.

Bâtiment, travaux publics

1 145

603 339 431

Nombre de contrats: 103 446

Juin 91

105.32

105,36

105,08

105.26

105,24

3 744 669

1 017 952

3-6-91

Drief. Cop

(1) Coupon de 33,05 F.

Mines d'or, diamants

porte lequei puisqu'il s'agit de Du Pont de Nemours (E.-U.), commence à se montrer modérément optimiste. M. Edgard Woolard nous a ainsi déclaré : «La récession est presque terminée mais le redressement sera lent. » Inédit quand on sait que, jusqu'ici, tous les patrons de la grande chimie mondiale avaient des idées

Méfiance

noires comme de l'encre.

Alors pourquoi ce retour à une certaine méfiance sous les lambris? La raison essentielle en est que les boursiers ne tiennent jamais pour acquis ce qui n'est encore qu'un processus fragile en développement. L'avertissement lancé par M. Michael Boskin, chef des conseillers économiques de la Maison Blanche, a été entendu. ell est trop tôt pour enterrer la récession », a-t-il déclaré en substance. Et d'ajouter : «Le chômage ne baissera pas avant la fin de l'année. » Comme pour donner un écho à ces propos, l'administration américaine publiait vendredi les derniers chiffres, à combien attendus, sur l'emploi en mai, avec, certes, la création de 59 000 postes, témoins de l'amélioration économique, mais aussi un taux de chômage de 6,9 % (contre 6,6 % pour avril) encore plus aggravé que ne l'escomptaient les conjoncturistes. Méfiance donc, même si la résis-

tance de Wall Street signe un

7-6-91

593

256 2 688

810 810

7-6-91

740 324 98

Diff.

- 4 - 25 + 7,80 + 11 - 15

Diff.

+ 30 + 12,20 + 0,20 - 0,40

Diff.

+ 177

297 + 177 + 11 930 + 8 389 - 7,10 730 - 26 inch. 648 + 10 670 + 70 29,20 + 6,20

Mars 92

-

7-6-91

469 + 25 148,50 - 4 614 - 4 373,20 + 21,70

Matériel électrique

Lyon. des eaux Matra..... Merlin-Geria...

ITT..

og-CSF...

Mines, caoutchouc

Filatures, textiles

Gal. Lafayette. Nouv. Galerie... Printenne

ÉCHÉANCES

Déc. 91

105.54

105,34

105,14

2 941 374

192 090

120.9

6-6-91

MATIF

Sept. 91

105,40

105,44

105,16

105,32

105,32

LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en milliers de francs)

3-6-91 4-6-91

INDICES QUOTIDIENS (INSEE base 100, 28 décembre 1990)

INDICES CAC (du lundi au vendredi)

(base 100, 31 décembre 1981)

492,3 | 492,2 | 491,6 | 491,6

(base 1 000, 31 décembre 1987)

2 197 276

5 917 992

13 796 126 | 13 540 695 | 8 287 752 | 9 937 189 | 9 895 899

5-6-91

1 865,66 | 1 851,29 | 1 862,92 | 1 863,92 | 1 852,51

172 484

3 199 953

10 104 268

4-6-91

236 474

Notionnel 10 %. - Cotation en pourcentage du 7 juin 1991

certain retour à la confiance. Méfiance encore au vu de la nouvelle chute assez inattendue des immatriculations de voitures en France le mois dernier (- 20,7 %).

Méfiance toujours à l'égard

des mesures, qualifiées

d' « expédients » sous les lambris, que M- Edith Cresson, nouveau premier ministre, s'apprête à prendre pour, dit-on, colmater les brèches et non pas résoudre les problèmes». La perspective d'un nouvel alourdissement des prélèvements sociaux, qui pourrait être décidé pour boucher le trou de la Sécurité sociale, crée de sérieux remous. « La croissance n'est pas encore revenue qu'on va déjà en grignoter quelques dixièmes de point», entendait-on vendredi. Tout cela sans parler de l'impression désagréable créée par le mécontentement social et les grèves et puis, il faut bien le dire, de la cruelle déception causée par l'anéantissement de tout espoir d'une baisse rapide des taux d'intérêt.

Trop d'hypothèques grèvent encore le capital d'optimisme péniblement reconstitué Rue Vivienne, pour permettre au marché de vraiment décoller. Pour reprendre l'expression récemment employée par M. François Perigot, le patron des patrons, la Bourse, à l'image de l'économie, est encalminée.

<u>Pétroles</u>

ELF-Aquit

Royal Dutch

(i) Coupon de 21 F.

ANDRÉ DESSOT

7-6-91 Diff.

348,60 -930 -

Valeurs

Ciments françai Dev. Pas Calais

Nordon & C.

Azz (ez-Midi)...

Strafor Facom.

Nore de Val. en

cap. (F)

769 862 206

622 863 001 620 990 067

590 549 452 500 868 801

435 393 995 395 064 516

5.8 Thomson-CSF.... 5.5 Rémy et Assoc.... 5.1 Schneider.....

VALEURS LE PLUS ACTIVEMENT

TRAITÉES AU RM (*)

titres

471 053 893 212

BSN 471 053 435 393 995
Saint-Gobain 893 212 395 064 516
Michelin B 337 964 344 298 858
UAP 577 234 333 710 166
Laf. Coppée 777 932 320 997 404
Total (F. pétr.) 351 664 282 114 510
Paribas Act. A 578 762 273 850 153
Accor 348 562 272 960 375

(°) Du vendredî 31 mai 1991 an jendî 6 juin. 1991 inclus.

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

Tice de 20 dollars

10 dollars 5 dollars

Cours 31-5-91

610

1 010

LVMH 297 639 1 264 684 124 Alcatel Alsth... 1 268 917 769 862 206

LES PLUS FORTES VARIATIONS

DE COURS HEBDOMADAIRES

+ 25.4 | SAT_

128 MMB____ 8.3 De Dietrick

NEW-YORK

Prises de bénéfice

Après six séances de hausse consécu-tives qui ont hissés l'indice Dow Jones à 3 035 points - un nouveau record, 200 points de plus d'un coup, – il était

Street soufflat un pen Aussi les opérateurs n'ont-ils guère été étonnés par le retrait constaté au cours des deux dernières séances, lesquelles ont ramené à 2 976,74 points l'indicateur numéro un du marché new-yor-kais, en baisse de 1,7 % sur le

Pour sa dernière séance, le marché n'a guère réagi à l'annonce d'une augmentation du taux de chômage au mois de mai, lequel, à 6,9 % de la population, se situe à son niveau le plus élevé depuis quatre ans et demi. La raison en est que les observateurs ont cru déceler un indice significatif dans les statistiques sur l'emploi qui, parallèlement, faiszient apparaître une augmentation de 59 000 créations de postes, contrastant avec la perte de 180 000 emplois constatée en avril. De nombreux analystes voient là un élément positif dans le sens d'une prochaine sortie

Mais, indépendamment de ces indications macro-économiqu cote et les milieux financiers ont été en émoi en fin de semaine après l'annonce par Time Warner, le grand groupe de communica-tions et de loisirs, d'une émission d'actions en numéraire (entre 2,1 et 3,5 milliards de dollars, afin

d'alléger sa dette bancaire de 11 milliards) qui a fortement déprimé le titre en Bourse. Jeudi, l'action Time Warner avait brusquement perdu 10 % de sa valeur en une seule séance, à 99,50 dollars, avant de régresser de nouveau le lendemain, à 94 5/8 en clôture, en repli de 4 7/8. Cet accès de mauvaise humeur s'explique par le jugement porté par les spécialistes sur une opération qui, seion eux, contribuera à diluer le capital de la société en pénalisant fortement les actionnaires qui voudraient conserver leur capital et, pour cela, ne pas souscrire à un prix trop élevé à des actions nouvelles. Indice Dow Jones du 7 juin : 2976,74 (contre 3027,50).

De notre correspondant SERGE MARTI

Cours Cours Alcoa Alcoa T1 1/8 68 3/4 ATT 37 1/8 36 3/8 Boeing 49 47 7/8 Chase Man. Bank 19 1/8 20 3/4 46 5/8 Eastman Kodak 47 1/4 46 5/8 Eastman Kodak 42 3/8 42 7/8 Exxon 58 3/8 57 1/2 Ford 36 1/4 35 1/8 General Electric 77 1/4 74 1/8 General Electric 43 1/8 41 5/8 Goodyear 166 1/4 102 TTT 60 7/8 61 3/8 Mobil Oil 65 3/8 65 1/8 Fizer 58 5/8 57 1/8 Condition 64 5/8 64 7/8 Ual. Corp. (ex-Alegin) 152 1/4 154 5/8 Union Carbide 20 3/8 Westinghouse 29 1/2 29 3/8 Xerox Corp. 58 3/8 53 5/8			
ATT			
Boeing			
Chase Man. Bank 19 1/8 20 3/4			
Eastman Kodak			
Exxon			
Ford 36 1/4 35 1/8 General Electric 77 1/4 74 1/8 General Motors 43 1/8 41 5/8 Goodyear 26 3/8 33 1/4 18M 106 1/4 102 ITT 60 7/8 61 3/8 Mobil Oil 65 3/8 65 1/8 Pfizer 58 5/8 57 1/8 Schlumberger 62 7/8 60 3/4 Texaco 64 5/8 64 7/8 UAL Corp. (cx-Allegis) 152 1/4 Union Carbide 28 Westinghouse 29 1/2 29 3/4			
General Electric 77 1/4 74 1/8 General Motors 43 1/8 41 5/8 45 5/8 33 1/4 18M 106 1/4 102 1TT 60 7/8 61 3/8 65 1/8 9fizer 58 5/8 57 1/8 55 1/8 57 1/8 65 3/8 65 1/8 67 7/8 64 5/8 64 7/8 154 5/8 20 3/8 65 1/8 65 3/8 65 1/8 65 3/8 65 1/8 65 3/8 65 1/8 65 3/8 65 1/8 65 3/8 65 1/8 65 3/8			
Goodyear. 26 3/8 33 1/4 IBM 106 1/4 102 ITT 60 7/8 61 3/8 Mobil Oil 65 3/8 65 1/8 Pfizzer 58 5/8 57 1/8 Schlumberger 62 7/8 60 3/4 Texaco 64 5/8 64 7/8 UAL Corp. (ex-Allegin) 152 1/4 154 5/8 Union Carbide 20 3/8 Westinghouse 29 1/2 29 3/8			
IBM 106 1/4 102 ITT 60 7/8 61 3/8 Mobil Oil 65 3/8 65 1/8 Pfizer 58 5/8 57 1/8 Schlumberger 62 7/8 60 3/4 Texaco 64 5/8 64 7/8 UAL Corp. (cx-Allegis) 152 1/4 154 5/8 Union Carbide 20 3/8 Westinghouse 29 1/2 29 3/4			
TTT			
Mobil Oil			
Schlumberger 62 7/8 60 3/4 Texaco 64 5/8 64 7/8 UAL Corp. (cs-Allegis) 152 1/4 154 5/8 Union Carbide 28 20 3/8 Westinghouse 29 1/2 29 3/4			
Texaco 64 5/8 64 7/8 UAL Corp. (ex-Allegis) 152 1/4 154 5/8 20 3/8 Westinghouse 29 1/2 29 3/4			
UAL Corp. (ex-Allegis). 152 1/4 154 5/8 Union Carbide 26 20 3/8 Westinghouse 29 1/2 29 3/4			
Union Carbide 28 20 3/8 Westinghouse 29 1/2 29 3/4			
Xerox Corp			
	Xerox Corp	58 3/8	53 5/8

TOKYO

Quatre de chute

125,20 - 1,80 374,10 + 5,50 660 inch 443 + 18 385 + 4

même sérieusement alourdie puisque les divers indices ont fléchi de 2,9 %. Au total, depuis la mi-mai, la grande Bourse nippone a baissé de 7 %.

elle n'a répondu aux incitations encourageantes de Wall Street. Le marché, il est vrai, a surtout été victime d'une poignée d'arbitragistes nippons et étrangers – la « bande des douze » comme les professionnels l'appelèrent - qui dénouèrent leurs positions après que le contrat à terme juin sur indice Nikkei fut tombé lundi au-

dessous de l'indice au comptant. Leurs ventes pesèrent d'autant

plus sur la tendance que, faute de

Pour la quatrième tout élément directeur, l'activité ne semaine consécu- cessa de diminuer. Même à la tive, la tendance veille du week-end, le frémisses'est alourdie ces ment de reprise favorisé par le derniers jours au facteur technique (+ 0,2 %) ne des transactions. Au contraire, puisque les échanges portèrent sur à peine plus de 200 millions de titres. Une misère! Malgré leur flegme, les professionnels japonais s'exaspèrent.

Indices du 7 juin : Nikkei, 25 035,11 (c. 25 789,14); Topix, 1 922,49 (c. 1 964,77).

	Cours 31 mai	Cours 7 juin
Akai Bridgestone Canon Fuji Bank Honda Motors Matsushita Electric Mitsubishi Heavy Sony Corp. Toyota Motors	1 160 1 060 1 510 2 800 1 350 1 680 748 6 300 1 800	1 150 1 080 1 510 2 700 1 430 1 680 720 6 100 1 809

LONDRES

Soutenu + '0,27 %

Pour la cinquième fois consécutive, le London Stock Exchange a monté cette semaine. Mais le mouvement s'est très fortement ralenti (+0.27%)

Le marché britannique a été essentiellement soutenu par l'intérêt persistant des investisseurs pour les valeurs chimiques et pharmaceutiques, en liaison avec la possibilité d'une OPA du groupe Hanson sur ICI, fleuron de l'industrie britannique, et avec les runeurs qui ont circulé sur une alliance stratégique dans la phar-macie entre ce géant et Wellcome. Glaxo a été très entouré aussi avec le lancement de son nouvel antimigraineux.

Ailleurs, l'aggravation de la récession, avec la chute des ventes de voitures en mai, a déprimé la

Indices «FT» du 7 juin: 100 valeurs, 2 506,3 (c. 2 499,5); 30 valeurs, 1 955,2 (c. 1 968,8); mines d'or, 195,4 (c. 177); fonds d'Eist. 83,68 (c. 84,18)

d Elat, 83,08 (c. 84,18).				
	Cours 31 mai	Cours 7 juin		
Bowater BP Charter Contraulds De Beart Glaxo GUS ICT Renters Shell Unilever Victers	5,94 3,31 4,58 4,02 13,56 11,75 15 12,94 8,43 5,10 7,70 2,05	6 3,37 4,50 3,90 13,56 12,35 15,10 13. 8,20 5,13 7,57 2,03		

FRANCFORT **Encore plus hant** + 0,32 %

Après s'être accordé une courte pause pour consolider ses positions, le marché allemand a repris son ascension parvenant à regagner, et même au-delà, le terrain perdu pour culminer derechef au plus haut de l'année avec un gain de 0,32 %.

Une vague d'achats d'origine étrangère a déferlé en Bourse après que plusieurs études optimistes eurent été publiées sur la rapidité du redressement de l'ancienne Sur les huit places allemandes,

le volume global des transactions s'est élevé à 41,73 milliards de DM (contre 44,30 milliards la semaine précédente). Le secteur de la distribution a

été très entouré, de même que la sidérurgie. En revanche, l'industrie chimique a été passablement déprimée. Alourdissement du mar--ché obligataire.

Indices du 7 juin : DAX, 1 709,64 (c. 1 704,11); Commerz-bank, 2 025,80 (c. 2 035,20).

Bayer 292,58 293,1 Commerzbank 267,98 262,9 Desischebank 678,50 683,5 Hoechss 275,30 253		Cours 31 mai	Cours 7 juin
Mannesman 279 283,8 Siemens 645 660,5	SASF Sayer Commerchank Deutschehnk Inechsi Karstadt Mannesman Jiemens	259 292,88 267,98 678,50 275,30 644,50 279	255,50 293,10 262,90 683,50

. 954 2956

ANHODE DE BEARRON : pludet qu comme nternational

Au-delà du cadre de l'euromarché

Le marché international des capitaux tend à déborder largement le cadre dans lequel s'inscrivent les euro-émissions. Cette évobation est particulièrement visible pour les titres libellés en deutsche-marks. Les autorités allemandes ont pris soin, ces dernières années, de dégager leur marché obligataire national de toute une série de contraintes administratives qui entravaient son développement. Cela a favorisé outre-Rhin une éclosion d'opérations réalisées, certes, pour le compte de débiteurs locaux, mais qui, partant, ont un caractère international indéniable car leur placement se fait en grande partie en dehors des fron-tières du pays. Pour y parvenir, les débiteurs, notamment les collectivités locales, n'hésitent pas à faire appel à des banques étrangères. Dans la conjoncture présente, les pouvoirs publics ne penvent que se féliciter de leur libéralisme en matière financière, qui leur permet de répondre au mieux aux gigan-tesques besoins de fonds provo-qués par la réunification des deux

in the state of

.

12° (II)

the entire.

En France, un mouvement com-parable est en train de se dessiner. Longtemps, sauf les fonds d'État, les obligations lancées sur le mar-ché national étaient pratiquement destinées à trouver preneur sur place. Depuis quelque temps, les grands établissements publics dont l'endettement est lourd se soucient beaucoup de répartir le plus large-ment possible leurs obligations libellées en francs. Naguère, la meilleure facon d'atteindre cet objectif était d'émettre des titres en eurofrancs. La souplesse de l'enromarché, qui, normalement, par définition, échappe aux contraintes des réglementations nationales, facilite le placement des titres auprès des investisseurs internationaux. Cette solution reste, bien sûr, tout à fait appro-priée. Mais elle a l'inconvénient de conduire à un morcellement de la dette. Cela peut rendre les titres moins aisément négociables que s'ils faisaient partie de très grands ensembles. Or, la négociabilité est un élément décisif pour les inves-

Electricité de France va émettre

prochainement un emprunt dont le montant pourra aller jusqu'à trois milliards de francs. D'un point de vue technique, la transaction fera partie du marché national et non pas de l'euromarché. Elle sera destinée à se fondre dans une des quatre grandes lignes obligataires d'EDF, probablement celle dont le pour la première fois, pour une opération de ce genre, les tirres seront distribués simultanément en France et dans d'autres pays par l'intermédiaire d'un groupe de banques internationales, françaises et étrangères. La qualité de la dette et l'aspect mondial de l'emprunt en feront certainement l'une des transactions les plus en vue de vraisemblable que son exemple sera suivi par d'autres établissements de tout premier plan.

donne l'exemple

Ce nouvel emprunt d'EDF traduit, à l'évidence, le souci des autorités d'alléger la réglementa-tion du marché national des emprunts en francs. On vient d'ailleurs d'avoir une autre preuve de cette attitude libérale qui a fait que ces derniers jours, pour la pre-mière fois, une banque étrangère établie en France a placé à l'étran-ger une partie importante d'une operation de titrisation pourtant lancée sur le marché intérieur. Nomura France, la filiale parisons de titres japonaises, était, avec le Crédit lyonnais, placée à la tête d'une tranche de 223 millions de francs des fonds communs de créances établis sur la base de prêts consentis à des collectivités locales. Ce fonds, appelé Région de France numéro deux, est monté par la Caisse autonome de refinan-

li reste que l'euromarché conserve encore de nombreux avantages sur le marché national des titres en francs, notamment pour ce qui est de la durée des

émettre des titres de moins de sept ans, ce qui n'est pas encore permis sur le marché interne. Cela fait que les euro-emprunts de courte et moyenne durée pour le compte de débiteurs français se multiplient sur l'euromarché. Depuis le début du mois, trois euro-emprunts de quatre ans cha-cun ont vu le jour. Il s'agit dans montant nominal de 500 millions de francs dont les intérêts seroni versés à l'échéance en même temps que le remboursement du principal. Le marché de l'eurofranc n'avait jamais auparavant La première a été lancée par l'intermédiaire de JP Morgan et Cie pour le compte du Crédit national,

la seconde, par le Crédit Lyonnais pour lui-même, et la troisième,

obligations. Il est possible d'y

dirigée de nouveau par JP Morgan, a pour bénéficiaire la Compagnie bancaire. Une quatrième émission en eurofrancs d'un type nouveau vient d'être mise en circulation par le Crédit local de France. Placé sous la conduite de la Société générale et de la Banque nationale de Paris, cet emprunt, d'une durée de huit ans, permet aux investissseurs de profiter de l'évolution de la Bourse de Paris. Le remboursement de la mise initiale à l'échéance est assuré et l'investisseur pourra en outre compter au minimum sur un revenu de 4,5 %. Ce revenu pourra s'accroître en fonction d'une hausse de la Bourse telle que la

reflète l'indice CAC 40. Parmi les autres euro-émissions de débiteurs français qui ont vu le jour en juin, la Société générale et Crédit commercial de France ont confié à la maison américaine Goldman Sachs International le soin de monter pour eux des emprunts en dollars canadiens. La Caisse nationale des autoroutes s'est présentée sur le marché de l'écu pour y lever 300 millions pour une durée de neuf ans par l'intermédiaire du Crédit commer-

CHRISTOPHE VETTER

DEVISES ET OR

Le dollar en pleine ascension

Les opérateurs sur les marchés des changes et les milieux financiers internationaux en sont certains : la hausse du dollar va continuer pour toutes sortes de raisons, la première étant que les opérateurs en question en sont

C'est ce qui ressort des propos tenus cette semaine à Madrid, lors du 23 congrès de l'Association cambiste internationale, plus connue sous le nom de FOREX. Pour les six cent cinquante spécia-listes rassemblés dans la capitale espagnole, le marché va tenir moins compte des écarts de taux d'intérêt que de la situation des economies. Cela veut dire que toute bonne nouvelle en provenance des Etats-Unis va immédiatement doper les cours de la devise américaine. C'est ce qui s'est passé vendredi 7 mai en début d'après-midi, lorsque les chiffres du chômage aux Etats-Unis pour le mois de mai apparu-rent sur les écrans des terminaux dans le monde entier, à la même seconde : certes, le taux de chômage remontait de 6,6 % à 6,9 % de la population active, ce qui était négatif, mais il était annoncé la création de 59 000 emplois non agricoles, pour la pre-mière fois depuis juin 1990, contre une diminution de 89 000 pronostiquée par les experts. Surtout, les statistiques ont fait état de la création de 12 000 emplois industriels, pour la première fois depuis, non plus juin, mais février 1990.

«Avant ces chiffres, disent les experts, nous avions plusieurs élé-ments qui laissaient présager une fin de la récession : nous en avons maintenant la confirmation. Cette confirmation s'appuie, en outre, sur la hausse de la durée moyenne du travail hebdomadaire et sur celle des heures supplémentaires qui tra-duisent une utilisation plus inten-sive des effectifs existants, prélude classique à une reprise. Quant à l'augmentation du taux de chômage, elle ne reflète pas vrai-ment la situation globalement positive du marché de l'emploi.»

Les chiffres favorables expli-

quent sans doute l'optimisme du sident de la Réserve fédérale des Etats-Unis, M. Alan Greenspan, qui, mardi dernier, à la conférence monétaire d'Osaka, affirmait que les derniers indicateurs économiques laissaient entrevoir une reprise plus forte que prévu, avec une inflation moins forte. Sans doute, le secrétaire au Trésor, M. Nicholas Brady, a émis le souhait de voir les taux d'intérêt américains baisser encore davantage. Mais les « bons » indices de mai sont susceptibles d'inciter les autorités monétaires

américaines à ne rien faire en ce

du FOREX, M. Manuel Johnson, ancien vice-président de la Réserve fédérale, a déclaré qu'il «ne s'attendait pas à de nouvelles et fortes pressions sur la FED dans un proche avenir, l'administration [c'est-à-dire le gouvernement américain] commençant peut-être à se rendre compte qu'elle avait eu tort d'exercer de telles pressions». En tout cas, les réactions des marchés des changes ont été immédiates : le dollar a bondi de 1,75 DM, à 1,78 DM et de 5,92 francs à 6 francs, rejoignant presque ses cours de la fin avril 1991 (1,7840 DM et 6,0150 francs).

Comme chaque vague recouvre et dépasse la précédente à marée montante, il est probable que la hausse du dollar va continuer, en route vers le 1,85 DM (6,25 francs) d'ici la fin de l'année, selon les gens du FOREX et probablement bien avant si on tient compte de l'effet «boule de neige» des anticipations spécula-tives et des emballements chers à ces mêmes gens du FOREX.

A Paris, le raffermissement du franc vis-à-vis du mark s'est poursuivi, le cours de la devise alle-mande revenant de 3,39 francs à 3,3850 francs environ. Quant à la peseta, elle continue à caracoler aux environs de son cours plafond au sein du système monétaire européen, véritable défi à la pesan-teur. Annonçant, la semaine dernière, que la hausse des prix avait

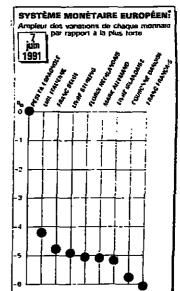
atteint 6.8 % sur douze mois à la fin mai, contre 6,7 % à la fin avril, M. Carlon Ciampi, gouver-neur de la Banque d'Italie et véritable conscience de la communauté financière, s'est montré peu optimiste sur la possibilité de voir se rétrécir l'écart d'inflation avec la France et l'Allemagne,

Il a noté que les charges salariales augmentent plus rapidement en Italie que dans les pays voisins, 2 à 3 points de plus, ce qui affectera un pen plus la compétitivité des entreprises de la péninsule,

Relevous que, selon le directeur des études de la BNP, portant sur la comparaison des pouvoirs d'achat des différentes devises, la lire italienne est surévaluée d'environ 10 % par rapport au mark et au franc. Cela ne l'empèche pas de se trouver en tête du système monétaire européen, derrière la peseta, qui est, rappelons-le, sur-évaluée de 15 % à 20 % par rapport aux devises française et allemande. Dans les deux cas, ce sont les taux d'intérêt élevés, en valeur absolue, pratiqués en Italie et en Espagne, qui font la différence. Autrement dit, les monnaies des pays les moins «vertueux» ont le pas sur celles des pays « sages », le niveau des taux d'intérêt respectifs comptant bien davantage que les données fondamentales comme le déficit budgétaire et le rythme

On s'aperçoit, à ce sujet, que les limites de fonctionnement du sys-tème monétaire européen sont touchées, les effets pervers commençant à l'emporter sur les effets bénéfiques. Tout cela est de très mauvais augure pour l'instauration d'une monnaie européenne et on finit par comprendre les réticences

FRANÇOIS RENARD



MATIÈRES PREMIÈRES

La hausse peu convaincante de l'argent

bonheur des investisseurs et, pentêtre, des spéculateurs. Les prix du métal se sont sensiblement raffermis la semaine passée, à 4,4 dollars l'once, retrouvant leurs meilleurs niveaux de la mi-janvier. Après un mois de mars catastrophique, qui avait vu les prix tomber à 3,5 dollars l'once (du jamais vu, en monnaie constante, depuis le début des années 60), le métal précieux a retrouvé le chemin de la hausse, sans pourtant qu'aucun événement jugé «haussier» ne soit intervenu. Le mouvement s'est accéléré le 5 juin avec la publication des prévisions du Silver Institute, un organisme de Washington qui défend le point de vue des seuls producteurs. D'après ses experts, l'offre d'argent devrait en 1991, pour la seconde année

PRODUITS	COURS DU 7-6
Cuivee h. g. (Londers)	1 323 (+ 40)
Trois mois	Livreshonne
Aleminium (Lendres)	1 263 (- 13)
Trois mois	Dollars/tonne
Nickel (Londrs)	8 160 (- 28)
Tross moss	Dellars/tonne
Secre (Pais)	295 (+ 9,50) Dellars/tonne
Cefe (Londos)	545 (+ 1)
Juillet	Livreshoone
Cacas (New York) Judiet	982 (- 48) Dollars/tonne
Blé (Chiago)	296 (+ 9)
Juillet	Cents/boissean
Male (Chap)	245,75 (+ 0,75)
Juillet	Cents/boissezu
Soja (Chrago)	175,30 (+ 2,60)
Junitet	Dollars/t. courte
	indique

Le chillre entre parenthèses indique la variation d'une semaine sur l'autre.

rapport à la demande. La production minière et le recyclage pour-raient se situer à 32 millions d'onces en decà des besoins atten-dus. En 1990, le déficit avait porté sur 24,2 millions d'onces. Cette année, l'offre mondiale devrait progresser de 0,9 % pour se situer à 505 millions d'onces, face à une consommation de l'ordre de 537 millions d'onces.

Les récents propos du président de la réserve fédérale américaine, M. Alan Greenspan, sur une pro-chaine forte reprise économique aux Etats-Unis, ont aussi conforté les opérateurs qui voient s'enfuir avec soulagement les dernières craintes liées à la guerre du Golfe. A l'époque, le tourisme internatio-A l'epoque, le tourisme international s'était effondré et, du même coup, la consommation de pellicules photographiques, qui représentent la moitié des usages d'argent-métal (incorporé dans les surfaces sensibles). Il semble aussi qu'une demande accrue se soit manifestée récemment de la part de l'Inde et des joailliers italiens. Autant d'indices qui font espérer aux professionnels une remontée des cours autour de 4,5 dollars Ponce pendant le second semestre.

La remontée du cuivre

Mais de l'avis d'opérateurs français, le Silver Institute est enclin à prendre ses désirs pour des réali-tés. Les entrepôts du Comex, le grand marché new-yorkais (dont les prix rellètent à 99 % des opéra-tions de papier) regorgent de métal (environ 9 000 tonnes). De quoi satisfaire la consommation mondiale pendant six mois... Certes, pinsieurs grands producteurs, comme le Mexique, ont annoncé en fin d'année dernière qu'ils réduiraient leur extraction minière.

ques de l'offre pour savoir s'ils ont vraiment tenu parole, et à quelle hauteur. Rares sont les annonces officielles de reprise de la production, pour ne pas peser sur les prix! L'an passé, la production secondaire d'argent (récupération, recyclage) avait diminué de 13 %, l'offre mondiale d'argent reculant globalement de 3 %. Les experts les plus sceptiques se demandent si le déficit prévu en 1991, portant sur 6 % de la production, suffira à rendre au marché une fermeté durable, sans une poussée réelle du côté de la consommation. Sur la période 1991-1993, 73 millions d'onces programmées pour l'extraction devraient rester sous terre.

Parmi les autres matières pre-

mières mieux orientées ces jours derniers, on notait la légère remontée des cours du cuivre à Londres, autour de 1 330 livres la tonne, la menace d'une grève pesant sur Chuquicamata, la plus grande mine de la société d'Etat Codelco. Comme c'est souvent le cas, le litige porte sur les négocia-tions de salaires lors du renouvellement des contrats de travail des mineurs. En milieu de semaine, ces derniers ont rejeté les propositions de la direction, et le marché s'annonce tendu pour toute la durée du mois de juin. Sur ces difficultés sociales viennent se greffer les obstacles techniques rencontrés par la Codelco dans sa grande mine du Lieutenant (El Teniente), sujette aux éboulements et aux effondrements de galeries. Il semble que les projets d'augmentation de l'extraction soient sérieusement compromis pour plusieurs années par l'état inquiétant des aménagements souterrains.

ÉRIC FOTTORINO

COURS MOYENS DE CLOTURE DU 3 AU 7 JUIN 1991

PLACE	Ukre	\$ E.U.	Franc français	Franc suissa	D.mark	Pranc belge	Florin	Lire italienne
New-York	1,6748	-	16,7140	66,0501	56,6091	2,7502	50,2638	0,07630
Pere-Tuna.	L,7058	-	17,0154	67,7048	57,6867	2,8074	51,2032	0,87776
Pada	10,0155	5,9830		395,178	338,692	16,4548	300,72	-1,5654
F444	10,0202	5,8770	397,901	339,025	16,4991	300,92	4,5699	
	2,5344	1,5140	25,3850	-	85,7061	4,1639	76,0995	1,1552
Zurich	2,5182	1,4770	25,1318		85,2033	4,1465	75,6272	1,1485
Franciert	2,9571	1,7665	39,5253	116,677		4,8583	88,7911	1,3479
	2,9556	1,7335	29,4963	117,366	-	4,8666	88,7688	1,3479
Bruxelles	60,8666	36,36	6,8772	24,0158	20,5830		18,2759	2,7145
D(144 1665	60,7321	35,62	6,8609	24,1164	20,548	-	18,2386	2,7698
	3,3304	1,9895	33,2525	1,3140	112,623	5,4716	•	1,5181
Acesterdam	3,3298	1,9530	33,2312	1,3722	112,662	5,4828	1	1,5186
140-	2193,777	1310,5	219,037	865,58	741,862	36,0423	658,7082	
Milan	2192,630	1286	218,81	870,68	741,85	36,1033	658,474	
	234,5274	140,10	23,4163	92,5363	79,3893	3.8531	70,4197	0,1069
Tokyo	235,8015	138.30	23,5324	93,6357	79,7807	3,8826	70,8141	6,1975

A Paris, 100 yens étaient cotés, le vendredi 7 juin, 4,2705 F contre 4,2494 F le vendredi 31 mai.

MARCHÉ MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

Coup de froid à Paris

Rien ne va plus sur le marché monétaire et obligataire parisien, où le pessimisme a recommencé à régner. Ce n'est pas «l'effet Cresson», car le franc continue de se redresser, mais la crainte de voir les taux d'intérêt français rester tendus. Même une diminution d'un quart de point des taux directeurs de la Banque de France serait médiocrement accueillie, le marché la jugeant déjà insufficement nous l'avons remarché marché la jugeant déjà insuffi-

sante.

Il faut dire que le paysage n'est pas très rose, à l'image de la météorologie, qui nous donne un début de mois de juin pourri. Le taux au jour le jour dépasse à nouveau 10 %, et celui à trois mois est au-dessous de 9,5 %, ce qui accentue le phénomène d'inversion le lover de l'arrent à court sion, le loyer de l'argent à court terme restant toujours supérieur à celui des taux à long terme (9,10 % à dix ans). Un tel phénomène n'est pas de nature à lavori-ser les investissements en obliga-tions, ou tout au moins perturbe quelque peu les émissions.

Il en a été ainsi, cette semaine, pour l'adjudication mensuelle d'obligations assimilables du Trésor (OAT), qui a permis de lever 7,2 milliards de francs. Les rendements se sont inscrits en hausse: 9,02 % pour la ligne à dix ans, contre 8,78 % le 2 mai dernier, et 9,18 % pour la ligne à vingt ans, contre 9,12 % le 4 avril. Cette hausse ne faisant que refléter celle enregistrée sur les marchés américains et l'humeur morose des opérateurs qui avaient encaissé avec résignation le maintien des taux directeurs de la Banque de France (9 %) lors de son appel d'offres du banque centrale. De toute façon, comme nous l'avons remarque précèdemment, une diminution d'un quart de point, déjà antici-pée, ne serait plus d'un grand secours.

Brochant sur le tout, l'annonce

d'une création d'emplois aux Etats-Unis (lire notre rubrique devises et or), éloignant la pos lité d'une nouvelle baisse des taux d'intérêt américains, a déprimé encore un peu plus le marché de Paris, qui a reçu le contrecoup de monvements à New-York, où le rendement des emprunts du Trésor a sensiblement monté, de 8,30 % à 500 de monvement de tente de 8,30 % à 500 de monté, de 8,30 % à 1000 de monté, de mo 8,50% pour le trente ans. Sur le MATIF, les cours, qui s'étaient raffermis la semaine dernière, pas-sant de 105,60 à 106,40, ont lour-dement chuté, retombant à 105,20 sur l'échéance juin, ce qui correspond à un rendement de 9,10 % sur l'OAT à dix ans...

Cette rechute a été un peu rui-neuse pour les spécialistes en valeurs du Trésor (SVT), qui avaient souscrit, en grande partie, les OAT mises en adjudication jeudi, avec une demande assez satisfaisante. Hélas pour eux, au lendemain de l'appel d'offres lancé à 9,02 % les rendements se sont élevés à 9,10 % comme on l'a vu, et les SVT en question ont dû, en

catastrophe, se couvrir sur le MATIF, c'est-à-dire vendre des contrats, et donc peser sur les cours. Comme ils ne s'étaient pratiquement pas couverts auparavant, la chute des cours a été d'au-tant plus saignante, et la facture d'autant plus douloureuse, la hausse des rendements signifiant baisse des cours et perte substantielle dans ce cas précis.

Sur le marché obligataire, l'humeur a été également morose, reflétant celle du MATIF. Néan-moins, Gaz de France a pu lever, sans difficulté, I milliard de francs à 9,10 % nominal, 9,21 % réel, sur un peu moins de huit ans. Il faut dire que le papier GDF, excellente signature, s'est fait rare, et donc que les gérants de porteseuille n'ont pas à se préoccuper, à son sujet, des fameux quotas de 5 % et 10 %. Le Crédit d'équipement aux petites et moyennes entreprises a placé, sans mal, pour 500 millions d'obligations à 9 % nominal et 9.13 % réel, en raison de la garantie d'Etat qui leur est attachée, privilège de plus en plus rare et qui s'est appliqué, également, à un niveau de titres subordonnés remboursables (TSR). Le Crédit agricole, enfin, qui semble avoir davantage besoin de capitaux, sollicite à nouveau le marché en lançant un emprunt de 1,5 milliard de francs en deux tranches de 9,20 % et 9,30 % nominal (9,39 % et 9,45 % réel). Cet emprunt est, en fait, destiné à son réseau, où il sera proprement avalé.

TÉS Editeur TÉ. (1) 46 34 07 70 METHODE DE REVISION : L'HERMÈS Editeur

 Techniques du commerce international D. NICOLLE 3ème éd. 1991 • Etudes de cas de Comptabilité N. JOURNO lère éd. 1991

Diffusion MEDILIS SA 9 rue Séguier 75006 PARIS

Le Monde PUBLICITÉ FINANCIÈRE Renseignements:

45-55-91-82, poste 4330

Des incidents se sont produits au cours de la nuit de vendredi 7 à samedi 8 juin entre jeunes maghrébins et forces de police dans le quartier «chaud» des Chamards, à Dreux. Tout a commencé par un banal fait divers. Les propriétaires d'une moto récemment dérobée ont croisé par hasard leurs voleurs. Poursuite, interception : une expli-cation orageuse s'est engagée. Les voleurs ont reçu le secours de jeunes de la cité. La troupe bientôt constituée de quelque deux cents personnes a détruit la voiture des propriétaires de la moto volée. Deux gardiens des tours avoisiii ont tenté de s'interposer ont été molestés. Alertées, les forces de police sont arrivées sur les lieux rapidement. Les jeunes leur ont lancé des pierres. Quatre personnes ont été blessées, un poli-cier, un gardien d'immeuble et deux jeunes beurs. Deux magasi ont été saccagés. Le calme est revenu dans la cité vers 23 heures.

Pour protester contre de nouvelles dispositions fiscales

Les entraîneurs de galop perturbent le tiercé

En accord avec la majorité des propriétaires, des éleveurs et des jockeys, les entraîneurs de chevaux de galop avaient décidé de perturber le déroulement du tiercé, samedi 8 juin, à l'hippodrome d'Evry. Ils ne devaient pas présenter les concurrents au départ.

L'été dernier, les socioprofessionnels du galop avaient demandé aux pouvoirs publics, avec note de conjoncture à l'appui, une aide de 400 millions sur quatre ans par le biais d'un relâchement sur les prélevements. Or dans le cadre du plan d'économies et de mesures fiscales adoptées en conseil des ministres, le 29 mai, une ponction de 400 mil-lions de francs sur les réserves de la caisse dite des « fonds impayés » doit leur être appliquée. Cette caisse est un «trésor de guerre» qui est actuellement de l'ordre de 450 millions de francs. Alimentées par 200 millions de paris non réclamés par les parieurs, ces réserves peu-vent tout à fait réglementairement être affectées au budget de l'Etat,

lise couramment pour différentes dépenses d'investiss ment le contrôle antidoping, de pensions, de retraites, de mutuelles, de plan social. C'est la raison pour laquelle la grève du tiercé a été décidée. Les salariés des sociétés se sentant menacés pourraient se manifester ultérieurement pour accompagner la grève ou la proion-ger. La Ville de Paris observe ce mouvement avec une certaine cris-pation. Le gouvernement en effet vient de supprimer les 1,25 % de prélèvements qui lui reviennent depuis 1945 du PMU sur les réunions de courses se tenant à Paris en considérant qu'il s'agissait d'a avantages indus ». En année pleine, cela représente plus de 300 millions pour la Ville.

Au PMU, le président Farge est désolé de toutes ces turbulences. Elles surviennent au moment où la courbe des enieux remontait sérieusement et en plein milieu d'une campagne de publicité.

GUY DELABROSSE

Le gouvernement ayant cédé à toutes leurs revendications

Les syndicats libres albanais ont appelé à la fin de la grève

La grève générale qui paralysait l'Albanie depuis le 16 mai devait prendre fin samedi 8 juin, conformément à un accord conclu dans la nuit de jeudi à vendredi entre le nouveau premier ministre, M. Ylli Bufi, et les syndicats indépendants.

Ceux-ci, créés en février dernier et qui affirment regrouper aujour-d'hui quelque 400 000 membres (sur une population active d'environ 900 000 personnes), ont appelé vendredi après-midi à la reprise du travail, le nouveau pr mier ministre ayant accédé à toutes leurs demandes (augmentation générale de 50 % des salaires, paiement des journées de grève notamment). «Si le gouvernement ne tient pas ses promesses, nous organiserons une nouvelle grève», a toutefois averti le président du comité de grève, M. Valer Xheka,

un juriste de quarante et un ans. Les syndicats libres, et à travers eux l'opposition, ont remporte une

victoire certaine en faisant céder les autorités communistes albanaises à l'issue de cette grève de vingt-trois jours qui avait provoqué la chute du gouvernement communiste de M. Fatos Nano dans la nuit de lundi à mardi.

Un difficile retour à la normale

Un nouveau premier ministre a été chargé de former un gouvernement de coalition susceptible de gérer les affaires courantes jusqu'à de nouvelles élections législatives en mai ou juin 1992.

Après vingt-trois jours de grève, le retour à la normale devrait se faire difficilement dans le secteur industriel où près de 65 % du personnel s'est trouvé depuis un mois en chômage technique, faute de matières premières, selon un responsable du ministère albanais des affaires étrangères. - (AFP.)

BELGIQUE

M. Jean-Claude Decaux admet implicitement avoir financé une campagne électorale

de notre correspondant Accusé d'avoir financé illégale-

JEAN DE LA GUÉRIVIÈRE

que, dans ma comptabilité, il y ait des factures claires.»

que le bruit des armes s'est tu, l'enthousiesme est un peu retombé. Mais les trois quarts des Américains estiment toujours que la guerre était néces-saire et justifiée. Certains épi-sodes pénibles - l'exode des Kurdes - ont un peu gâché la fête, tout comme le maintien au pouvoir de M. Saddam ein ou le comportement des dirigeants koweitlens, et l'on préfère ne pas s'appesanrées par les populations

ÉTATS-UNIS

La « mère

de toutes les parades»

Un chasseur Harrier s'est

posé à quelques centaines

de mètres de la Maison

Blanche, des véhicules

amphibies ont remonté le

Potomac avant de prendre

position sur un mali par-

semé d'hélicoptères, un

énorme char M-1 a arraché

un morceau d'asphalte, et

une batterie de Patriot a

été installée à proximité de

l'obélisque du Washington

Monument : le décorum

querrier était en place pour

le jour de gloire, la grande

parade de la victoire,

WASHINGTON

de notre correspondant

Ce n'est certes pas la pre-

mière fois qu'on célèbre l'apo-

théose du désert. Une multi-tude de cérémonies ont déjà été organisées du sud au nord et de l'est à l'ouest des Etats-

Unis pour saluer le retour des

troupes, et le commandant de « Desert Storm », Norman

Schwarzkopf, a été honoré autant qu'il est possible, y compris à la Maison Blanche

et au Congrès. Mais cette fois, c'était la vraie, la grande

parade de la capitale, celle

pour laquelle on a fait venir huit mille soldats «héros» de

la guerre du Golfe, celte qui

devait rivaliser avec le défilé

que New-York organise deux jours plus tard, lundi 10 juin.

Dès vendredi, le président

Bush s'est mèlé un instant aux

badauds venus toucher du

doigt ces armes qui furent,

des semaines durant. les

vedettes des journaux télévi-

sés américains : «Tout ça est fantastique, c'est bon pour

l'Amérique», a constaté le

commandant en chef. Bien

sûr, tout ça coûte aussi un peu cher - 7 millions de dol-

lars de fonds publics, 5 mil-

lions de donations privées -

et une fois de plus - comme

l'Arabie saoudite et le Koweit

ont apporté de substantielles contributions.

Feax

d'artifice

C'est entendu, maintenant

samedi 8 juin.

Les mots ont un peu perdu de leur superbe, le « nouvel ordre mondial » n'est plus qu'une expression désuète, un règlement au Proche-Orient toujours aussi improbable at le plan de limitation des armements dans la région ne semble pris au sérieux par personne, à commencer par les Etats-Unis eux-mêmes qui ont repris avec ardeur leurs livrai١.

sons d'armes. Mais même si le bilen du conflit se résume désormais à la destruction de la puissance irakienne et à la restauration de la souveraineté - et du régime - koweitiennes, il reste, transcendant tout cela, le souvenir d'une victoire totale, presque indolore (cent cains, contre cent mille morts irakiens, selon une estimation que le Pentagone a fini par fournir en s'autorisant une marge d'erreur de 50 %), et en outre, gratuite (les affiés ont

payé, et au-delà). Tout cels valait donc bien une grande parade dans la e et un *bi*s à New-York. La guerre, qui avait commencé par un «feu d'artifice» au-dessus de Bagdad, selon l'expres-sion d'un reporter de CNN qui stait aux premiers bombardements, ne pouvait avoir d'autre épilogue qu'un gigen-tesque «vrai» feu d'artifice -

dans le ciel de Washington. JAN KRAUZE

L'ESSENTIEL

DATES Il y a vingt ans, le congrès d'Epi-

ÉTRANGER

La campagne présidentielle

en Russie Le général Makachov, rival sans spoir de M. Eltsine

Le terrorisme au Pendiab

tre indien de l'intérieur. POLITIQUE

Tentative d'assassinat du minis-

La recomposition de la gauche

munistes et socialistes critiques .. Un bilan législatif

de M. Rocard L'art de gouverner avec la

Livres politiques

Par André Laurens.

SOCIÉTÉ

Mantes-la-Jolio Aïssa lhich aurait été violem-Racisme

Un colloque international à Cré-

ÉCONOMIE

La crise en Inde

Chômage des jeunes L'embauche des non-qualifiés s'est améliorée ...

Le centenaire d'iG Metali La puissance d'un syndicat alle-

Revue des valeurs... Changes, Crédits Grands marchés ...

HEURES LOCALES Rhône-Alpes : une région

Services

Abonnements Météorologie Mots croisés Télévision..

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 8 iuin 1991 a été tiré à 492 978 exemplaires

La politique à l'ancienne

M^{me} Cresson soutient M. Chevènement à Belfort

BELFORT

de notre envoyé spécial

M= Edith Cresson fait de la politique à l'ancienne. La politique qu'affectionne M. François Mitterrand, qui ravit M. Jacques Chirac et qui pèse à M. Michel Rocard, celle du bain de foule vécu comme un art et un plaisir, des baisers à profusion, des poignées de main à répétition. Vendredi 7 juin à Belfort, le

nouveau premier ministre, venu apporter son soutien à M. Jean-Pierre Chevenement pour le deuxième tour de l'élection législative partielle à laquelle il se présente dimanche, a fait arrêter sa voiture avant d'arrive à la mairie. Elle a foncé droit personnes qui attendaient, sagement rangées derrière des barrières métalliques. En vraie professionnelle, elle a pris dix bonnes minutes, sur l'heure et demie de sa visite, pour saluer tout qui se présentait à sa por-tée. On était en famille et la simplicité d' « Edith » a fait merveille. Les enfants demandaient des autographes, M. le maire de Belfort rattrapait par les épaules le premier ministre qui trébuchait dans les flaques

D'abord intimidée, la petite foule s'est mises à scander

O Trois détenus s'évadent de la prison des Baumettes à Marseille.

□ Le concert SOS-Racisme à Vin-

cennes. - Du fait de la participa-

tion, tardivement confirmée, de

Joe Cocker et d'Africa Bambatta

au concert de SOS-Racisme, et de

al'impact de la venue de Johnny

juin, de la place de la Bastille à

l'esplanade du château de Vin-

cennes, susceptible d'accueillir un plus grand nombre de spectateurs.

Amina, Mory Kante et Cheb

Mammi participent également au grand spectacle annuel de l'organi-

sation antiraciste.

EN BREF

«Edith, Edith!» de plus en plus fort. Puis «Edith» et « Jean-Pierre », une fois bouclée la tournée des popotes, sont apparus ensemble au balcon de la mairie, où, sous les applaudissements, ils se sont embrassés. Edith Cresson la mitterrandiste et Jean-Pierre Chevènement le chevènementiste communient dans une sorte de soulagement post-rocardien. L'ancien ministre de la défense a expliqué à sa visiteuse : • Vous me trouverez avec vous. Il v aura fort à faire. mais nous nous retrousserons les manches et nous réussirons

« Assez

ensemble i »

M~ Cresson le savait déja. Elle pourra compter sur lui « en tout premiera, a-t-elle dit. Audelà des désaccords politiques momentanés, elle a toujours « respecté » M. Chevènement. Mieux, « une longue affection nous lie », a-t-elle révélé, en ajoutant suavement : «Ça n'est pas si fréquent, comme vous le savez, dans la vie politique, y compris à l'intérieur du même parti politique. » Mais le maire de Châtellerault et celui de Belfort ont en commun d'avoir été « traités par les intellectuels

o GABON : démission du gonver-nement. - Le président Omar

parisiens avec peu de compréhension ». Bref, le premier ministre est content que sa « première sortie politique » soit destinée à soutenir un homme qui fait passer « l'intérêt national » avant « l'intérêt personnel, de carrière », ce qui, là non plus, «n'est pas tellement fréquent ».

Dans la même veine. Mr Cresson, en renouvelant le credo industrialiste qu'elle partage justement avec M. Chevènement, a ironisé sur ceux qui disent que « quand la croissance n'est pas là, il n'y a rien à faire » et qui, « d'ailleurs, quand la croissance est là [disent] qu'il ne faut pas faire non plus ».

Assez de promesses ! », ont répondu un peu plus tard, dans la rue, la petite centaine de syndicalistes de l'usine Bull de Belfort, inquiets pour leurs emplois, et venus manifester sous las fenêtres de la préfecture pendant que M™ Cresson recevait leurs représentants. Puis le cortège officiel a démarré en trombe, sous les huées, figure désormais classique du voyage ministériel en province. Même avec « Edith » comme premier ministre.

JEAN-LOUIS ANDRÉANI

BRUXELLES

ment la campagne électorale d'un ancien bourgmestre (maire) socia-liste de Liège, M. Edouard Close, et inculpé à ce titre par la justice belge (le Monde du 15 décembre), M. Jean-Claude Decaux a admis implicitement une partie des faits, dans un entretien diffusé vendredi 7 juin par Radio I, la principale

station francophone du royaume. Selon ses accusateurs, M. Decaux a versé au moins 700 000 francs français en échange de marchés pour ses abribus et colonnes Morris. Il a souligné, dans l'entretien, que la Belgique ne représente que 3,5 % de son chiffre d'affaires total et Liège 0,4 %, ce qui, à ses yeux, rend « dérisoire l'importance que cette affaire a prise en Belgique ». L'hypocrisie est que tout le monde sait que les campagnes élec-torales sont financées en partie par les entreprises, a poursuivi M. Decaux. Nous sommes les seuls à ne jamais avoir fait de fausses factures... Moi j'ai toujours voulu

En conclusion, M. Decaux invite le Parlement beige à fixer les règles du jeu comme cela a été fait

en France.

d'ici à 1995, d'une subvention de 366 millions d'écus (2,56 milliards de francs). Elle précise que dans la

à soutenir financièrement l'entredéroge pas aux règles communau-

à tenir compte de « toutes les sen-sibilités politiques » dans la formadéfinition (TVHD). La Commission européenne vient, en effet, de tion du nouveau gouvernement.

Bongo a annoncé, vendredi 7 juin, dans un message radio-télévisé, la samedi matin 8 juin de la maison d'arrêt des Baumettes, à Marseille. démission du gouvernement de M. Casimir Oye Mba qui avait été installé en novembre 1990. Il a Les trois hommes, qui sont condamnés à de longues peines et devaient faire l'objet d'une surveilinvité le « futur premier ministre » lance particulière, auraient réussi à s'enfuir après avoir pris en otage trois personnes, deux infirmiers et un aide-soignant, qu'ils ont libérés M. Bongo a aussi annoncé une amnistie de tous les prisonniers condamnés à des peines inférieures D Le docteur Garretta assigne le à deux ans. A cette occasion, il a dénoncé « les donneurs de leçons et Canard enchaîné en référé. - Le docteur Michel Garretta, ancien opportunistes de toujours » et directeur du Centre national de constaté une aggravation des ten-

transfusion sanguine (CNTS), mis sions sociales entretenues par cer-taines formations politiques», en cause par le Canard enchaîne dans son édition du 5 juin dernier, a assigné, vendredi 7, l'hebdoman ÉTATS-UNIS : coupes claires dans le budget militaire voté par la daire en référé devant le tribunal Chambre des représentants. - Malde Paris pour obtenir 50 000 F de gré les menaces de veto du prési-dent Bush, la Chambre des reprédommages et intérêts. Le docteur Garretta reproche au Canard sentants américaine a voté, vendredi 7 juin, un budget de enchainé d'avoir affirmé, à tort, qu'il percevait une commission de 6 millions de francs par an pour défense d'un montant de 295 milliards de dollars, comprenant des ses activités au sein du groupe de coupes claires dans les sommes allouées à l'Initiative de défense stratégique (IDS) et au bombardier « furtif » B-2. la Fondation nationale de transfusion sanguine.

Un juge californien interdit de filmer une exécution dans une chambre à gaz. – Rejetant la demande d'une chaîne de télévision locale qui voulait filmer l'exécution d'un condamné à mort, un juge de Californie s'est prononcé, vendredi 7 juin, contre la présence Halliday », les organisateurs ont décidé de déplacer leur fête, le de caméras dans la chambre à gaz. La requête de la chaîne, soutenue par la plupart des organisations heurtée au refus de la direction de la prison de Saint-Quentin, où une execution pourrait avoir lieu cette année. - (AFP.)

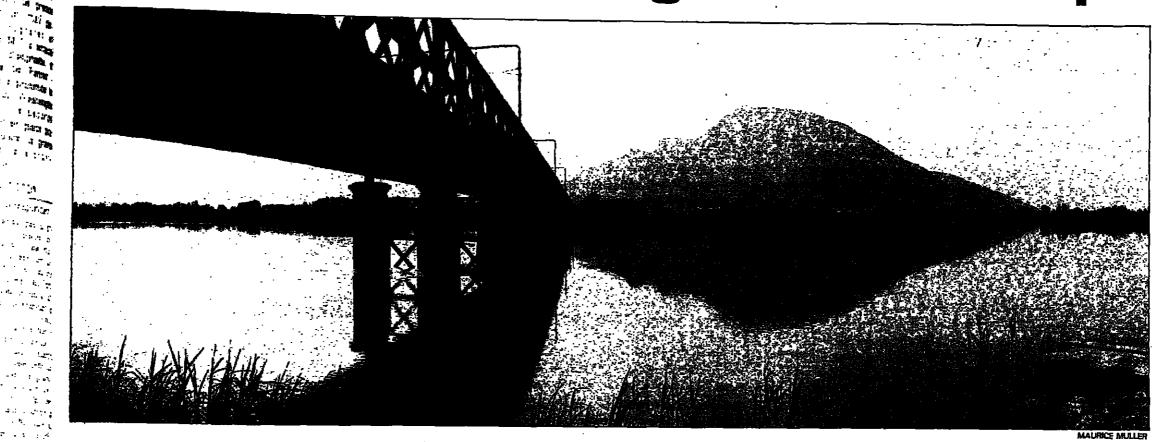
D Feu vert de la Communauté pour l'aide publique à la TVHD. -Thomson Consumer Electronics (TCE), filiale « matériels électroniques grand public » du groupe Thomson, pourra recevoir l'aide financière de l'Etat français pour développer la télévision à haute statuer favorablement sur le bienfondé du versement à l'entreprise,

mesure où cette subvention servira prise constituée avec le groupe néerlandais Philips Electronics NV et que ce projet commun entre dans le cadre du programme euro-péen de recherche Eurêka, cet apport de capitaux publics ne

Le Monde

Dimenche 22k30 "J'AI DIX ANS!" LA FOLLE HISTOIRE DE LA F.M 13 ÉPISODES RADIO MIUL 30 UA'UQQUL

Rhône-Alpes: une région dans l'Europe



ERNAND BRAUDEL parle de Lyon. «Le drame de la ville, écrit-il, c'est qu'elle ne trouse son ordre et les conditions de son épanouissement que sur le plan international : elle dépend de « logiques » à très large rayon. Il hit faut la complicité du dehors. Les fées qui la favorisent sont étrangères. » Un drame? Une chance également. Et l'analyse de l'historien s'applique aussi bien à la région qu'à sa capitale. La région Rhône-Alpes en l'an 2000, c'est-à-dire demain, sera plus largement et plus volontairement encore qu'anjourd'hui tournée vers l'extérieur, vers l'Europe proche qu'elle connaît bien et plus lointaine qu'elle commence à découvrir.

Peu de villes, peu de régions qui, de nos jours, n'affirment avoir une vocation européenne. Comment exister autrement, ne serait-ce que sur les dépliants publicitaires? La prétention est, dans le cas de cette ville et de cette région, parfaitement justifiée. Par sa taille et sa population, Rhône-Alpes peut se mesurer sans trop de disproportion avec ses voisines allemandes ou ita-

Un nouveau « croissant fertile »

L'éventail de ses ressources industrielles, scientifiques et humaines est suffisamment large, ses perfor-mances et son savoir-faire suffisamment assurés pour

qu'elle puisse affronter sans trop de complexes la bataille économique internationale.

Reste, après l'avoir affirmée, à confirmer cette prétention à ne pas se laisser enfermer dans les frontières de l'Hexagone; à éviter aussi de céder à la tentation de l'intervention tous azimuts. Ainsi doivent être interprétés les accords signés entre les quatre régions moteurs de l'Europe occidentale : Rhône-Alpes, Bade-Wurtemberg, Catalogne, Lombardie. Comme peut l'être l'intention plus générale d'arrimer la région en priorité à cette «Europe médiane alpine», nouveau «croissant fertile» du Vieux Continent qui, de part et d'autre des Alpes, couvre une vaste zone en plein développement allant de Munich à Milan, de Vienne à Genève et Lyon.

Sur le terrain, cette volonté d'ouverture se traduit très concrétement par des échanges commerciaux, financiers on industriels permettant aux entreprises d'acquérir la taille critique qui leur permettra de résister dans les meilleures conditions à l'arrivée massive des concurrents européens sur un marché français plus marchés étrangers. Exemple modèle : l'accord conclu entre Renault-Véhicules industriels et Volvo.

Rhône-Alpes en l'an 2000 sera plus européenne; elle sera aussi, pourrait-on dire, plus «régionale» et aura dû accroître sa cohésion en même temps que ses ambitions. Il s'agit d'une région dispersée et disparate com-

posée d'une mosaïque de villes, de pays aux traditions et aux intérêts divergents sinon contraires. Grenoble et Saint-Étienne se sont aussi souvent opposées à Lyon que Lyon à Paris et souvent pour la même raison : la crainte que la capitale n'abuse de son pouvoir au détriment de sa province. Ancienne querelle mais qui commence à dater. Des communications plus rapides et faciles, la connivence obligée qui s'établit entre enseignants, chercheurs et entrepreneurs, renforcent naturellement les liens à l'intérieur d'une communauté régionale qui, par ailleurs, a acquis, depuis la décentralisation, une réelle autonomie. Ira-t-on pour cela jusqu'à établir ces « réseaux de villes » qui sont le dernier pont aux ânes des aménageurs du territoire? La

Savoir-faire et savoir-vivre

réponse dans les prochaines années.

Solidarité entre les villes, et à l'intérieur de celles-ci : Rhône-Alpes a ses Minguettes et autres Vaulx-en-Velin. si entre les villes et les camp royal de la région, c'est, bien entendu, la vallée du Rhône, sillonnée de toutes parts, lieu d'élection des industries traditionnelles, prolongée par le sillon alpin, terre d'accueil des loisirs et des activités de pointe. Reste... le reste du territoire régional, qui n'a pas toujours les mêmes possibilités et la même notoriété. Ici

comme ailleurs les banlieues s'étendent et les campagnes se vident. L'entêtement et l'imagination de quelques pionniers suffiront-ils à les empêcher de retourner au désert?

Voilà quelques-unes des questions qui se posent lorsqu'on essaie d'imaginer Rhône-Alpes «au futur». Elle dispose de nombreux atouts et de queiques cartes d'excellence. Sa position géographique d'abord. La possibilité ensuite qu'elle offre à des chercheurs et à des entrepreneurs nombreux et dynamiques de travailler

Ce n'est pas un hasard si la formule de la technopole a été sinon inventée du moins appliquée pour la première fois à l'échelon d'une agglomération à Grenoble et si Lyon dispose pour sa part de trois sites de ce genre. Réalisations symboliques qui sont bien loin d'expliquer à elles seules la puissance industrielle de la région mais qui illustrent ses capacités d'invention. La qualité enfin d'un cadre de vie urbain et naturel qui est, on le sait, devenu un él pétition économique et auquel, de toute façon, on attachera de plus en plus d'importance. Cette région est bien la dernière où l'on devrait oublier que le savoirvivre est inséparable du savoir-faire.

JACQUES-FRANCOIS SIMON

Portrait de l'élu cantonal

Des notables modernes, voilà ce que sont les conseillers généraux selon une étude de la Fondation nationale des sciences politiques

E temps a fait son œuvre. M. le conseiller général n'est plus ce brave homme, maire de son village depuis des décennies, qui ne quittait sa ferme que pour gagner la saile de réunion de l'assemblée départementale où il avalisait sagement les décisions de M. le préfet. Aujourd'hui, c'est un militant politique bardé de diplômes qui, s'il se passionne pour la gestion de sa commune, a pris fermement en main, avec ses collègues, la direction des affaires de son département. La fré-quentation des bôtels des départements le laissait présager. Une solide étude scientifique vient de le

confirmer. La décentralisation, voulue par Gaston Defferre, a surtout profité, contrairement aux espoirs de son initiateur, aux départements. Mais ses principaux bénéficaires,

les présidents des conseils généraux, savent que, malgré l'accroissement de leurs pouvoirs, l'image de leurs assemblées ne s'est guère améliorée. Pour tenter de la modifier, il leur failait démontrer que la réalité de leur composition ne correspondait pas à sa caricature. L'Assemblée des présidents de conseils généraux, que préside Jean Puech, sénateur PR de l'Aveyron, a donc demandé à la Fondation nationale des sciences politiques de réaliser une

"Après avoir recueilli

le consentement du Conseil Municipal,

Monsieur le Maire

avait dit oui à la construction

d'une nouvelle mairie...

FINANCEMENT DES COLLECTIVITÉS LOCALES

enquête, qui a été conduite par Alain Lancelot, Annick Percheron et Béatrice Roy.

Un questionnaire détaillé a été envoyé aux 4 142 conseillers généraux de métropole et d'outre-mer. 32 % d'entre eux y ont répondu, ce qui a fourni un échantillonnage suf-fisamment représentatif. Le résultat est précieux, car c'est la première fois qu'une telle étude est menée. Et décrivant les conseillers généraux, c'est aussi sur l'ensemble de la classe politique française qu'il donne un coup de projecteur bien venu, puisqu'ils en constituent le

La montée des enseignants

Le portrait de l'élu cautonal type qui en ressort ne correspond donc gnère aux idées reçues. Certes, dans ce milieu politique comme dans les autres, les femmes sont sous-repré-sentées, puisqu'elles n'y sont que 5 %; mais cela tient peu aux choix des partis, car, par exemple, aux élections de 1979 elles formaient 38 % des candidats. Comme on pouvait s'y attendre aussi, si la moyenne d'age est de cinquante-six ans et demi, les élus de gauche sont plus jeunes que ceux de droite: 19 % de ceux qui se classent au cen-tre gauche ont moins de quarantecing ans, alors qu'ils ne sont que 12 % au centre droit; de même, et logiquement, 46 % des élus des cantons ruraux ont plus de soixante ans, alors que ce chiffre tombe à 37 % dans les cantons urbains.

Professionnellement. revanche, l'évolution est sensible : 25 % des conseillers généraux sont, aujourd'hui, agriculteurs, commercants on artisans, alors qu'ils étaient 30 % à l'être en 1974; les ouvriers et employés sont eux aussi

passés, dans le même temps, de 20 % à 16 %. Si la place des professions libérales est restée relativement stable (de 26 % à 24 %), en revanche celle des cadres supérieurs (de 12 % à 16 %) et surtout des enseignants (de 12 % à 20 %) a sensiblement augmenté. C'est bien entendu à droite que l'on trouve le plus d'artisans, d'agriculteurs et de membres de professions libérales, alors que c'est à gauche qu'il y a le plus d'enseignants; par contre, les cadres supérieurs sont équitablement répartis.

L'image du conseiller solidement ancré dans son terroir correspond, elle, parfaitement à la réalité, et probablement plus que l'on ne pou-vait le penser : 49 % d'entre eux assurent que leur famille est depuis toujours installée dans leur département d'élection, alors qu'il n'y a que 35 % des Français à être dans cette situation. Cette immersion comme le fait que 46 % des élus culteur, artisan ou commerçant expliquent lenr attachement au monde rural. Aussi le très fort lien du conseil général avec celui-ci est accepté par 64 % de ses membres et n'est même contesté que par 53 % des socialistes et 61 % des représentants des cantons urbains. Ces enfants des fermes et des boutiques disposent toutefois de solides diplômes: 60 % d'entre eux ont fait. des études supérieures.

Leur héritage est aussi politique, et c'est là aussi une confirmation apportée par cette enquête : les conseils généraux ne sont plus des assemblées apolitiques.

THIERRY BRÉHIER:

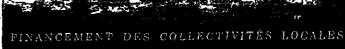
SUPPLÉMENT

i« le Monde » consacre aujourd'hui un supplément de huit pages à la région Rhône-Alpes, ses points d'excellence, ses zones d'ombre, la façon dont elle se prépare à entrer dans le troisième millé-

Les chemins pour demain	19
■ La santé comme industrie	21
■ les atouts de la recherche	
■ L'école pour le métier	22
■ Des villes à cœur ouvert	23
■ Les oubliés du progrès	24
■ Une vitrine pour l'art contemporain	
■ Une vitrine pour l'art contemporain ■ La nature n'a pas de prix	25
■ Les habits neufs de la politique	26

... Tout naturellement, il a rencontré le Crédit Foncier."

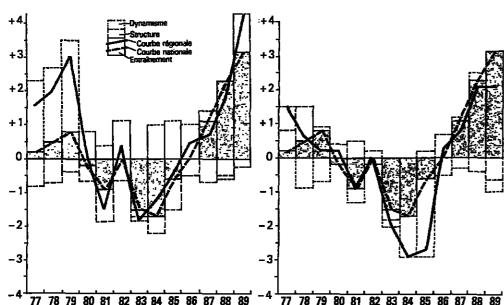




Comment mesurer l'évolution de l'emploi dans une région par rapport à l'évolution nationale? L'UNEDIC a créé un indicateur qui tient compte de le structure des emplois et du dynamisme régional. La courbe régionale (trait noir plein) exprime le point d'équilibre par rapport à la tandance nationale. Nous avons déjà publié Nord-Pas-de-Calais et île-de-France (le Monde daté 18-19 novembre), Bretagne et Languedoc-Roussillon (le Monde daté 16-17 décembre), Basse-Normandie et Heute-Normandie (le Monde daté 20-21 janvier), Rhôre-Alpes et Aquitaine (le Monde daté 17-18 février), Lorraine et Midi-Pyrénées (le Monde daté 17-18 mars), Poitou-Charente et Picardie (le Monde daté 14-15 avril), Auvergne et Pays de la Loire (le Monde daté 12-13 mai).

ALSACE

LIMOUSIN



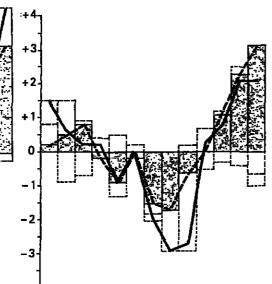
ALSACE

Concurrence frontalière

n savait l'Alsace en bonne position, et l'indicateur le confirme. Les résultats sont d'ailleurs d'autant plus satisfaisants qu'ils ne tiennent pas compte de l'apport constitué, pour la région, pour les travailleurs frontaliers, dont le nombre continue d'augmenter.

Mais ces excellents résultats, obtenus par un fort dynamisme des entreprises, soumises sur le marché du travail à la concurrence des voisins allemands ou suisses, dissimulent une surprenante faiblesse structurelle. Depuis douze ans, l'économie alsacienne n'a pas connu d'évolution de ce point de vue et est toujours propulsée par des activités traditionnelles dans la mécanique ou le textile. Même si elle sait en tirer le meilleur profit, l'Alsace n'a pas encore pris le virage des nouvelles technologies et pourrait être handicapée à l'avenir.

Le profil de la courbe corrobore cette impression. L'avance de la région était impressionnante, jusqu'à la fin des années 70. Après la cassure de 1983, la différence est moins forte, malgré le bond de 1989.



LIMOUSIN

A la traîne

Surprise. Le L'imousin a plutôt une structure favorable de ses emplois. Ce qui est tout à la fois du au secteur agro-alimentaire et aux industries de construction électrique, particulièrement performantes. Si cela a été moins vrai dans la dernière période, il faut sans doute y voir les conséquences des difficultés de la produc-tion de poids lourds ou de l'exploitation des mines d'uranium

Mais le reste ne surprend pas. Malheureusement. Hormis en 1977 et en 1988, la région n'a pas fait preuve de dynamisme propre. Bien au contraire, sa passivité ou son incapacité à reledélicate que la moyenne nationale pendant pratiquement toute la période. Ce qui est manifeste entre 1983 et 1985, quand l'onde de choc de la restructuration s'est non seulement amplifiée mais aussi prolongée. La crise s'est déclenchée plus tôt et la reprise a été plus longue à se mani-

Les explications ne manquent pas. Les atouts du Limousin sont peu nombreux. Le désenclavement n'est pas achevé, loin s'en faut, et les équipements insuffisants. C'est notamment le cas pour l'appareil de formation, avec ses conséquences sur la qualification de la main-

<u>DÉBAT</u>

L'occasion manquée de la décentralisation

par Philippe Lottiaux

'ABANDON, sous la pression du président de la République, du projet de loi relatif à la modification du scrutin pour les élections régionales, n'a surpris personne. L'intervention du chef de l'Etat s'inscrit dans le droit-fil d'un discours départementaliste maintes fois répété. La facilité avec laquelle le gouvernement s'est laissé convaincre ne fait que traduire la crainte de voir ce projet refusé par les parlementaires. Et pour cause : ce qui est en jeu, derrière une modification somme toute limitée, c'est bel et bien le rôle et le poids futurs de l'institution régionale et ses rapports avec les

En retirant son projet de l'ordre du jour de l'Assemblée, le gouvernement a ainsi manqué l'occasion de pour-suivre l'œuvre de la décentralisation en ce qu'elle a de moins abouti.

L'originalité de l'organisation administrative française tient moins à l'existence de trois niveaux d'administration décentralisée qu'à un nombre élevé de communes et, surtout, à l'inexistence d'un échelon régional fort. Au sein de la CEE, l'Italie, l'Espagne, l'Allemagne, la Grèce ou encore la Belgique possèdent également trois échelons administratifs décentralisés. En revanche, la France est le seul pays, avec la Grèce, où la prépondérance régionale

Les facteurs historiques expliquent en grande partie cette particularité. L'institution départementale n'a pas été remise en cause depuis le découpage initial de 1790. La région, en revanche, n'a réellement émergé qu'après la seconde guerre mondiale et ne fut longtemps considérée que comme un support à la planification et à une déconcentration limitée. Elle ne peut se prévaloir de la même

La loi du 2 mars 1982, qui l'érige en collectivité terri-toriale à part entière, ne modifie guère cet état de choses. Si la région est confortée dans ses fonctions d'acteur du développement économique et de l'aménagement du territoire, elle n'en acquiert pas pour autant un rôle comparable à celui du département. Qu'il faille attendre quatre ans avant qu'elle ne dispose d'un exécutif étu - et encore, dans un cadre départemental - atteste de l'embarras suscité par l'émergence d'une collectivité qui entend bien ne pas se satisfaire d'un rôle de figuration.

Les coûts induits par la coexistence de deux institutions souvent concurrentes sont considérables. La région d'un côté, le département de l'autre, tendent à se construire des domaines réservés, encouragés en cela par l'inapplicable logique des blocs de compétences mise en avant par les lois de 1982. C'est là une source supplémentaire de rigidités et d'inefficacité des actions locales. De même, les entreprises ont le plus grand mal à se retrouver tivités.

Par ailleurs, la région s'oppose parfois aux départements dans ce qui constitue pourtant sa vocation pre-l'action politique (CERAP).

mière : les projets d'aménagement. Devant la perspective d'un renforcement des régions, certains craignent, ou fei-gnent de craindre, la constitution de véritables « baronnies ». C'est oublier que le département constitue le ter-reau privilégié du clientélisme et des situations acquises. Nombre d'élus ne s'y sont pas trompés, qui ont déserté en masse, lors de l'application de la loi sur le cumul des mandats, les assemblées régionales au profit des conseils généraux. Comment s'en étonner, lorsqu'on sait que les conseils régionaux disposent d'un budget souvent de moitié inférieur à celui du département le plus important de

Une légitimité accrue est la condition sine qua non du renforcement de l'institution régionale. Le mode de scru-tin représente, à ce titre, un enjeu majeur. Tant que l'élec-tion s'effectuera dans un cadre départemental l'assemblée régionale est condamnée à l'impuissance et la région à demeurer un concept vague et abstrait chez des électeurs qui ne connaissent généralement pas les élus régionaux. Seul un scrutin régional de liste à forte prime majoritaire permettra la constitution d'un exécutif fort et reconnu comme tel. Cela suppose une réelle volonté politique. aujourd'hui inexistante.

Il serait dès lors possible de donner aux régions les moyens d'une véritable politique d'aménagement. Celle-ci passe notamment par la conclusion de contrats de plan qui soient de véritables contrats, différenciés selon les objectifs de développement propres à chaque région. Une contractualisation pourrait ensuite intervenir entre la région et les départements la composant, voire la métropole régionale, ce qui est déjà le cas en Franche-Comté ou en Midi-Pyrénées.

L'enjeu est essentiel pour des régions défavorisées. De récentes études ont mis en avant le risque de marginalisa-tion du centre de la France. Un exécutif régional possédant davantage d'envergure et, partant, de crédibilité, pourrait empêcher une telle évolution.

Cela devrait aller de pair avec une véritable déconcen-tration à l'échelon régional et un renforcement des pouvoirs propres, voire de l'indépendance, du préfet de région, afin que le président de l'assemblée élue dispose d'un véritable interlocuteur du côté de l'Etat.

Même si le conseil général a été une institution adaptée en son temps et qu'il convient de préserver, ne serait-ce que comme bonorable maison de retraite pour notables locaux, la structure du canton devra à terme être

En revanche, maintenir le département dans son omnipotence, comme tel est actuellement le cas, revient à s'enfermer dans des structures archaïques et à cautionner des dysfonctionnements et des incohérences de plus en plus

 Philippe Lottiaux est membre du comité directeur du Centre d'étude et de réflexion pour

BLOC-NOTES

sur «La ville, la route et la rue» au Senat, le mardi 25 juin. Nominations ▶ Renseignements au (16-1) 42-22-35-29. M. Eric Martin, nouveau

 Ingénieurs territoriaux. – Le prochain congrès de l'Association des ingénieurs des villes de France portera sur les déplacements urbains. Il aura lieu du mercredi 19 au samedi 22 juin au parc des expositions de Toulouse, en même temps que le Salon national des techniques et équipements des collectivités territoriales, « Citexpo ». Cette manifestation accueillera deux cents exposants, entrepreneurs et prestataires de services pour les

collectivités. ➤ Renseignements au (16-1) 45-38-90-99.

PUBLICATIONS

□ Normes européennes. – Le ministère de l'intérieur et le ministère délégué chargé de l'industrie et du commerce extérieur viennent d'éditer un guide intitulé Normes européennes : mode d'emploi pour

les collectivités locales. Cet ouvrage devrait aider les collectivités à appliquer les normes auxquelles elles ont désormais obligation de faire référence lorsqu'elles lancent des appels d'offre et passent des marchés. Il a été tiré à 65 000 exemplaires et sera distribué

► Direction générale des collectivités locales, 2, place des Saussaies 75800 Paris. Tél. : (16-1) 40-07-29-74.

 Collectivités en chiffres. – La direction générale des collectivités locales vient de faire paraître une seconde édition de l'ouvrage les Collectivités locales en chiffres, Ce document dénombre les collectivités, indique leur population en exploitant les résultats du demier recensement, et présente des éléments statistiques sur les élus locaux. Il donne de nombreuses informations financières sur les communes, les groupements, les départements et les régions. ▶ 96 pages, 95 francs. La Documentation française, 29-31, quai Voltaire, 75344 Paris Cedex 07.

COURRIER Retour au Festival de Thonon

Après l'article de Michel Castaing intitulé « Un bain de jouvence pour Thonon» (le Monde daté 19-20 mai), nous avons reçu de M. Jean-Paul Chamblas, créateur dans cette ville du Festival national du théâtre lycéen (FNTL), une lettre, dont nous publions

secrétaire général de Limoges. -M. Eric Martin a succédé à M. Jean

Lopez, qui a pris sa retraite, comme secrétaire général de la mairie de Limoges (Haute-Vienne) depuis le

Agé de trente et un aus. M. Eric Martin est titulaire d'une liceace d'histoire. Après des études à Sciences-Po (service public),

puis à l'ENA (promotion Brandel), il a

commence su carrière protessonneus ca 1987 à la chambre régionnle des comptes de Bourgogne. Il est l'auteur d'une publica-tion sur la Catalogne dans la collection « Notes et études documentaires » de la

G Route et rue. - L'Union routière de France et le Conseil national des

économies régionales et de la productivité organisent un colloque

rtation française.

AGENDA

encé sa carrière professionnelle en

les extraits suivants : Il faut savoir que, dans la situation actuelle du théâtre à l'école, recevoir cent demandes de dossiers et en accueillir soixante-sept conformes au règlement constitue un très bon score. Nous plaçons la barre assez haut (trop peut être?) et nous savons que beau-coup de lycées intéressés ne s'inscrivent pas, estimant à tort ou à raison

que leur niveau est insuffis D'autre part, il ne me semble pas exact de dire que le public était constitué pour l'essentiel des lycéens eux-mêmes. Sachant qu'ils accédaient gratuitement aux spectacles, d'où

relle) et la participation de l'éducation nationale. Payer un mi-temps à l'un de ses fonctionnaires constitue un réel et onéreux effort. En ajoutant une subvention de 40 000 F, on doit obtenir une somme comparable à la sub-vention municipale (120 000 F).

Enfin, compte tenu du réel soutien apporté par la profession du théâtre à notre manifestation, j'aurais aimé que les noms d'Alain Batifoulier, de Francois-Eric Valentin et du NADA Théâtre soient évoqués. Ils ont fait un travail formidable sur et hors scène.

La lettre de M. J-P Chamblas appelle les ouscryatous, suivantes :

) La situation actuelle du thétère à l'école, c'est justement là le problème : est-ce la notoriété du jeune FNTL (créé en 1988) qui est encora lusuffisante on est-ce l'impulsion douade dans les lycées par les ministères de l'éducation nationale et de la culture? Le nombre de dossiers reçus nous à paru effectivement faible.

pratuitement aux spectacles, d'ou viennent les 70 000 F de recettes?

Prix des places: 20 F et 40 F, laissezpasser: 100 F.

Par ailleurs, je ne mets pas sur le même plan la «ladrerie» de la DRAC (direction régionale de l'action cultu-

nais ne s'est pas « précipité », comme nou l'avons écrit, pour voir les pièces proposées mais nous avons peut-être minimisé sa par-ticipation (six cents personnes pour Ulm). despanse (ax cenes persumes pour Une).

3) Dans la mesure où le FNIL est une manifestation antionale et où le théâtre est une singulière école de formation, l'éducation nationale (ou rereatous pas sur la subvention du ministère de la culture) assuit pa se montrer plus généreuse. Mais me soyous pas plus royaliste que le roi. sojous pas pass representation de la lain Battioulier, scénographe attitré de Marcal Maréchal et de Danlel Mesgaisch, avait mouté une exposition, « Envers et décats », particulièrement soignée ; Frances de la lain de lain de la lain de la lain de la lain de lain de lain de lain de lain de la lain de décors », particulièrement solgnée ; Fran-cois-Eric Valentia, ancien professeur d'échainge artistique, avait animé un inté-ressant atelier, « Lumière pour le specta-cie », Philippe Assella, fondateur du jenne Théaire international, Jean-Louis Heckel et Babette Masson du NADA Théâtre avaient « autopuié » leur métier de camé-dien devant de jeunes anditoires passion-nés : Plarra Arditi antin anti été le dien devant de jeunes anditoires passion-ués : Pierre Arditi, enfin, avait été la vedette d'un forum et avait rencontré Olivenette d'un toram et avait rencontré Oli-vier Balazuc, seize aus (lycée privé de Juilly, en Seine-et-Marne), aus graine de grand consédien – qu'll vent devenir, – un soun à retenir. Tout cela avait été élt, mais ce passage avait été supprimé pour des rai-sons tochaiques. Vollà qui est rétabli. – M. C.]

révolutionnaire de la

Le Conseil régional de Franche-Comté recrute son

DIRECTEUR DES RESSOURCES HUMAINES

pour le 1ex septembre 1991

Votre mission:

Rattaché à la direction générale, vous aurez la responsabilité de l'administration et de la gestion du personnel, de la formation et de la communication interne.

Porteur d'une image efficace et dynamique de la fonction Personnel, vous contribuerez tout particulièrement à la bonne marche du PROJET D'ENTREPRISE.

Vous assurerez votre mission avec le concours d'une équipe déjà en place (7 personnes).

Votre profil:

Vous êtes fonctionnaire, attaché principal ou directeur, vous justifiez d'une expérience à un poste de responsabilité dans la fonction gestion des ressources

Votre sens des relations humaines et de la communication, votre aptitude au management seront vos meilleurs atouts pour réussir à ce poste passionnant.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite + CV + photo) à : M. le président du Conseil régional de Franche-Comté 4, square Castan, 25031 BESANÇON CEDEX.

RHÔNE-ALPES

Avec ses 5 350 701 habitants, Rhône-Alpes a, contrairement à bien 🖺 du Bourget d'autres régions françaises, une importance comparable à ses voi-RHÔNE-ALPES sines européennes. A titre d'exemple, le Bade-Wurtemberg compte 9 330 000 habitants environ, la Lombardie, Valence 8 890 000; la Catalogne, 6 000 000. De même, Privas l'agglomération de Lyon HAUTES-ALPES et ses 1 260 000 habitants peut se comparer à celle de Munich (1 200 000 habitants), de Barcelone (1 700 000 habitants) ou de Milan DE-HTE.-PROVENCE (1 480 000 habitants). Source (autoroutes) : AREA, janvier 1991

La région Rhône-Alpes rassemble huit départements et au total. 5350701 habitants. Sa population a, entre 1982 et 1990, augmenté de 6,67 %, c'est-à-dire nettement plus que la moyenne des régions de la métropole (+ 4,50 %) et plus, par exemple, que la région llede-France (+ 5,83 %). Tous les départements ont vu leur population augmenter entre les deux recensements de 1982 et 1990 dans des proportions très différentes : l'Ain de 12,54 % (471 019 habitants) ; l'Ardèche de 3,58 % (277 581); la Drôme de 6,23 % (414 072); l'Isère de 8,48 % (1 016 228); la Loire de 0,92 % (746 288); le Rhône de 4,41 % (1 508 966); la Savoie de 7,60 % (348 261); la Haute-Savoie de 14,92 % (568 286).

Les chemins pour demain

Un projet révolutionnaire de la SNCF : une autoroute ferroviaire dans la vallée du Rhône

A vallée du Rhône sera dans les années 2000 un véritable couloir ferroviaire. Des TGV français, ou leurs concurrents italiens, devraient se succéder à vives cadences et vitesse rapide. Des convois, transportant sur deux niveaux des conteneurs de marchandises, circuleront aussi sur ces voies nouvelles, moins rapidement mais tout aussi efficacement. L'avenir du transport ferroviaire passe, en effet, à la fois par la vitesse pour les voyageurs et le transport combiné pour les marchan-

Mais le «ferroutage» – qui suppose le transborde-ment des conteneurs – n'est peut-être qu'un palliatif. La SNCF a mis à l'étude un autre mode de déplacement : des trains transportant des camions complets, c'est-à-dire les tracteurs et leur remorque. Les spécialistes appellent cela la « route roulante ». Des autorontes ferroviaires, en somme. Sur des trains platesformes de 1 à 2 kilomètres seraient chargés très rapidement (en quinze minutes) 75 ou 100 poids lourds. Les rames se succéderaient toutes les six minutes (1): mille poids lourds à l'heure. Autant de moins sur les autoroutes! La première approche, très sommaire, réalisée par la SNCF, porte sur un tracé allant, grosso modo, du nord de la France à la frontière espagnole en passant par Paris, Dijon et Lyon. Elle prévoit de remettre au gabarit des lignes existantes, actuellement sous-utilisées. Coût très approximatif du projet : 60 milliards de francs, équivalant aux prévisions initiales du tunnel sous la Manche. Cher sans doute, mais «l'autoroute ferroviaire » offre, a priori, beaucoup de qualités : économe en temps, plus sécurisant, moins polluant, et, ce qui n'est pas le moindre des avantages, plus confortable pour les chauffeurs, qui pourraient profi-

ter du voyage pour se détendre ou se reposer. Reste, cependant, à régier une question essen-

tielle: les tarifs. Comment assurer un retour sur investissement correct pour un équipement de cette importance sans pratiquer des prix dissuasifs? La réflexion est donc entamée pour envisager des finan-cements originaux. Certains spécialistes sont convaincus qu'il faudra avoir recours à un partenariat SNCF-sociétés concessionnaires d'autoroutes. Puisque celles-ci ont tout intérêt à préserver la qualité de leurs services, pourquoi ne seraient-elles pas favorables à une mesure qui éliminerait de leurs chanssées une partie des poids lourds? Quoi qu'il en soit, l'idée de la « route roulante » est présentée comme une solution de rechange réaliste aux difficultés des transports de marchandises.

Trafic doublé en sept ans

Car tous les experts sont formels : le trafic marchandises sur route va doubler dans les prochaines années. Plus ou moins vite, bien sûr. « Dans les sept ans à venir », affirme M. Pierre Dumas, sénateur (RPR), vice-président du conseil régional, en charge de ces questions. Spécialiste de haut niveau, consulté en France et à l'étranger, M. Alain Bonnafous, direc-teur du Laboratoire d'économie des transports (LET) à Lyon, confirme, éloignant seulement l'échéance: « doublement assuré en 2005 », dit-il. Résultat qui correspond à 7 % d'augmentation du trafic pendant quinze ans : « soit rien du tout », souligne-t-il. Or, le phénomène peut, selon lui, tout aussi bien s'accélérer. Ainsi, dans les années 80 où la croissance économique a été de 3 %, le trafic a augmenté de 10 %, voire 13 %. Dans cette hypothèse, la vallée du Rhône, passage naturel entre l'Europe du Nord et celle du Sud, serait totalement engorgée avant la fin de la décennie.

Face à ce phénomène, aucune arme n'est vraiment la saturation - et Grenoble-Sisteron. Cette autoroute

dissuasive. La voie fluviale, la fameuse liaison entre le Rhône et le Rhin, par la Saône en cours d'aménagement et, au-delà, par un canal à grand gabarit (17 milliards de francs et vingt à vingt-cinq années de travaux), ne convainc plus personne. Du moins en France où la navigation sur les canaux est davantage un art de vivre qu'un mode de transport. Les plus optimistes comptent sur une aide des Etats européens où cette activité joue encore un rôle dans la vie économique. Et sur une transformation de la profession des mariniers, plus hypothétique encore.

Le développement du réseau autoroutier est donc présenté comme la seule solution pour répondre à la croissance du trafic dans la région, interne ou de transit. « Il faudra accomplir un effort identique à celui réalisé pendant les sept dernières années. Ca ne diminuera pas la pression mais ça ralentira l'ággravation », explique M. Dumas. Avec, actuellement, 170 kilomètres d'autoroute pour 1 million d'habi-tants (118 pour la France) Rhône-Alpes devrait donc conserver une bonne avance : le schéma directeur prévoit plus de 500 kilomètres nouveaux (soit 270 kilomètres pour 1 million d'habitants). Sont compris dans le schéma l'achèvement du contournement est de Lyon; l'autoroute Grenoble-Valence (A 49) déjà partiellement ouverte; Lyon-Balbigny, maillon d'une future liaison Genève-Bordeaux; un tronçon an sud du Léman.

Un nouvel axe nord-sud

Inclus aussi dans ce programme, des voies plus stratégiques encore, comme l'autoroute de Mau-rienne jusqu'au tunnel du Fréjus – essentielle pour les liaisons est-ouest quand on sait que le tunnel du Mont-Blanc, ouvert depuis vingt ans, est proche de

des sommets - elle devrait passer par le col de Luzla-Croix-Haute - complétée par la réalisation d'un «barreau» entre Ambérieu-en-Bugey (Ain) et Bourgoin-Jallieu (Isère), formera, dans dix à quinze ans, un nouvel axe nord-sud. Permettra-t-il de faire l'économie du doublement de l'autoroute A7, dans la vallée du Rhône? Certainement pas à lui tout seul. Pour éviter d'en arriver à une aussi absurde extrémité, les experts comptent sur deux autres tracés : à l'ouest, Clermont-Ferrand-Béziers, et, au sud, Valence-Montpellier (sur laquelle il est vrai la réflexion est à peine entamée), qui couperait transversalement l'Ardèche. Deux tracés qui pourraient contribuer davantage à l'aménagement du territoire mais qui sont, en raison du relief, moins attirants pour des poids lourds.

« De petits ballons d'oxygène », estime M. Bonnafous. Ces projets, s'ils se réalisent, ne verront pas le jour, en effet, avant une vingtaine d'années. Il prédit donc toute une série de mesures, pour lesquelles la direction des routes du ministère de l'équipement et la DATAR ont d'ailleurs engagé des études, qui retarderont l'asphyxie : accès réglementé selon les jours, les heures, les catégories de véhicules; augmentation des tarifs pour les poids lourds; abaisse ment sensible de la vitesse de circulation. « En limitant celle-ci à 90 km-heure on peut gagner jusqu'à 30 % de capacité sur une autoroute », affirme-t-il. Les Américains appliquent ces recettes depuis longtemps. Mais à quel niveau de saturation les automobilistes français accepteront-ils de changer d'atti-

BERNARD ÉLIE Lire is suite page 20

(1) La cadence pourrait même être portée ultérieurement à trois minutes, donnant à ce mode de transport les caractéristi-

Mon manquee centralisation

重建的 医软管生物

L'ÉNERGIE NUCLÉAIRE, PREMIER ATOUT DE LA RÉGION RHÔNE-ALPES

Le tiers de l'électricité consommée en France est produite en Rhône-Alpes ; à cile seule, la production d'électricité de cette région est deux fois supérieure à celle de la Belgique ou de la Suisse. Et l'essentiel de cette électricité est d'origine nucléaire : avec un réacteur de la filière graphite-gaz, quatorze réacteurs de la filière eau légère et le surgénérateur prototype de Creys-Malville, Rhône-Alpes dispose de l'ensemble des types de réacteurs du programme nucléaire français.

Cependant, le nucléaire en Rhône-Alpes ne se réduit pas à la production d'électricité ; il ne s'agit pas d'une colonisation par EDF d'un chapelet de beaux sites le long du Rhône ; toutes les activités liées à la production d'energie nucléaire –
la recherche et le développement, l'ingénierie, la production d'uranium enrichi et la fabrication du combustible, la
maintenance nucléaire – sont activement exercées en Rhône-Alpes.

En un peu plus d'une dizaine d'années, et sans réelle prise de conscience de la région, l'énergie nucléaire est dever première industrie de Rhône-Alpes, et Lyon est la capitale du nucléaire français.

LE NUCLÉAIRE, PREMIÈRE INDUSTRIE RÉGIONALE Les centrales de production d'électricité

Avec une valeur de 16,5 milliards de francs en 1990, la production d'électricité nucléaire a représenté plus de 10 % de la production industrielle régionale concentrée en quelques sites le long du Rhône. La production d'énergie nucléaire est une industrie à très fort contenu de capital : en un peu plus de dix ans a été réalisé un montant total d'investissements d'environ 150 milliards de francs. L'emploi direct du personnel d'exploitation associé – un peu plus de 4 500 personnes – donne une idée très sous-estimée de l'impact économique de l'exploitation de ces sites : une part importante de l'activité de maintenance, en effet, a lieu dans le cadre de sous-traitances. Plus significatif de l'apport direct à l'économie régionale est le montant de la fiscalité locale payée par EDF pour l'exploitation de ses centrales : avec près de 2 milliards de francs pour l'année 1990, EDF détient sans doute le titre peu envié de plus gros contribusble des collectivités locales.

Les sites nucléaires sont jeunes : la dernière tranche du site le plus ancien (Bugey) a été mise en service en 1980. Pouvant durer jusqu'à une quarantaine d'années, on peut donc prévoir que, progressivement, les centrales seront complètement intégrées dans l'économie locale. Lorsqu'elles seront déclassées, il y a gros à parier qu'elles seront remplacées par des centrales de la technique du moment implantées sur le même site : les avantages d'une production d'énergie concentrée, l'existence d'un réseau de transport haute tension, la disponibilité d'une source froide (le Rhône), enfin la volonté qui s'exprimera le moment venu de préserver les emplois induits plaideront pour que ces sites deviennent « sites permanents ». Aussi, de façon certaine, les sites nucléaires vont-ils entrer dans la culture et dans l'histoire régionales.

La recherche et le développement

Une part importante de la recherche et du développement nucléaires français est exécutée au Centre d'études nucléaires de Grenoble (CENG), l'un des cinq centres civils de recherche du CEA. Créé en 1955 par le professeur Neel, Prix Nobel de physique, le CENG emploie aujourd'hui près de 3 000 agents.

Pour s'en tenir à la recherche appliquée nucléaire (750 agents), le centre de Grenoble a acquis une réputation incontestée dans l'étude des phénomènes thermohydrauliques (houcle OMEGA pour la thermohydraulique des assemblages combustibles eau légère; boucle BETHSY permettant de simuler les conséquences d'un accident de perte d'eau primaire, qui est la plus grosse installation de ce type en Europe; développement du code de référence d'études d'accident CATHARE); ces compétences sont également appliquées à la filière prototype des surgénérateurs à neutrons rapides. Dans le domaine du combustible, le CENG a mis au point un procédé d'enrichissement de l'uranium par voie chimique; il dispose par ailleurs de plusieurs réacteurs de recherche utilisés pour le développement des matériaux du combustible, ou la formation du personnel.

Au sud de la région, l'établissement de la vallée du Rhône s'étend sur les deux régions administratives : Rhône-Alpes Provence - Côte d'Azur, avec les sites de Pierrelatte et de Marcoule. A Pierrelatte, dont les activités sont plutôt entées vers la production industrielle, se poursuivent notamment des développements sur la conversion de l'uranium

En outre, divers instituts universitaires disposent de laboratoires qui consacrent une partie de leur activité à l'industrie nucléaire, notamment l'Institut polytechnique de Grenoble, l'INSA et l'École centrale de Lyon.

L'industrie du cycle du combustible

Toute la partie amont du cycle du combustible français (conversion de l'uranium, enrichissement, fabrication des ments combustibles) se déroule en Rhône-Alpes. Avec un chiffre d'affaires d'environ 10 milliards de françs par an, les férentes installations du cycle fournissent ainsi la matière première du quart de l'énergie consommée en France, toutes

A Pierrelatte, la conversion de l'uranium en hexafluorure d'uranium est faite dans les installations de Comurhex, qui sont les plus importantes d'Europe dans leur genre. L'usine Georges-Besse d'Eurodif sert à l'earichissement de l'uranium – investissement de 50 milliards de francs qui emploie 1 100 personnes, elle a déjà produit l'équivalent en énergie d'1 milliard de tonnes de charbon. Eurodif est une filiale contrôlée majoritairement par le CEA.

La fabrication du combustible lui-mème s'effectue à partir de l'uranium enrichi pour les centrales à eau légère, ou de l'uranium métallique pour les centrales graphite-gaz. Les matériaux des gaines de combustible sont produits par Cezus du groupe PUK dans ses usines de Savoie et de l'Isère. Les assemblages de combustible eux-mêmes sont fabriqués par SICN (groupe CEA, 600 personnes) à Annecy pour les centrales graphite-gaz et pour les réacteurs expérimentaux, et par FBFC (Société franco-beige de fabrication du combustible, filiale de PUK, Framztonne, le CEA et la Société générale de Belgique) dans ses deux usines de Pierrelatte et de Romans (effectifs de l'ordre de 1 000 personnes); la nouvelle usine de Pierrelatte, notamment, fabrique avec une automatisation poussée les combustibles les plus récents.

La plupart des composants entrant dans les centrales nucléaires sont fabriqués dans des usines qui produisent également des matériels pour d'autres industries : leur énumération ferait sortir du cadre de cette présentation. Il convient cependant de souligner que le marché nucléaire fait vivre des petites sociétés très innovantes (Pyrocontrôle, près de Lyon, fournisseur de sondes de température très spécifiques), des PME qui ont trouvé certains débouchés à leur savoir-faire (Robatel à Lyon, fournisseur de châteaux de plomb pour le transport du combustible et d'écrans de protection biologique), des entreprises de mécanique, fitiales de grands groupes industriels (NFM à Grenoble, qui a fourni certaines parties essentielles de la centrale de Creys-Malville et des matériels pour les usines du cycle du combustible ; Merlin-Gerin pour le contrôle-commande ; Delle Alsthom pour le matériel électrique de puissance, etc.).

Lyon, capitale de l'ingénierie et de la maintenance nucléaire

EDF dispose à Lyon-Villeurbanne de trois importantes unités d'études et d'ingénierie, qui totalisent près de 500 ingé-Le Service Etudes et Projets Thermiques et Nucléaires (SEPTEN) est à vocation nationale et internationale. Responsable des études de base de conception des centrales, il même à bien les études du projet N4 (première centrale complètement française).

Il conduit aussi les actions sur la conception des futurs ontils de production français et européens. Ces réflexions concernent d'une part le programme REP 2000 (REP pour « Réacteur à eau sous pression », 2000 pour « début des mnées 2000 »), d'autre part le projet EFR (European Fast Reactor), filière des surgénérateurs.

Le SEPTEN apporte également son soutien à l'exploitant de la cinquantaine d'installations en fonctionnement afin d'améliorer la souplesse d'exploitation des centrales (suivi de charge et modulation), en augmenter la puissance, charger de nouveaux combustibles, prolonger la durée de vie tout en améliorant encore et toujours le niveau de sûreté. Début 1990, la Direction de l'Equipement d'Électricité de France a confirmé l'importance qu'elle entendait don la région Rhône-Alpes en choisissant d'implanter à côté du SEPTEN deux autres unités, le CLI et le CNIPE.

Le Centre Lyonnais d'Ingénierie (CLI) a assuré la maîrise d'œuvre des centrales de Bugey, Creys-Malville, Cattenom et Saint-Alban. Outre sa contribution essentielle à la mise en service de Creys-Malville, il conduit actuellement les importants travaux nécessités par des visites décennales de Fessenheim, de Bugey et de Tricastin.

Le Centre National d'Ingénierie pour le Parc en Exploitation (CNIPE), créé en 1989, associe en permanence l'analyse du concepteur à celle de l'exploitant.

Le CNIPE mène également les études sur le démantèlement des centrales.

Cette concentration inégalée de compétences – d'ores et déjà, dans le cadre d'accords européens, des ingénieurs étrangers ont rejoint le SEP (EN – contribue à faire de la région Rhône-Alpes le pôle d'excellence français du nucléaire

Le groupe FRAMATOME dispose également de trois entités installées à La Part-Dieu et à Villeurbanne

La Direction des Services Nucléaires exerce son activité dans le domaine de la maintenance des chandières nucléaires REP; elle emploie dans la région lyonnaise 544 personnes dont 217 ingénieurs. Une de ses divisions emploie en outre 496 personnes à Chalon-sur-Saône. Elle fait appel à du personnel complémentaire pendant les phases d'arrêt des centrales pour rechargement et entretien. Le tiers de son activité est à l'exportation. Elle a développé et met en œuvre des produits permettant des interventions très spécifiques : protection des tubes de généraleur de vapeur contre la corrossion par traitement thermique ou grenaillage, bouchage de ces tubes, intervention diverses en boîte à eau, modifications des internes de cuves et remplacement de certaines pièces de ces internes, etc. Toutes ces activités exécutées dans un milieu contaminé et radioactif nécessitent le développement de robots spécialisés ; elles impliquent un très hant niveau de qualité compte tenu de leur impact direct sur le sûreté des centrales.

La Direction Novatome, qui a assuré la conception et la fourniture de la centrale nucléaire de Creys-Malville (surgénérateur européen réalisé par la NERSA), est également installée à La Part-Dieu. Elle représente chaque année un chilire d'affaires en études et maîtrise d'œuvre de près de 200 millions de france et dispose de spécialistes de réputation mondiale dans la physique des réacteurs, la mécanique ou la thermohydraulique. Au-deià des activités liées à l'achèvement de la centrale de Creys-Maiville, Novatome participe à l'avant-projet européen d'un futur réacteur surgénérateur, et assure la maîtrise d'œuvre de divers ateliers et laboratoires spécialisés (installation Atalante regroupant à Marcoule des laboratoires d'œuvre de combustible).

La Division Combustible et le GIE Fragema sont spécialisés dans la conception et dans la commercialisation du combustible REP, celui-ci, pour l'essentiel, étant fabriqué dans les usines FBFC précitées de Romans et de Pierrelatte, ainsi qu'à Dessel en Belgique. Fragema dispose d'un bureau d'études responsable du dessin des assemblages, qui utilise en particulier la recherche et le développement du CEA. Fragema a notamment développé récemment le combustible avancé AFA ainsi que le combustible à oxyde mixte uranium-plutonium MOX dont les premiers assemblages ont été chargés à Saint-Laurent en 1987. En outre, Fragema à développé divers services liés à l'exportation du combustible (gestion du couur, réparation des assemblages, etc.).

LE NUCLÉAIRE, UN ATOUT DE LA RÉGION

Lorsqu'on évoque à Lyon les nouvelles technologies, il est courant de mentionner la chimie, l'agrochimie, la biologie e leurs prolongements, dont les biotechnologies : en revanche, l'électromicléaire, qui est pourtant la plus importante et la plus présente des technologies nouvelles, est en général purement et simplement ousis. Sans doute y a-t-il conjoaction entre le discrètion naturelle des ingénieurs et l'image que certains présentent comme négative du metéaire. Cette situation devu évoluer, car il est une nécessité nationale que le météaire soit use industrie recomme comme indispensable au développement du pays et il est une nécessité régionale que les responsables politiques, économiques et sociaux apprécient la richesse industrielle énergétique de la Région et en profitent.

A ces deux conditions, le secteur nucléaire pourra jouer pleinement son rôle moteur d'entraînement et de développement de l'économie régionale. L'atout que représente la mise à disposition d'une électricité de qualité disposible en grande quantité à un prix le plus compétitif au plan européen permettra à la région Rhône-Alpes de développer son outil indastriel et par là de créer des emplois.

FRAMATOME ÉTABLISSEMENT DE LYON

ÉLECTRICITÉ DE FRANCE EN RHÔNE-ALPES

RHÔNE-ALPES AU FUTUR

Mionnay au péril de l'autoroute

Cette petite commune de l'Ain sera sauvée ou... gâchée par ses pompes à essence

OUT en rondeurs affables, Martial Baise, maire de Mionnay, dans l'Ain, ne paraît pas d'un naturel bilieux. Pourtant, lorsqu'il est dans la cabine de son tracteur et qu'il peut réfléchir tranquille, tout en labourant, il se fait du souci. Sa petite patrie située à l'orée de la Dombes a bien changé en quarante ans. Le village agricole où les Lyonnais gourmands venaient en voisins déguster le célèbre gratin de queues d'écrevisse du «chef» Alain Chapel est devenu une banlieue-dortoir d'où les employés prennent chaque matin le train pour La Part-Dieu. La population a presque quadruplé, passant de 310 à 1 100 âmes, les lotissements s'étendent, les écoles bourgeonnent et la station d'épuration est complètement asphyxiée.

Or voici un nouveau séisme. Après la nationale 83 et la voie ferrée filant vers Bourg-en-Bresse, après deux lignes haute tension venant de la centrale du Bugey, une autoroute va tronçonner encore un peu plus la commune. Les ingénieurs ont décidé de lui accoler deux «aires de service», comme ils disent. En clair : des pompes à essence - les fameux volucompteurs - capables d'abreuver simultané-

kings pour recevoir deux cents voitures et cinquante poids lourds, un restaurant équipé pour sustenter cent vingt conducteurs presses et un hôtel pour leur offrir une brève nuit de repos. Le tout relié par un pont. Le département de l'Ain pourrait y avoir sa vitrine et une boutique de vente de produits régionaux.

de Chine

La Société des autoroutes Paris-Rhin-Rhône, qui a imaginé tout cela, essaie de rendre son installa-tion séduisante. D'abord elle paie indemnités d'éviction comprises -100 000 francs l'hectare. De quoi faire réfléchir les mécontents. Ensuite elle a mandé des architectes et paysagistes parisiens de renom -comme Novarina et Jacques Simon afin de dessiner espaces et toire - commerce oblige - mais dûment verdi de plantes d'ornement et d'érables du Canada. Entre deux passages de «bahuts» et derrière la ligne haute tension on apercevra même, paraît-il, les hauteurs des monts Dore.

Censemble offrirs une cinquantaine d'emplois (deux fois plus qu'il y a de chômeurs à Mionnay) et un doublement des taxes professionnelles alimentant le budget communal. De quoi moderniser le stade, construire la salle que les basketteurs réclament et peut-être même doter le bourg d'une gare convena-ble. « En somme, réfléchit M. Baise, cette aire de service équivaut à l'ins-tallation d'une PME. Et elle tient lieu de zone d'activités que le schéma d'aménagement du Haut-Rhône me refuse.»

Mais au regard de ces avantages d'asphalte dresse comme une muraille de Chine isolant une portion de la commune et grignote déjà 30 hectares. Le moderne caravansérail qu'on vent lui ajouter en

dévore 50 autres. Le dernier carré décor futuriste dessiné par des des cultivateurs va-t-il perdre encore quelques grognards? «Comme maire je dis oui à l'autoroule et à ses annexes, mais comme agriculteur c'est plutôt non», résume Martial Baise

Monsieur le maire est dans la position des deux cent maires de communes rurales qui, en France, on recu ou vont héberger une aire de service autoroutière. De toute manière on ne leur laisse guère le choix. Les volucompteurs sont considérés comme d'utilité publique et justifient l'expropriation. Alors, puisqu'il faut « faire avec», autant en profiter et descendre défi-nitivement du tracteur.

Au conseil général, à Bourg-en-Bresse, on pèse aussi le pour et le contre avant de s'engager. Il y a quelques années, les élus considéraient avec angoisse le schéma qui, avec 230 kilomètres de tracé et vingt-cinq échangeurs, fait de leur département le champion de France des autoroutes. Puis Jean Grammont, le directeur des services du conseil général, a fait la démonstration, que chaque diffuseur engen-drant 15 hectares d'activités, ce schéma était un formidable outil de développement et l'atout principal de l'Ain. L'enthousiasme néophyte a succédé à la dépression. Le dépar-tement a investi plus de 18 millions de francs dans l'aménagement de deux aires de service, l'une à Bourg-Jasseron, l'autre à Ceignes, en direction de Genève, Aux volu-compteurs on a ajouté chaque fois un restaurant eastronomique, un un restaurant gastronomique, un relais routier, une boutique et une salle d'exposition offerte aux « forces vives du département »,

architectes. C'était une première en

Les résultats sont plus que miti-és. Les routiers boudent, les gastronomes aussi, les boutiques équilibrent à peine, et les hails d'exposition, où sévissent le vandalisme et la fauche, n'intéresssent ni la chambre de commerce ni la chambre d'agriculture. Car les conducteurs se révèlent comme de bien mauvais clients. Le plein fait, ils dépensent pour le reste entre 20 et 150 francs maximum, dévorent en regardant leur montre et trouvent que l'autoroute mène à tout à condition d'en sortir. Les aires de service sont enfermées dans une contradiction dont celle de Mion-nay sortira difficilement. Il fant qu'elles soient à la fois proches du ruban d'asphalte pour être aperques de loin et totalement isolées de l'enfer de bruit et de pollution pour qu'on soit tenté de s'y reposer, manger et dormir. Pour devenir des lieux de vie, ne serait-ce que quelques heures, les caravansérails autoroutiers devront être complètement

Aussi, pour Mionnay, le conseil général est disposé à cautionner ou à sponsoriser l'opération, mais sûrement pas à la prendre à son compte. « Il y a des investissements plus urgents », dit sobrement M. Grammont. Consequence : à l'automne prochain, lors de l'ouverture du premier tronçon de l'auto-ronte A 46 (Villefranche-sur-Saöne-Vienne), Mionnay aura quarante volucompteurs de plus et 80 hectares de moins. Pour le reste, on verra plus tard... après les JO de 1992.

MARC AMBROISE-RENDU

Vues d'avenir

A place de Rhône-Alpes dans l'ensemble national ou européen et renforcer la cohééclatés », le conseil régional a décidé d'élaborer un schéma d'aménagement portant sur le long terme, dont l'étude préalable a été confiée au cabinet Ten de M. Claude Neuschwander. Elle fait actuellement l'objet de nombreuses consultations et d'avis émanant du Comité éco-

comme l'on dit. Le tout dans une

nomique et social et des chambres consulaires. Première région en France à engager cette procédure, Rhône-Alpes, depuis sa création en 1974, est toujours à la recherche d'une unité, qui lui est disputée par les stratégies de chacun de ses huit départements. Après l'adoption du schéma Lyon 2010, traduit ensuite dans un schéma direc-teur (SDAU), les conseils généraux de la Haute-Savoie, tournée vers Genève, de la Savole, de l'Isère et de la Drôme se sont eux aussi lancés dans des

réflexions prospectives, tout en

amorçant des rapprochements bilatéraux pour la réalisation de projets communs, notamment sur leurs zones frontières.

une conférence de concertation avec les présidents des conseils généraux et les maires de grande ville, l'exécutif régional tente d'harmoniser les politiques respectives. Depuis l'accession de Charles Millon à la présidence, le conseil régional semble, il est vrai, décidé à clarifier ses interventions autour de quelques grands projets prioritaires pour la région

Parmi ceux-là, le renforcement du réseau des villes par des liaisons de transports mieux adaptées ou encore la création d'un nouveau pôle autour de l'aéroport de Lyon-Satolas, considéré comme l'épicentre de Rhône-Alpes.

Sans doute s'agit-il aussi de permettre aux élus rhônalpins de parler d'une seule voix, face à l'Etat qui, de son côté, a commencé de faire connaître ses priorités pour l'aménagement du territoire de la région.

Les chemins pour demain

Saite de la page 19

Face à cette course de vitesse entre le développement économique et les infrastructures, les élus de Rhône-Alpes ne donnent pas l'impression d'être soucieux. Ils tirent même de la situation géographique de Rhône-Alpes un atout pour le développement futur. Satolas, dont les ambitions internationales font l'objet, désormais, d'un consensus, devrait effet, avec l'ouverture, dès 1992, de la gare TGV (2), en correspondance directe avec l'aérogare et le réseau autoroutier, la région disposera d'un atout exceptionnel. « Pour l'instant, on sous-estime l'impact du site, notam-ment du côté de la SNCF», estime Bernard Soulage, conseiller régional (PS). «Si on met les moyens, ce sera un produit très performant. L'effet d'attraction est déjà enorme sur des groupes étrangers. La demande va être entraînée par l'offre.»

Ce ne sont pas les responsables de la Chambre de commerce et d'industrie de Lyon, concessionnaire de l'aéroport, qui le démentiront. Ils préparent activement le grand rendezvous de 1993 : deuxième piste, 1 200 places supplémentaires de stationnement, agrandissement des aéro-gares, etc, soit 450 millions de francs d'investissement (hors travaux du TGV), pour tirer le meilleur parti d'un site qui aura le privilège d'être desservi par air, autoroute et, cas unique encore en Europe, par le train à grande vitesse. En donnant des «ailes» à la gare ferroviaire, l'archi-tecte catalan Santiago Calatrava a fait plus que réaliser une œuvre audacieuse : il symbolise à l'avance cet envol de Satolas qui espère doubler son trafic passagers (près de 4 mil-lions aujourd'hui) dans les dix ans à

Le prix de l'environnement

Mais à bien des égards cette course de vitesse entre les modes de déplacement ressemble à une fuite en avant. L'engouement de Rhône-Alpes pour les communications, le front uni que la région a présenté pour faire inscrire la ligne de TGV Lyon-Turin, par Chambéry, dans le schéma directeur national, son souhait de resserrer le maillage régional en créant des liai-sons inter-cités copiées sur le modèle germanique, sa soif d'antorontes et de plates formes d'échange de marchan-

dises, tout cela finit par donner le tournis. Les plans du futur ne prennent en compte le développement économique que dans des formes convenues. Or tout le monde s'accorde à dire que l'impact de l'environnement sera de plus en plus contraignant. En termes de résistance des populations mais aussi en termes de coût de réalisation. Pour Lyon-Tuvin, il sera nécessaire de percer successivement la montagne de l'Epine, la chaîne de Belledonne, et les 60 kilomètres de la dorsale principale des Alpes. Au moins vingt-cinq ans de travaux pour mettre la capitale du Piémont à une heure quinze minutes de la capitale de Rhône-Alpes. Et la facture d'un nouveau «tunnel sous la Manche»! « On fera sans doute la première partie jusqu'à Montmélian, parce qu'elle est renuable, affirme M. Soulage, Mais après?»

En haut lieu, certains s'interrogent si les transports prenaient récliement en compte le prix de l'environnement, continuerait-on à leur sacrifier autant d'espace? Pour ceux-là, l'Europe en formation devrait apporter un chan-gement radical dans la division spa-hale du travail. Mais qui, élus ou économistes, cherche réellement à découvrir ces voies inconnues?

BERNARD ELIE

(2) La gare TGV construite en tranchée devrait être achevée à la fin de l'année 1992. Néanmoins, elle sera ouverte par-tiellement à l'occasion des Joux olympiticiement à 1 ocussion des joux divinipa-ques d'hiver en février 1992. Le tronçon de voie nouvelle prolongeant la ligne Paris-Lyon jusqu'à Valence n'ouvrira qu'à la fin de l'année 1994.

RHÔNE-ALPES AU FUTUR

La santé comme industrie

L'Institut Mérieux et des dizaines d'entreprises font de la région l'un des plus importants pôles de production pharmaceutique française

LLOPATHIE ou homéopathie? La région Rhône-Alpes affiche un bei œcuménisme dans ce débat quasi théologique opposant les médecines douces à celles qui le sont moins. Elle compte sur son sol, avec l'Institut Mérieux, la plus grande entreprise mondiale de fabrication de vaccins et, avec les laboratoires homéopathiques Boi-ron, le principal et inlassable pro-pagandiste des thèses du profes-seur Christian Friedrich Samuel Hahnemann. Chacun à sa mesure - celle que procurent la faveur du public et l'importance du chiffre d'affaires - Alain Mérieux et Christian Boiron cherchent à accomplir leurs destinées d'entrepreneurs.

Christian Boiron, quarante-quatre ans, a publié un bulletin de victoire à l'intention de la communauté financière, à propos de l'année 1990, marquée par une prise de participation majoritaire au sein d'Herbaxt, fabricant d'oligo-éléments, comme au sein du laboratoire Sibourg. L'entreprise de Sainte-Foy-lès-Lyon a ouvert des établissements à Los Angeles, et Alicante et s'est efforcée de poursuivre son expansion, dût-il lui en coûter, dans l'instant, quant à la rentabilité.

De son côté, Alain Mérieux, cinquante-trois ans, vient de rénssir successivement, pour le compte de son entreprise personnelle BioMé-rieux, le rachat du laboratoire américain Vitek. Puis le rachat du laboratoire canadien Connaught, pour le compte de l'Institut Mérieux, filiale de Rhône-Pou-lenc, qu'il préside. A côté de cela, le concours apporté à la construc-tion d'une usine de vaccins en Inde relevait de l'enfance de l'art. Afin de « boucler » le dossier Connaught, Jacques-François Martin, directeur général de l'Ins-titut Mérieux, dut franchir l'At-

were sampling to

huit mois. Il serait imprudent d'en rester à ces têtes d'affiche. La Communauté urbaine de Lyon s'enorqueillit d'avoir su attirer sur la zone d'activités de Gerland, largement consacrée aux biotechnologies, l'entreprise Domilens. fabricant d'implants oculaires artificiels dont la greffe, désormais aisée, change la vue et change la vie des malades de la cataracte. Le jeune président de cette entreprise moyenne, Jean-Michel Bonabosch, a fait édifier une usine-siège social d'un parti architectural impressionnant, avec de larges façades, toutes de vitres bleutées. Les locaux de production sont séparés des locaux administratifs et d'accueil par une étonnante serre, emplie de plantes rares. Ici prospère une innovation majeure pour les sociétés occiden-tales, dans lesquelles la proportion des personnes âgées augmente.

Quelques ombres au tableau

Sur le point de s'installer à Bron dans le Rhône, la jeune entreprise Technomed accomplit un parcours boursier moins flatteur que Boiron, car elle n'a pas pu obtenir, en temps utile, une autorisation de mise en marché de l'administration américaine. N'empêche : son lithotriteur est capable de mettre en miettes les calculs rénaux sans recours à la chirurgie classique. Dans ses hangars, s'entassent des envois pour les destinations les plus lointaines, comme en témoignent les inscriptions tracées au pochoir. Enfin, la société Bioética, créée naguère par Alain Huc, met au point, à partir de collagène d'origine animale, une peau artifi-cielle pour les grands brûlés.

Le risque est grand d'oublier un laboratoire ou une société si l'on entreprend de décrire les fleurons

tantique trente-deux fois en dix- de l'industrie rhônalpine de la comporte pourtant quelques teur-Mérieux, Schering Plough et impression de foisonnement, entretenue par son propre effort de recherche, par celui de diffé-rents centres techniques et par le soutien des pouvoirs publics. De longue date, un « pôle » de génie biomédical, animé par le profes-seur Christian Collombel, s'efforce d'orchestrer les concours de la région. Devant l'assemblée plénière du comité économique et social, le 22 mai, Christian Collombel évoquait encore la réunion de ces facteurs pen communs : un équipement hospitalier de renom, un ensemble d'enseignementrecherche d'où sont issues bon nombre de sommités mondiales Tout cela ressemble à un « système hospitalo-pharmaco-industriel » dont on peine à tracer les contours.

> Si l'on additionne les grands noms et les laboratoires de moyenne importance, la région compte 21 % du potentiel de la production pharmaceutique fran-çaise, avec dix-huit implantations industrielles, employant 11 000 personnes. Il faut ajouter à cela le génie biologique et médical et ses deux cent trois établissements de production représentant, à nou-veau, un cinquième du potentiel du pays. Et encore ne dit-on mot de l'industrie de la diététique et des produits vétérinaires, deux branches réalisant, chacune, 1 mil-liard de francs de chiffre d'affaires en Rhône-Alpes.

Dans la région, 18 300 étudiants suivent les cours de sciences de la vie et de la santé, au sein des universités Joseph-Fourier de Greno-ble, Claude-Bernard de Lyon, Jean-Monnet de Saint-Étienne et dans les filières de biologie des grandes écoles (Ecole vétérinaire, École normale supérieure, Institut national des sciences appliquées, etc.) Ce tableau, fort brillant,

santé. Celle-ci procure une ombres. Devant le comité économique et social de Rhône-Alpes, le professeur Collombel a déploré la quasi-absence de structures étrangères de production - en dehors des laboratoires Aspro, de Gaillard (Haute-Savoie), que le groupe américain Sara Lee vient de céder au suisse Roche - et la « saiblesse des centres de recherche industrielle », au-delà de ceux de Pas-

de la Lyonnaise industrielle et pharmaceutique (Lipha). Justement, l'actionnaire majoritaire de la Lipha, le groupe français L'Air liquide, vient de faire connaître son intention de vendre sa filiale au plus offrant. Avec ses 2 200 salariés, la Lipha aura des difficultés à réunir les fonds désormais nécessaires pour la découverte de spécialités nou-

velles. Des capitaux étrangers pourront-ils acquérir un fabricant de médicaments contre le diabète et les affections cardiaques, alors que le gouvernement défend l'in-dustrie nationale? Un fabricant qui produit, accessoirement, des anticoagulants utilisés comme mort-aux-rats et compte, dans son haut encadrement, M. Jean Four-net-Fayard, président de la Fédération française de football!

GÉRARD BUÉTAS

Les champions de l'emploi

leurs effectifs, mais aussi de leur rôle dans l'histoire économique de la région. Il s'agit de Renault, leur poids.

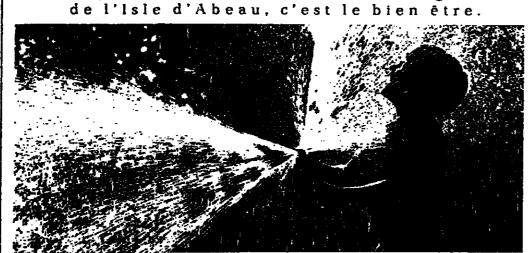
Onze groupes industriels tiennent en Rhône- Rhône-Poulenc, Pechiney, CGE, Schneider, Thom-Alpes le haut du pavé en raison de l'importance de son, Elf-Aquitaine, BSN, Usinor-Sacilor, Saint-Gobain et CEA. Le tableau ci-dessous illustre

	Effectifs au 1-1-1988	Part des groupes dans les secteurs d'activité %
Industries agricoles et alimentaires	3 449	8,0
Energie	1 454	5,7
Biens intermédiaires	37 352	23,0
dont : - minerais et métaux ferreux	3 967	59,6
- minerais et métaux non ferreux	6 688	55,0
- industrie du verre	3 315	64,6
- chimie de base, fils et fibres artificiels et synthétiques	14 017	70,5
Biens d'équipement	42 713	24,8
dont : - construction électrique, électronique	22 913	39,0
- automobiles, cycles, pièces auto	13 145	40,6
Biens de consommation courante	3 976	3,1
dont : - parachimie et pharmacie	3 976	23,6
Ensemble des onze groupes	88 944	16,8

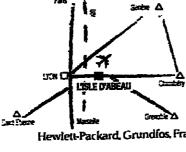
Quelques lignes suffisent pour rallier

l'Europe

La première des hautes technologies



VOTRE CROISSANCE SUR UN SITE A FORT POTENTIEL HUMAIN:



La richesse humaine est l'un des atouts de l'Isle d'Abeau: proximité de Grenoble et Lyon, 9 universités et de nombreux centres de recherche, un bassin d'emplois de 2,5 millions d'actifs. Sur place, la qualité des formations permanentes se développe avec

Hewlett-Packard, Grundlos, France Télécom, Lalarge-Coppée... Une qualité de vie hors du commun 2/3 des salariés habitent à moins d'un 1/4 h de leur domicile) facilite recrutement et stabilité. Le site de l'Isle d'Abeau offre des conditions uniques pour les entreprises: 4 parcs d'activités spécifiques accueillent près de 300 entreprises dans un environnement valorisé et vert, aux infrastructures performantes. Elles bénéficient d'un réseau de communications particulièrement dense, dont l'aéroport de Lyon-Satolas et

sa gare TGV à 10 mm. L'aboutissement de votre projet se trouve facilité grace à l'EPIDA, interlocuteur unique.



aeroport international SITE B'ACCUEIL DES XVI .. JEUX OLYMPIQUES D'HIVER de Lyon-Satolas

Le Tremplin pour l'Europe

Contact: EPID:1 -. Nain Dechambenoit - Tel.: 74:27:35:55 - Fax: 74:27:35:35

important pour la chimie lourde, la pharmacie et les biotechnologies

(autour de l'Institut Mérieux), ainsi

que la mécanique. Une telle concen-

tration d'industries innovantes et à

forte valeur ajoutée entraîne inévita-

blement une croissance importante

des établissements universitaires,

des organismes de recherche, tous

destinés à répondre à la demande d'employeurs nombreux et exigeants.

C'est ainsi que les quatre universités lyonnaises regroupent plus de 70 000 étudiants. Lyon compte aussi vingt et une «grandes écoles» et

écoles d'ingénieurs, dont au moins

trois - l'École normale supérieure,

l'Ecole centrale de Lyon et l'Institut

supérieur des sciences appliquées

(INSA) - sont particulièrement renommées. On n'y dénombre pas moins de 450 laboratoires publics

(dont 82 liés au CNRS), et la région

yonnaise accueille une part impor-

tante de la recherche privée natio-nale : entre 30 et 50 % selon les sec-

De la mécanique des fluides

aux - cognisciences -

Comment s'étonner, dans ces conditions, que les points forts de la recherche lyonnaise soient souvent

proches des préoccupations de l'in-

dustrie? Des secteurs comme la phy-sique et la chimie des matériaux, la

mécanique des fluides sont en pleine

expansion. Il est question de créer, en collaboration avec des laboratoires

britanniques et allemands, un Institut

européen de tribologie autour de

l'Ecole centrale et de l'INSA, qui se

sont construit une réputation interna-

tionale sur cette science des frotte-

ments. L'Ecole normale supérieure,

elle, a mis sur pied un pôle de recherche centré sur l'informatique

(parallélisme massif), et les mathéma-

Mais cet environnement peut aussi

servir de base de départ pour des recherches plus fondamentales. C'est

ainsi que le CNRS et les Hospices civils de Lyon ont profité de la puis-

sance de la recherche hospitalo-uni-

travaux portant sur les neurosciences

et les «cognisciences» (science de la

perception et de l'apprentissage),

autour d'une caméra à positons (per-

mettant de suivre le fonctionnement

du cerveau en direct) et d'un cyclo-tron à usage médical, des instruments

qui n'existent qu'à trois exemplaires en France.

Lyon vient enfin de confirmer sa réputation dans le domaine des sciences humaines en créant la Mai-

son Rhône-Alpes des sciences de l'homme (MRASH), inaugurée mardi 4 juin par Hubert Curien. Une inno-

vation là encore : cet établissement

qui fédère une quinzaine de labora-toires a, en effet, pris la forme d'un

Groupement d'intérêt public (GIP)

comprenant 17 partenaires publics ou privés, du CNRS et des collectivités

territoriales aux industriels et aux

JEAN-FRANCOIS AUGEREAU et JEAN-PAUL DUFOUR

versitaire locale pour dévelopt

tiques pures et appliquées.

Les atouts de la recherche

Une politique volontariste et des laboratoires performants ont permis à la région de se placer juste derrière l'Île-de-France A région Rhône-Alpes peut tron (ESRF), dont le chantier est en ble, arrêter à temps certains pro-ètre un contrepoids à la cours. soie est devenue un pôle d'attraction

region parisienne en matière de recherche. Dans ce domaine, 60 % du potentiel français est concentré en lle-de-France, c'est trop et cela mérite une correction. » Depuis longtemps déjà, les responsables de la région partagent ce point de vue de Hubert Curien, ministre de la responsable de la ministre de la recherche et de la technologie. Et des 1974, deux ans seulement après la création des régions, Rhône-Alpes faisait déjà figure de pionnier en se lançant dans une politique de soutien à la recherche. Résultat, elle occupe aujourd'hui le deuxième rang derrière la région parisienne, tant en ce qui concerne les effectifs que les budgets

Les pionniers grenobiols

Les fruits de cette démarche volontariste sont particulièrement visibles à Grenoble, dotée d'un nombre exceptionnel de grands instruments scientitiques pour une ville de cette taille. Il est vrai que le terrain y avait été préparé de longue date par quelques visionnaires, comme Louis Néel, prix Nobel de physique en 1970 pour ses Nobel de physique en 1970 pour ses travaux sur le magnétisme. « La recherche, disait le professeur Néel, ce n'est pas tout. Ce qu'il faut, c'est fabri-quer et vendre. C'est là que se trouve le goulet d'étranglement, chez nos indus-triels. En France, si l'industrie est dans un état lamentable, c'est parce que, lorsqu'elle se trouve dans une bonne passe, elle se laisse aller, au lieu d'in-

Avec beaucoup de clairvoyance, les édiles grenoblois, comme le docteur Martin, maire de la ville dans les années 50, ont saisi l'occasion, et coopéré étroitement avec ce grand scientifique adepte avant la lettre de la «vulorisation de la recherche», suivis dans cette voie par leurs succes-seurs. Les résultats ne se sont pas fait attendre. A l'implantation du Centre d'études nucléaires (CENG) du Com-missariat à l'énergie atomique en 1956, puis à celle, dix ans plus tard, du réacteur à haut flux, pièce maîtresse de l'Institut Laue-Langevin (ILL), ont succédé l'installation du iège de l'Institut franco-allemand de radio-astronomie millimétrique (IRAM) et l'accueil du laboratoire européen de rayonnement synchro-

Projet particulièrement ambitieux, l'ESRF ne pouvait voir le jour en dehors d'une coopération internationale. En raison, d'abord, de la taille de l'installation (850 mètres de cir-conférence), mais également de sa complexité, de son coût (2,6 milliards de francs aux conditions économiques

voies de recherche susceptibles d'attirer d'autres industriels.»

Les sciences de la vie en sont un exemple. De gros efforts ont en effet été consentis par l'ensemble des acteurs de la région (CEA, CNRS, INSERM et Université) pour créer,

Douze pôles d'excellence

O UEL que soit le nom qu'on leur donne - technopoles ou pôles d'excellence - Fihône-Alpes veut mettre en valeur un certain nombre de lieux où, en rapprochant organismes de recherche. établissements d'enseignement et entreprises innovantes, la région veut promouvoir ses activités et ses spécialités les plus perfor-mantes. Ainsi l'Union régionale CGT a recensé, dans un document très documenté (1), douze pôles d'excellence de la région, fournissant le plus souvent l'identité et l'effectif des entreprises, les caractéristiques du parc immobilier, des « puissances organisatrices » et la description de leur projet. Il s'agit des trois pôles de l'agglomération lyonnaise (La Doua-Villeurbanne, Eculiv, Gerland); de la Maison de la productique de Roanne, du pôle productique régional de Saint-Etienne dans la Loire); du pôle d'excellence de Valence-Romans,

de 1987) et de ses objectifs scientifiques et techniques. Ce dernier volet illustre d'ailleurs les orientations actuelles de la politique grenobloise qui, ces dernières années, s'est développée selon deux axes. En consolidant, d'abord, les points forts de la région que sont le magnétisme cher à Louis Néel, les mathématiques appliquées, mais aussi l'électromécanique, ques civils et militaires et les matériaux et alliages nouveaux. En évitant, ensuite, de a doublonner » avec les

dans la Drôme ; de la plate-forme

logistique de l'Isle-d'Abeau-Sato-

las et du projet «Tetrapole» de

équipes d'autres régions. « Il faut savoir, confie un responsa-

Grenoble, pour l'Isère; du parc

Technolac en Savoie; du pôle d'excellence d'Annecy, de la «mécatronique» dans la vallée de Cluses, de l'International Business Park d'Archamps et du Frenc Geneva County en Haute-Savole; du pôle d'excellence du Pays de Gex et de la Plastics Valley d'Ovonnax, dans l'Ain.

On s'aperçoit ainsi que la notion de pôle ou de technopole est exploitée dans presque tous les départements monalpins, à l'exception de l'Ardèche, dont le tissu industriel a été fort éprouvé ces demières années. Cependant, l'Ardèche a pris des initiatives en matière de pépinières d'entreorises, notamment dans le district

(1) « Pôles d'excellence et technopoles en Rhône-Alpes», Association pour le développement des études éco-nomiques et sociales (ADEES), 42 bis, rue Tronchet, 69006 Lyon, 173 pages, 300 F.

avec l'Institut de biologie structurale, un pôle biologique fort sans pour autant reconstruire à Grenoble ce qui existe déjà à Lyon.

Saint-Etienne a adopté un peu la même démarche et, malgré la taille relativement modeste de son université, a su exploiter astucieusement certains créneaux, arrivant même à se construire une réputation nationale ians un domaine comme l'opto-élec-

Deuxième ville de France, Lyon bénéficie, bien entendu, de sa taille, mais aussi de sa vieille tradition industrielle. L'ancienne capitale de la

L'école pour le métier

Un diplôme pour chaque jeune : tel est l'objectif de la région

I j'étais président de conseil régional, je serais tenté de prendre le pouvoir, tant la machine est figée, bloquée. P Susurté à demi-mots, cet aveu d'un proviseur de lycée est devenu le credo de M. Charles Millon. « Il fout compre crose le centrolisme aul faut rompre avec le centralisme qui asphyxie le système éducatif. Le monde de l'éducation ne peut plus se contenter de l'immobilisme. Il exige de l'audace. » Le président du conseil régional n'en manque pas pour que «chaque jeune, quel que soit son niveau, puisse sortir de l'école un diplôme en poche.»

Le 22 juin prochain, 42 000 élus de Rhône-Alpes seront invités à se de Rhone-Alpes seroit invitas e aprononcer sur le « permis de réus-sir», un ensemble de propositions qui sont autant de brèches ouvertes dans le système traditionnel de for-mation. En réclamant, à cor et à cri, la décentralisation de l'éducation nationale, doublée d'une plus grande autonomie des établissements d'enseignement, M. Millon ments d'enseignement, in biniou n'entend plus se cantonner au sim-ple rôle de « maçon ou de plom-bier» que, pourtant, il assume avec un certain enthousiasme. En cinq ans, les crédits consacrés aux lycées pour leur construction ou leur rénovation, sont passés de 370 millions de francs à un 1,2 milliard de francs, soit 30 % du budget de la région. Un effort rendu nécessaire par l'explosion du nombre d'élèves

qui franchit la barre des 250 000. En proposant d'améliorer les conditions de vie dans les lycées, il reste dans son rôle. Il innove en favorisant les formations professionnelles en alternance, du CAP au BTS, selon le modèle allemand, sa référence. Il bouscule les principes, en développant le partenariat avec les entreprises et les responsables socio-économiques. Mais il ae craint pas de choquer la communanté ensaignante, en suggérant de payer des heures supplémentaires aux professeurs ou en nommant des cours en treus à pour assurer des cours «tuteurs» pour assurer des cours de soutien aux élèves en difficultés.

et quatre grandes écoles

C'est que l'échec scolaire, qui conduit un jeune sur cinq dans l'impasse, est devenu un thème de campagne, « pré-électorale », protescampagne, « pre-esectorate », protes-tent ses opposants. Avant lui, M. Michel Noir, maire (ex-RPR) de Lyon, l'avait déjà enfourché en créant une fondation privée avec des sociétés nationales invitées à fourcie des fournir des moyens supplémentaires dans les écoles de sa ville.

«La seconde région française mise sur la formation parce qu'elle en a besoin pour son développe-ment», constate M. Guy Aubert, directeur de l'Ecole normale supérieure de Lyon. Depuis la création de ce « grand instrument de forma-tion et de recherche » en 1987, il œuvre pour ancrer cet établisse ment national dans le paysage de Rhône-Alpes. Selon lui, les premiers investissements du conseil régional dans la recherche ont eu

pour effet bénéfique d'inciter l'ensemble des communautés universi-taires à travailler ensemble, à bâtir des projets, à se rapprocher des équipes et des équipements scienti-fiques.

Avec huit universités et quatre grandes écoles (1), dispersées sur son territoire, auxquelles s'ajoutent une importante faculté catholique et des écoles privées de réputation nationale ou européenne, comme l'Ecole supérieure de commerce de Lyon, Rhône-Aipes offre, il est vizi, un réseau dense et diversifié de formations. Est-il pour autant adapté aux besoins quantitatifs et qualita-tifs? Rien n'est moins sûr.

des complémentarités

Chacun de ces centres s'est développé avec sa logique propre. Grâce aux organismes et instruments de recherche (centres de calcul, Institut Laue-Langevin, le CENG et bientôt le Synchrotron), Grenoble est, incontestablement, le creuset scientifique et technique de la région, tirique et tecanique de la region, manifestant son dynamisme dans les pôles de l'informatique, de la physique nucléaire et depuis peu du génie biologique. A l'inverse, Lyon est reconnu comme le second centre français dans les sciences humaines et le secteur médical, tandis que les universités de «proximité», à Saint-Etienne, en Savoie, ou les centres de Valence ou de Roanne, cultivent leur différence avec des filières spécialisées, généralement liées à l'économie locale.

L'augmentation du nombre de bacheliers, de plus de 50 % de 1983 à 1990, et par conséquent l'afflux d'étudiants font craquer les murs d'étudiants font craquer les murs des établissements. Ils sont aujour-d'hui près de 160 000 (95 000 à Lyen, 38 000 à Grenoble, 12 000 à Saint-Etienne, 6 700 à Chambéry et Annecy, 2 000 à Valence, 700 à Bourg-en-Bresse et 500 à Roanne). On en prévoit 210 000 pour l'an 2 000. Autant dire que les besoins en locaint sont fontmes, évalués à en locaux sont énormes, évalués à 450 000 mètres carrés supplémentaires, soit plus de 3 milliards de

Plutôt que de se présenter en ordre dispersé face aux pouvoirs publics, les responsables de ces dif-férents établissements ont réussi à surmonter l'esprit de concurrenc pis, de méconnaissance qui régnait jusqu'alors entre eux. Ce change-ment radical est symbolisé par la constitution, toute récente, de l'Association de la conférence universi-taire Rhône-Aipes (ACURA), destinée à harmoniser les politiques respectives et à établir des complé-

Si le schéma Université 2 000 a quelque peu craquelé cette belle unité, rien n'a filtré. Pourtant, le ministère de l'éducation nationale a fait quelques mécontents en reconnaissant Grenoble comme pôle européen et en annonçant la création d'IUT à Chambéry (Savoie) et à Roanne (Loire), des départements d'IUT à Vienne et dans la ville nouvelle de L'Isle-d'Abeau (Isère), à Bourg-en-Bresse (Ain), ainsi qu'une nouvelle école d'ingénieurs des Arts et Métiers à Valence (Drôme). Par contre, rien n'a été inscrit pour la recomposition des universités lyonnaises, ni pour Saint-Etienne (Loire), toujours à la recherche d'une spécialisation dans les filières de l'industrie mécanique.

Malgré cette douche froide, l'ACURA a maintenu son unité et participe aux négociations avec les collectivités locales pour obtenir de nouveaux financements. Pour M. Bernard Pouyet, président de l'ACURA et de Grenoble-II (sciences sociales), l'autonomie des établissements n'est pas menacée. « Au contraire, elle peut s'organiser quec de nouveaux partenaires. » avec de nouveaux partenaires.» Même si, pour M. Millon : « Un véritable partenariat ne peut se concevoir comme une simple organi sation de cofinancements. Il néces tion des objectifs et des filières, une participation conjointe aux innova-tions et des méthodes pédagogiques nouvelles. » Pour les responsables régionaux, l'objectif est clair : il faut rompre avec la logique actuelle de l'échec, en adaptant au mieux toutes les filières aux débouchés professionnels. A cette condition, les collectivités de Rhône-Alpes veulent bien aider l'Etat à adapter le système éducatif, mais ce n'est pas par philanthropic.

> MICHÈLE AULAGNON et MICHEL DELBERGHE

(1) Les universités de Saint-Etienne, de Savoie, les trois lyonnaises et trois gran-bloises, l'École cestrale de Lyon, l'Institut national de sciences appliquées de Lyon (INSA), l'Ecole nationale supérieure de

Un entretien avec le président du comité économique et social

Les industries traditionnelles restent rentables, nous déclare Paul Dominjon

A nouveau, depuis quelques mois, des industries traditionnelles de la région Rhône-Alpes et même certaines sociétés de services ont donné des signes d'affaiblissement, annonçant des suppressions d'emplois, alors que la situation des entreprises avait paru s'améliorer depuis 1985. Paul Dominjon, président du comité économique et social, répond sur ce sujet à nos ques-

« L'amélioration constatée ces demières années dans les industries traditionnelles - automobile, chimie, textile ..., - qui représen-tent le fonds de la richesse régionale, est-elle définitivement annu-

sainissement que vous évoquez, il s'agissait sculement d'un début d'assainissement. On avait un tel retard, avec un fléchissement des investissements remontant à douze ou quinze ans déjà, que la tendance à l'amélioration de la situation n'a pas encore permis de remédier, en profondeur, au déséquilibre de certaines activités classiques. S'il y a eu un «mieux», il n'est pas à la mesure de ce qui existe dans d'autres pays, comme l'Alle-magne. Par exemple, les fonds pro-pres des entreprises françaises sont très inférieurs à ceux de leurs concurrentes d'outre-Rhin. On ne rattrape pas un tel handicap en deux ans, mais ce phénomène n'est certainement pas plus grave dans Rhône-Alpes qu'ail-

- A quelles conditions les industries peuvent-elles avoir un avenir? Daivent-elles se cantonner sui les hautes technologies, ou la production de masse est-elle

- Au-delà des hautes technologies, il y a, dans les activités traditionnelles, des productions de masse qui sont tout à fait rentables. Dans une même profession, on constate de grandes différences entre les entreprises dynamiques et bien gérées et d'autres... Je pense en particulier au textile, mais on pourrait aussi parler de l'agro-alimentaire. On ne peut pas dire que les industries traditionnelles seront condamnées à terme. Il leur faut de l'imagination et des capitaux.

» Sur ce point, je crois qu'il faut maintenant repenser, en France, la nature des liens entre le système bancaire et l'industrie. En revanche, je pense que dans les relations du travail des progrès tout à fait spectaculaires ont été accomplis en quelques années.

» Aujourd'hui, on peut dire que dans la majorité des entreprises, en particulier les petites et moyennes, les modifications progressives de la qua-lité des relations entre individus, la réorganisation de certaines tâches, la décentralisation des responsabilités, ont apporté une aptitude au dialogue, qui restait tout à fait impossible voilà quelques années. De leur côté, les représentants du personnel ont compris que, à vouloir être très conserva-teurs sur certains acquis, ils allaient à l'échec, comme ceiui que l'on connut dans l'ancienne société Manufrance. Un tel comportement devient impossible aujourd'hui (1).

Des efforts pour les PME

 Comment votre assemblée de socio-professionnels et de syndi-calistes peut-elle contribuer à la préparation de l'appareil productif, en vue du marché unique européen, qui sera institué en 1993?

- Il nous reste à approfondir, au sein du comité économique et social de Rhône-Alpes, la délicate question de la stratégie internationale des entreprises moy annes, celles dont l'ef-

fectif va de deux cents à deux mille salariés. Elles ont une meilleure aptitude à donner un « coup d'accélérateur» que les très grosses ou les très petites. Selon la Banque de France, et d'autres établissements, la réflexion à moyen terme n'y est pas très présente parce qu'elle coûte cher, qu'elle demande des efforts d'investigation considérables. La région peut tout à fait mettre l'accent sur ces activités, sous réserve qu'on en ait précisé les contours et les moyens d'action.

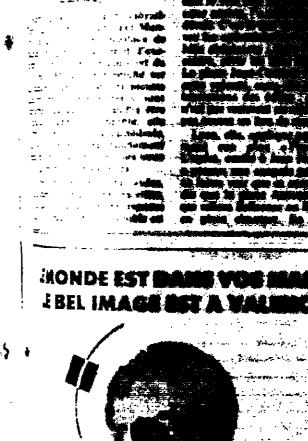
» Il faudrait probablement aller à la création d'un nouveau fonds régional, du type de celui qui a déjà été créé pour l'aide au conseil, en mesurant que les sommes à mobiliser sont d'une autre ampleur : une étude internationale sur une gamme de produits se chiffre, au moins, à 1 million de

Propos recueilijs par GERARD BUETAS

(1) Après le dépôt de bilan de l'ancienne société de vente par correspondance, d'armes, de cycles et de machines à coudre Manufrance, de Saint-Etienne, une coopérative ouvrière de production et de distribution (SCOPD) Manufrance vit le jour, à la fin de 1980, à l'initiative de l'UGICT-CGT et de la CGT. En quatre ans, elle accuraula 216,307 millions de francs de pertes, avant d'être placée en liquidation de biens. Son effectif salarié culmina à huit cents personnes en 1982. L'Etat et les banques unt été poursuivis pour « acharnement thérapeutique » devant le tribunal de commerce de Saint-Etienne pour avoir respectivement apporté 184 millions de francs d'aides diverses et accordé 70,9 millions de francs de crédits. Le patrimoine de l'ancienne pocifét Manuferne a été disnersé nar le de crédits. Le patrimoine de l'ancienne société Manufrance a été disperse par le syndie, Me Philippe Charrière. Il compre-nait notamment les brevers, les modèles et les marques. Le patronyme Manufrance est devenu la propriété d'un industriel et négociant local, M. Jacques Tavitian, qui negociant iocai, m. racques travitan, qui tente de l'exploiter à nouveau. Au temps de sa spleadeur, l'ancienne société Manu-france, dans laquelle la ville de Saint-Etienne détenait directement des actions, avait compté plus de quatre mille salariés.







IGHTHA DE SEVELA E PROPUDI

SAVARY DIAME THE France IS ME

PERCEPTUS COME & M

دوري چاپ در دوري په

• .) 4 teger 🙀

ing paragraph of

fridagite grade

: ¿u.pe110000

ergen da sandan

Color to Square

U'EST-CE qui fait battre cœur des villes? Façades ocre on gris pastel, parkings et voies enterrées, rues piétonnes ou reconversion d'espaces industriels... Lyon, Grenoble et Saint-Etienne ont recours à tout l'arsenal des urbanistes pour modeler le visage de leurs centres. Question de qualité de vie pour les habitants, bien sûr, mais aussi d'images pour ces métropoles à vocation interna-

Patrimoine oblige : on ne rase plus, on bloque des quartiers entiers; on s'attache piutôt à reparer les accrocs dans le tissu, à sauver ce qui peut l'être. Les pierres impeccables du Vieux Lyon sont des arguments touristiques incontestables. Du conp, les rénovateurs remontent la pente et c'est désor-mais la Croix-Rousse qui voit affluer grues et chantiers. Ici et là, pourtant, des voix s'élèvent : poncer des façades et installer des salles de bain modernes, c'est aussi changer la composition humaine du quartier. Immigrés, artistes, vieux résidents, qui ont toujours vécu là. devront-ils un jour faire leurs

Land

L'effet tramway

Même problème place Gabriel-Péri, où l'ouverture de l'axe Moncey va déchirer un entrelacs de ruelles chargées d'histoire et d'exotisme. Saint-Etienne a son Cret du Roc, petit Montmartre perché sur les hauteurs de la ville; les anciens ateliers de passementiers y sont superbes. Là aussi, il faudra être vigilant. Quant à Grenoble, elle exhibe, non loin de la cathédrale, ses îlots d'immeubles fraîchement rénovés. Visiblement, ici, les lieux sont restés plutôt populaires.

Après les pleins, les vides. Redonner forme aux centres-villes, c'est aussi travailler les espaces publics . L'exemple de Grenoble est

significatif. La municipalité s'est en des parkings sont prévus pour ble semble, pour l'instant, en suseffet servie de la construction du tramway comme d'un moteur du réaménagement urbain. « Normal, commente Charles Descours, sénateur de l'Isère, puisque ce mode de transport est en surface. Un tramway implique une mise en scène; il est fait pour voir et être vu. v

La première ligne a donc permis la piétonnisation de l'avenue d'Alsace-Lorraine, grande artère posthaussmannienne, qui en revient à peine de tant d'honneur. La place de la gare est aussi redessinée. La deuxième ligne, elle, a entraîné la rénovation de la grande halle métallique, où le marché a repris ses droits, ainsi que la redécouverte de la cathédrale. On attend un parvis vitré qui laissera voir des fouilles et la restauration de la façade du quatorzième siècle jusque-là masquée par un cache néo-gothique. Restera rendre aux promeneurs et aux commerces les places qui rythment la ville: Grenette, Verdun, Victor-Hugo et Vaucanson.

Saint-Etienne, elle, n'avait jamais perdu son tramway. Il circule le long d'un axe de 7 kilomètres, ponctué de places. L'aménagement récent de la place du Bicentenaire s'inscrit donc bien dans le développement historique de la ville. Pourtant le vrai défi ici est ailleurs. Le cœur ancien, l'«œuf» est, en effet, décalé. C'est là que vont se poursuivre les opérations de « curetage ». Idée séduisante : faire respirer ce centre, aérer les ilots trop denses. La place Jean-Cocteau est née de cette volonté, mais elle traduit les hésitations des édiles : ce square n'est pas vraiment un espace vert et pas encore un lieu de rencontre.

Lyon, elle, applique progressivement son plan « Presqu'île ». L'opéra, confié à Jean Nouvel, qui a promis une coupole paladienne, ne laisse voir que sa carcasse, tandis que la place Antonin-Poncet, qui reliera Bellecour au Rhône, est en plein chantier. En sous-soi,

LE MONDE EST DANS VOS MAINS

LE BEL IMAGE EST A VALENCE

SEMOLA TEATRE. Espagne II HELENE DELAVAULT. France E CIADRA DE SEVILLA. Espagne E LICEDEL URSS E WIM

VANDEKEYBUS. Belgique E ANGELIQUE IONATOS. Grèce

M SAVARY/DIANE TELL France M MIKE WESTBROOK

théátre Place Charles Huguenei 26000 VALENCE Tél : 75.42.02.50

quand les compétences se complètent ...

CHEFS D'ENTREPRISES (PME, PMI), décideurs

de grands groupes ou responsables financiers.

> Vous recherchez des cadres, des ingénieurs,

des jeunes diplômés spécialisés dans :

La gestion comptabilité

Le marketing

Le droit

L' informatique

La chimie

L'agro-alimentaire

au: 78 39 47 43

"La réussite est complète =

ORCHESTRA, Angleterre & PARIS MUSETTE. France &

compenser la piétonnisation quasi totale des abords de la rue de la République.

Enterrer la circulation et le stationnement pont mieux vivre en surface : cette opération caractérise bien l'évolution des centres urbains. Les rendre à la population, c'est, en effet, maitriser l'automobile. Dans les dix dernières années, chacune des trois villes a joué la carte du « plateau piétonnier ». Tout n'était pas réglé pour autant. Dans ces « zones », les commerces de proximité vivent mal, tout comme ceux voués au luxe.

Retravailler les espaces

La sécurité n'est pas toujours facile à maintenir, et la nuit laisse le plus souvent ces espaces déserts (exception notable : le quartier Saint-Jean à Lyon). On s'achemine plutôt vers le semi-piéton, qui laisse filtrer quelques automobiles mais en les obligeant à ralentir. Cette démarche de compromis implique une hiérarchisation claire des voies. Un automobiliste acceptera de rouler au pas pour faire ses courses, mais il voudra circuler rapidement pour traverser le centre-ville et pour aller de son bureau à son logement. D'où l'importance des voies

rapides et de contournement. Le projet de tunnel sous Greno-

pens. Il s'agissait de permettre la traversée est-ouest et nord-sud de la ville sans accès de voitures au réseau de surface; seuls des parkings enterrés tout au long du parcours auraient assuré la desserte de la ville. Une révolution pour les habitants des grands boulevards. qui voient pour l'instant désiler soixante-six mille voitures par jour sous leurs fenêtres.

A Lyon, la réalisation du périphérique va débarrasser la ville de ses célèbres bouchons de vacanciers: les quais seront rendus aux riverains ct, d'une autoroute sur berges, on espère passer à une voie urbaine... Autre projet, qui complète le renforcement du réseau métropolitain : la mise en place d'une desserte fluviale qui reliera Gerland à la Cité internationale. Au total, la ville et la communauté urbaine vont ainsi dépenser six milliards de francs en voirie et huit milliards en transports en commun.

Gerland, Cité internationale... On touche ici à un autre problème de nos trois centres urbains : leur étroitesse, qui conduit à imaginer des extensions possibles. On croyait, dans les années 70, à la possibilité de construire à côté. A Saint-Etienne, ce fut «Centre 2», qui porte bien mal son nom; à Grenoble. Ville neuve, pas mieux nommée; à Lyon, à une autre échelle,

l'utopie donna la Part-Dieu, fort heureusement, ce quartier d'affaires est contigu au centre ancien; il est donc concevable de lui redonner un projets. second souffle, d'autant que métro et TGV s'y croisent. Mais, là encore, il va falloir retravailler les espaces; centre commercial comme immeubles d'affaires tournent pour l'instant le dos aux visiteurs sortis de la gare; et les rues sont extrêmement confuses. Afin de densifier le quartier et aussi d'amortir

les opérations immobilières, plusieurs tours sont en projet. Objectif: rester en deçà de la tour du «Cravon» mais faconner en même temps une silhouette de cette ville qui s'étire vers la plaine des Alpes... Se réconcilier

avec ses racines

Pour le reste, lorsqu'il s'agit d'agrandir on préfère désormais raisonner en termes d'extension. La Cité internationale, confiée à Renzo Piano, promet des bureaux, des logements et un palais des congrès en bordure de fleuve, tout au bout du parc de la Tête d'or. A l'opposé, les travaux se poursuivent sur le quartier de Gerland, à proximité de l'Ecole normale supérieure et de l'ancienne halle. On y projette un bassin de plaisance et l'on s'enorgueillit du système de promotion qui a favorisé l'ouverture de commerces au pied des immeubles.

Espace parfaitement situé, le confluent du Rhône et de la Saône fait également l'objet d'études et de

Grenoble a, elle aussi, ses points forts pour étirer son centre-ville. D'un côté, c'est, en effet, l'Europôle, qui va tenter de faire franchir à la cité la barrière des voies de chemin de fer. Un véritable défi dont seuls témoignent, pour l'instant, des grues et un bloc de bureaux sortis des chantiers. A l'opposé, le Musée d'intérêt national devrait attirer promeneurs et investisseurs. Saint-Etienne, enfin, s'agrandit en récupérant peu à peu des friches industrielles. Les ateliers Giron ont été conservés, et l'on trouve aussi bien des boutiques d'antiquaires ou une salle de vente ainsi que des logements sociaux. Reste à faire aussi bien sur les anciennes emprises de Manufrance. Là encore, le bâtiment central, impressionnant par sa taille et sa sobriété, sera conservé, Bureaux, centres de congrès et logements sont au programme de la SARI, chargée de promouvoir le projet.

Une autre manière pour ces métropoles de la région Rhône-Alpes de se réconcilier avec leurs racines, pour affronter leur voca-

JEAN-LOUIS ANDRÉ

ADEO



RECRUTEMENT

Spécialisé Recrutement BTP



Recrute sur le plan national pour le compte de ses clients dans les secteurs :

Bâtiment, Génie Civil, Ouvrages d'Art, Structures, Bureau de Contrôle, Ingénierie Bâtiment, Travaux Publics, Routes, VRD, Assainissement, Canalisation, Souterrain, Hydraulique, Electricité. Constructions Métalliques, Façades Murs Rideaux, Immobili Etanchéité, Carrelage, Béton, Informatique, Comptabilité, Juridique, Secrétariat...

GESTION/ADMINISTRATIF

1 Chef de Service Comptabilité

3 Chefs Comptable 1 Comptable Chantier

1 Comptable 1 Adj. Direction Résidence Tourisme

1 Assistant Marketing Communication

IMMOBILIER

1 Secrétaire de Direction Trilingue

1 Secrétaire Bilingue Anglais

1 Secrétaire Sténo Dactylo

1 Promoteur

1 Gestionnaire

1 Adjoint Directeur Technique 1 Assistant Technique

1 Agent Entretien Technique
 1 Chargé d'Affaires Immobilières

COMMERCIAUX

DIRECTION

1 Cadre de Sécurité 3 Directeurs de Travaux 1 Ingénieur Développement Produit 1 Responsable Agence Commerciale 1 Chef d'Agence Routes I Responsable Unité Préfa. Lourde 1 Chef de Centre Routes/TP

BUREAU DE CONTROLE

1 Adjoint Responsable Travaux Neufs 4 Ingénieurs Structures

INFORMATIQUE

2 Analystes Programmeurs 2 Ingénieurs Analystes Débutants 1 Responsable Exploitation AS 400

BUREAU D'ETUDES

1 Adjoint au Chef B.E. Constr.Métal. 1 Technicien B.E. 2 Techniciens Calcul Constr. Métal. 2 Calculateurs Constr.Métal. 3 Dessinateurs 5 Dessinateurs Projeteurs 2 Dessinateurs Projeteurs Constr. Métal. 4 Ingénieurs B.E. 2 Ingénieurs d'Etudes

Physieurs Ingénieurs Structures 1 Jeune Technicien B.E.

METHODES

1 Ingénieur Etudes/Méthodes

1 Ingénieur Méthodes

Ĭ Responsable

Méthodes/Informatique

1 Responsable Etudes/Méthodes

 Ingénieur Commercial Etanchéité
 1 Chei de Secteur Commercial 1 Ingénieur Commercial 1 Ingénieur Commercial Informat 2 Ingénieurs d'Affaires 2 Responsables Commerciaux 1 Attaché Commercial 1 Commercial Industriel 1 Commercial T.P. 7 Technico-Commerciaux Cons. Métal. 2 Agents Commerciaux

ETUDES DE PRIX

10 Ingénieurs Etudes de Prix o Responsables Etudes de Prix 1 Technicien Etudes de Prix 1 Conducteur de Travaux

CHANTIERS/TRAVAUX

1 Chef de Secteur Routes 43 Ingénieurs Travaux 2 Ingénieurs Travaux Routiers 1 Ingénieur Execution 71 Conducteurs de Travaux Plusieurs Conducteurs Débutants 7 Aides-Conducteurs de Travaux 35 Chefs de Chantiers 1 Chef de Projet Parking 2 Chefs d'Équipes 1 Coordinateur 1 Acheteur Mécanicien de Chantier 4 Métreurs

MATERIEL/TRANSPORT

1 Métreur Carrelage/Marbre

3 Géomètres

2 Responsables Parc Matériel 3 Ingénieurs Parc Matériel

GÉOTECHNIQUE

1 Géotechnicien

QUALITE

1 Ingénieur Qualité 2 Responsables Qualité

INTERNATIONAUX/DOMTOM

I Promoteur Monteur Opérations 1 Collaborateur Juridique 1 ingénieur Calculateur Structures l Ingénieur Hydraulicien l Projeteur Béton Armé

Envoyez lettre manuscrite + CV+ Photo et prétentions à :

ADEO RECRUTEMENT - 32 Boulevard de la République - 71100 CHALON-SUR-SAONE ou BP 46 - 71150 CHAGNY Pour tous renseignements concernant les profils de ces postes, contactez Catherine PERU du Lundi au Samedi de 7H30 à 20H30 au 85.91.29.48 - Fax : 85.87.18.94

C.R.P. CADRES: REUSSITE & PROMOTIONS Conseil en Recrutement 16, Cours d'Herbouville 69004 LYON

"Le talent est trop précieus pour être gâché..."

Contactez notre Service Conseil Entreprise

RHÔNE-ALPES AU FUTUR

Les oubliés du progrès

ARDÈCHE : le bonheur est dans les vignes

'ARDÈCHE des fruits et des vins a été châtiée par les gelées tardives de mai. Quarante pour cent en moyenne des récoltes sont perdus, la région de Vallon-Ruoms est sinistrée à 100 %. Le coup est d'autant plus sévère que le pays ardéchois poursuit une politique exemplaire - et coûteuse - de rénovation de ses vignobles et de ses vergers. Mais il n'y a pas d'autre voie de salut, quelles que soient les

Une qualité conquérante

Depuis quinze ans ce sont plus de 50 % du vignoble qui ont été plantés de vignes nouvelles afin de remplacer les vins de consommation courante par des vins de pays des coteaux de l'Ardèche ou des côtes du Vivarais en VDQS. Pour une production globale de 700 000 hectolitres en année moyenne sur 11 000 hectares, les vins de pays -'et parmi eux les vins de cépages syrah, merlot, cabernet, gamay en rouge, chardonnay et viognier en blanc - atteignent désormais 300 000 hectolitres et les AOC -30 000 hectolitres.

UCOVA - une des plus puissantes coopératives de vignerons bouchonne dix millions de cols et exporte 45 % de sa production en Grande-Bretagne, Belgique, Allemagne et Luxembourg. Sur ses 6 000 hectares de vignes, 180 à 200 sont replantés chaque année en

Les autres caves regroupées au

sein de l'Union des caves de la Cévenne ou bien indépendantes affirment, en particulier dans la vente aux touristes chaque été, la qualité conquérante de leurs produits. Mais ce sont les coopérateurs du Saint-Joseph dans la vallée rhodanienne au nord du dénartement. qui forcent le respect. Désireux de parfaire encore la qualité d'un vin de grand cru qui jouit déjà d'une belle renommée, ils viennent de décider d'amputer leurs vignobles de toutes les parcelles mai placées ou trop élevées, et d'en regagner en revanche sur les pentes bien exposées au prix d'un travail impressionnant en terrasses.

Au tableau d'honneur des actions oui sont autant de paris sur l'avenir de la terre ardéchoise il faut inscrire VIVACOOP, deuxième coopérative fruitière de France avec ses 20 000 tonnes de fruits, ses dix stations, son label de haute qualité -Châteausaveur - et ses 1 600 propoires, de framboises, de cerises, de kiwis ou de châtaignes.

Refertiliser les terres

Les vieilles terres d'Ardèche, en production depuis trente ans, doivent supporter maintenant la compétition avec les terres neuves de la Crau et des Costières du Gard. Il faut donc leur redonner leur fertilité originelle. VIVACOOP impose à chacun de ses coopérateurs, qu'il plante de nouveaux vergers ou les renouvelle, et les enrichisse en matières organiques.

Dès la première année d'application ce sont 3 500 tonnes d'humus qui ont été payées par la coopérative. Cette année c'est la totalité de la production de compost de l'usine de destruction des ordures ménagères de Lavilledieu et celles de la grande distillerie de Vallon-Pontd'Arc qui seront nécessaires à cette revitalisation. « Nous allons refertiliser nos terres, explique le directeur de VIVACOOP, M. Le Rouzic, avec l'ensemble de nos déchets... Rien n'est plus écologiquement exem-

ANDRÉ GRIFFON

DRÔME: les Préalpes parient sur le tourisme

oubliés de la région », disait M. Rodolphe Pesce, le président socialiste du conseil général de la Drôme, dans une interview au « Monde Rhônes-Alpes ». Mais dans la Drôme nombre de cantons se sentent un peu, à leur tour, les oubliés du département, Victimes de leur situation géographique, ces cantons voient le train du progrès leur passer régulièrement sous le nez et s'arrêter toujours au même endroit : dans la vallée du Rhône, où sont concentrées toutes les voies de communication rapides et toutes les grandes entreprises.

L'arrière-pays drômois (Baronnies, Nyonsais, Vercors, Diois, Royans...), qui représente plus de la moitié de la superficie du département (57 % du territoire), ne compte qu'un Drômois sur cinq et un salarié sur dix : « le désert », note, résigné, un élu du Diois. Car ce n'est pas demain que cela va changer, même si l'arrière-pays est l'objet de beaucoup de sollicitude.

Premier signe de reconnaissance, cet arrière-pays est désormais désigné pudiquement par l'appellation

continue

général cherche par tous les moyens développer toutes les activités

possibles dans ces villes ou villages éloignés de la vallée. Politique volontariste qui obtient des résul-tats : ainsi la pépinière d'entreprises de Nyons affiche complet. Quand il s'agit d'inciter une entreprise à choisir les Préaipes plutôt que la vallée, les arguments financiers peuvent peser lourd. La Drôme sait les utiliser. Le service économique du conseil général a

récemment édité le catalogue com-plet des aides disponibles pour ces régions. La mise en place des « programmes de développement des zones nurales » (PDZR), ajoutée à d'autres financements régionaux, nationaux ou européens, constitue des arguments convaincants. Néanmoins, la proximité des grands axes de communication reste souvent un argument prépon-

dérant. Et les exclus sont toujours du même côté : loin de la vallée. Le département va créer cinq grandes « zones industrielles stratégiques » : toutes dans la vallée du Rhône, à proximité des sorties

Pour permettre une réduction des inégalités dues à la géographie, le maire de Pierrelatte vient de proposer une distribution des revenus de la zone industrielle qui doit être créée dans le sud de la vallée. M. Jean Mouton (CDS), conseiller général, suggère qu'une partie de la taxe professionnelle (20 %) de cette zone industrielle soit redistribuée aux communes du sud du départe-ment qui n'ont pas la chance d'avoir une autoroute à proximité.

Pourtant, la charité ou la solidarité entre les « nantis » et les « exclus » ne saurait être une solu-tion. L'issue de secours des Préalpes, c'est de tirer profit de ses difficultés. Les sites éloignés de la vallée offrent des spectacles grandioses propices au tourisme : sur le Vercors les « fèlés » de montagne proposent l'escalade et le saut à l'élastique, dans le Diois on peut désormais vivre « à l'indienne » sous un tipi. On peut également ndre la Drôme « en kayak a clair de lune » ou traverset le département à cheval... Autant de formes nouvelles de tourisme qui s'installent progressivement...

Levée de boucliers

Dans la « montagne drômoise » on considère que le tourisme n'a pas toujours été considéré comme un atout majeur dans le départe-ment, mais plutôt comme un appoint à l'agriculture. Témoin : le projet de barrage à Saint-Roman, sur la haute vallée de la Drôme. Cet ouvrage est présenté aux habitants de la commune comme un tremplin pour le tourisme, alors qu'une bonne partie de la réserve d'eau doit servir à l'irrigation de la basse vallée de la Drôme. L'eau ne nouvant à la fois être derrière le barrage et arroser des maïs, le projet a provoqué une levée de boucliers au lieu de susciter de nouvelles vocations touristiones.

GÉRARD MÉJEAN

Le vin a son université

E vin n'est pas seulement un produit ni même une civilisation, il est aussi une «fillère», à tous les sens du terme. Et pourquoi pas une filière d'avenir? C'est en tout cas le pari qu'ont fait, dès 1978, les vignerons et autres professionnels qui, relayés par les collectivités territoriales, les syndicats, les chambres consulaires et les entre-prises concernées, ont créé l'Université du vin, à Suze-la-Rousse, dans l'extrême sud de la Drôme. Bien que situé au cœur des Côtes-du-Rhône méridionales, où s'épanouissent les châteauneuf-du-pape, gigondes et autres vinsobres, le château du douzième siècle - agrémenté d'une superbe cour Renaissance – qui abrite cette faculté pas comme les autres ne fait pas dans le chauvinisme de terroir. Aucune région viticole n'est oublée ou négligée à travers ses multiples activi

L'Université drômaise mérite bien son titre puisqu'elle propose, en liaison avec la faculté de droit d'Aix-en-Provence, un enseignement supérieur spécialisé (privé) - débouchant sur un DESS de droit de la vigne et du vin. unique en France - et prépare à un diplôme de technologie approfondie (réglementation, gestion, marketing, etc.) en liaison avec l'IUT de Valence. Mais c'est surtout à travers la formation continue - préparation au diplôme de sommelier-conseil, stage de viticulture, de décustation, d'cenologie, - destinée aux vignerons, aux technicocommerciaux ou aux amateurs éclairés, que l'Université déploie ses talents et sa spécificité en accueillant plus de sept cents étudients ou stagiaires par an. Des week-ends d'apprenti à la dégustation - durant lesquels toutes les grandes appellations françaises sont «tastées» connaissant, par ailleurs, un

Le château regroupe aussi un centre de documentation, un laboratoire d'analyses spécia sées (cenologie, agronomie, étude des sols, etc.), qui travaille pour les producteurs et les négociants, un centre de dégustation où sont assurés les contrôles réglementaires sur les AOC mais aussi des recherches, ainsi qu'un centre de rencontre pouvant accueillir des séminaires, réuoions et autres manifestations. bacchiruses ou non. Enfin. sur les quinze hectares de garenne qui entourent le château, un hectare a été récemment aménagé en « jardin ampélographique » pour présenter une collection de soixante-dix cépages français et étrangers, du cabernet-sauvignon à la syrah en passant par le zinfandal californien. A Suze, on n'est décidément pas sectaire.

succès croissant.

▶ Université du vin, le Château, 26790 Suze-la-Rousse. Tél : (16) 75-04-86-09.

L'exode

S ELON l'atlas rural de Rhône-Alpes établi par la Chambre d'agriculture avec le Comité économique et social, les 588 communes urbaines (de plus de 2 000 habitants) de Rhône-Alpes représentent 77 % de la population de la région; les 23 % restants sont répartis dans 2 289 communes qui couvrent 90 % du territoire.

derniers recensements indique que l'exode rural continue mais a été arrêté dans les zones touristiques notam-

Le redéploiement des villes au profit des communes semi-rurales de la périphérie se poursuit, mais la population des grandes zones urbaines (de plus de 100 000 habitants) s'est cependant accrue moins vite que la movenne régionale.

Selon les auteurs de l'atlas, cela signifie un rééquilibrace en faveur des villes moyennes et des petites villes.

s'appuie sur l'organisation d'un dans la construction d'un abattoir sur la base d'un partenariat avec l'entreprise. L'investissement (5 millions de francs au total, dont la moitié pour la commune) béné-

AIN: Hotonnes sauve son école

Hotonnes, un village rural isolé du haut Valromey, sur le plateau du Retord, au centre de l'Ain, où l'hivernage dure de sept à huit mois par an, perd les trois quarts de ses habitants, dont le nombre passe de 989 à 233. Le spectre de la fermeture de l'école publique, après celle de l'école privée, active la prise de conscience des élus au milieu des années 70. A l'exode s'ajoute le problème posé par la principale entreprise locale. alisée dans les viandes et gros (abattage et salaisons), qui souhaite passer du stade artisanal à la taille régionale, avec un équipement adapté et conforme aux normes européennes bientôt en

Point d'appui

« La décentralisation, qui ouvre le cadre juridique de l'intervention des communes en matière économique, arrive à point », précise Michel Rivollier, professeur de droit à la faculté Jean-Moulin (Lyon-III) et premier adjoint au maire. En 1983, la commune

ficie de subventions du département, de la région et de l'Etat au titre des aménagements pour l'accueil des entreprises. Selon le même principe, Hotonnes réitère sa démarche pour aider à la transformation de sa boulangerieépicerie en supérette (coût : 1,4 million) deux ans plus tard. Elle acquiert le véhicule de tournée, an'elle lone an professionnel utilisateur. Aujourd'hui, le magasin emploie cinq personnes. L'abattoir, avec 53 millions de francs de chiffre d'affaires et trente salariés, livre les grandes surfaces et rayonne sur un secteur qui va de la Savoie au Charolais en passant

par la Drôme et le Forez. Hotonnes joue le rôle de point d'appui pour les quatre autres communes du secteur. L'un des signes les plus évidents de la revitalisation est la création, à la dernière rentrée scolaire, d'une classe enfantine à l'école, qui accueille plus de soixante enfants avec trois instituteurs et dont le

fonctionnement intercommunal

Le Monde

ABONNEMENTS VACANCES

Vous êtes déja abonné : Vous n'avez aucun supplément à payer pour que le Monde vous suive en vacances, partout en France métropolitaine. Ren-voyez-nous simplement le bulletin ci-dessous sans oublier d'indiquer votre numéro d'abonné.

« LE MONDE » ABONNEMENTS

1, place Hubert-Beuve-Méry 94852 lvry-sur-Seine

• VOTRE RÈGLEMENT : D CHÈQUE JOINT D CARTE BLEUE

• N- CB

VOTRE NUMÉRO D'ABONNÉ (si vous êtes déjà abonné)

Sur minitel 3615 LEMONDE code ABO

TARIF PAR AVION, NOUS CONTACTER AU: (1) 49-60-32-90

VOTRE ADRESSE DE VACANCES :

Expire à fin LLL Signature obligatoire

CODE POSTAL ...

ÉTRANGER*

(voie normale)

ramassage scolaire. Autre indicateur significatif, la population, avec 271 personnes, a gagné 40 habitants entre les deux derniers recensements. Enfin, la commune participe activement au développement de « sa » station de ski, les Plans d'Hotonnes, à 7 kilomètres du village, et veut créer avec un promoteur suisse un hameau d'une quinzaine de petits chalets de loisirs et aménager à travers la révision du plan d'occupation des sols un véritable La revitalisation

est en marche»

Pour autant. Hotonnes ne joue pas seule, « Elle a été la première à lancer la pratique intercommunale sur le plateau et dans le haut Valromey », précise Michel Rivollier. La démarche semble faire école : un district est en cours de constitution dans le secteur. Il termine l'élaboration d'un contrat de pays. « Depuis neuf ans. la revitalisation est en marche : le constat est net », conclut Michel

LAURENT GUIGNON

Savoyards, c'est-à-dire frontaliers

vent s'instaurer de nou-Rhône-Alpes et la Suisse.» M. Roland Pascal, directeur de l'agence économique de ce département, a orienté toute son action sur la périphérie de Genève avec la création d'un international Business Park, une zone de 40 hectares destinée à accueillir des sociétés internationales de services (tertiaire supérieur, informatique...) ou

En fait, toute la zone frontalière, le pays de Gex (Ain) comme le Chablais haut-savoyard, vit au rythme de l'économie genevoise, même si Annemasse (40 000 habitants) s'affirme comme une ville moyenne de Rhône-Alpes à part entière, et non la cité-dortoir de la métropole voisine. Chaque jour, plus de trente mille salariés franchissent la frontière, et chaque jour

des familles, venant du nord et de l'est, continuent d'affluer dans ce

La surenchère des salaires provo que une envolée des prix, autant à la consommation que dans l'immobilier, au point que M. Robert Bor-rel, maire (PS) d'Annemasse, a conclu un accord avec les promo-teurs privés, afin qu'ils incluent une Hormis une entente entre les

deux aéroports de Genève-Cointrin et Lyon-Satolas et malgré les discours d'intention, la coopération entre Rhône-Alpes et Genève n'a guère progressé sur des sujets aussi délicats que l'habitat, l'éducation ou la liaison TGV. Le marché unique de 1993 pourrait bien modifier cette situation. La récession économique gagne en effet les entreprises suisses, qui n'ont pas l'intention de rester à l'écart de l'Europe.

pages, le Monde offre donc, tous

l'année 1986, à un moment où se d'habitants. renforcait singulièrement le monopole de la presse régionale, une édition « Rhône-Alpes ». Sur deux

La diffusion quotidienne, qui a les enjeux économiques, les activi- dont onze mille abonnés.

A Haute-Savoie est l'endroit privilégié où peuvelles relations entre

Le regard du « Monde » sur Rhône-Alpes Dans une région qui comptait tés universitaires, les programmes déjà un grand nombre de lecteurs, culturels, concernant une commule Monde a lancé, au début de nauté de plus de cinq millions

augmenté depuis cinq ans plus vite que dans les autres régions, les jours, un complément d'infor- est aujourd'hui de plus de trente mation sur la via des collectivités, mille exemplaires en moyenne,

MUTATIONS ÉCONOMIQUES ET POLITIQUES DANS LE MONDE

1980-1990

U début des années 80, l'historien d'art Jean Clair ironisait sur le « manteau gris des musées » qu'il voyait s'étendre sur l'Occident, à l'instar du « blanc manteau des églises » que le moine Glaber avait vu s'étendre sur l'Emope à l'aube du deuxième millé-naire. La région Rhône-Alpes n'était alors guère concernée par cette fréné-sie de construction : a peine était-il ste de construction: a petine etait-il question, à Saint-Étienne, d'ériger un bâtiment moins exign pour abriter les œuvres du vingtième siècle réunies par Maurice Allemand et Bernard Ceysson. A Grenoble et à Lyon, l'art s'exposait comme il pouvait, dans des palais certes prestigieux mais de moins en moins fonctionnels.

Le paysage, aujourd'hui, est en train de se transformer, Saint-Etienne a ouvert, en 1987, son Musée d'art moderne. Lyon a engagé un réaména-gement radical du Palais Saint-Pierre, qui s'achèvera en 1996, et va devoir rapidement trouver un lieu pour sa jeune collection d'art contemporain. Grenoble, enfin, a opté pour la construction d'un nonveau Musée d'intérêt national, équipement ambitieux prolongé par un jardin de sculp-tures sur les bords de l'Isère, qui devrait ouvrir ses portes dès 1993.

Le « petit Louvre » de Lyon

Si l'on ajoute à ces équipements le Centre national d'art contempo-rain installé dans une friche industrielle grenobloise et le nouveau Musée de Villeurbanne, actuellement en travaux d'agrandissement, les trois grandes agglomérations rhônalpines semblent pouvoir riva-liser, à l'aube du vingt et unième siècle, avec n'importe quelle région européenne. D'autant que les col-lections sont à la hauteur des audaces des bâtisseurs.

Le Musée des beaux-arts de Lyon a l'avantage d'une diversité qui en fait un «petit Louvie» avec, notamment, un des plus riches ensembles du dix-neuvième siècle, après ceini d'Orsay, de Delacroix à Gauguin et Gustave Moreau. Le Musée de Grenoble est doté, pour sa part, de la pius belle collection d'art ancien de province. Son dix-septième siècle français est particulièrement remarquable, avec des œuvres majeures de Georges de La Tour, Simon Vouet, Philippe de Champaigne, Laurent de La Hyre -récemment redécouvert par une grande exposition monographique on Enstache Le Suenr, qui devrait bénéficier un jour prochain du

Ce sont toutefois les collections du vingtième siècle (moderne et contemporain) qui peuvent le mieux favoriser l'afflux des amateurs d'art vers la région. L'engagement des conservateurs. Serge «La spécialisation ne peut s'impo-nantes, ils auront une patine avan-Lemoine à Grenoble et Bernard Ceysson à Saint-Etienne surtout, a permis de constituer des ensembles significatifs qui devraient être renforces au cours des dix prochaines

Les collections d'art moderne des deux villes (jusqu'aux années 50) ont des points forts communs, ne seraient-ce que les deux Fernand Léger emblématiques, la Danse de 1929 à Grenoble et les Trois Femmes sur fond rouge de 1927 à Saint-Etienne, qui figurent sur la converture des ouvrages consacrés aux deux musées. Un regard global sur les deux maisons, en revanche, fait apparaître les prédilections, les humeurs, des deux patrons actuels. Serge Lemoine, passionné d'art géométrique et concret, a fait entrer des œuvres dans la ligne du Théo Van Doesburg de 1924, de Camille Graeser à Gottfried Honegger et François Morellet.

Bernard Ceysson, plus éclectique, a joué les cartes du pop art et de l'abstraction américaine, des « gestuels » français des années 50 et de Support-Surface, retrouvant Serge Lemoine sur le terrain du minimal art. Fallait-il spécialiser davantage les collections de chaque musée?

ser par un diktat », dit Bernard tageuse. Ceysson, qui estime qu'e on peut aimer Baselitz et Judd, Richter et Viallat, Buren et Favier». Et il laisse aux visiteurs le soin de confronter, mentalement, son Domela aux abstraits géométriques de Grenoble, ou d'intégrer à sa douzaine de Dubuffet celui de

Exposer dans la rue

Certains paris sur des artistes eunes des mouvements nouveaux, à Grenoble comme à Saint-Étienne impliquaient des risques. Avec le recul, ils semblent assez sages. Déjà, l'aventure quelque peu révolutionnaire de Support-Surface est devenue historique, sinon classique, comme l'a montré une récente exposition des travaux du groupe.

A l'aube du vingtième siècle, les œuvres des années 80 seront à leur tour entrées dans l'Histoire. Baselitz, Penck et Immendorf, par exemple, sur lesquels a misé Bernard Ceysson, seront certainement moins abordables, même s'ils n'atteignent pas des cotes impression-

A Lyon, Thierry Raspail, qui a constitué en cinq ans une impressionnante collection d'art contem porain (en volume, en tout cas), ne se soucie pas vraiment de patine. Contrairement aux conservateurs de Grenoble et Saint-Etienne, il a travaillé ex nihilo. La production de ce siècle, au Musée des beaux-arts, s'était arrêtée autour de 1955, à quelques achats près, et la rupture a été consommée entre l'art classique et moderne (pris en charge par Philippe Durey au Palais Saint-Pierre) et l'art plus récent. Malgré une boîte en valise de Duchamp et quelques œuvres des années 60 et 70 (Fontana, Broodthaers...), Thierry Raspail a fait entrer, par acquisitions ou dépôts, l'art des

années 80. Pourtant, il n'entend pas témoigner d'une époque, ni accumuler du patrimoine. Et s'il souhaite continuer à enrichir sa collection dans un lieu bien à lui, au cours des prochaines anuées, ce n'est pas pour ouvrir un musée de plus mais pour «expérimenter d'autres fonctions». Son goût des œuvres monumen-tales, à la limite de l'inexposable, est en soi le signe d'une envie de transgresser les limites habituelles du musée. Tout en visant l'hétèrogénéité de la collection, il rêve d'une structure qui rende compte de travaux d'artistes portant « sur le danger, le drame, le voyeurisme » et favorise une « pratique anthropologique extra-muros ».

Il propose aux élus l'utopie d'une aventure «muséale» qui puisse passer par une pédagogie active, dans la rue, avec les enfants d'un quartier, ou par une exposition dans un appartement de la Croix-Rousse. Qu'en sera-t-il, dans dix ou quinze ans, de cette utopie-là? Aura-t-elle suscité une nouvelle réflexion critique, politique, sur l'art d'aujourd'hui, comme le «laboratoire » que veut créer Jean-Louis Maubant dans son nouveau Musée de Vil-leurbanne? L'élaboration d'une théorie aura-t-elle sa place en marge des expositions patrimoniales?

Il est certain, en tout cas, que la pédagogie de l'art moderne et contemporain aura progressé. Tous les conservateurs rhônalpins s'en soucient. Tous ont à cœur de travailler avec les universités, les écoles d'art, et de renforcer leurs archives (déjà considérables à Grenoble et, pour l'art plus récent, à Villeurbanne). Tous se veulent, selon une formule lancée à Saintce fait. Rhône-Alpes devrait devenir une région pilote pour la démo-

BERNADETTE BOST

La région fait son cinéma

Le conseil régional subventionne des réalisateurs qui choisissent de tourner des films sur son territoire

dernier, l'acte de nais-sance du Centre européen du cinéma (CEC), MM. Charles Millon, président (UDF-PR) du conseil régional, et Roger Planchon, codirecteur du Théatre national populaire (TNP). « Cinéma en région, une, pre-mière. » Le silence retomba donc sur cet organisme (1) - imaginé par l'homme de théâtre passionné par le 7º art, - qui doit participer cha-que année à la production d'au moins trois films de longs métrages ou programmes audiovisuels « dont le tournage aura lieu de manière significative sur le territoire de la région ».

L'embarras du choix

Quatre mois plus tard, M™ Marie-Paule Osterrieth, direc-trice exécutive du CEC - dont Planchon l'initiateur a naturelle ment été nommé PDG - est quasiment prête à crier « Moteur! ». Grâce à une active opération de faire-savoir, une vingtaine de projets de longs-métrages ont été dépo-sés au CEC, qui, selon « une procédure s'écartant des schemas classiques d'appréciation collective », n'a eu que l'embarras du choix pour en retenir une demi-douzaine auxquels devrait être attribuée une partie de la manne de 20 millions de francs mise annuellement à la disposition du CEC par la région.

« Comme nous ne souhaitons pas bloquer l'argent durant des années sur des projets qui n'en finissent jamais de mûrir, nous nous imposerons quelques règles non écrites, précise M= Osterrieth. Ainsi, le plus souvent, n'interviendrons-nous qu'en complèment de financement sur des films déjà virtuellement montés, qui disposent soit de l'avance sur recettes, soit de 25 % de leur finan-cement. Notre rôle est celui d'un investisseur qui espère bien non seulement récupérer souvent sa mise, mais aussi parfois dégager des béné-fices au prorata des sommes inves-

N cosignant, le 8 février . ties. » Si le CEC fait bien son métier de coproducteur, d'ici cinq ans la subvention du conseil régional et l'effort qu'elle représente pour les contribuables rhônalpins ne seront plus nécessaires.

Bien qu'il ait d'autres missions développer des projets de scénarios par des conventions d'écriture, participer à la diffusion et à la promotion des films coproduits (conférences de presse sur le tournage, premières nationales en région, soutien aux distributeurs, etc.) et participer à la promotion cinématogra-phique de Rhône-Alpes dans les festivals. - la coproduction est la raison d'être du CEC. On attend donc avec gourmandise la première fournée des films «encouragés» qui devrait permettre aux paysages urbains ou bucoliques de la région de crever l'écran.

Parmi les vingt projets déposés, les lieux de tournage envisagés, donc repérés, balayaient la plupart des départements et une grande variété de sites rhônalpins, du lac d'Annecy à Vienne, des Dombes au plateau ardéchois et de la Savoie au Nyonsais, sans oublier Lyon ou Grenoble. Sur l'identité des réalisateurs candidats, le secret a été plus jalousement gardé. On sait cependant que, pour six d'entre eux, il s'agit d'un premier film. Mais aussi que Michel Deville et Claude Goretta sont partants pour tourner ici. Pour eux, le risque est faible, car ceux qui les ont précédés - de Truffaut (la Sirène du Mississippi) à Tavernier (le Juge et l'Assassin, Une semaine de vacances), d'Allio (les Camisards) à Robmer (le Genou de Claire) - ont démontré que la région était particulièrement ciné-

ROBERT BELLERET

(1) Une société anonyme dont la région possède 15 % et qui compte parmi ses autres actionnaires MM. Claude Berri, réalisateur et producteur, Denis Chateau, directeur général de Pathé-Cinéma, Mª Margaret Menegoz, productrice, MM. Georges Prost, directeur de l'Institut pour le financement du cinema et des industries culturelles (IFCIC), et Robert Gilbert, codirecteur du TNP.

Lucarnes locales

LLES ont éclairé pour la pre-mière fois le petit écran en février 1989, à quelques jours de différence. L'une, Télé Lyon-Métropole, a choisi l'agglomération Ivonnaise comme base de diffusion. L'autre, 8 Mont-Blanc, a pris le parti du département de la Haute-Savoie. Deux ans après, elles sont encore là. C'est déjà une sorte de performance, même si ni l'une ni l'autre n'ont encore trouvé leur point d'équilibre financier. TLM affiche 9 millions de pertes pour

1990, en prévoit 7 pour 1991.

8 Mont-Blanc a connu la première

année un déficit de 8 millions de

francs, 4,3 en 1990. TLM, un moment dirigé par Jérôme Bellay, le fondateur de France-Infos, mise sur sa tranche d'informations quotidiennes, de 19 heures à 20 heures, et sur une émission-débat mensuelle. Elle difnée, les programmes de MCM-Euromusique. Deux partenaires principaux détiennent une minorité de blocage au sein de son capital :

la Compagnie générale des eaux et

le quotidien le Progrès, qui appartient au groupe de M. Robert Her-

Le capital de 8 Mont-Blanc est plus diversifié. Son principal action-naire (16 %) est Lucie TV, une société dirigée par André Cam-pana, un ancien du service public, véritable père emblématique de 8 Mont-Blanc. Il veut faire de sa chaîne un «laboratoire technique». et la petite équipe de journalistes super 8. Les temps forts de son programme : des magazines, sou-vent produits en partenariat.

Ces chaînes, qui ont voulu se positionner sur le terrain de «la cale » pour concurrencer FR3 Rhône-Alpes, souhaitent, chacune de son côté, élargir leur zone de diffusion, TLM prépare, pour septembre prochain, un pont d'informations entre Lyon et Saint-Etienne, Quant à 8 Mont-Blanc, elle espère qu'à cette date, le Conseil supérieur de l'audiovisuel lui aura donné l'autorisation de diffuser sur



NEW YORK TIMES "Lyon Orchestra Keeps a Tradition Alive'

Sous la direction élégante de son chef Emmanuel Envine, c'est d'abord un ensemble qui reagit avec beaucoup de spontané C'est ensuite un orchestre qui garde les traces d'une tradition française, aujourd'hui largement remplacée par le son "pret-àporter" qui fait que tous les orchestres au monde finissent par sonner de la même façon, ou s'y efforcent. L'Orchestre de Lyon cree une musique svelle et précise

THE WASHINGTON TIMES "Orchestra deligths in debut"

Emmanuel Krivine et l'Orchestre National de Lyon se sont glisses saisissants de l'année. Ce fut le coup de foudre entre le public de Washington et les musiciens français. Les ovations furent longues et mentées. L'Orchestre National de Lyon est un des meilleurs orchestres du monde et le maestro krivine un chef au talent rare

CHICAGO TRIBUNE "Surprising Lyon"

L'orchestre National de Lyon s'est revèlé être une des surpnses les plus agréables de la saison musicale. Bien qu'il n'ait guére plus de vingt ans d'existence, cet ensemble joue avec la vivacité et le poli d'une formation de longue date. Ceci est sans nul doute à mettre a l'actif d'Emmanuel Krivme, son chef depuis 1987, qui a su en faire un ventable orchestre.

Saison 91-92

Annecy, Anvers, Chambéry, Clermont-Ferrand, Francfort, Grenoble, Luxembourg, Lyon, Macon, Munich ...

Pour obtenir le programme : ONL, 82 rue de Bonnei, Lyon 69003 Tel : 78 60 37 13

La nature n'a pas de prix

Des paysages de montagne aux vallées, la région possède un environnement remarquable qu'elle s'efforce de protéger face au développement industriel

HÔNE-ALPES est une formidable réserve d'espaces naturels. Ses cinq millions d'habitants disposent, à leur porte, d'un environnement remarquable, situé au carrefour des influences continentales, méditerranéennes et atlantiques. Dans cette région de 4,5 millions d'hectares cohabitent des milieux aussi différents que les Alpes, la garrigue ardé-choise et drômoise, les marais des Dombes et du Forez, les grands lacs du Bourget, d'Annecy, et, pour partie, du Léman. Mais Rhône-Alpes possède également des territoires de movenne altitude, comme les massifs préalpins du Vercors, des Bauges, du Pilat ou de la Chartreuse - ce dernier porte l'une des plus puissantes forêts de France, - qui sont separes les uns des autres par de vastes plaines comme celles de l'Ain, de l'Isère ou

Ce «pays» a pris soin, depuis plusieurs décennies, de préserver son environnement. Il possède un ensemble protegé tout à fait remarquable, composé de deux pares nationaux, la Vanoise et les Ecrins - Rhône-Alpes partage celui-ci avec la region Provence-Côte d'Azur. - qui s'étendent sur 86 000 hectares, de 21 reserves naturelles se développant sur 48 000 hectares et de 125 sites naturels classes, representant une superficie equivalente. Selon le délégué régional à l'environnement. M. Alain Piolat, plus de 56 % de la surface de Rhône-Alpes présente un intérêt écologique, et « aucure région française ne peut se prevaloir de disposer de paysages aussi

exceptionnels et variés «. C'est dans ce cadre très privilégié que travaillent les Rhônzipins. Pourtant, depuis un quart de siècle, ils n'ont pas menagé cette nature qu'ils

ont reçue en héritage. « Nous dispo-sons encore de beaux restes mais on a couloirs, souvent infranchissables, empêche les échanges biologiques bien souffert. Ainsi, depuis dix ans, 50 % des zones humides ont disparu», explique M. Jean-Francois Noblet, chargé de mission auprès de M. Alain Carignon (en congé du RPR), président du conseil général de l'Isère.

Cet «écolo», qui a quitté, il y a deux ans, la direction de la Fédéra-tion Rhône-Alpes de protection de la nature (FRAPNA) pour conseiller l'ancien ministre de l'environnement de M. Jacques Chirac, observe que l'un des plus beaux fleuves d'Europe n'est plus aujourd'hui que l'ombre de lui-même. Au sud de Lyon a été édifié sur ses rives le très puissant «cou-loir de la chimie». Sur le fleuve, la Compagnie nationale du Rhône (CNR) a aménagé quatorze retenues, de Génissiat (Ain) à Donzère-Mondragon (Drôme), ravagé les paysages et bouleversé les écosystèmes qui y prospéraient, canalisé sur des dizaines de kilomètres ses rives, et fait disparaître des milieux naturels comme le « Rhône amazonien », qui divaguait au sud de Genève. Après dix ans de lutte, la FRAPNA vient de sauver, in extremis, en la faisant classer la zone de confluence de l'Ain et du Rhône, à Loyettes, menacée elle aussi par un nouvel aménagement hydroélectrique confié à la CNR.

En montagne ont surgi, depuis vingt-cinq ans, un grand nombre de stations, et des pans entiers de massifs ont été striés par des pistes, des cábles de remontées mécaniques ou des lignes à haute tension. L'urbanisation à d'autre part submergé la plupart des vallées alpines. Celles ci sont aujourd'hui traversées par des autoroutes et elles s'apprêtent à accueillir, demain, des voies de chemin de ser à grande vitesse. La construction de ces-

empêche les échanges biologiques d'un massif à l'autre, notamment entre les Alpes et le Massif Central, mettant en péril des espèces animales qui, jusqu'alors, y prospéraient.

D'autres menaces pesent sur Rhône-Alpes, plus insidieuses celles-là, liées notamment à l'accélération de la déprise agricole. Ainsi dans le Massif Central les friches gagnent chaque année davantage d'espace. Pour les écologistes purs et durs, ce retour à l'état de nature favorise le développement de la faunc et de la flore. D'autres protecteurs de l'envi-ronnement craignent par contre l'uni-formisation des paysages et le reboise-ment progressif de régions entières privées de leurs «jardiniers» tradi-tionnels, les agriculteurs.

Sauver les massifs préalpins

a S'il nous reste encore quelques combats à mener en haute mon-tagne, aujourd'hui dans la région Rhône-Alpes l'enjeu majeur de pro-tection se situe dans les massils pré-alpins comme le Diois, les Baron-les Company de pais, les Baronnies, les Cévennes ardéchoises, en proie à la désertification », expliquent les fonctionnaires du ministère de l'environnement installés dans la region Rhône-Alpes. « Comment sauver des paysages remarqua-bles où prédominent, encore aujourd'hui, la culture des oliviers et les aménagements agricoles en ter-

rasse? x, se lamente l'un d'eux. Dans ces zones, la pression touristique devient de plus en plus forte. La construction de villages « cless en main », qui accueillent une forte majorité de touristes issus de l'Europe du Nord, et la restauration d'anciennes bâtisses agricoles

se multiplient. « A partir de 1993, la France, et plus particulièrement Rhône-Alpes, en raison de sa position géographique, deviendra le grand centre touristique de l'Europe. La diversité des milieux et sa grande richesse naturelle, l'importance économique de cette région. enfin sa place privilégiée sur le plan des communications laissent entrevoir un avenir qui ne sera pas forcément très rose - ou très vert - pour Rhone-Alpes », prétend la prési-dente de la FRAPNA. M= Moni-

que Coulet.

L'intégration des activités économiques dans l'immense parc naturel que constitue la région Rhône-Alpes suscite de nombreuses craintes. Au cloisonnement de l'espace dénoncé par les écologistes s'ajoute la séparation de plus en plus marquée entre des zones dites naturelles et les espaces urbains. « On est en train de nous fabriquer entre Lyon, Grenoble, Annecy et Genève une mégapole où prédomine déjà le stress, la délinquance et la pollution, entourée de zones déscriques. Les habitants des villes ont autant besoin de nature au cœur de leur cité qu'à l'extérieur d'elle ». souligne M. Jean-François Noblet.

Rhône-Alpes doit désormais s'interroger sur les moyens de maintenir un équilibre particulièrement fragile entre son propre développe ment économique et la formidable richesse que constitue, pour les décennies à venir, son vaste patrimoine naturel. Pour la seconde région économique française, le succès de cette « entreprise verte » n'est pas assuré.

CLAUDE FRANCILLON

RHÔNE-ALPES AU FUTUR

Les habits neufs de la politique

Un nouveau champ d'action, la décentralisation, et des hommes pour l'exploiter

vie politique en Rhône-Alpes tourne, depuis autour du plan pour les lycées pro-posé par le président (UDF-PR) du conseil régional, Charles Millon. Son principe : « l'autonomie des établissements » face à une éducation nationale malade d'être « hiérarchisée, centralisée, uniformisée ». En substance, c'est la lutte entre la gestion de proximité, qui serait plus efficace, et la gestion éloignée, source de bureaucratie. Le propos n'est pas sans écho. Il met même dans l'embarras les socialistes qui sentent, eux aussi, que, comme le dit avec un certain plaisir Charles Millon, «la décentralisation, c'est aujourd'hui un thème mūr ».

Un ou deux jours par semaine, le président du conseil régional s'offre des visites dans la « région pro-fonde», occasion, chaque fois, pour

DÉPARTEMENTS

ΔIN.

ARDÈCHE.

DROME.

ISÈRE.

LOIRE.

RHONE.

SAVOIE.

organiser de petites réunions publiques. A la tribune, deux maîtres mots: « décentralisation » et « déconcentration ». Certains lui reprochent de hisser ces couleurs-là, rappelant qu'il s'est opposé aux textes de Gaston Defferre. Les mêmes reconnaissent qu'il n'aurait aucune raison de se priver du tremplin que représente la présidence du conseil régional, sur lequel il rebon-dit depuis 1988. En aparté, Charles Millon dit être persuadé que la France va bientôt entrer dans « l'ère

Certes, les quarante-deux mille élus que compte la région, du plus obscur conseiller municipal au sénateur incontournable, n'ont pas tous bénéficié de la sorte des lois de 1982. Mais, complétées par celle sur le cumul des mandats, elles ont sensiblement bouleverse le paysage politique régional. D'autant que les électeurs ont, parallèlement, pris de

+ 20,8

5,4

7,8

11,9

9,2

14,7

Taux de

5,6

8,8

8,2

9,8

7,8

6,5

10,1

des gouverneurs ».

Le marché du travail (1)

Demandes

d'emploi

de mois (2)

12 831

10 990

20 275

40 266

34 409

61 435

11 665

très nettes options en faveur du rajeunissement de leurs représen-

Le phénomène a commencé, en 1982, par l'élection à la présidence du conseil général de la Savoie de Michel Barnier (RPR). Il avait alors trente et un ans. Un an plus tard, lors des élections municipales. Bernard Bosson (CDS) prend, à trentecinq ans, la ville d'Annecy; Alain Carignon, trente-quatre ans et RPR, crée la surprise en enlevant à Hubert Dubedout la mairie de Grenoble, qui passait pour un pré carré du socialisme. Michel Noir, alors RPR, devra attendre 1989 et d'être grand-père, à quarante-cinq ans, pour écarter le maire sortant UDF, qui ne paraissait plus en phase avec l'image que la ville souhaitait d'elle-même.

Une aventure qui tourne court

Cette lame de fond, qui pourtant n'atteint pas Saint-Etienne, où François Dubanchet (CDS) est élu en 1983, puis réélu en 1989, à soixante-six ans, offre aux « cadets de la droite» une légitimité électorale. Ils essaient alors de pousser leur avantage : en juin 1989, une grand-messe rénovatrice les réunira à Lyon, donc en leurs terres, pied de nez aux états-majors parisiens.

Depuis, l'aventure collective a tourné court, et la généreuse solidarité dont voulait se parer le mouvement a même sérieusement pâli en décembre dernier. Lorsque l'un d'entre eux, Michel Noir, a claqué la porte de son parti et remis son mandat de député en jeu, provoquant des élections législatives partielles, ses voisins ne se sont pas précipités pour soutenir sa

décentralisation, qu'ils entonnent d'autant plus fort que, depuis 1981. mis à part l'intermède de la cohabitation, ils ont été en vacance de

Quant à ceux qui ont fait adopter ces lois, ils n'ont pas voulu, ou n'ont pas pu, en tirer le même parti. Il est vrai que la gauche, mis à part Chambéry, avec Louis Besson, et le conseil général de la Drôme, dirigé par Rodolphe Pesce, aussi maire de Valence, ne dispose pas de grandes bases électorales. Ses chefs de sile, Jean Poperen.

en commun que le refrain de la Jean Auroux, Louis Mermaz ou Jean-Jack Queyranne, maires de villes moyennes, ont été happés depuis l'élection de François Mitterrand vers d'autres responsabilités : qui vers un ministère, qui vers la présidence du groupe socialiste à l'Assemblée nationale, qui vers la fonction de porte-parole national du PS. Seul Charles Hernu pouvait à la fois se targuer d'être ministre de la défense et diriger la « plus grande ville socialiste de la région », Villeurbanne (120 000 habitants).

Sans véritable leader. les socialistes ne savent pas trop comment

se dépêtrer des initiatives du maire de Grenoble, qui recrute dans leurs rangs, de celles du maire de Lyon, qui dispose d'une très large majoconseil régional, qui est parvenu à dépasser le ralliement à la majorité sidentielle du conseiller régional michel Durafour. Les «figures» socialistes ne se housculent pas pour emmener des listes aux élections régionales. Elles donnent l'impression d'avoir abandonné toute prétention. De laisser à leurs adversaires le champ libre de la décen-

BRUNO CAUSSÉ

1992 : le défi des JO

ES Jeux olympiques qui se derouleront du 8 au 23 février 1992 à Albertville représenteront un immense défi pour Rhône-Alpes. Présente financièrement au côté de a Savoie olympique, la région souheite présenter son meilleur visage aux 800 000 spectateurs attendus sur les sites sportifs et aux deux millards de téléspectateurs de ces seizièmes Jeux d'hiver.

Satolas, où se rejoindront, à la veille du grand rendez-vous de 1992, avions, trains à grande mière vitrine du dynamisme de cette région, où la montagne, de moyenne et de haute altitude, occupe 58 % de l'espace et abrite un million de personnes.

Les industries liées au ski, essentiellement concentrées dans deux pénurie de «poudre blanche» qui a cent mille lits touristiques, sévi au cours des hivers 1988, entend montrer que «sa» neige 1989 et 1990, devraient à nouveau reprendre un peu d'altitude. Très liées à la conjoncture météorologique, ces entreprises veulent promouvoir leurs tachnologies à l'occa-sion des Jeux. Laurs meilleurs «commerciaux» seront les champions de ski qui sauront remporter des médailles sur leurs spatules ou

La meilleure neige au monde

dans leurs chaussures.

Pendant seize jours, le rendezvous d'Albertville va constituer pour les stations françaises, qu'elles soient situées à l'intérieur ou à l'extérieur du territoire olympique, un formidable enjeu. La France, qui exploite le premier parc mondial de remontées mécaniques avec 4000 appareils, dont 65 % sont implantés sur les sommets de Rhone-Alpes - 34 % dans la

peut être l'une des meilleures au La Savoie sort profondément

bouleversée - en bien - du long travail de préparation entrepris depuis le mois d'octobre 1986, date de la désignation d'Albert-ville comme cité organisatrice des JO d'hiver de 1992. Ses principaux accès routiers, notamment la trop célèbre route nationale 90, saturée chaque hiver par l'avalanche des automobilistes en partance pour les stations, ont été considérablement améliorés; de nouveaux équipements sportifs ont surgi de terre et de nombreuses stations ont renove une partie de leur parc immobilier et hôtelier. Le paysage a finalement peu souffert de ces très importants travaux. La Savoie attend, comme tous les pays de montagne français, les « retombées» de l'or olympique.

aujourd'hui toutes ses ressources technologiques et humaines pour le succès des feux et leur retentissement médiatique dans le monde entier.

HAUTE-SAVOIE. 24,8 6,2 18 912 départements, l'Isère et la Haute-Savoie, et autour de deux grands RHONE-ALPES 210 783 groupes, Rossignol, numéro un mondial du ski, et Salomon, leader mondial des fixations de sécurité et Chacun se consacre en fait à FRANCE. 2 571 059 9,3 deuxième fabricant de chaussures, conforter son territoire, qui une espèrent profiter de cette occasion. Leurs bilans, qui s'inscrivent aujourseule Savoie olympique, - qui peut mettre à la disposition des mairie, qui un conseil général, qui (1) Avril 1991. (2) Emplois à temps plein et à durée indéterminée. le conseil régional. Et de la petite (3) A fin mars 1991 : demier chiffre connu. musique de la rénovation ne reste AUJOURD'HUI FRANCE TELECOM PREPARE LES JEUX OLYMPIQUES DEMAIN LE MONDE ENTIER Y PARTICIPERA Couberun et patienaire officiel des Jeun France Télécom mobilise des

1121

La ville d'Aurillac dans le Cantal, le district du bassin d'Aurillac récemment créé et neuf communes membres du district viennent de signer une convention de financement avec cinq banques, dont le Crédit local de France (CLF) est le chef de file. Cette convention prévoit le financement par emprunt, à hauteur de 37 millions de francs des principaux investissements que ces communes souhaitens réaliser en 1991, notamment dans les domaines de la voirie, de l'assainissement et de l'eau. Le CLF couvrira 50 % de ces besoins et assurera une mission d'assistance technique en matière de gestion des dettes.

Le Crédit local assure que cette convention est un exemple original de partenariat intercommunal. « Elle permet en effet aux communes membres du district de se voir proposer des services, dont normalement seuls la ville et le district en tant que tels seraient bénéficiaires, »

AQUITAINE

Les sylviculteurs du sud de l'Europe

L'Union des sylviculteurs du sud de l'Europe (USSE), groupement curopéen d'intérêt économique créé en septembre 1989 à l'initiative des propriétaires forestiers aquitains, basques et galiciens, s'est élargi à sept régions. Les trois pionnières ont été rejointes par la Catalogne, Midi-Pyrénées, le Portugal et bientôt le Languedoc-Roussillon. L'USSE représente désormais les propriétaires de huit à dix millions d'hectares de pins. chênes ou eucalyptus.

Les sylviculteurs veulent occuper le marché européen qui représente, selon eux, 850 milliards de francs. Ils veulent faire pièce à «l'Europe des bois du Nord», qui, elle, est organisée depuis des décennies. « Echanger des informations, créer un marché, faire circuler des techniques, tel est notre but. On oublie trop facilement que la joret, lorsqu'elle est cultivée, est un inducteur de développement et d'emploi », rappelle le professeur Martres, qui est à l'origine de l'USSE.

L'Union des sylviculteurs du sud de l'Europe a institué un programme reconnu par les instances coronéennes et subventionné par l'Aquitaine, la Galice et l'Enskadi. Il s'agit d'organiser la sécurité du massif forestier face aux risques d'incendie. Le feu est en effet l'un des points communs de ces régions. Ces dernières années, 50 000 hectares ont brûlé en Galice, 30 000 hectares en Euskadi et 10 000 hectares en Aquitaine. L'USSE, avec le concours d'experts, souhaite « déterminer les zones à risque » afin d'harmoniser les systèmes de défense contre l'incendie.

PROVENCE-ALPES-COTE D'AZUR

Les écologistes s'opposent à la pratique du parapente

S ept associations de protection de la nature des départements du Var et des Alpes-de-Haute-Provence viennent de manifester leur opposition aux championnats du monde de para-pente, qui doivent avoir lien du 7 au 22 septembre dans les gorges du Verdon. Elles estiment que les 200 concurrents (représentant 37 pays) et les 15000 visiteurs attendus seront le point de départ du développement de ce sport qui demande beaucoup d'espace dans un site classé.

Pour les opposants, le parapente s'ajouterait à d'autres nuisances (ULM, appareils de l'aéronavale, aviation légère), qui sont déjà préjudiciables aux 125 espèces d'oiseaux recensées. Ils soulignent aussi que cette nouvelle « perturbation » du milieu ne ferait qu'augmenter la fréquentation croissante du grand canyon. Un problème supplémentaire pour ce site qui connaît déjà des difficuhés à cause d'un réseau d'assainis-sement insuffisant et à la limitation abusire» par EDF du débit de la rivière en période estivale.

Cette rubrique a été réalisé avec la collaboration de nos correspondants : José Lenzini (Toulon) et Ginette de Matha (Bordeaux).

HEURES LOCALES

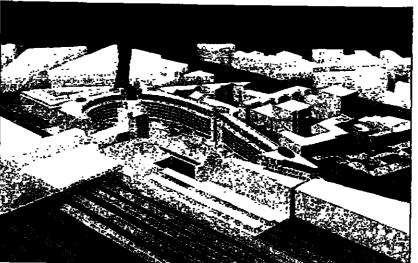
La place Chalon, nouvelle « porte » de Paris

L'aménagement des abords de la gare de Lyon doit permettre aux voyageurs de découvrir un espace piétonnier

Fiszer vient de remporter le concours organisé par la mairie de Paris pour aménager la place Chalon, dans le douzième arrondissement, située au débouché de la gare de Lyon. Ainsi, à la fin de l'année 1994, les voyageurs descendant des TGV méditerranéens ou lyonnais découvriront-ils un vaste espace piétonnier de près d'un hectare et qui dessinera une

Cette nouvelle «porte» de Paris aura une superficie comparable à ceile de la place de l'Hôtel-de-Ville ou du Châtelet. Son animation sera assurée par un hôtel de 250 chambres, des logements et des commerces, dont de nombreux restaurants et cafés, disposés sur le pourtour de la place. La hauteur des bâtiments ne dépassera pas 25 mètres. Un parc de stationnes de 1 500 places, destiné aux usagers de la SNCF et aux riverains, sera construit sous ce parvis, largement ouvert sur le quartier environnant,

L'aménagement de cette place, qui offrira le premier visage de Paris aux touristes et aux hommes d'affaires arrivant dans l'est de la capitale par voie serrée, est au centre de la rénovation du quartier Chalon, lancée par la mairie de Paris. L'opération s'étend sur près de 7 hectares et est délimitée par le boulevard Diderot, l'avenue Daumesnil, la rue de Rambouillet et la rue de Chalon. Dès



ses priorités : améliorer l'accès et l'environnement de la gare de Lyon, mais aussi engager la rénovation de l'un des îlots les plus dégradés de la

Il y a moins de dix ans, la situation des étroits passages du secteur Chalon était particulièrement critique: immeubles insalubres, logements lépreux, portes cochères brisées, couloirs envahis par les

1984, le Conseil de Paris affirmait revendeurs de drogue. Sur le pavé ment, outre l'aménagement de la gluant : seringues, petites cuillères et peaux de citron. Tout cela est aujourd'hui de l'histoire ancienne. Dominé par les grues, le quartier, sillonné par les bulidozers et les pelleteuses, préfère garder le souvenir de l'époque où, il y a une trentaine d'année, il était le premier quartier chinois de

> Le plan de rénovation voté par les dont 90 % de logements «aidés». La édiles de la capitale prévoit notam-

place, la construction de 600 logements, 7000 mètres carrés de commerces, 30 000 mètres carrés de bureaux et différents équipements sociaux, scolaires et sportifs. Un effort financier très important a été fait par la Ville à propos des acquisitions foncières. Près de 300 loge-

ments ont en effet déjà été bâtis,

voirie a été redessinée, un mail

de la place Chalon :

piétonnier

carrés sera prochainement ouvert. La totalité des emprises située le long des voies ferrées accueillera un grand immeuble de bureaux qui devrait protéger le nouveau quartier des nuisances phoniques de la gare. Ce bâtiment sera remarquablement placé à proximité immédiate des transports en commun, bus et trains. En contrepartie, le programme de bureaux prévu sur le pourtour de la place disparaît au profit des loge-

A l'est du secteur de rénovation, le long de l'avenue Daumesnil, l'architecte espagnol Manold Nunez a construit un étonnant - et superbe commissariat de police. Au-dessus, répartis sur six étages, une trentaine de logements. Rien que de très ordinaire. Mais le regard du promeneur est attiré par douze volumineuses du bâtiment. Ce clin d'œil à l'antique, à deux pas de la gare de Lyon, est une invitation au voyage.

JEAN PERRIN

Le projet lauréat du concours organisé par la mairie de Paris à propos de l'aménagement de la place Chalon ainsi que ceux des neuf autres candidats selection nés seront exposés du vendredi 28 juin au dimanche 25 août au pavillon de l'Arse-

Trois départements se tendent la main par-dessus les frontières régionales

Les présidents des conseils généraux du Tam-et-Garonne, du Lot-et-Garonne et du Gers s'associent au sein du « pôle sud-ouest »

DUNES (Tarn-et-Garonne) de notre envoyé spécial

TTENTIFS aux symboles, Jean-Michel Baylet (MRG), Jean François-Poncet (UDF) et Jean-Pierre Joseph (PS), «patrons» respec-tifs des conseils généraux du Tarn-et-Garonne, du Lot-et-Garonne et du Gers, avaient conçu le projet de se graphique de leurs trois départements afin d'y signer l'acte de leur mariage. Las, Jean-Michel Baylet devait constater, sur place, que l'endroit était trop pentu pour que l'on puisse songer décemment d'y convoquer les aréopages politiques locaux. C'est finalement dans la salle des fêtes de Dunes (Tarn-et-Garonne), la commune la plus proche, que les trois présidents ont procédé aux formalités d'alliance, dimanche 2 juin, en présence de conseillers généraux, vague-ment perplexes, qui en avaient préala-blement approuvé le principe au sein de leurs assemblées respectives.

Sur le papier, le principe du rassemblement des trois départements dans le «pôle Sud-Ouest» est dicté par le sacro-saint intérêt général. Les objectifs fixés à court terme, que ce soient les perspectives touristiques notamment le tourisme fluvial, - ou la volonté de « moraliser» les installations d'entreprises - qui tirent actuellement profit des compétitions féroces que se livrent les collectivités locales entre elles, - semblent de bon sens.

I initiative constitue surtout une pièce à verser au dossier de l'administration territoriale, alors que le projet de loi sur le sujet, préparé en son temps par Pierre Jone, vient au Sénat à partir du 11 juin. Le regroupement souligne d'ores et déjà l'exiguité du département. « Que voulez-vous faire sur cette surface ?», s'interroge Jean-Michel Baylet, ministre du tourisme. «Séparés, nous ne sommes visibles ni de New-York, ni de Tokyo», renchérit Jean François-Poncet. Les trois présidents ne cachent pas qu'unis il leur sera possible, par exemple, d'avoir un représentant permanent à Bruxelles chargé de la promotion de projets

Par leur initiative, les trois frondeurs soulignent également les limites du cadre régional. Coincés entre les deux grandes métropoles du Sud-Quest, Bordeaux et Toulouse, ces trois départements agricoles se trouvent en effet à cheval sur l'Aquitaine (le Lot-et-Garonne) et sur Midi-Pyrénées (le Gers et le Tarn-et-Garonne). «L'Aquitaine, ça n'existe pas, Midi-Pyrénées, encore moins, nos départements, eux, ont une identité commune, c'est la Garonne moyenne», clame Jean François-Poncet. «Nous sommes des pionniers », ajoute Jean-Pierre Joseph.

Pour autant, l'établissement public constitué à cette occasion, soumis aux tuera pourtant pas un a machin supdémentaire » qui s'intercalerait entre le département et la région, Prudents, les trois présidents assurent qu'il ne disposera d'ailleurs pas d'une infrastructure propre.

Reste que le lancement de cette nouvelle structure, à neuf mois des élections régionales, n'est certainement pas innocent. Officiellement, l'initiative n'a suscité ni critiques ni encouragements. Chacun attend sans doute de voir l'usage qui en sera fait. « il est cloir qu'on gene un peu tout le mondes, glisse avec un sourire l'un des présidents. La diversité des sensibilités politiques des trois hommes

lois de 1982 et de 1983, ne consti- ajoute évidemment du piment à l'affaire, même si, en terre radicale, les différences entre Jean-Pierre Joseph, rocardien nostalgique de l'ouverture, Jean-Michel Baylet, ancien président du MRG, et Jean François-Poncet, UDF atypique, sont naturellement ténues et la complicité manifeste.

> « Nos diffèrences politiques sont anecdotiques », assure l'ancien ministre de M. Valéry Giscard d'Estaine. Il n'empêche. Le pôle Sud-Ouest sera peut-être un bon moyen, pour les uns comme pour les autres, de tenir en respect leurs oppositions respectives afin d'asseoir un peu plus leur pouvoir départemental.

> > GILLES PARIS

Le Tarn découvre les vertus de l'économie sociale

de notre correspondant

NTRE Carmaux et le département de l'Aveyron, le Ségala tarnais reste une terre à moutons. Dans ces pâturages en vallonnements, la petite commune de Moularès accueille pourtant, depuis l'automne, une expérience originale de micro-développement local.

Racheté par le SIVOM du canton de Pampelonne pour 1,63 million de francs, le domaine du Vergnet comprend une grosse bâtisse qui fut un hôtel. Un achat réalisé grâce à diverses subventions départementales, pour 0,63 million et par un emprunt contracté par le SIVOM pour 1 million de francs, les élus locaux siégeant au syndicat intercommunal n'avant bien sûr accepté une telle « aventure financière » qu'avec l'assurance d'un loyer

amortissant l'annuité d'emprunt, Ce loyer est versé par la SEI, qui gère divers centres d'aide par le travail dans la région et qui emploie ici des bénéficiaires du RMI, afin qu'ils réalisent leur programme d'insertion accompagnant le versement du revenu minimum.

Pour le conseiller général local, M. Roger Lagorsse, père de cette réalisation, il s'agit de « faire du développement local par l'action sociale». Depuis bientôt six mois, une quarantaine de stagiaires réaliconditionnement et de cartonnage pour l'imprimerie des laboratoires pharmaceutiques Fabre, de Castres (le plus gros employeur du département du Tarn), ou du rebobinage pour l'usine Rhône-Poulenc d'Albi.

JEAN-PIERRE BARJOU

Portrait de l'élu cantonal

Les pères de 20 % de leurs mem-

bres étaient adhérents d'un parti; et si ce taux atteint 50 % pour les élus du PC, il est encore de 18 % pour ceux de l'UDF. Fils de militants, ils l'étaient souvent eux-mêmes avant de se présenter aux élections : 58 % pour les adhérents du PS et 28 % pour ceux de l'UDF, y compris pour 33 % des représentants de cantons ruraux. Ce militantisme déteint sur la famille, puisque les conjoints de 23 % à 31 % des élus de droite sont eux-mêmes membres d'un parti. Résultat de cette évolution : 43 % des conseillers généraux adhèrent à un syndicat, 21 % y exerçant des responsabilités; 75 % d'entre eux sont membres d'un parti, 63 % figu rant parmi ses responsables départe-mentaux, 13 % parmi ses dirigeants régionaux, et même 18 % jouant un rôle à l'échelle nationale. Les élus cantonaux sont devenus des hommes politiques d'importance, Cette politisation se manifeste

aussi dans la raison que donne ces élus de leur engagement : 78 % des communistes, 58 % des socialistes et 54 % des RPR affirment l'avoir fait pour « défendre un projet politique d'ensemble »; en revanche, 58 % des UDF et 75 % des divers droite ne l'ont fait que « pour résoudre des problèmes concrets de la vie locale». Nouvelle confirmation que le RPR, contrairement à ses alliés, est, comme les partis de gauche, un mouvement de militants. Cela n'empêche pas que, pour avoir une chance d'être élu au conseil général il vaut mieux disposer d'un mandat local: 20 % des membres des assemblées départementales exerçaient avant la fonction de maire et 57 % celle de conseiller municipal.

Tout cela fait des hommes qui semblent parfaitement heureux, épanouis dans leurs fonctions. Voila, probablement, l'enseignement le plus surprenant de ce sondage, et ce n'est pas seulement parce que les conseillers généraux sont des gens sages et fort peu contestataires. Ainsi, ils approuvent des réformes dont il était pourtant permis de penser qu'ils en seraient les victimes : 79 % d'entre eux sont favorables à la loi limitant le cumul des mandats, 51 % au regroupement des élections cantonales et régionales le même jour, et 59 % au renouvellement en une fois de leur assemblée et non plus en deux séries, comme le principe en a été posé.

Voilà pourtant qui ne pourra qu'accroître la politisation de ces élections, ce que 54 % d'entre eux regrettent. Et s'ils réclament un statut des élus locaux, promis depuis si longtemps, afin de disposer d'un crédit-formation et d'un crédit d'heures pour exercer leur mandai, ils sont 79 % à souhaiter une réglementation de leur indemnité, alors que pour l'instant nombreux sont ceux qui profitent du libéralisme de la législation.

Le principe de la décentralisation, bien entendu, les satisfait parfaitement. Mais, alors que les parlementaires ne cessent de contester ses modalités d'application, ceux qui sont chargés de la mettre en œuvre sur le terrain ne réclament guère plus de prérogatives que celles qu'ils ont actuellement. Ainsi, ils sont 59 % à trouver «bonne» la répartition actuelle des pouvoirs entre l'Etat et le département, et 52 % celle entre le département et la région. Ils sont même 65 % à penser que le dispositif mis en place pour le

revenu minimun d'insertion, pourtant fort critique par la droite, a « plutôt bien fonctionne ». Certes, une majorité des conseillers généraux apprécieraient d'avoir plus de compétences en matière, par exemple, d'enseignement secondaire, de formation professionnelle, de fiscalité locale, d'urbanisme et de logement de routes de tourisme, de culture, de sports. Mais ils le refusent pour l'Université, la sécurité, la recherche, les télécommunications.

inquiétés par la place de la région Leur satisfaction s'étend même à

leurs rapports avec l'administration de l'Etat, dont il est de bon ton, à Paris, d'affirmer qu'elle impose ses directives aux élus locaux. Ainsi, ils sont 66 % à expliquer qu'ils peuvent « faire entendre leur voix auprès de l'administration des services extérieurs de l'Etat ». Tous les directeurs de celle-ci trouvent grâce à leurs yeux ; celui qui est crédité du moins bon score de « bonnes relations » est le préfet, qui pâtit, probablement, de son rôle de représentant du gouvernement. Les conseillers généraux sont d'ailleurs des gens de bon voisinage, puis-qu'ils sont 93 % à avoir de bons rapports avec les maires, 80 % à en avoir aussi avec le président de leur assemblée, alors pourtant que l'on pouvait penser qu'il imposait son autorité avec une poigne de fer, 79 % à être satisfaits de leurs rapports avec les parlementaires, et 66 % seulement, il est vrai, avec les conseillers régionaux.

La région : voilà bien, en effet, leur grande rivale. Il n'y a que 39 % des conseillers généraux à se rendre régulièrement dans la capitale régionale; ils ne sont que 21 % à participer « souvent » à des réunions de travail avec les élus régionaux, alors qu'ils sont 36 % à le faire avec les parlementaires de leur département. Surtout pour « préparer l'avenir» de ce département, 70 % d'entre eux font confiance au conseil général, et simplement 11 % au

conseil régional (7 % à l'Etat, 5 % à la ville et 4 % à la Communauté européenne). Pourtant, quand on leur demande : « Quelle unité admi-nistrative et politique va prendre le plus d'importance dans l'avenir?», répondent à 53 % la région et à 43 % le département. Leur préférence est nette, mais une majorité d'entre eux, surtout chez les plus jeunes, ont pris conscience qu'une des institutions vient du passé alors qu'une autre s'inscrit dans le futur.

Un paradoxe comparable existe devant la construction européenne. Ils sont 53 % à y être « tout à fait favorable » et 39 % « plutôt favorable». Pourtant, ils sont 53 % à estimer que le marché unique va «sûrement» ou «sans doute» aggraver les difficultés économiques de leur département.

Fervents départementalistes, les conseillers généraux n'en sont pas moins lucides. Quand on leur demande : « A qui vos administrés font-ils le plus confiance pour la défense de leurs intérêts?», ils répondent à 64 % aux maires, à seulement 18 % aux élus cantonaux et à 11 % aux parlementaires. D'ailleurs, les deux tiers d'entre eux se disent attachés d'abord et avant tout à leurs communes. Ils sont bien, en cela, représentatifs de leurs électeurs.

Bien en phase avec l'opinion, ayant suivi le même cheminement socioprofessionnel que les habitants de leurs cantons, satisfaits des pouvoirs qui ont fini par leur être donnés, contents des conditions dans lesquelles ils peuvent les exercer, hommes politiques fiers du mandat qu'ils exercent, les conseillers généraux auraient tout pour être heureux s'ils n'avaient pas le sentiment que leurs amis des conseils régionaux n'empiètent sur leur territoire, et, surtout, s'ils n'avaient pas l'impression que les électeurs n'ont pas encore mesuré l'importance de leur

THIERRY BRÉHIER



Les élus ont découvert,

depuis une dizaine d'années,

les charmes et les avantages

des campagnes publicitaires.

Les espaces commerciaux

d'affichage et le mobilier

urbain sont les supports privi-

légiés de ce nouveau mode

d'expression. La loi du 15 jan-

vier 1990, en limitant la durée

des périodes électorales, ris-

que de briser l'élan des collec-

L est des remèdes pires que les maux. Au rang des potions législatives de cette catégorie

devrait figurer sans tarder la loi du 15 janvier 1990 relative «à la

à la clarification du financement des activités politiques», au moins pour

certains de ses aspects moins connus que les dispositions «amnistiantes».

Outre son premier volet, qui fixe des règles claires sur les sources de

financement et les montants plafon-nés des campagnes électorales, la loi induit une réduction draconierune de

l'expression politique et singulière-ment des possibilités de communica-tion des collectivités territoriales. Ainsi l'article 1.52-1 du code électo-

ral interdit-il désormais, pendant les

trois mois précédant le premier jour du mois du premier tour de scrutin

d'une élection et jusqu'à ce que celle-ci soit déclarée acquise, « l'utili-sation de tout procédé de publicité commerciale». Ce même article pré-

cise que, six mois avant le premier

tour de scrutin, « aucune campagne de promotion publicitaire des réalisa-tions ou de la gestion d'une collecti-

vité ne peut être organisée sur le ter-ritoire des collectivités intéressées par

faire obstacle au développement.

encore embryonnaire, de la commu-

nication publique locale. En effet, le calendrier électoral des prochaines

années prévoit le renouvellement des

conseils généraux et régionaux en 1992, les élections législatives en

Appliquée à ces échéances, la loi

imitation des dépenses électorales et

une raison simple : les afficheurs ont parfois mauvaise réputation, ils le savent, et ils veulent s'en défendre. Les élus s'en prennent parfois aux afficheurs, désignés à la vindicte comme des pollucurs de l'eshâtivement sacrifiés sur l'autel de la qualité de l'environnement, les ressoin qu'ils apportent au placement et à l'entretien de leurs panneaux, par opposition « aux netits afficheurs locaux que les élus laissent se développer par démagogie sans rien dire v. Sans compter les redevances. parfois de plusieurs millions de

olication de la loi du 29 décembre 1979, texte qui désigne quelques interdictions d'afficher (hors agglomération, sur les immeubles classés ou inscrits dans les sites classés, sur les arbres et monuments naturels, dans les parcs nationaux, dans les réserves naturelles), qui définit une réglementation par zones et ce qui est permis dans leurs périmètres, et.

DOSSIER

HEURES LOCALES

La communication des collectivités

Le développement des campagnes de promotion publicitaire risque d'être freiné par les effets secondaires de la loi d'amnistie de 1990

conseils généraux ou régionaux sont avantagés. Quant aux parachudevront mettre une sourdine à l'explication de leurs choix ou à l'annonce de leurs projets. « Situation paradoxale, explique un responsable ministériel de communication publique soucieux de son anonymat, que celle consistant à interdire l'affichage ou la publicité dans la presse précisément pendant les périodes où les collectivités territoriales doivent fournir publication des parts de la contra del contra de la contra del la contra de la contra de la contra de la contra del la con un bilan, que peut toujours discuter l'opposition afin que les électeurs se déterminent ».

Robert 6avy, président du conseil régional du Limousin, député P6, qui fut le rapporteur de la loi, « fait confiance aux spécialistes de la comconjunce dux specialistes de la com-munication pour faire fructifier ce gain de crédibilité que leur offre la loi en évitant que les campagnes subis-sent la suspicion de la proximité d'une échéance électorale».

Prime au sortant

Chez les directeurs et chargés de communication des collectivités territoriales, on s'étonne de « cette mise en chômage six mois par an » en observant que, finalement, «il s'agira, le reste du temps, de ne rien faire hormis les relations publiques des élus majoritaires candidats». Outre que cela politisera le travail de professionnels de la communication institutionnelle, la loi transfère sur les journalistes le pouvoir d'ani-mer les campagnes, de mettre en valeur - ou sous l'éteignoir - tel ou tel enjeu défendu par les candidats ou encore par tel ou tel parti. Compte tenu de la situation - rarement concurrentielle – de la presse locale et du poids de la télévision – pour les élections nationales notamment, - les politiques ne manque-ront jamais d'arguments pour mettre la presse en accusation et lui reprocher son manque d'objectivité alors même qu'ils ont, par la loi, accepté d'être corsetés par elle. Au fond, en supprimant toute possibilité publicitaire pendant les mois précédant le vote, les politiques se liberté d'expression.

Autre incidence de la loi : la prime au sortant. L'inconnu qui voudra se présenter - par exemple aux prochaines cantonales de mars 1992 - aura dù être désigné en octobre et disposera, pour se faire connaître et rattraper son défi-1993 et curopéennes en 1994, tandis qu'il s'agira, en 1995, d'élire le pré-sident de la République. cit de notoriété, de trois mois, jusqu'en décembre. Pour Robert Savy, « les partis devront s'adapter et, de réduit de six mois par an la durée de toute campagne politique ou institu-tionnelle. Ainsi, des septembre, les toutes façons, six mois ne suffisent pas à se faire connaître. Ce sont les

tages, ils ne constituent pas la forme la plus achevée du système représen-

Seuls outils de communication avant échappé à l'interdiction, ceux du marketing direct, les envois en nombre de lettres ou encore les appels téléphoniques en faveur de tel ou tel prétendant : « Nous nous sommes heuriés au principe du secret de la correspondance que ris-quait de faire valoir le Conseil constitutionnel, ce qui a inhibé quel-ques parlementaires», commente le rapporteur de la loi.

Les électeurs sont prévenus : c'est par courrier ou au téléphone que se dérouleront les campagnes à venir ou, au mieux, par des journaux électoraux. Autre risque majeur de

l'affichage sauvage – tempéré ces dernières années par l'accession des partis politiques aux espaces commerciaux, - qui souillera à nouveau les murs des villes et des villages tandis que, ce faisant, les hommes politiques s'accuseront mutuellement de ne pas respecter la loi. Nul doute que les effets conjugués de la pollution et de l'invective ne contribueront pas à rehausser le prestige et la crédibilité de la classe politi-

Chez les afficheurs, tout en déplorant du bout des lèvres « et par principe que l'on réglemente la profession » (Philippe Hutinel, directeur général d'Avenir), on constate que les périodes d'affichage politique coîncidaient avec

la prohibition : la recrudescence de une baisse du chiffre d'affaires « due au désir des annonceurs de laisser passer des périodes agitées et de ne pas se mèler ou subir les joutes électorales » (Jacques Machurot, directeur général de Dauphin). Bref, on ne se plaint pas vraiment.

Mais que faire, par exemple, des campagnes que pourront mener des candidats sur leur activité dans la société civile? Va-t-on interdire au maire de La Gacilly, s'il briguait d'antres mandats, de faire la publicité d'Yves Rocher, qui porte son nom et que l'on pourrait habilement utiliser autrement? Va-t-on interdire au président de l'Olympique de Marseille et patron d'Adidas de vanter les mérites de ses différentes entreprises et de suggérer

simultanément que la prochaine sera la région Provence-Alpes-Côte d'Azur? « On sort du problème, concède Robert Savy. La loi ne peut pas empêcher la publicité. Il faut espèrer que l'invocation de la vertu évitera ces dérives. » Que va-t-il enfin advenir des opérations gouvernementales de communication vernementales de communication sur tel programme de formation, telle campagne pour la santé publi-que, toutes estampillées par le ministère en place?

La loi crée autant de problèmes qu'elle en règle. Le contentieux pos-télectoral – tous les intéressés en conviennent - sera volumineux. « Cela durera quelques années, puis tout ça se calmera », prophétise

RICHARD FERRAND



Affichage : il faut é-li-mi-ner

Les afficheurs se veulent partenaires des élus pour assainir leur profession et aménager le territoire

prioritairement de le faire » Ce chœur de légalistes est pales sociétés françaises d'affichage, Philippe Vuitton, PDG de Giraudy, Jacques Machurot, directeur général de Dauphin, et Philippe Hutinel, directeur général d'Avenir A cette revendication singulière,

pace urbain. A cette crainte d'être ponsables des grandes sociétés font francs, qu'ils versent chaque année

D'où le réflexe de réclamer l'ap-

Afin de déterminer les zones de réglementation spéciale, le conseil municipal doit créer un groupe de travail qui comprendra les administrations, les professionnels et les associations d'usagers concernés Un arrêté fixe ensuite les zones de publicité autorisées hors aggloméra-tion. A charge pour les élus de faire especter leurs dispositions en verbalisant, comme la loi le permet, et en installant des emplacements gratuits pour l'affichage d'opinions et d'associations, afin d'éviter l'affichage sauvage. « Il est ainsi passible de concilier les besoins des élus en matière d'aménagement urbain et les besoins des afficheurs en considérant qu'une ville n'est ni une œuvre ni un musée, mais un lieu de vie. qui doit répondre aux demandes de communication qui proviennent des institutions, des grandes marques ou du commerce local », explique Phi-

Démontages concertés •

Les afficheurs se disent prêts à démonter, si besoin est, certains de lcurs dispositifs. Il est vrai que, avec 300 000 emplacements environ, dont 180 000 se répartissent d'une manière quasi équivalente entre les « trois grands », l'affichage est un média qui représente 12 à 13 % du marché publicitaire (contre 5 à 7 % dans les autres pays européens) pour un chiffre d'affaires de 6 milliards de francs produit par 6 000 salariés environ. « //

enfin, les formats tolérés sur les aux entrées de ville, convient Jacques Machurot, mais les emplacements autorisés à de petites entreprises, guère professionnelles, qui répondent aux besoins d'expression du tissu local, aboutissent à une cer-

Les exemples de « démontages concertés » ne manquent pas. Dans le Val-d'Oise, à l'initiative du procureur de la République, ce sont six cents panneaux qui disparurent de la surface du paysage. Idem à Lille, avec la mairie, ou dans les Pyrénées-Orientales, avec la direction départementale de l'équipement où progressivement, l'ordre s'est installé. « Partout, nous devons précéder la demande, continue Jacques Machurot, et réfléchir sur la dédensification pour trouver un système qui èvite à la fois le cloaque et l'interdiction. »

Position semblable chez Giraudy où « démonter ne choque pas car, au fond, cela valorise le média, à ceci près que l'affichage joue localement un rôle très important, comme en témoigne l'intérêt que lui portent les institutions locales qui l'utilisent ». D'où l'installation, dans cet esprit, de quarante-deux panneaux de 12 m² à Toulouse, où mairie et annonceurs publicitaires se succèdent pour faire connaître leurs mes-

Pour Philippe Hutinel, « les élus sont les gardiens de l'esthétique de la ville, mais aussi des fournisseurs, puisqu'ils sont propriétaires de terrains, des clients, puisqu'ils sont toujours en campagne électorale, des acteurs qui doivent faciliter l'expres-

ces quatre filtres, selon lui, les élus décident le niveau de présence de l'affichage sur le territoire de compétence. Pragmatique, Philippe Vuitton situe l'enjeu des relations avec les élus sur le terrain de l'aménagement du territoire : « Quand on expulse les activités économiques du centre ville vers la périphérie, il n'est pas étonnant que ce soit là que se concentrent les panneaux. Les afficheurs participent donc à la vie économique là où elle se déroule. » Il y a aussi des opérations mises en œuvre conjointement, dans les départements comme l'Indre et le Gers, où « avec quarante panneaux bien installés à leur demande, les élus ont pu mesurer des retours posi-

muns ou divergents des élus, des afficheurs et des particuliers, le doute encore persistant dans l'organisation des implantations des panneaux publicitaires pourrait s'estomper progressivement : à la condition que les élus se saisissent à un niveau communal, intercommunal et départemental, du dossier, avec la volonté d'aménager la liberté des médias et les impératifs de l'environnement. Pour ce faire, il suffirait de sanctionner et de démonter les innombrables dispositifs hors la loi, d'interdire leur réapparition et de négocier avec les parties concernées, toutes manifestement soucieuses « d'assainir la situation ».

Quels que soient les intérêts com-

Decaux, le seigneur du mobilier urbain

quante-trois ans, tout à la fois M. Propre des centres-villes, constructeur d'Abribus, concepteur de mobilier urbain, maître d'un domaine de 33 hectares à Plaisir, dans les Yvelines, ne compte pas que des amis. Ses détracteurs - concurrents - ne trouvent pas de mots assez durs, si on accepte de ne pas en citer la provenance, pour qualifier le per-sonnage et ses activités. Seul Vincent Piot, son concurrent direct basé à Nîmes, PDG de Sirocco, modère ses ardeurs en intervenant «là où Decaux n'est pas, notamment dans les villes de moins de trente mille habitants», en refusant « toutes les polémifinalement réussi», même s'il observe que «l'art Decaux n'existe pas et des aitematives existent ».

A tout cela, Jean-Claude Decaux répond par un mélange de désolation un peu théâtrale, de hargne maîtrisée, le tout avec une bonne dose de mépris : «La bourgeoisie française a toujours détesté ceux qui réussissent, car il lui est plus facile de préférer les héritiers aux créateurs. Quand j'ai démarré, on pariait sur mon échec. Au fur et à mesure de mon développement, les rumeurs s'enflaient sur mes contrats prétendument léanins, sur mes appuis pré-tendument privilégiés. Que l'on apporte des preuves et, ensuite, que l'on explique comment j'au-rais pu m'implanter dans ces conditions dans sept cents villes françaises et européennes, toutes dirigées selon des règles chaque fois différentes et par des élus de

«En collant des affiches....»

Et de citer sa vieille amitié avec Joseph Sanguedolce, ancien maire communiste de Saint-Etienne, Robert Galley (RPR), étu à Troyes depuis des lustres; ou ses relations de confiance avec Jean Monnier (divers gauche) à Angers, Edmond Hervé (PS) à Rennes ou Jean Royer (divers droite) à Tours.

Jean-Claude Decaux a ce talent d'héroïser se réussite de selfmade man (« J'al commencé à travailler à seize ans et, en collent des affiches, j'ai eu l'idée du mobilier urbain»); d'affirmer sa « saine » différence (« J'ai horreur des mondanités et je les évite»); d'expliquer que le travail sur le terrain est la dé («Depuis trente ans, je cours partout, le connais tous les maires de France »); et d'aimer ses clients («La moralité des hommes politiques est plus élevée que ne le croit le public »).

Sur le plan de l'organisation, pas de partage du pouvoir : Jean-Claude Decaux règne, assisté de ses deux frères, l'un au service commercial, l'autre en Belgique, et de ses deux fils, «l'un pour développer au sud, en Espagne et au Portugal; l'autre au nord et à l'est, de la Scandinavie aux pays de l'ancien bloc communiste ». Internationaliser l'activité, conquérir l'Europe, tel est l'axe retenu per la première entreprise européenne de mobilier urbain, qui ne cache pas ses ambitions : «Avac 3 600 personnes, presque 2,5 milliards de chiffre d'affaires et une rentabi-

EAN-CLAUDE DECAUX, cin- lité nette de 7 %, nous allons doubler d'ici cinq ans. Nous créerons des filieles à l'étranger – reprendre

ne nous intéresse pas - pour exporter nos produits. Pour le commerce extérieur, c'est mieux que de racheter, qui implique de faire sortir de l'argent de France.» Côté produits, une étude réalisée en 1985 par la Sorgem (Société de gestion, d'organisa-tion et de marketing) pour le ministère de l'urbanisme, du redéploiement industriel et de la culture révélait des appréciations contrastées de la part des municipalités. Les clients aiment «l'effi-

cacité de l'entreprise, l'inventivité du mobilier qui fait accepter la publicité et le design dans le paysage urbain, la gamme étendue et le vaste choix, le bon rapport qualité-prix et l'esprit de partenariat avec les villes qui anime l'entreprise ». Les détracteurs déplorent, essentiellement, l'absence de concurrence : «On est pris dans un engrenage, avec des contrats très longs (dix-huit à vingt ans). Ces matériels uniformisent le paysage; un peu de concurrence lui ferait baisser les prix. » Motifs pour lesquels la ville de Courbevoie a «láché» son fournisseur.

Sur ces critiques, Jean-Claude Decaux justifie la longueur des contrats par celle des négociacollectivités territoriales et pense que «ie mobilier urbain n'a pas de rôle identifiant; il doit être simplement fonctionnel, discret et efficace ». En conclusion : il ne redoute pas la concurrence.

C'est à ce défi que s'accroche pourtant Vincent Piot, numéro deux du mobilier urbain, en jouant la spécificité des demandes locales, «en choyant les clients, en leur laissant le libre choix des emplacements des espaces publicitaires, en ayant un contact sou-ple individualisé», bref, en jouant des cualités qui manqueraient au système Decaux. Chez les afficheurs, quelques tentatives: Toulouse, « à créer des supports qui communiquent l'image de le ville et non celle de l'entreprise qui *les livre »*, explique son PDG, Philippe Vuitton.

Le recours aux designers se généralise peu à peu. Decaux s'est déjà assuré le concours de Starck - dont on va découvrir les candélabres sur les Champs-Elysées - Foster et Wil motte. Vincent Piot - à son échelle - dispose d'une cellule de sept collaborateurs qui planchent sur les nouveaux mobiliers urbains, tandis que Giraudy emploie l'architecte

Face à un marché en expension, chaque maire cherchant à embellir sa ville, la bagarre est âpre, même si Jean-Claude Decaux a queiques longueurs d'avance en France, comme en Europe. L'histoire du fast-food a démontré que le marché du hamburger progressait au rythme d'installation des fournisseurs, sans pour autant attenter à la suprématie de McDonald's, qui est à la restauration rapide ce que Jean-Claude Decaux est au mobilier urbain. Une métaphore que ne récuse pas le seigneur de Plaisir.

25 CE 251.3

Market Control of the Control

"JI STICE EN FRANCES



La prései

Etre juit. 🖛 🏄 des Dossiers de Tar

which der positions for Processor American entre ias denem at a service tions values and a real say. 100 mg thi praise and praise Pression a reason Bendres 2: Real Property of the Parket ** ** *** ** Politica de constante de la co LA DIMEN 181151 Carried to the second Big Society States de mais de la companya de la company Bergerine Charles District of the second of the No de tropie de la companya de companya de

集集集 1 数有关头